



Organisation  
internationale  
du Travail

► Rapport phare de l'OIT

► **Emploi et  
questions sociales  
dans le monde**

**Tendances  
2023**



► **Emploi et questions  
sociales dans le monde**

**Tendances 2023**

Copyright © Organisation internationale du Travail 2023  
Première édition 2023



Cet ouvrage est publié en libre accès sous la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/deed.fr>). Les utilisateurs sont autorisés à réutiliser, partager ou adapter la publication originale, ou à s'en servir pour créer un nouveau produit, conformément aux termes de ladite licence. Il doit être clairement indiqué que l'OIT est propriétaire de l'ouvrage original. Les utilisateurs ne sont pas autorisés à reproduire le logo de l'OIT dans le cadre de leurs travaux.

**Citations** – Cet ouvrage doit être cité comme suit: OIT, *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2023*, Genève: Bureau international du Travail, 2023.

**Traductions** – Si cet ouvrage fait l'objet d'une traduction, il doit y figurer, outre la mention de la source de l'ouvrage original, la clause de non-responsabilité suivante: *Cette traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation internationale du Travail (OIT) et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. L'OIT décline toute responsabilité quant au contenu ou à l'exactitude de cette traduction.*

**Adaptations** – Si cet ouvrage fait l'objet d'une adaptation, il doit y figurer, outre la mention de la source de l'ouvrage original, la clause de non-responsabilité suivante: *Cet ouvrage est une adaptation d'une publication originale de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que son auteur ou ses auteurs et en aucun cas l'OIT.*

Cette licence CC ne s'applique pas aux œuvres ne relevant pas du droit d'auteur de l'OIT incluses dans cette publication. Lorsqu'une œuvre est attribuée à un tiers, l'utilisateur de l'œuvre est seul responsable d'obtenir les autorisations nécessaires du détenteur des droits.

Tout différend auquel la présente licence pourra donner lieu et qui ne pourra pas être résolu à l'amiable sera soumis à l'arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Les parties sont liées par toute sentence arbitrale rendue en tant que règlement définitif du différend.

Toute question concernant les droits et licences doit être envoyée par courrier postal à l'unité des Publications de l'OIT (Droits et licences), CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: [rights@ilo.org](mailto:rights@ilo.org).

---

ISBN 9789220372937 (imprimé), 9789220372944 (pdf Web)  
ISSN 2709-7102 (imprimé); 2709-7110 (en ligne)  
DOI: <https://doi.org/10.54394/YIQW9635>

politiques du marché du travail / chômage / création d'emploi / inflation / COVID-19 / rapport

13.01.2

*Données de catalogage avant publication de l'OIT*

Également disponible en anglais: *World Employment and Social Outlook: Trends 2023*, ISBN 9789220372913 (imprimé), 9789220372920 (pdf Web), ISSN 2709-7080 (imprimé), 2709-7099 (en ligne), Genève, 2023; et en espagnol: *Perspectivas Sociales y del Empleo en el Mundo: Tendencias 2023*, ISBN 9789220372951 (imprimé), 9789220372968 (pdf Web), ISSN 2709-7129 (imprimé), 2709-7137 (en ligne), Genève, 2023.

---

Les désignations utilisées dans les publications de l'OIT, qui sont conformes à la pratique de l'Organisation des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que l'OIT souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Pour toute information sur les publications et les produits numériques de l'OIT, consultez notre site Web [www.ilo.org/publns](http://www.ilo.org/publns).

---

**Crédit photographique pour la couverture:** © Kritanut Unsombut/iStock

Réalisé par l'Unité de la production des publications (PRODOC).

Le BIT veille à utiliser du papier provenant de forêts gérées d'une façon qui est respectueuse de l'environnement et socialement responsable.

Code: DESIGN/WEI/PMSERV

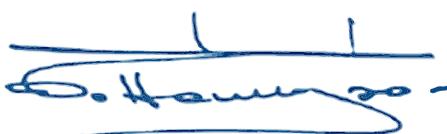
# Préface

Cette année, le rapport *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances* évalue de manière exhaustive les déficits actuels de travail décent et examine comment ils ont été aggravés par les multiples crises qui se sont cumulées ces dernières années. Il analyse les tendances mondiales, les différences régionales et les résultats obtenus pour les différents groupes de travailleurs. Le rapport propose des projections du marché du travail pour 2023 et 2024 et présente les tendances de la croissance de la productivité du travail, en analysant les facteurs expliquant son déclin.

À la fin de l'année 2022, la reprise après la crise du COVID-19 était encore inachevée et très inégale dans le monde, en particulier dans les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire, et entravée par les conséquences du conflit en Ukraine, l'accélération du changement climatique et des défis humanitaires sans précédent. Au vu des prévisions de ralentissement de la croissance de l'économie et de l'emploi en 2023, la plupart des pays ne parviendront pas, dans un avenir proche, à retrouver pleinement les niveaux antérieurs à la pandémie. Pire encore, les progrès sur les marchés du travail risquent d'être beaucoup trop lents pour réduire les énormes déficits de travail décent qui existaient avant la pandémie et que celle-ci a creusés. Le manque d'accès à l'emploi, la mauvaise qualité des emplois, les salaires insuffisants et de profondes inégalités ne sont que quelques-uns des problèmes qui nuisent à la justice sociale. Avec le ralentissement de la croissance de la productivité observé à l'échelle mondiale, ces défis risquent d'être encore plus difficiles à relever.

En temps de crise, la solidarité internationale est plus indispensable que jamais. Un nouveau contrat social mondial est nécessaire pour réduire les déficits actuels en matière de travail décent et de justice sociale. À cette fin, l'OIT lancera en 2023 une [Coalition mondiale pour la justice sociale](#) visant à renforcer la solidarité mondiale et à améliorer la cohérence des politiques, afin de déboucher sur des mesures et des investissements en faveur du travail décent et de la justice sociale.

Plus que jamais, la convergence des crises et les incertitudes qui en découlent alimentent les sources d'inégalités et fragilisent un contrat social déjà compromis. Au-delà des drames humains individuels qu'elles ont provoqués et de leurs répercussions sur le monde du travail, ces crises ont mis en évidence les interconnexions et l'interdépendance entre les économies et les sociétés à travers le monde et ont montré le besoin impératif d'une action concertée et coordonnée à tous les niveaux. Nous avons besoin à la fois d'une prise de conscience de la nécessité d'agir et de nouveaux moyens de traduire cette prise de conscience en mesures fermes sans plus attendre.



Gilbert F. Houngbo  
Directeur général du BIT



# Table des matières

|                                                                                                       |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Préface</b>                                                                                        | <b>3</b>  |
| Remerciements                                                                                         | 9         |
| <b>Résumé analytique</b>                                                                              | <b>11</b> |
| <b>1. Le ralentissement de la reprise du marché du travail nuit à la justice sociale</b>              | <b>19</b> |
| Vue d'ensemble                                                                                        | 19        |
| <b>Un environnement macroéconomique difficile pour les marchés du travail</b>                         | <b>23</b> |
| La crise du coût de la vie rogne les revenus disponibles                                              | 23        |
| Les options en matière de politique budgétaire et monétaire sont limitées                             | 24        |
| Perspectives économiques à court terme                                                                | 25        |
| Tendances à long terme ayant une incidence sur la dynamique du marché du travail                      | 27        |
| <b>Offre de main-d'œuvre, emploi et pénurie d'emplois</b>                                             | <b>28</b> |
| Offre de main-d'œuvre                                                                                 | 28        |
| Quantité de travail: emploi et heures de travail                                                      | 31        |
| Chômage                                                                                               | 37        |
| Le déficit d'emplois, au-delà du chômage                                                              | 39        |
| <b>Les travailleurs risquent d'être confrontés à une détérioration de leurs conditions de travail</b> | <b>40</b> |
| Revenus du travail et inégalités                                                                      | 40        |
| Évolution de la composition de la croissance de l'emploi                                              | 42        |
| <b>Risques pesant sur les perspectives</b>                                                            | <b>46</b> |
| <b>Renouveler le contrat social et faire progresser la justice sociale</b>                            | <b>48</b> |
| Références                                                                                            | 49        |
| <b>2. Tendances de l'emploi et des questions sociales par région</b>                                  | <b>55</b> |
| Vue d'ensemble                                                                                        | 55        |
| <b>Afrique</b>                                                                                        | <b>57</b> |
| Tendances du marché du travail en Afrique du Nord                                                     | 57        |
| Tendances du marché du travail en Afrique subsaharienne                                               | 59        |
| Potentiel de création d'emplois liés à l'adaptation au changement climatique                          | 60        |
| <b>Amériques</b>                                                                                      | <b>61</b> |
| Tendances du marché du travail en Amérique latine et dans les Caraïbes                                | 62        |
| La qualité de l'emploi reste préoccupante en Amérique latine et dans les Caraïbes                     | 63        |
| Tendances du marché du travail en Amérique du Nord                                                    | 65        |
| Les pénuries de main-d'œuvre et de compétences sont généralisées en Amérique du Nord                  | 66        |

|                                                                                                                                     |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| États arabes                                                                                                                        | 67         |
| Tendances du marché du travail dans les États arabes                                                                                | 67         |
| L'emploi dans la transition juste vers une économie verte dans les États arabes                                                     | 68         |
| Asie et Pacifique                                                                                                                   | 69         |
| Tendances du marché du travail en Asie et dans le Pacifique                                                                         | 70         |
| Pénurie persistante de travailleurs migrants dans les pays de destination de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) | 72         |
| Europe et Asie centrale                                                                                                             | 74         |
| Tendances du marché du travail en Europe et en Asie centrale                                                                        | 75         |
| Le grand défi de la croissance de la population active dans la région                                                               | 77         |
| Références                                                                                                                          | 79         |
| <b>3. Tendances de la productivité dans le monde: relancer la croissance grâce à l'économie numérique?</b>                          | <b>85</b>  |
| Défis macroéconomiques dans un contexte mondial de faible croissance de la productivité                                             | 85         |
| Tendances de la productivité dans le monde et changements structurels                                                               | 88         |
| Les liens entre technologie et marché du travail                                                                                    | 97         |
| Quels sont les autres facteurs de ralentissement de la productivité?                                                                | 103        |
| Moyens d'action                                                                                                                     | 105        |
| Créer un environnement propice à une croissance durable de la productivité                                                          | 106        |
| Des écosystèmes de productivité pour le travail décent et une transition juste                                                      | 107        |
| Dispositifs institutionnels pour promouvoir la productivité et le travail décent                                                    | 108        |
| Références                                                                                                                          | 110        |
| <b>Annexes</b>                                                                                                                      | <b>121</b> |
| A. Classification des pays et territoires par région et niveau de revenu                                                            | 122        |
| B. Estimations modélisées du BIT                                                                                                    | 124        |
| C. Tableaux des indicateurs du marché du travail, dans le monde, par groupe de revenus, et par région ou sous-région                | 132        |
| D. Estimations des emplois dans les chaînes d'approvisionnement mondiales                                                           | 170        |
| E. Mesures de la productivité et sources de données                                                                                 | 173        |
| F. Croissance de la productivité et changement structurel                                                                           | 176        |

## Encadrés

|      |                                                                                               |    |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1.1. | L'explosion des prix des denrées alimentaires entraîne une hausse de l'insécurité alimentaire | 41 |
| 1.2. | Comptabilisation des emplois liés aux chaînes d'approvisionnement mondiales                   | 44 |
| 3.1. | La productivité: mesure et concepts clés                                                      | 89 |
| 3.2. | Les répercussions de la pandémie de COVID-19                                                  | 96 |
| 3.3. | Croissance de la productivité et automatisation                                               | 98 |

## Figures

|       |                                                                                                                                                                                                                                        |    |
|-------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1.1.  | Aperçu des déficits en matière de travail décent et de justice sociale, 2022 ou dernière année disponible                                                                                                                              | 21 |
| 1.2.  | Indices des prix alimentaires et de l'énergie                                                                                                                                                                                          | 23 |
| 1.3.  | Médiane des indicateurs de confiance des consommateurs et des entreprises (écart type par rapport à la moyenne) et incertitude économique, février 2004 à septembre 2022                                                               | 26 |
| 1.4.  | Croissance du PIB par habitant, 2010-2023, dans le monde et par groupe de revenus (pourcentages)                                                                                                                                       | 26 |
| 1.5.  | Ratio de dépendance des personnes âgées et taux d'activité (pourcentages) des 25-64 ans, 1991-2021, dans le monde et par groupe de revenus                                                                                             | 29 |
| 1.6.  | Taux d'activité, 2022, par sexe, dans le monde et par sous-région (pourcentages)                                                                                                                                                       | 30 |
| 1.7.  | Jeunes de 15 à 24 ans sans emploi et ne suivant ni études ni formation, 2022, par sexe, dans le monde et par sous-région (pourcentages)                                                                                                | 31 |
| 1.8.  | Offres d'emploi (écarts types par rapport à la moyenne), juin 2001 à septembre 2022                                                                                                                                                    | 32 |
| 1.9.  | Croissance annuelle moyenne de l'emploi, 2010-2024, dans le monde et par groupe de revenus (pourcentages)                                                                                                                              | 33 |
| 1.10. | Révision de la prévision de croissance de l'emploi en 2023, dans le monde, par groupe de revenus et régions (points de pourcentage)                                                                                                    | 33 |
| 1.11. | Heures travaillées par semaine par personne employée, 2010-2024, dans le monde et par groupe de revenus                                                                                                                                | 35 |
| 1.12. | Heures de travail par semaine par personne employée, 2022, par sexe, dans le monde et par sous-région                                                                                                                                  | 36 |
| 1.13. | Taux de chômage des jeunes, 2019 et 2022, dans le monde et par groupe de revenus (pourcentages)                                                                                                                                        | 38 |
| 1.14. | Taux de chômage et déficit d'emplois, 2022, par sexe et par groupe de revenus (pourcentages)                                                                                                                                           | 40 |
| 1.15. | Indice d'incidence de l'emploi informel, 2004-2022, par sexe (2004 = 100)                                                                                                                                                              | 43 |
| 1.16. | Incidence pondérée de caractéristiques de l'emploi dans les pays à revenu intermédiaire, pour les activités relatives aux chaînes d'approvisionnement liées aux pays à revenu élevé, et pour toutes les activités, 2019 (pourcentages) | 45 |
| 1.17. | Part des types de travailleurs par activité économique, 2021, par groupe de revenus (pourcentages)                                                                                                                                     | 46 |
| 1.18. | Évolution de la mondialisation économique, financière et sociale, 1970-2022                                                                                                                                                            | 47 |
| 2.1.  | Résilience au changement climatique (scores ND GAIN) et taux d'emploi informel (pourcentages)                                                                                                                                          | 61 |
| 2.2.  | Évolution de la part de l'emploi informel dans l'emploi total, 2019-2022 (points de pourcentage)                                                                                                                                       | 64 |
| 2.3.  | Niveaux d'emploi en Amérique du Nord, corrigés des variations saisonnières (janvier 2021 = 100)                                                                                                                                        | 65 |

|      |                                                                                                                                                           |     |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 2.4. | Nombre de postes vacants par personne au chômage                                                                                                          | 66  |
| 2.5. | Flux sortants de travailleurs migrants en situation régulière, dans certains États membres de l'ASEAN, 2010-2020 (milliers)                               | 73  |
| 2.6. | Projection des taux d'activité par région et sous-région (selon la classification de l'OIT), 2024 (pourcentages)                                          | 77  |
| 2.7. | Projection de la croissance de la population active entre 2022 et 2024 par région et sous-région (selon la classification de l'OIT) (pourcentages)        | 78  |
| 3.1. | Convergence de la productivité du travail entre les régions géographiques, la Chine et les groupes de revenus                                             | 90  |
| 3.2. | Croissance de la productivité du travail à long terme: pays du G7 par rapport au Brésil, à la Chine et à l'Inde (pourcentages)                            | 91  |
| 3.3. | Croissance moyenne de la productivité du travail dans différentes régions (selon la classification de l'OIT) et pays, à certaines périodes (pourcentages) | 92  |
| 3.4. | Productivité du travail, informalité et pauvreté au travail                                                                                               | 93  |
| 3.5. | Productivité du travail et investissement (pourcentages)                                                                                                  | 95  |
| 3.6. | Inadéquation des compétences par groupe de revenus (pourcentages)                                                                                         | 99  |
| 3.7. | Trajectoires de la population en âge de travailler dans certains des pays les plus peuplés du monde, 1980-2030 (pourcentages de la population totale)     | 102 |
| E1.  | Décomposition de la croissance du PIB par travailleur en croissance du PIB par heure et en heures travaillées par travailleur (pourcentages)              | 174 |
| F1.  | Croissance moyenne de la productivité du travail dans les principaux secteurs économiques, 1992-2018 (pourcentages)                                       | 176 |
| F2.  | Décomposition de la croissance de la productivité du travail, certaines économies (pourcentages)                                                          | 177 |
| F3.  | Valeur ajoutée réelle et part de l'emploi par secteur (pourcentages)                                                                                      | 178 |

## Tableaux

|      |                                                                                                                                                                                 |    |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1.1. | Emploi et ratio emploi-population, 2019-2024, par sexe, dans le monde et par groupe de revenus                                                                                  | 34 |
| 1.2. | Heures travaillées par semaine par rapport au quatrième trimestre de 2019, pourcentages et EPT, 2020-2024, dans le monde et par groupe de revenus                               | 36 |
| 1.3. | Chômage et taux de chômage, 2019-2024, par sexe, dans le monde et par groupe de revenus                                                                                         | 37 |
| 1.4. | Pauvreté extrême au travail, 2000-2022, dans le monde et par groupe de revenus                                                                                                  | 42 |
| 2.1. | Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, Afrique, 2019-2024                 | 58 |
| 2.2. | Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, Amériques, 2019-2024               | 63 |
| 2.3. | Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, États arabes, 2019-2024            | 68 |
| 2.4. | Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, Asie et Pacifique, 2019-2024       | 71 |
| 2.5. | Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, Europe et Asie centrale, 2019-2024 | 76 |

# Remerciements

Le rapport *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2023* a été préparé par l'Unité des politiques macroéconomiques et de l'emploi du Département de la recherche du BIT, dirigée par Ekkehard Ernst. Il a été rédigé par Daniel Samaan, Ekkehard Ernst, Miguel Sanchez Martinez, Richard Horne et Stefan Kühn, sous la coordination et la conduite de Stefan Kühn. Roger Gomis a fourni une contribution importante. Ekkehard Ernst a supervisé le processus et apporté des contributions décisives. Le rapport a été produit sous la direction générale de Richard Samans, directeur du Département de la recherche du BIT. Les auteurs remercient les bureaux régionaux de l'OIT pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie et le Pacifique, les États arabes, l'Europe et l'Asie centrale pour leurs contributions et leurs suggestions.

Les estimations modélisées du BIT présentées dans ce rapport ont été réalisées par l'Unité de la production et de l'analyse des données, dirigée par Steven Kapsos, du Département de statistique du BIT, et par l'Unité des politiques macroéconomiques et de l'emploi du Département de la recherche du BIT. Les auteurs remercient tout particulièrement Evangelia Bourmpoula, Paloma Carrillo, Roger Gomis, Stefan Kühn et Avichal Mahajan pour leur travail de modélisation. Les estimations des indicateurs internationaux du marché du travail reposent sur une base de données préparée par l'Unité de la production et de l'analyse des données. Les auteurs remercient David Bescond, Vipasana Karkee, Quentin Mathys, Yves Perardel et Mabelin Villarreal-Fuentes pour leur travail.

James Howard, conseiller principal du Directeur général du BIT, a offert d'excellents commentaires et suggestions. Le Département de la recherche du BIT souhaite également remercier, pour leurs commentaires et suggestions, ses collègues du BIT Catherine Saget, Christian Viegelahn, Dorothea Schmidt-Klau, Dorothea Hoehtker, Elisenda Estruch-Puertas, Franz Ebert, Hannah Liepman, Ira Postolachi, Kee Beom Kim, Kieran Walsh, Marie-Claire Sodergren, Marva Corley-Coulibaly, Nicolas Maitre, Pelin Sekeler, Phu Huynh, Rebecca Napier-Moore, Roger Gomis, Roxana Maurizio, Sajid Ghani, Sara Elder, Shane Niall O'Higgins, Sher Verick, Simon Boehmer, Steven Kapsos, Syed Mohammad Afsar, Valeria Esquivel, William Boschetti, Yashiko Kamakura et Yves Perardel. Les auteurs remercient également leurs collègues d'ACTEMP et d'ACTRAV pour leurs excellents commentaires et suggestions.

Les auteurs tiennent enfin à exprimer leur gratitude à Laurence Rizet pour la traduction de la version française du rapport, à Judy Rafferty et à leurs collègues de l'Unité de production des publications pour leur aide dans le processus de production, ainsi qu'à leurs collègues du Département de la communication et de l'information du public du BIT pour leur collaboration et leur soutien continu dans la diffusion du rapport.





## Résumé analytique

### Les marchés du travail sont confrontés à d'énormes difficultés

**Les perspectives mondiales sur les marchés du travail se sont nettement dégradées en 2022.** De nouvelles tensions géopolitiques, le conflit en Ukraine, la reprise inégale après la pandémie et les goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement ont créé les conditions d'un épisode de stagflation, conjuguant simultanément inflation élevée et faible croissance, pour la première fois depuis les années 1970. Les responsables politiques sont confrontés à des arbitrages difficiles lorsqu'ils se trouvent face à une forte inflation dans un contexte de reprise partielle de l'emploi. La plupart des pays n'ont pas encore retrouvé les niveaux d'emploi et d'heures travaillées enregistrés à la fin de 2019, avant le début de la crise sanitaire due au COVID-19. Pourtant, une série de chocs du côté de l'offre, principalement sur les marchés des denrées alimentaires et des produits de base, ont fait augmenter les prix à la production, provoquant des pics d'inflation des prix à la consommation et poussant les principales banques centrales à adopter une politique plus restrictive. Sans hausse proportionnelle des revenus du travail, la crise du coût de la vie menace directement les moyens de subsistance des ménages et risque de faire reculer la demande globale. De nombreux pays ont accumulé une dette importante, en partie pour faire face aux graves retombées de la pandémie. Le risque d'une crise mondiale de la dette est donc préoccupant, et met en péril la reprise fragile de nombreux marchés frontiers.

**Dans ces circonstances difficiles, de forts déficits de travail décent persistent dans le monde, portant atteinte à la justice sociale.** Des centaines de millions de personnes n'ont pas accès à un emploi rémunéré. Celles qui ont un emploi n'ont trop souvent pas accès à la protection sociale et aux droits fondamentaux au travail, la majorité des travailleurs étant informels ou dans l'incapacité d'exprimer leurs besoins par le biais du dialogue social. Les revenus sont répartis de manière très inégale, de sorte que de nombreux travailleurs n'échappent pas à la pauvreté. Les perspectives sur le marché du travail sont très inégales, non seulement entre les pays mais aussi au sein des pays. Des écarts entre hommes et femmes existent dans tous les segments du monde du travail, et les jeunes sont confrontés à des difficultés particulières.

**La crise du COVID-19 a fait augmenter l’informalité et la pauvreté au travail.** Malgré la reprise amorcée en 2021, le ralentissement attendu risque d’aggraver la pénurie actuelle de meilleures possibilités d’emploi, poussant les travailleurs vers des emplois de moins bonne qualité ou les empêchant d’accéder à une protection sociale correcte. Les revenus réels du travail diminuent lorsque les prix dépassent les revenus nominaux. Il en résulte une pression à la baisse sur la demande dans les pays à revenu élevé qui se répercute sur les pays à revenu faible et intermédiaire par le biais de la chaîne d’approvisionnement mondiale. En outre, les perturbations incessantes dans les chaînes d’approvisionnement menacent les perspectives d’emploi et leur qualité, en particulier dans les marchés

frontières, ce qui limite d’autant les chances d’une reprise rapide du marché du travail.

**En somme, un climat d’incertitude élevée et persistante est apparu à l’échelle mondiale,** décourageant les investissements des entreprises, des petites et moyennes en particulier, rognant les salaires réels et repoussant les travailleurs vers l’emploi informel. Les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté au cours de la décennie précédente ont largement faibli, et la convergence des niveaux de vie et de la qualité du travail s’interrompt à mesure que la croissance de la productivité ralentit dans le monde entier, ce qui rend les déficits de travail décent plus difficiles à surmonter.

## Les conditions difficiles du marché du travail affaiblissent la justice sociale

**Le travail décent est fondamental pour la justice sociale.** Dans leur immense majorité, les ménages dépendent des revenus du travail générés par des possibilités de travail décent offrant un revenu équitable, la sécurité sur le lieu de travail et une protection sociale.

**Le déficit mondial d’emplois a concerné 473 millions de personnes en 2022, ce qui correspond à un taux d’incidence du déficit d’emplois de 12,3 pour cent.** Le déficit mondial d’emplois est une nouvelle mesure du besoin d’emploi non satisfait dans le monde. Il comprend les 205 millions de chômeurs (soit un taux de chômage de 5,8 pour cent) et les 268 millions de personnes dont le besoin d’emploi n’est pas satisfait mais qui sont en dehors de la population active parce qu’elles ne remplissent pas les critères pour être considérées comme chômeuses. Ce déficit d’emplois est particulièrement important pour les femmes et dans les pays en développement. Bien que les hommes et les femmes soient actuellement confrontés à des taux de chômage globaux similaires, le déficit d’emplois pour les femmes est de 15,0 pour cent, contre 10,5 pour cent pour les hommes. Les responsabilités personnelles et familiales – notamment le travail de soins non rémunéré –, le découragement dû au manque d’emplois décents et la rareté des possibilités de formation et de reconversion peuvent empêcher de nombreuses personnes de chercher un emploi ou limiter leur disponibilité pour travailler à brève échéance. Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur présentent des taux élevés d’incidence du déficit d’emplois, entre 13 et 20 pour cent, alors que les pays à revenu intermédiaire supérieur affichent un taux d’environ 11 pour cent; et les pays à revenu élevé, de seulement 8 pour cent.

**À l’échelle mondiale, environ 2 milliards de travailleurs occupaient un emploi informel en 2022.** La fréquence de l’emploi informel avait reculé de 5 points de pourcentage entre 2004 et 2019, mais la reprise de l’emploi après la crise

de COVID-19 a été principalement alimentée par l’emploi informel, ce qui a entraîné une légère augmentation de l’incidence de l’informalité. Celle-ci est dépourvue de nombreuses caractéristiques de la relation d’emploi formelle qui sont importantes pour faire progresser la justice sociale. Par exemple, les emplois informels ont beaucoup moins de chances de donner accès aux systèmes de protection sociale que les emplois formels. Dans l’ensemble, seulement 47 pour cent des personnes dans le monde sont effectivement couvertes par au moins une prestation de protection sociale, ce qui veut dire que plus de 4 milliards de personnes ne bénéficient toujours d’aucune protection sociale.

**En 2022, on estime que 214 millions de travailleurs vivaient dans l’extrême pauvreté (avec un revenu inférieur à 1,90 dollar É.-U. par jour et par personne en termes de parité de pouvoir d’achat (PPA)), soit environ 6,4 pour cent des actifs occupés.** Selon les estimations, les pays à faible revenu enregistrent le même taux d’extrême pauvreté au travail qu’en 2019, et un nombre croissant de travailleurs pauvres. Sans mesures décisives pour sortir de cette impasse, il sera impossible de réaliser l’objectif de développement durable (ODD) 1, à savoir l’éradication de la pauvreté sous toutes ses formes. Comme les revenus nominaux du travail n’augmentent pas au même rythme que l’inflation, la crise du coût de la vie risque de faire basculer davantage de personnes dans la pauvreté absolue ou relative – la «pauvreté relative» correspondant au fait de tomber au-dessous du seuil de pauvreté national. Ce risque est particulièrement élevé pour ceux qui se trouvent au bas de l’échelle de répartition très inégale des revenus; les revenus de la moitié inférieure des travailleurs dans le monde ne correspondent qu’à environ 8 pour cent du revenu total du travail.

**Les femmes et les jeunes s’en sortent nettement moins bien sur les marchés du travail, ce qui témoigne de grandes inégalités dans le monde du travail dans de**

**nombreux pays.** Au niveau mondial, le taux d'activité des femmes s'élevait à 47,4 pour cent en 2022, contre 72,3 pour cent pour les hommes. Cet écart de 24,9 points de pourcentage signifie que, pour chaque homme économiquement inactif, il y a deux femmes inactives. Les jeunes

(15-24 ans) ont de grandes difficultés à trouver un emploi décent. Leur taux de chômage est trois fois plus élevé que celui des adultes (25 ans ou plus). Plus d'un jeune sur cinq – 23,5 pour cent – est sans emploi et ne suit ni études ni formation (ce que l'on appelle les «NEET»).

## Les crises multiples freinent la croissance de l'emploi

**Les répercussions prolongées de la pandémie, le coût de la vie et les crises géopolitiques pèsent lourdement sur les perspectives du marché du travail.** Les chocs de l'offre et de la demande ont provoqué des hausses de prix qui ont généré les taux d'inflation les plus élevés depuis des décennies. Le conflit en Ukraine et d'autres conflits géopolitiques aggravent les pénuries d'approvisionnement et augmentent l'incertitude. En conséquence, la crise du coût de la vie érode le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages et réduit la demande globale. Le resserrement de la politique monétaire donne un tour de vis aux conditions de financement non seulement dans les économies avancées, mais aussi, par effet d'entraînement, dans les économies émergentes et en développement. En l'absence de coordination adéquate des politiques, il est à craindre que les économies dominantes ne se concentrent avant tout sur des objectifs répondant à leurs problématiques nationales sans tenir compte de leurs potentiels effets collatéraux. Les offres d'emploi ont commencé à diminuer fortement dans les pays qui en font état. Toutefois, ce recul avait atteint des niveaux record précédemment et, en octobre 2022, leur nombre est rétrospectivement resté élevé.

**Au-delà de ces défis immédiats, les changements structurels à plus long terme des marchés du travail mondiaux se font de plus en plus sentir.** Par exemple, le changement climatique contribue à une augmentation de la fréquence des catastrophes naturelles et des phénomènes météorologiques extrêmes, notamment les inondations, la sécheresse, la dégradation des terres, l'érosion des sols, les vagues de chaleur et les précipitations imprévisibles. L'ajustement à ces nouvelles réalités nécessitera des initiatives d'adaptation de grande ampleur, notamment de lourds investissements dans les infrastructures des régions fortement touchées. Cela étant, ces mesures d'adaptation offrent également des possibilités de création d'emplois, en particulier dans certaines des régions les plus pauvres

du monde, notamment en Afrique. Par ailleurs, le vieillissement de la population s'est accéléré dans presque tous les pays avancés et dans de nombreux pays émergents, entraînant une contraction de la main-d'œuvre qui ne sera probablement pas compensée par l'émigration de régions démographiquement plus dynamiques. Dans le même temps, l'évolution technologique, en particulier en ce qui concerne les nouveaux appareils et outils numériques tels que l'intelligence artificielle, ne s'est pas encore montrée à la hauteur des projections optimistes antérieures quant à son potentiel d'augmentation de la productivité et d'allègement de la pénibilité du travail, mais ces innovations sont nécessaires pour faire face à certaines pénuries de main-d'œuvre dues à l'évolution démographique.

**L'interaction des facteurs macroéconomiques, des tendances à long terme et des cadres institutionnels est variable et a un effet différent sur la croissance de l'emploi selon les groupes de revenus des pays.**

Premièrement, les perspectives macroéconomiques sont pessimistes pour les pays à revenu élevé, tandis que de nombreux autres pays devraient connaître une normalisation de leur croissance après les taux de croissance plus élevés enregistrés en 2021 et 2022. Deuxièmement, en raison de la faible couverture sociale dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, de nombreux travailleurs ne cesseront pas de travailler, mais seront contraints de se tourner vers l'économie informelle lorsque l'activité économique ralentira. En revanche, les pays pourvus de dispositifs de maintien de l'emploi éprouvés (qui sont pour la plupart à revenu élevé) y auront à nouveau recours, limitant ainsi les pertes d'emploi. Troisièmement, les entreprises des pays à revenu élevé pourraient être confrontées à des pénuries de main-d'œuvre lors d'une reprise ultérieure en raison du vieillissement et de la contraction de la main-d'œuvre, ce qui les incitera à conserver leurs travailleurs si elles le peuvent.

## La croissance de l'emploi devrait nettement ralentir

**L'emploi mondial devrait progresser de 1,0 pour cent en 2023, ce qui représente un ralentissement important par rapport au taux de croissance de 2,3 pour cent en 2022.** Cette projection pour 2023 constitue une importante révision à la baisse de 0,5 point de pourcentage par rapport à la projection précédente. Aucune amélioration majeure n'est prévue pour 2024, année où la croissance de l'emploi devrait légèrement augmenter pour atteindre 1,1 pour

cent. Les perspectives sont pessimistes pour les pays à revenu élevé, avec une croissance de l'emploi proche de zéro. En revanche, elle devrait dépasser sa tendance à la hausse d'avant la pandémie dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

**En raison du ralentissement de la croissance de l'emploi, les déficits creusés par la crise du COVID-19 à l'échelle**

**mondiale ne devraient pas être comblés au cours des deux prochaines années.** La forte croissance de l'emploi en 2022 a fait passer le ratio mondial emploi-population à 56,4 pour cent, contre 54,5 pour cent en 2020, mais il est resté près d'un demi-point de pourcentage au-dessous du niveau de 2019. Le nombre total d'heures hebdomadaires travaillées en 2022 est inférieur de 1,4 pour cent à son niveau du quatrième trimestre de 2019, après ajustement pour tenir compte de la croissance démographique. Ce chiffre équivaut à 41 millions d'emplois à plein temps (à quarante-huit heures par semaine). Le nombre moyen d'heures hebdomadaires travaillées par travailleur devrait diminuer légèrement en 2023 en raison du ralentissement économique, pour se situer juste au-dessus de quarante et une heures par semaine. Cette réduction de l'activité limite le potentiel de revenu des travailleurs et probablement les possibilités de transition vers des emplois de meilleure qualité et bien rémunérés.

**La croissance de l'emploi a été vigoureuse en 2021 grâce à la réouverture de secteurs clés de l'économie, et les conditions du marché du travail ont continué de s'améliorer en 2022.** Le ratio emploi-population a dépassé son niveau d'avant la crise en Europe et en Asie centrale en 2022, et la majorité des pertes a été regagnée dans les autres régions. Les femmes, touchées de manière disproportionnée par les pertes d'emploi en 2020, ont connu une croissance particulièrement forte de l'emploi. En 2022, leur ratio emploi-population a retrouvé son niveau d'avant la crise à 0,3 point de pourcentage près, contre un écart de 0,6 point de pourcentage pour les hommes. Cependant, cette reprise plus forte a été principalement alimentée par l'emploi informel: quatre emplois sur cinq créés en 2022 pour les femmes étaient informels, contre seulement deux sur trois pour les hommes.

**Les perspectives du marché du travail pour 2023 varient fortement d'une région à l'autre.** L'Afrique et les États arabes devraient connaître une croissance de l'emploi de l'ordre de 3 pour cent ou plus. Toutefois, compte tenu de l'augmentation de leur population en âge de travailler, ces deux régions ne devraient enregistrer qu'un modeste recul du taux de chômage (de 7,4 à 7,3 pour cent en Afrique et de 8,5 à 8,2 pour cent dans les États arabes). En Asie et dans le Pacifique ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, la croissance annuelle de l'emploi devrait être de l'ordre de 1 pour cent. L'Amérique du Nord ne verra pas de progression de l'emploi en 2023, et le chômage repartira à la hausse. L'Europe et l'Asie centrale sont particulièrement touchées par les répercussions économiques du conflit en Ukraine;

l'emploi devrait reculer en 2023, mais le taux de chômage ne devrait augmenter que légèrement en raison d'une croissance limitée de la population en âge de travailler. En effet, la population active devrait diminuer en 2023 en Europe et en Asie centrale. En dépit de ces tendances pour les principaux indicateurs du marché du travail, chaque région restera confrontée à une multitude de déficits de travail décent qui risquent de s'aggraver face aux conditions économiques mondiales et aux défis à long terme comme le changement climatique.

**La croissance de l'offre mondiale de main-d'œuvre devrait continuer à ralentir, ce qui entraînera d'importantes pénuries, en particulier dans les économies avancées.** Ce ralentissement s'explique en partie par la hausse des niveaux de revenus au cours de la dernière décennie dans les pays en développement et les pays émergents, ce qui a permis à de nombreux jeunes de prolonger leurs études. Néanmoins, une grande partie des jeunes restent sans emploi et ne suivent ni études ni formation (ce que l'on appelle le «taux de NEET»), ce qui aura des effets négatifs sur leurs possibilités d'emploi à venir. Réduire ces taux de NEET reste un défi important à relever pour que l'économie mondiale bénéficie de l'explosion démographique des jeunes dans de nombreux pays en développement. Le fait de combler, même partiellement, le déficit mondial d'emplois grâce à l'accroissement de l'emploi rémunéré permettrait de réduire les déficits de travail décent et de stimuler l'activité économique. En offrant notamment aux travailleurs âgés la possibilité de rester attachés au marché du travail, les économies avancées ont fait de grands progrès à cet égard. Elles constituent le seul groupe de pays où les taux d'activité ont augmenté au cours de la dernière décennie au lieu de diminuer.

**Le chômage mondial devrait légèrement augmenter en 2023, d'environ 3 millions de personnes, pour atteindre 208 millions.** Cela correspond à un taux de chômage de 5,8 pour cent. Malgré les perspectives économiques mondiales négatives, le chômage ne devrait rebondir que modérément, car une grande partie du choc est absorbée par la baisse rapide des salaires réels dans un contexte d'accélération de l'inflation. Cependant, bien que le chômage mondial ait nettement diminué en 2022, passant de 235 millions en 2020 à 205 millions, il enregistrait encore un chiffre supérieur de 13 millions par rapport à celui de 2019. En 2022, les taux de chômage sont tombés au-dessous de leur niveau d'avant la crise uniquement dans les Amériques ainsi qu'en Europe et en Asie centrale; ils restent au-dessus de ce niveau dans les autres régions.

## La qualité du travail est également sous pression

**Au-delà du déficit d'emplois, la qualité du travail demeure une préoccupation majeure.** Sans accès à la protection sociale, de nombreuses personnes ne peuvent tout simplement pas se permettre de ne pas travailler. Elles acceptent souvent n'importe quel type de travail, très mal payé et avec des horaires contraignants ou insuffisants. Le ralentissement prévu va donc probablement obliger les travailleurs à accepter des emplois de moins bonne qualité que ceux auxquels ils pourraient prétendre dans des conditions économiques plus favorables. En outre, les prix augmentant plus vite que les salaires nominaux, les travailleurs verront leur revenu disponible diminuer rapidement, même s'ils peuvent conserver leur emploi.

**Ces déficits de travail décent varient en termes de forme et de gravité selon les régions, mais ils sont très répandus.** Dans les États arabes, en Afrique du Nord et en Asie du Sud, les écarts liés au genre dans les indicateurs du marché du travail, notamment les taux d'activité, sont importants. En Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi qu'en Afrique subsaharienne, les taux élevés d'informalité empêchent d'accéder à la protection sociale et aux droits fondamentaux au travail. Toutes les régions sont touchées par une forme ou une autre de déficit de travail décent. La détérioration actuelle des conditions économiques mondiales risque d'inverser les progrès réalisés et d'aggraver ces déficits dans plusieurs sens.

**L'inflation a une forte incidence sur la répartition des revenus réels.** De nombreux travailleurs et entreprises ne sont pas en mesure d'augmenter leurs revenus en fonction de l'inflation et subissent donc des pertes de revenus réels. Cependant, certains travailleurs et entreprises – par

exemple dans le secteur de l'énergie – enregistrent des gains de revenus supérieurs au taux d'inflation, ce qui augmente leurs revenus réels. La chute des revenus réels est particulièrement catastrophique pour les ménages les plus pauvres, qui risquent de sombrer dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire. En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, respectivement 60,8 et 34,7 pour cent des actifs étaient considérés comme des travailleurs pauvres en 2021, avec un niveau de revenu de 3,10 dollars É.-U. par jour (PPA par habitant).

**Les liens dans la chaîne d'approvisionnement mondiale répercutent dans les pays à revenu faible et intermédiaire le ralentissement de la demande dans les pays à revenu élevé.** On estime qu'en moyenne 11,3 pour cent des emplois dans l'échantillon de 24 pays à revenu intermédiaire pour lesquels des données sont disponibles – à l'exclusion de l'agriculture et des services non marchands – dépendent des liens dans la chaîne d'approvisionnement avec les pays à revenu élevé. Dans certaines économies plus petites, ces parts dépassent largement les 20 pour cent. Dans les pays à revenu intermédiaire, les secteurs les plus intégrés à la chaîne d'approvisionnement tendent à avoir une plus grande part d'emplois salariés, une plus faible incidence de l'informalité et une moindre proportion de salariés faiblement rémunérés – et donc en principe une meilleure qualité d'emploi. Étant donné qu'une chute de la demande dans les pays à revenu élevé est susceptible de déplacer la croissance de l'emploi dans les pays à revenu intermédiaire vers des activités non liées aux chaînes d'approvisionnement, la qualité moyenne de l'emploi pourrait s'en ressentir.

## La croissance de la productivité reste primordiale

**Le ralentissement à long terme de la croissance de la productivité dans les pays avancés s'est propagé aux principales économies émergentes. Cette situation est très préoccupante puisque la croissance de la productivité est essentielle pour affronter les multiples crises actuelles en matière de pouvoir d'achat, de bien-être et de durabilité environnementale.** L'investissement, l'innovation et la diffusion du progrès technologique seront nécessaires pour faire reculer les menaces qui pèsent sur le travail décent et le bien-être, notamment la pauvreté généralisée, l'informalité et le manque de lieux de travail sûrs et sans danger. Par exemple, l'investissement dans les compétences et les capacités des individus est largement reconnu comme un facteur central de la croissance de la productivité du travail. En outre, les objectifs climatiques dans le cadre de l'Accord de Paris exigent d'accélérer le progrès technique pour permettre aux économies de se développer tout en utilisant l'énergie et d'autres ressources naturelles de manière bien plus efficace et en émettant beaucoup moins de gaz à effet de serre. Ces vingt dernières années, cependant,

la croissance de la productivité a progressivement ralenti, surtout dans les économies avancées, mais aussi de plus en plus dans les grandes économies émergentes.

**Non seulement la croissance de la productivité a ralenti, mais les fruits de cette croissance sont partagés de manière moins équitable.** La part mondiale des revenus du travail a suivi une tendance à la baisse au cours des quinze années qui ont précédé la crise du COVID-19. Des décennies de recul des salaires minima (réels), la fragilisation d'institutions du marché du travail autrefois solides et l'incapacité à relancer le dialogue social à plus grande échelle ont empêché les travailleurs de profiter pleinement et plus équitablement des fruits de la croissance économique. La concentration industrielle croissante dans certains secteurs accentue encore les inégalités et entrave le dynamisme économique, notamment parmi les petites et moyennes entreprises. L'aggravation des inégalités et le ralentissement de la croissance de la productivité se renforcent mutuellement, car ils concentrent les hausses de revenus d'une manière qui ne stimule pas l'investissement.

**Le rythme de l'innovation technologique dans l'économie numérique est élevé, mais ses bénéfices ne sont pas largement partagés.**

La concentration sectorielle est particulièrement courante dans l'économie numérique en raison du rôle important des actifs incorporels dans le modèle d'entreprise, ce qui provoque une divergence de la croissance de la productivité entre quelques entreprises de pointe et les autres. Les innovations numériques n'ont pas encore produit de retombées en termes de productivité à l'échelle de l'économie, ce qui stimulerait l'emploi et la croissance. Au contraire, la concentration des gains de productivité a faussé la répartition des possibilités d'emplois hautement qualifiés au profit de quelques secteurs technologiques, exacerbant à la fois les inégalités et le ralentissement de la productivité (globale). Ce qui manque, ce sont davantage de percées en matière d'applications qui présentent des avantages pour l'ensemble de la société, par exemple dans la gestion de la mobilité ou dans celle du réseau pour la transition vers une énergie durable. D'autres offres pourraient se présenter pour faciliter l'évolution vers le travail à distance et le travail hybride ainsi que pour répondre au besoin de solutions innovantes liées à la collaboration sur un marché du travail toujours plus diversifié. Des innovations réglementaires et politiques sont nécessaires pour renforcer le développement technologique dans les domaines à fort rendement social, en combinant des approches normatives et de marchés publics avec la collaboration entre partenaires sociaux pour améliorer la productivité.

**La croissance de la productivité a souffert de l'affaiblissement de l'investissement, en partie en raison des niveaux élevés d'incertitude économique.** Depuis la crise financière mondiale, l'incertitude économique est omniprésente et freine l'investissement malgré le faible

niveau des taux d'intérêt. Ce recul s'est souvent accompagné d'un glissement de l'investissement dans les entreprises vers l'investissement en logements, qui est moins propice à une amélioration rapide de la productivité. Cela s'explique en partie par la volatilité des conditions économiques générales découlant des crises récentes, face à laquelle les entreprises se sont montrées réticentes à accroître leur capacité ou à lancer de nouveaux projets. L'évolution vers un environnement macroéconomique plus stable contribuerait probablement à combler une partie du déficit d'investissement que la pandémie a amplifié. Des mesures plus énergiques pour lutter contre les inégalités contribueraient également à encourager l'investissement en entraînant une augmentation plus générale des revenus disponibles.

**La détérioration des perspectives du marché du travail et l'augmentation de l'emploi informel ont encore affaibli les incitations à l'investissement productif.**

Compte tenu de la forte hausse de l'incertitude quant à l'évolution future de l'économie mondiale, ce sont les travailleurs informels qui connaissent la croissance la plus rapide de l'emploi. Cela aura des répercussions sur les taux d'investissement qui ont poursuivi leur déclin à long terme, du moins dans les économies avancées et quelle que soit l'orientation à court terme des taux d'intérêt. En outre, l'essor de ce type de travail est associé à une croissance plus faible des salaires et à une moindre incitation pour les employeurs à investir dans la mise à niveau et l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre. Avec des institutions du marché du travail affaiblies, de nombreux pays ne disposent pas de mécanismes permettant de limiter ou d'empêcher l'érosion des salaires réels et donc de soutenir la demande globale et une croissance économique équilibrée et inclusive.

## Les risques d'aggravation sont importants en 2023

**Les perspectives du marché du travail sont marquées par de multiples risques d'aggravation.** La « polycrise » actuelle pourrait faire passer la croissance économique mondiale sous la barre des 2 pour cent en 2023, ce qui aurait de graves conséquences pour la création d'emplois. Même sans une telle décélération de la croissance, les perspectives du marché du travail pourraient se dégrader si, par exemple, les entreprises n'étaient pas en mesure de retenir les travailleurs en raison de contraintes financières, ou si les gouvernements se retrouvaient face à une crise de la dette et incapables de soutenir les marchés du travail. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, les inégalités et la baisse des revenus réels face à la hausse des prix pourraient étouffer la demande de biens et de services produits localement, ce qui réduirait encore la croissance de l'emploi, en particulier dans le secteur formel.

**Malgré le ralentissement général de la croissance de l'emploi, certains pays et secteurs demeurent exposés à un risque de pénurie de main-d'œuvre qualifiée.**

Une nette augmentation des investissements dans l'éducation et la formation est nécessaire pour libérer le plein potentiel de la main-d'œuvre mondiale. À l'heure actuelle, deux tiers des jeunes actifs dans le monde manquent des compétences de base, ce qui limite leurs possibilités sur le marché du travail et les contraint à accepter des emplois de moindre qualité. En effet, l'essor de la participation au marché du travail dans les économies avancées s'est souvent fait au prix d'un déclin progressif de la qualité moyenne de l'éducation au cours de la dernière décennie, contribuant ainsi à la décélération de la croissance de la productivité. Dans le contexte actuel où la productivité et l'emploi sont mis à mal, il est nécessaire de lancer une vaste initiative pour stimuler le marché du travail, axée à la fois sur l'emploi et les compétences, afin qu'il soit accessible à tous.

## La marge de manœuvre globale est fragmentée

**La pandémie de coronavirus a mis à l'épreuve la capacité des principales institutions chargées de l'élaboration des politiques.** Les banques centrales du monde entier sont confrontées à des arbitrages difficiles entre la poursuite du soutien à la reprise après la pandémie et la lutte contre l'inflation élevée. Bien que de nombreux pays n'aient pas encore retrouvé les niveaux d'avant la pandémie en termes d'heures travaillées, la normalisation des politiques et la réduction des mesures d'urgence introduites pendant la pandémie sont devenues nécessaires en raison des chocs sur les prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Les gouvernements qui ont accumulé un montant important de dettes pour soutenir les entreprises locales et les ménages se retrouvent maintenant sous pression pour supprimer progressivement certaines de leurs mesures de soutien, s'ils ne l'ont pas déjà fait.

**Tout comme la reprise après la pandémie est restée inégale d'un pays à l'autre, il en va de même en ce qui concerne l'exposition aux tensions géopolitiques et aux hausses de prix résultant de ruptures d'approvisionnement.** Les pays européens sont confrontés à des hausses importantes et soudaines des coûts de l'énergie qui contribuent à une dynamique de stagflation. Parmi les pays africains, les hausses de prix des denrées alimentaires enregistrées les années précédentes se sont accentuées; de nombreux pays d'Afrique subsaharienne ne sont pas autosuffisants en matière de production alimentaire et leurs importations ne sont pas bien diversifiées. Dans le monde entier, garantir l'accès aux biens et aux services de base à des prix raisonnables est devenu une préoccupation nationale, parfois sans tenir compte des retombées internationales des mesures adoptées.

En réponse aux multiples crises économiques et géopolitiques, la solidarité internationale est plus que jamais essentielle. Un engagement fort en faveur d'initiatives

comme **l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale à l'appui de transitions justes des Nations Unies**, ainsi que l'implication étroite des partenaires sociaux dans tous les domaines de l'élaboration des politiques aux niveaux national et international sont des mesures clés qui renforceront la cohérence des politiques et les partenariats pour relever les défis actuels et répondre aux tendances à long terme de l'avenir du travail.

Dans un contexte d'importants déficits en matière de travail décent et de justice sociale, un nouveau contrat social mondial est nécessaire pour renforcer la résilience des économies et des sociétés face aux multiples crises en cours. La Déclaration du centenaire de l'OIT de 2019 et l'Appel mondial à l'action de 2021 en vue d'une reprise centrée sur l'humain qui soit inclusive, durable et résiliente pour sortir de la crise du COVID-19 énoncent les éléments fondamentaux d'une telle stratégie aux niveaux national et international. À cette fin, **l'OIT promouvra en 2023 une Coalition mondiale pour la justice sociale** visant à renforcer la solidarité mondiale et à améliorer la cohérence des politiques afin de déboucher sur des mesures et des investissements en faveur du travail décent et de la justice sociale.

L'accélération des progrès dans la réduction du déficit mondial d'emplois, le renforcement de la qualité des emplois et la protection des revenus réels nécessiteront une coordination des politiques et un dialogue social renouvelés. **Un contrat social mondial renforcé devra également intégrer des objectifs à plus long terme**, en s'attaquant aux menaces dues au changement climatique tout en résolvant les déficits de développement et de niveau de vie, en partie grâce à une croissance plus rapide de la productivité. Les gouvernements et les partenaires sociaux devraient profiter de l'occasion pour approfondir leur collaboration à cette fin.



# 1 Le ralentissement de la reprise du marché du travail nuit à la justice sociale

## ► Vue d'ensemble

**La dégradation des perspectives économiques mondiales menace de creuser les déficits de travail décent.** Des tensions géopolitiques croissantes, une reprise inégale après la pandémie de COVID-19 et des goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement qui ne se desserrent que lentement ont créé les conditions d'une «stagflation», période conjuguant forte inflation et faible croissance, pour la première fois depuis les années 1970<sup>1</sup>. Les fortes variations de la consommation et les perturbations des chaînes d'approvisionnement durant la pandémie ont provoqué des chocs asymétriques de l'offre et de la demande, entraînant des pénuries de main-d'œuvre et une hausse des prix dans un certain nombre de secteurs. L'inflation – en particulier les prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie – rogne le revenu disponible, ce qui a des répercussions sur la demande globale et la capacité des plus pauvres dans le monde à maintenir un niveau de vie correct.

<sup>1</sup> En septembre 2022, le Global Supply Chain Pressure Index (indice de pression sur la chaîne d'approvisionnement mondiale) avait commencé à retomber aux niveaux observés avant la pandémie (Federal Reserve Bank of New York, 2022). En revanche, l'indicateur de pénurie d'intrants intermédiaires chez les fabricants allemands est demeuré, au troisième trimestre de 2022, aux niveaux élevés observés pendant la pandémie, bien au-dessus des pénuries constatées lors des cycles économiques précédents (DESTATIS, 2022).

Ces pressions inflationnistes ont incité les principales banques centrales à adopter une politique monétaire plus restrictive. Les hausses des taux d'intérêt qui en ont résulté, auxquelles s'ajoute le conflit en Ukraine, ralentissent l'activité économique et font resurgir le spectre de l'instabilité financière dans les pays très endettés<sup>2</sup>. Cette situation accroît nettement l'incertitude et décourage les investissements des entreprises dont dépend la baisse continue du chômage et de la pauvreté au travail. En bref, les progrès en matière de travail décent et de justice sociale réalisés par de nombreux pays au cours des dernières décennies risquent de s'effriter pour de nombreuses années à venir.

**Les déficits de travail décent restent très importants dans ce contexte difficile** (figure 1.1). Environ 473 millions de personnes dans le monde sont privées d'un revenu par l'emploi. Parmi elles, on compte 205 millions de chômeurs, c'est-à-dire des personnes qui répondent aux critères de recherche récente d'un emploi et de disponibilité à brève échéance. Il y a donc 268 millions de personnes qui ne remplissent pas ces critères mais qui ont un besoin d'emploi non satisfait<sup>3</sup>. Deux milliards de personnes ont un emploi informel, ce qui signifie qu'elles ont beaucoup moins de chances d'avoir des droits au travail, de faire entendre leur voix dans le cadre du dialogue social ou de bénéficier des avantages des systèmes de protection sociale. C'est particulièrement le cas dans les zones rurales (OIT, 2022a). En outre, 214 millions de personnes ont un emploi mais ne peuvent échapper à l'extrême pauvreté: avec leur famille, elles vivent avec moins de 1,90 dollar É.-U. par personne et par jour en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA)<sup>4</sup>. Les revenus du travail dans le monde sont répartis de manière très inégale, les 50 pour cent de travailleurs en bas de l'échelle ne gagnant que 8 pour cent environ du total de ces revenus. Cette inégalité est en partie due à un énorme écart de productivité du travail: le produit intérieur brut (PIB) par travailleur dans les pays à revenu élevé est 18 fois supérieur à celui des pays à faible revenu. L'accès à une aide au revenu pour ceux qui perdent leur emploi est également très inégal dans le monde, seulement 47 pour cent de la population étant couverte

par la protection sociale (OIT, 2021a). En 2020, environ 160 millions d'enfants dans le monde étaient soumis au travail des enfants, la plupart dans l'agriculture (OIT, 2021b). Si l'on y ajoute les quelque 28 millions de personnes en situation de travail forcé (OIT, 2022b), 188 millions de personnes sont dans des formes de travail qui devraient être abolies.

**Les femmes et les jeunes s'en sortent nettement moins bien sur les marchés du travail, ce qui témoigne des grandes inégalités dans le monde du travail au sein de nombreux pays.** Au niveau mondial, le taux d'activité des femmes s'élevait à 47,4 pour cent en 2022, contre 72,3 pour cent pour les hommes. Cet écart de 24,9 points de pourcentage signifie que, pour chaque homme économiquement inactif, il y a deux femmes inactives. Les jeunes (15-24 ans) ont de grandes difficultés à obtenir et conserver un emploi décent. Leur taux de chômage est trois fois plus élevé que celui des adultes (25 ans ou plus). Plus d'un jeune sur cinq (23,5 pour cent) est sans emploi et ne suit ni études ni formation (ce que l'on appelle les «NEET»).

**Les tendances à plus long terme montrent que la réduction des déficits de travail décent progresse sur certains fronts, mais pas assez rapidement.** Bien que la baisse du taux de pauvreté extrême au travail, qui est passé de 35 pour cent en 1991 à 6,4 pour cent en 2022, soit une réussite notable, l'absence de progrès supplémentaires dans les pays à faible revenu signifie que le nombre de travailleurs pauvres dans ces pays est en augmentation. La baisse du taux d'informalité de 5 points de pourcentage au cours des dix-huit dernières années est trop lente pour qu'une formalisation généralisée soit envisageable dans un avenir proche. L'écart entre les hommes et les femmes en matière de taux d'activité n'a pour l'essentiel pas changé au cours des trois dernières décennies. Le taux de NEET chez les jeunes hommes a augmenté au cours des dix-sept dernières années, alors qu'il a baissé chez les jeunes femmes. La part du revenu mondial du travail a diminué depuis 2004. Par ailleurs, le chômage est généralement un phénomène cyclique, sans tendance claire à long terme.

2 Le Capital Flows Tracker de l'institut de la finance internationale (Institute of International Finance) fait état d'importantes sorties nettes de capitaux des marchés émergents au cours du premier semestre de 2022, mais d'un certain retournement entre août et octobre 2022 (<https://www.iif.com/Products/Capital-Flows-Tracker>).

3 Comme l'a établi la dix-neuvième Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST, 2013), la sous-utilisation de la main-d'œuvre montre un besoin d'emploi non satisfait, dont le chômage est l'une des mesures.

4 La Banque mondiale a révisé le seuil de l'extrême pauvreté à 2,15 dollars É.-U. (PPA) par jour au cours de l'année 2022. Ce changement n'a pas encore pu être pris en compte dans la production des estimations de ce rapport, mais il le sera dans les prochaines éditions.

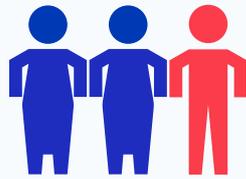
► **Figure 1.1. Aperçu des déficits en matière de travail décent et de justice sociale, 2022 ou dernière année disponible**



**473**  
millions

#### Déficit d'emplois

473 millions de personnes veulent un emploi, dont 205 millions sont au chômage (c'est-à-dire en recherche active de travail)



**2**  
fois

#### Écart entre hommes et femmes

Deux fois plus de femmes que d'hommes sont en dehors de la population active



**23,5**  
pour cent

#### Jeunes

23,5% des jeunes sont sans emploi et ne suivent ni études ni formation



**2**  
milliards

#### Emploi informel

2 milliards de travailleurs informels avec des droits au travail ou un accès à la protection sociale limités



**214**  
millions

#### Travailleurs pauvres

214 millions de travailleurs sont en situation de pauvreté extrême (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour)



**47**  
pour cent

#### Protection sociale

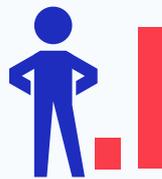
Seulement 47% de la population est couverte par au moins une forme de protection sociale



**8**  
pour cent

#### Inégalités

La moitié des travailleurs gagnent seulement 8% du revenu mondial du travail



**18**  
fois

#### Écart de productivité

La productivité du travail est 18 fois plus importante dans les pays à revenu élevé que dans les pays à faible revenu



**188**  
millions

#### Emplois à abolir

160 millions d'enfants qui travaillent et 28 millions de travailleurs en situation de travail forcé

**Note:** Les estimations du revenu du travail se rapportent à 2019; celles du travail des enfants, au début de 2020.

**Source:** ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022; World Social Protection Database, la base de données du BIT sur la protection sociale; OIT (2021b).

### La crise du COVID-19 a creusé les déficits de travail décent qui existaient avant la pandémie (OIT, 2021c).

En 2020, le nombre total d'heures travaillées a diminué d'environ 8,7 pour cent par rapport au quatrième trimestre de 2019, ce qui correspond à l'équivalent de 252 millions d'emplois à plein temps (à quarante-huit heures par semaine). Bien que des pertes d'heures de travail et donc aussi de revenus aient été enregistrées dans le monde entier, l'offre inégale de mesures de soutien au revenu a renforcé les inégalités de revenu existantes entre les pays, car ces inégalités étaient liées à l'étendue des systèmes de protection sociale existants et d'urgence. Les inégalités se sont également accrues au sein des pays, puisque les femmes, par exemple, et les travailleurs des professions peu ou moyennement qualifiées ont souffert de pertes d'emploi plus importantes (OIT, 2022c). Les tendances à la baisse de l'incidence de l'informalité et de la pauvreté au travail ont été stoppées et se sont inversées à la suite de la crise du COVID-19. À quelques exceptions près, la plupart des pays n'ont pas encore retrouvé les niveaux d'emploi et d'heures de travail (une fois corrigés de la croissance démographique) observés fin 2019, avant le déclenchement de la crise sanitaire. La reprise a pris du retard dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur – où de nombreux indicateurs du travail décent sont particulièrement inquiétants.

**Selon les prévisions, la croissance mondiale de l'emploi devrait diminuer fortement en 2023 après la rapide hausse de 2022.** Le décalage dans la reprise persistera, et il sera très difficile pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur de combler les écarts qui se sont creusés en 2021 et 2022 par rapport aux pays à revenu élevé. La réduction du chômage mondial en 2021 et 2022 marquera également le pas; une augmentation modérée est prévue pour 2023 et 2024. Le nombre d'heures travaillées par personne employée devrait également diminuer dans un contexte de ralentissement de l'activité économique et rester nettement inférieur à son niveau antérieur à la pandémie.

### Ce chapitre présente les tendances et les projections des principaux indicateurs du marché du travail au niveau mondial et par groupe de revenus.

Il aborde en premier lieu les multiples crises qui ont créé un environnement si difficile pour les marchés du travail. Ensuite, les indicateurs clés de la quantité de travail sont présentés: la population active, l'emploi, les heures de travail et la sous-utilisation de la main-d'œuvre. Le chapitre étudie ensuite les tendances relatives aux types d'emplois occupés, ainsi que leurs conséquences pour la justice sociale, avant de conclure par quelques-unes des incidences sur le plan des politiques.

### L'accumulation de facteurs de risque induit des perspectives très incertaines pour le marché du travail.

Cela s'ajoute à l'incertitude quant aux répercussions que la crise du COVID-19 a eues sur le monde du travail<sup>5</sup>. Par conséquent, les indicateurs du marché du travail présentés dans ce rapport sont entachés d'une forte incertitude<sup>6</sup>. Le terme «emploi» utilisé dans ce rapport s'applique aux activités entrant dans les limites de la production définies par le Système de comptabilité nationale des Nations Unies (SCN) et suit la définition établie par la treizième Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST). Le terme «travail», selon les normes plus récentes (adoptées par la 19<sup>e</sup> CIST), est défini comme toute activité exercée par des personnes de tout sexe et de tout âge pour produire des biens ou fournir des services destinés à être utilisés par d'autres ou pour son propre usage. Cette distinction est importante car le nombre de personnes exerçant un travail (concept de la 19<sup>e</sup> CIST) est plus élevé que celui des personnes ayant un emploi (concept de la 13<sup>e</sup> CIST). Les femmes effectuent en particulier de grandes quantités de travail, comme les soins non rémunérés, qui ne sont pas pris en compte dans les chiffres de l'emploi (OIT, 2022d). Dans ce rapport, le terme «travail» est cependant parfois utilisé comme synonyme d'«emploi» pour faciliter l'exposé. Toutes les statistiques présentées sans référence explicite sont publiées dans le répertoire des estimations modélisées du BIT d'ILOSTAT<sup>7</sup>; nombre d'entre elles peuvent également être trouvées dans le WESO Data Finder.

5 De nombreux pays ne réalisent que rarement des enquêtes sur la population active. Les valeurs manquantes sont imputées pour obtenir des estimations mondiales des indicateurs du marché du travail, publiées dans les estimations modélisées du BIT. En temps normal, les valeurs imputées des indicateurs du marché du travail pour les années où aucune enquête n'a été menée ont des bornes d'erreur relativement faibles grâce aux techniques économétriques utilisées pour produire les estimations modélisées du BIT. En raison de l'ampleur et de la nature du choc dû au COVID-19, la précision des estimations du marché du travail s'est amoindrie.

6 Les régions qui sont composées principalement de pays bien couverts par les enquêtes sur la main-d'œuvre présentent une faible erreur pour les indicateurs jusqu'en 2021 inclus. Il s'agit notamment des Amériques et de l'Europe.

7 Voir l'annexe B pour plus de détails sur la série d'estimations modélisées du BIT.

## ► Un environnement macroéconomique difficile pour les marchés du travail

### La crise du coût de la vie rogne les revenus disponibles

**Une combinaison de chocs asymétriques de la demande et de l'offre a fait augmenter les taux d'inflation de base<sup>8</sup>.** Ces problèmes découlent en partie des fortes variations de la consommation observées pendant la pandémie, lorsque la demande s'est déplacée des services vers les biens (électroniques) en 2020, pour revenir aux services dans le courant de 2021, quand les économies du monde entier ont progressivement levé les restrictions sur le lieu de travail et les voyages. Les ajustements de l'offre ne se sont toutefois pas déroulés à la même vitesse. En particulier, l'augmentation de la demande de marchandises et la diminution simultanée de la capacité de transport maritime ont entraîné de fortes perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales (Rees et Rungcharoenkitkul, 2021). Avec l'ouverture progressive qui a débuté en 2021, l'activité a repris rapidement, grâce à la demande contenue et stimulée par l'épargne forcée accumulée au début de

la pandémie. En conséquence, plusieurs secteurs, notamment l'aviation et le tourisme, ont connu de graves pénuries de capacité. De manière surprenante, la force de ces chocs semble avoir été sous-estimée par les décideurs politiques, bien qu'ils aient été pleinement anticipés (Ernst, 2020; OCDE, 2020).

**La hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, due à des facteurs cycliques et renforcée par les perturbations de l'approvisionnement causées par le conflit en Ukraine, constitue une menace existentielle pour les pauvres.** En mars 2022, l'indice mondial des prix alimentaires a atteint 159,7 points, soit le niveau le plus élevé depuis le début de la série en 1990 (figure 1.2). Par la suite, les prix ont baissé mais, en septembre 2022, ils étaient encore 43 pour cent plus élevés que la moyenne de 2019 et se situaient à des niveaux similaires à ceux de la dernière crise mondiale des prix alimentaires, en 2011. En août 2022, les prix de l'énergie étaient trois fois plus élevés que le prix moyen de 2019, dépassant de 60 pour cent le niveau de prix de la dernière période de prix élevés,

► **Figure 1.2. Indices des prix alimentaires et de l'énergie**



**Note:** Indice des prix des produits alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) avec un prix moyen de 2014-2016 égal à 100.

**Source:** Système de prix des produits de base du Fonds monétaire international (FMI); FAO.

<sup>8</sup> Dans un échantillon de 35 pays, les taux d'inflation de base médians ont commencé à augmenter au deuxième trimestre de 2021, à partir d'environ 2 pour cent, pour atteindre 6,5 pour cent au troisième trimestre de 2022 (FMI, 2022).

de 2011 à 2014. La combinaison des prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires provoque une crise du coût de la vie pour de nombreux ménages, et peut devenir existentielle pour les plus pauvres, qui consacrent généralement une plus grande part de leurs revenus à l'alimentation et à l'énergie<sup>9</sup>. De nombreuses entreprises, en particulier les petites et moyennes qui ne disposent pas d'un pouvoir de marché suffisant pour répercuter les augmentations de coûts sur les consommateurs, sont également menacées par la hausse des prix de l'énergie (Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition, 2022). L'indice des prix de l'énergie est une moyenne mondiale; les régions ont un mix énergétique variable, et certains marchés de l'énergie – comme l'électricité et, dans une certaine mesure, le gaz naturel – sont locaux et présentent donc d'importantes variations de prix dans le monde.

**En conséquence, des taux d'inflation à deux chiffres touchent plus de 2 milliards de personnes dans le monde (CNUCED, 2023), creusant les inégalités au sein des pays et réduisant la demande globale.** Les producteurs d'énergie et les entreprises en position de force sur le marché réalisent des bénéfices records, tandis que d'autres entreprises peinent à répercuter les augmentations de coûts sur leurs clients ou ressentent le choc de la baisse de la demande<sup>10</sup>. Les travailleurs souffrent déjà d'un fort recul de leur revenu réel et n'ont souvent pas de pouvoir de négociation leur permettant de demander une compensation pour ces pertes ou sont employés par des entreprises en difficulté qui ne sont pas en mesure d'augmenter leurs salaires. Le *Rapport mondial sur les salaires 2022-23* estime que les salaires réels mondiaux ont diminué de 0,9 pour cent en 2022 (OIT, 2023). Même pour les travailleurs des services faiblement rémunérés dans les économies avancées, qui ont connu l'augmentation la plus rapide des salaires depuis des décennies en raison d'une pénurie de main-d'œuvre, la croissance des salaires peine à suivre l'inflation. Les réformes du marché du travail et de la protection sociale, l'érosion de l'affiliation syndicale et le recul de l'emploi industriel ont entraîné la disparition progressive de l'indexation automatique des salaires et d'autres points d'ancrage nominal, empêchant les salaires réels de refléter pleinement les hausses de productivité<sup>11</sup>. L'accélération inattendue de l'inflation s'est faite

au détriment des travailleurs, qui se retrouvent du côté des perdants de l'inflation surprise. Dans le même temps, le déclin des taux de syndicalisation et de la couverture de la négociation collective a réduit le pouvoir du dialogue social pour obtenir un partage équitable du coût de l'inflation (OIT, 2017a). En l'absence de mesures de redistribution, la majorité des ménages verront leurs revenus réels diminuer, ce qui entraînera une baisse de la demande globale.

**Les pays qui connaissent une détérioration des termes de l'échange sont confrontés à une baisse supplémentaire des revenus réels en raison de l'inflation.**

Ils doivent dépenser beaucoup plus pour importer des denrées alimentaires et de l'énergie, transférant ainsi du pouvoir d'achat aux exportateurs nets de ces produits<sup>12</sup>. Cette hausse des dépenses peut provoquer des crises de la balance des paiements pour les pays en développement qui ont des possibilités limitées d'emprunter à l'échelle internationale, aggravant ainsi les conditions de financement des gouvernements et des entreprises<sup>13</sup>.

## Les options en matière de politique budgétaire et monétaire sont limitées

**La marge de manœuvre globale est limitée et fragmentée.** La pandémie de COVID-19 a largement entamé la capacité des principales institutions chargées de l'élaboration des politiques. Les banques centrales du monde entier ont épuisé leur capacité à soutenir la reprise. De même, les responsables de la politique budgétaire ont accumulé un montant considérable de dettes afin de soutenir les entreprises locales et les ménages et sont de plus en plus contraints de supprimer progressivement certaines mesures de soutien, s'ils ne l'ont pas déjà fait. La hausse des taux d'intérêt ainsi que la vigueur du dollar américain menacent la capacité des pays à refinancer leur dette, surtout lorsqu'elle est couplée à une fuite des capitaux. Entre 2019 et 2022, la proportion de pays à faible revenu en situation de surendettement ou confrontés à un risque élevé de surendettement est passée de 49 à 56 pour cent. Il est de la plus haute importance de veiller à ce que les gouvernements continuent d'avoir accès aux financements, car

9 Les indices de prix montrent les variations nominales des prix. L'évolution des revenus doit également être prise en compte pour évaluer les conséquences des changements de prix sur les ménages.

10 En 2021 et 2022, la flambée des prix dans un contexte de demande toujours forte des consommateurs a permis à de nombreuses entreprises d'augmenter leur marge bénéficiaire. Aux États-Unis, les bénéfices des entreprises avant impôt en proportion du produit national brut sont passés d'une moyenne de 10,7 pour cent en 2018-19 à une moyenne de 13,4 pour cent en 2021 et au cours des deux premiers trimestres de 2022 (calculs à partir de <https://fred.stlouisfed.org/>).

11 Sur l'évolution des taux de syndicalisation et des modalités de négociation collective, voir Visser (2012) et OIT (2022g).

12 L'effet des termes de l'échange a fait baisser les revenus réels de 1,3 pour cent dans la zone euro au quatrième trimestre de 2021 (BCE, 2022). Les prix de l'énergie ont nettement augmenté depuis.

13 Même dans les économies développées où les marchés financiers sont bien intégrés, la politique budgétaire peut être limitée par les marchés financiers qui demandent des primes de risque beaucoup plus élevées, comme l'ont montré les événements qui se sont produits au Royaume-Uni en octobre 2022 au sujet des importants déficits budgétaires proposés, qui ont nécessité l'intervention de la Banque d'Angleterre.

la mise en œuvre de mesures d'austérité, ou l'obligation de les mettre en place en raison d'une crise des marchés financiers lors d'un ralentissement économique, serait catastrophique pour les marchés du travail.

**La politique budgétaire doit concilier des objectifs contradictoires.** D'une part, les pays doivent éviter une orientation budgétaire généralement expansionniste qui irait à l'encontre des mesures de politique monétaire. D'autre part, les entreprises et les ménages durement touchés ont besoin de soutien pour surmonter la crise. Par conséquent, l'aide doit être davantage ciblée sur les ménages à faibles revenus, les travailleurs vulnérables et les petites et moyennes entreprises en difficulté<sup>14</sup>.

**Compte tenu du consensus actuel en matière de politique économique, le processus de maîtrise de l'inflation sera douloureux pour les ménages et de nombreuses entreprises.** Bien que l'inflation soit davantage déterminée par des facteurs liés à l'offre que par des facteurs liés à la demande (FMI, 2022), la plupart des mesures prises par les pouvoirs publics se sont concentrées sur la gestion de la demande pour contrer une hausse de l'inflation anticipée. En particulier, la stratégie actuelle dans les économies avancées repose en grande partie sur une politique monétaire qui entraîne une contraction de la demande globale, comme en témoigne le rythme record des hausses des taux d'intérêt. Dans le cadre d'une telle politique, les travailleurs subiront une pression sur leurs revenus, soit en raison d'une baisse de la croissance de l'emploi, soit en raison de pertes d'emplois, soit en raison d'une érosion des salaires réels pour ceux qui restent salariés. La réduction de la demande globale augmente également la pression concurrentielle sur les entreprises, limitant ainsi les hausses de prix et réduisant potentiellement leurs marges bénéficiaires<sup>15</sup>. Une approche plus équilibrée est nécessaire pour limiter les dégâts économiques et sociaux, en se concentrant sur les mesures visant à soutenir l'offre – notamment l'accélération des investissements dans la production d'énergie durable.

**Les niveaux élevés d'inégalités, qui se sont accrus au cours des dernières décennies, compliquent la tâche des banquiers centraux dans leur tentative de faire baisser les taux d'inflation.** La consommation globale étant de plus en plus tirée par les ménages aisés, insensibles à la hausse des taux d'intérêt, une politique monétaire beaucoup plus resserrée que par le passé risque d'être perçue comme nécessaire pour avoir une nette incidence sur l'inflation (Pereira da Silva *et al.*, 2022). Cela augmentera de manière disproportionnée le coût pour les ménages les plus pauvres et aussi pour les entreprises ayant un niveau élevé de financement externe.

**En l'absence de coordination adéquate des politiques, il est à craindre que les grandes économies avancées et émergentes ne se concentrent avant tout sur des objectifs répondant à leurs problématiques nationales sans tenir compte des retombées mondiales plus larges.** Le resserrement de la politique monétaire semble en particulier réagir aux préoccupations immédiates en matière d'inflation sans tenir suffisamment compte des retombées intertemporelles et internationales (Obstfeld, 2022). Cela peut créer un environnement macroéconomique mondial trop contraignant, qui aura des répercussions inutilement lourdes sur l'économie réelle et les marchés du travail dans le monde entier. Des politiques alternatives qui équilibrent les mesures du côté de la demande et les mesures du côté de l'offre et protègent les plus vulnérables par des interventions ciblées pourraient offrir un moyen plus efficace de lutter contre l'inflation tout en soutenant la croissance économique et le développement.

## Perspectives économiques à court terme

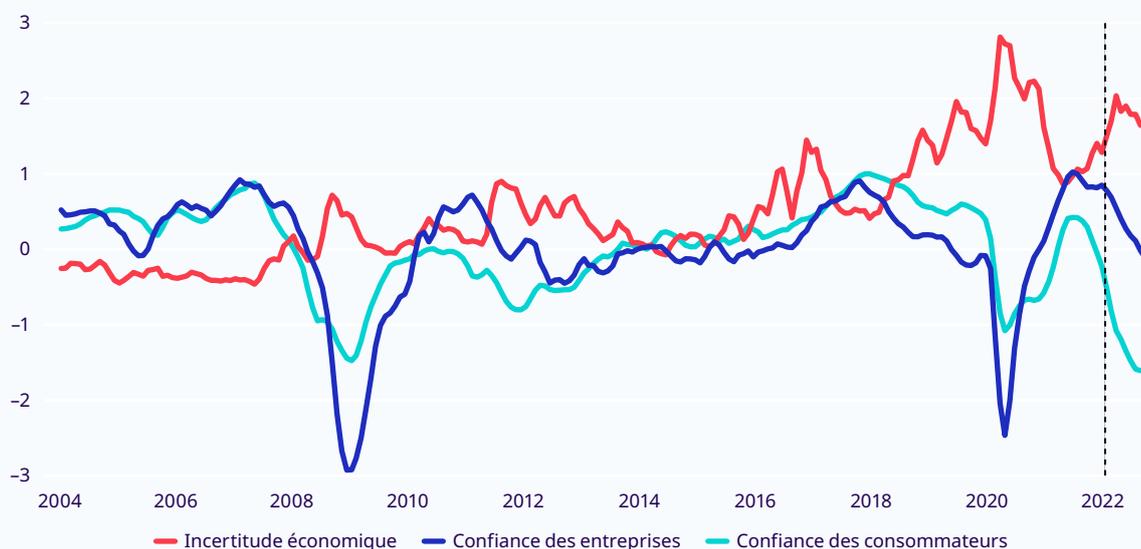
**Cette multitude de difficultés provoque un effondrement de la confiance – accéléré par le conflit en Ukraine – propre à entretenir la contraction économique.** Il a été constaté que l'incertitude économique pondérée en fonction du PIB dans 21 pays a augmenté depuis 2021 et se situe à des niveaux bien supérieurs à la moyenne à long terme, sans toutefois atteindre celui qui a été enregistré durant les premières phases de la pandémie (figure 1.3). La confiance médiane des consommateurs est tombée à son niveau le plus bas des deux dernières décennies dans un échantillon de 44 pays (figure 1.3), ce qui met en évidence les graves répercussions de la crise du coût de la vie sur les ménages. La confiance médiane des entreprises dans 14 pays suit également une tendance à la baisse, mais, en septembre 2022, son niveau était juste au-dessous de la moyenne à long terme. Le sentiment plus positif des entreprises est une bonne nouvelle pour les marchés du travail, car les employeurs risquent moins de licencier du personnel, du moins pour le moment.

**L'économie mondiale ne devrait croître que de 2,7 pour cent en 2023, soit bien moins que la croissance annuelle moyenne de 3,6 pour cent enregistrée entre 2000 et 2021** (FMI, 2022). Cette prévision est en baisse de 0,9 point de pourcentage depuis avril 2022, ce qui souligne la nette détérioration de la conjoncture économique. Ce ralentissement signifie que, au lieu de récupérer les pertes

14 Un soutien non ciblé ou mal ciblé peut permettre à des entreprises à faible productivité de survivre («entreprises zombies»), bloquant ainsi des ressources et réduisant le potentiel de croissance de la productivité (voir chapitre 3). Dans les pays en développement, cependant, de nombreuses micro, petites et moyennes entreprises poursuivraient de toute façon leurs activités, mais tomberaient probablement dans le secteur informel.

15 Les marges bénéficiaires sont généralement procycliques (Macallan, Millard et Parker, 2008).

► **Figure 1.3. Médiane des indicateurs de confiance des consommateurs et des entreprises (écart type par rapport à la moyenne) et incertitude économique, février 2004 à septembre 2022**



**Note:** La figure montre la médiane de l'indicateur normalisé de confiance des consommateurs dans un échantillon de 44 pays, et la médiane de l'indicateur normalisé de confiance des entreprises dans un échantillon de 14 pays. L'indice d'incertitude économique est une moyenne pondérée du PIB dans 21 pays. La série originale a été redimensionnée pour être présentée dans cette figure en divisant l'indice par 100 et en soustrayant 1. Toutes les séries ont été converties pour montrer la moyenne glissante sur trois mois. La ligne verticale marque le début du conflit en Ukraine.

**Source:** Tradingeconomics; <http://www.policyuncertainty.com>.

► **Figure 1.4. Croissance du PIB par habitant, 2010-2023, dans le monde et par groupe de revenus (pourcentages)**

|                                                       | 2010-2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|-------------------------------------------------------|-----------|------|------|------|------|
| Monde                                                 | 2,1       | -4,1 | 5,0  | 2,2  | 1,7  |
| Pays à faible revenu                                  | -0,7      | -3,2 | 1,7  | 1,0  | 2,4  |
| Pays à revenu intermédiaire inférieur                 | 3,5       | -4,5 | 4,4  | 3,6  | 3,7  |
| Pays à revenu intermédiaire supérieur (sans la Chine) | 1,1       | -5,9 | 5,5  | 1,6  | 1,1  |
| Pays à revenu élevé                                   | 1,4       | -4,8 | 5,0  | 2,3  | 0,8  |

**Source:** Calculs du BIT à partir de FMI (2022) et des perspectives de la population mondiale (World Population Prospects) des Nations Unies, révision de 2022.

de production subies pendant la pandémie, l'écart de production par rapport à la tendance d'avant la crise se creuse à nouveau. Le net ralentissement des trois plus grandes économies du monde – la Chine, la zone euro et les États-Unis d'Amérique – contribue largement au retournement de la croissance mondiale.

**Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, à l'exclusion de la Chine, la prévision de croissance par habitant est identique, voire supérieure, à la croissance moyenne enregistrée entre 2010 et 2019 (figure 1.4).** Les pays à faible revenu devraient en particulier enregistrer une croissance par habitant nettement plus élevée

qu'au cours de la décennie précédente. Par ailleurs, la croissance mondiale prévue en 2023 dépasse le taux enregistré pendant la crise financière de 2009. Ainsi, même si le ralentissement actuel de la croissance va sérieusement compromettre les efforts déployés pour récupérer les pertes de production liées à la pandémie, il ne signifie pas qu'une grande récession mondiale se profile, surtout en dehors des pays à revenu élevé. Il existe toutefois un risque que l'économie mondiale entre en récession si un certain nombre de facteurs de risque se matérialisent (Guénette, Kose et Sugawara, 2022; FMI, 2022). Les projections du marché du travail présentées dans ce rapport se fondent sur la projection de référence des *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2022 (FMI, 2022).

## Tendances à long terme ayant une incidence sur la dynamique du marché du travail

**Derrière ces évolutions à court terme se cachent de profonds bouleversements qui se font de plus en plus sentir.** Le vieillissement de la population accentue les pénuries de main-d'œuvre dans certains pays, tandis que ceux dont la population continue de croître rapidement doivent relever le défi de procurer des possibilités suffisantes de travail décent et productif à la jeune génération. La croissance de la productivité est face à de forts vents contraires qui menacent les perspectives d'éliminer la pauvreté au travail, de réduire les inégalités de revenus du travail dans le monde et de permettre aux pays de faire face au vieillissement de leur population tout en maintenant leur niveau de vie (voir chapitre 3). L'évolution du monde du travail – également sous l'effet de la numérisation et des besoins croissants de l'économie des soins – modifie les besoins des entreprises et entraîne donc une inadéquation des compétences lorsque les besoins en la matière ne sont pas correctement pris en compte par le système éducatif et l'apprentissage tout au long de la vie (OIT, 2021d; Feijao *et al.*, 2021).

**Le changement climatique et les politiques d'atténuation risquent d'avoir des répercussions sur les niveaux de vie.** L'année dernière, une série de phénomènes météorologiques extrêmes a rappelé à la communauté internationale que le changement climatique s'accélère, entraînant des coûts croissants et non négligeables, même si la température mondiale n'a pas encore atteint le seuil

d'une hausse de 1,5 °C (GIEC, 2018). Plusieurs points de basculement climatiques semblent proches et leur franchissement augmentera considérablement les coûts d'adaptation. La perte irréversible de biodiversité ou la fonte du pergélisol pourraient accélérer la hausse des températures, entraînant de fortes pertes de production et d'emplois, en particulier dans les pays où les écosystèmes sont déjà fragiles et les températures moyennes élevées. On estime que 2,2 pour cent des heures de travail dans le monde pourraient être perdues d'ici à 2030 en raison du stress thermique, principalement dans l'agriculture et la construction (OIT, 2019a).

**La transition vers zéro émission nette de carbone sera peut-être coûteuse, mais elle ouvrira des perspectives.**

La crise actuelle des prix de l'énergie pourrait s'aggraver à mesure que les sociétés se tournent vers les technologies vertes locales. De plus, si les économies avancées se détournent des combustibles fossiles, leur prix risque de chuter, ce qui incitera les pays moins développés à se tourner plutôt davantage, et non moins, vers la production d'énergie à base de carbone. Toutefois, nombreuses sont les données montrant qu'une transition plus rapide vers une économie à zéro émission nette de carbone sera bénéfique non seulement d'un point de vue écologique, mais aussi économique (Way *et al.*, 2022; FMI, 2022). Une telle transition pourrait créer 18 millions d'emplois nets dans le monde (OIT, 2018a).

**Une transition juste impliquera une réduction (modérée) des niveaux de vie qui devra être partagée équitablement, au niveau international, au sein des pays et entre les générations.** Retarder l'ajustement nécessaire ne fera qu'augmenter les coûts sans rendre les conséquences sur la répartition moins compliquées. Les mesures de protection sociale et les aides au revenu ciblées, ainsi que les politiques de formation visant à soutenir les transitions des emplois «bruns» vers les emplois verts, devront être renforcées, en particulier dans les pays qui ont les moyens financiers de le faire<sup>16</sup>. Pour créer davantage de marge de manœuvre, en particulier dans les pays à faible revenu, il faut trouver de nouvelles formes d'accords internationaux sur le climat qui canaliseront une partie des fonds liés au climat prélevés auprès des pollueurs à revenu élevé afin d'augmenter les investissements dans les puits de carbone dans le Sud (Braga, 2022). Ces programmes doivent être conçus sous l'angle du marché du travail afin de faciliter la création d'emplois décents en phase avec le paiement pour services écosystémiques, par exemple (OIT, 2018a).

<sup>16</sup> «Brun» désigne les tâches et les activités qui entravent la protection de l'environnement, favorisent les solutions non durables ou ont un impact négatif important sur l'environnement (Bohnenberger, 2022).

## ► Offre de main-d'œuvre, emploi et pénurie d'emplois

**Dans les années à venir, la croissance de l'emploi va stagner, les travailleurs auront plus de mal à trouver un emploi de qualité et les revenus réels risquent de baisser.** Les raisons de ces évolutions sont à rechercher dans la dynamique de l'offre de main-d'œuvre et de l'évolution démographique, dans la structure des marchés du travail et dans le contexte institutionnel de la création et de la destruction d'emplois. Ces déterminants diffèrent d'un pays à l'autre; les différences dans l'interaction entre l'offre et la demande de travail et dans la rémunération des travailleurs entraîneront des différences dans les résultats du marché du travail.

### Offre de main-d'œuvre

**Selon les estimations, le taux d'activité mondial s'est rapproché de 60 pour cent en 2022, légèrement au-dessous de son niveau de 2019.** La tendance à la baisse à long terme devrait se maintenir en 2023 et le taux diminuer de 0,2 point de pourcentage jusqu'en 2024. Au total, on estime qu'environ 3,6 milliards de personnes faisaient partie de la population active en 2022, un chiffre qui devrait augmenter d'environ 35 millions par an en raison de la croissance de la population en âge de travailler. L'inactivité économique, c'est-à-dire le fait de ne pas faire partie de la population active, peut résulter de facteurs positifs, mais aussi négatifs. Le déclin à long terme du taux d'activité est dû, dans une certaine mesure, au fait que la jeune génération consacre plus de temps à l'éducation et que la génération plus âgée bénéficie de périodes de retraite plus longues – des réussites rendues possibles par le développement économique. Toutefois, l'inactivité économique résulte également d'un manque de possibilités sur le marché du travail pour certains groupes, du découragement, de la discrimination sexuelle et d'autres facteurs qui entravent la participation – ce qui signifie qu'un taux d'activité plus faible n'est pas une bonne chose en soi.

**La population en âge de travailler a commencé à se tasser dans plusieurs pays à revenu élevé.** Parmi les économies émergentes, la Chine a connu un premier recul de sa population en âge de travailler en 2015, et il devrait s'accroître. Les pénuries de main-d'œuvre induites par la démographie ont été aggravées par des augmentations des taux d'inactivité liée à la santé. Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 20 pour cent des personnes infectées par le COVID-19

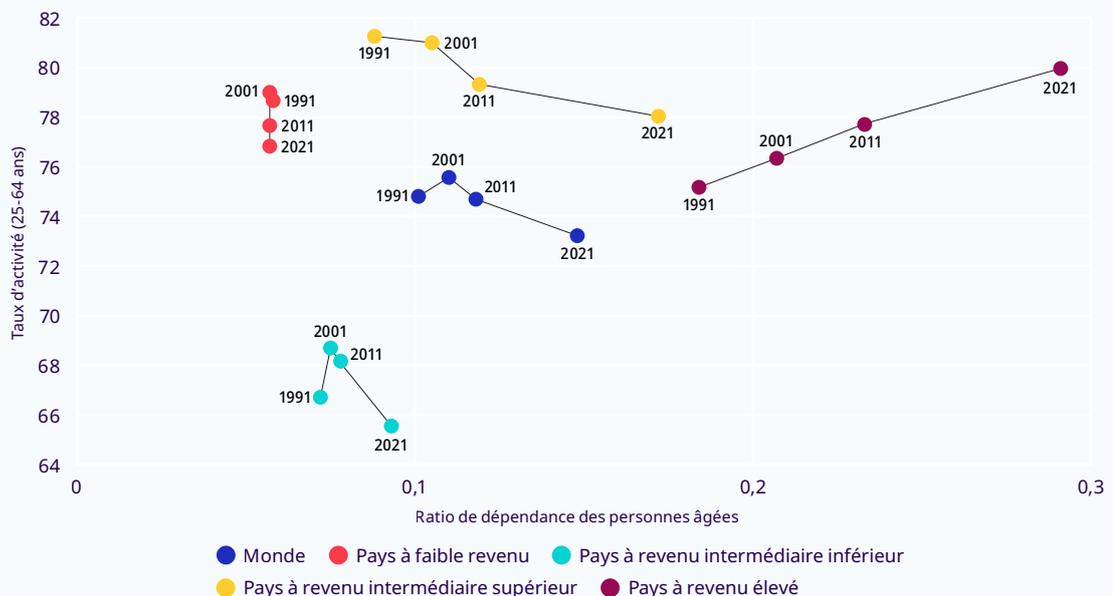
souffriront d'un effet sur la santé à long terme (Cox, 2021; Stulpin, 2022; Van Beusekom, 2022). Les estimations des répercussions sur l'offre de main-d'œuvre varient: des études portant sur les États-Unis indiquent que 300 000 à 600 000 travailleurs (Sheiner et Salwati, 2022) ou même 2 à 4 millions de personnes (Bach, 2022) n'ont pas pu travailler en raison d'un COVID long. Ces chiffres représentent une fourchette comprise entre 0,2 et 2,2 pour cent de la population active.

**Le maintien ou l'augmentation des niveaux de vie dans un contexte de hausse des ratios de dépendance des personnes âgées nécessiteront une accélération de la croissance de la productivité, une augmentation du taux d'activité ou une immigration de jeunes travailleurs.** En effet, en moyenne, chaque travailleur devra produire toujours plus, puisque cette production devra être suffisante pour un nombre toujours plus élevé de personnes qui ne sont pas économiquement actives<sup>17</sup>. Les ratios de dépendance des personnes âgées – définis comme le rapport entre la population âgée de 65 ans et plus et la population âgée de 15 à 64 ans – ont nettement augmenté au cours de la dernière décennie dans les pays à revenu élevé et également dans les pays à revenu intermédiaire supérieur (figure 1.5). Le chapitre 3 montre que la croissance de la productivité du travail a en fait ralenti au cours de la dernière décennie, menaçant ainsi la possibilité de maintenir le niveau de vie moyen.

**Anticipant ces tendances, plusieurs pays ont depuis longtemps pris des mesures pour augmenter les taux d'activité.** Dans de nombreux pays à revenu élevé, les limites d'âge de la retraite ont été relevées et les incitations à rester en activité pour les travailleurs les plus âgés ont été renforcées. Dans ces pays, la hausse des taux d'activité des 25-64 ans et celle de la participation des 65 ans et plus au marché du travail ont compensé jusqu'à un certain point la baisse de la croissance de la productivité, maintenant ainsi la croissance potentielle du PIB par habitant (figure 1.5). Toutefois, il y a une limite à la contribution de ces politiques pour surmonter les pénuries structurelles de l'offre de main-d'œuvre. Sur le simple plan des chiffres, le ratio de dépendance des personnes âgées augmente trop rapidement pour qu'une hausse du taux d'activité puisse le compenser. En outre, bien qu'il s'agisse d'un objectif de longue date, les programmes d'apprentissage tout au long de la vie n'ont été mis en place qu'avec parcimonie, compte tenu des coûts d'opportunité élevés de la reconversion des travailleurs âgés. L'expérience acquise au cours de

17 Une croissance de la productivité du travail plus élevée n'est qu'une condition nécessaire au maintien du niveau de vie lorsque la population est vieillissante. La redistribution des revenus – c'est-à-dire la conception des systèmes de retraite – est tout aussi importante pour permettre à chacun de bénéficier effectivement de ce niveau de vie.

► **Figure 1.5. Ratio de dépendance des personnes âgées et taux d'activité (pourcentages) des 25-64 ans, 1991-2021, dans le monde et par groupe de revenus**



**Note:** Le ratio de dépendance des personnes âgées est le ratio entre les personnes âgées de 65 ans et plus et celles âgées de 25 à 64 ans.

**Source:** Perspectives de la population mondiale (World Population Prospects) 2022 de la Division de la population des Nations Unies; ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

la vie professionnelle n'est souvent pas pleinement prise en compte lorsqu'un travailleur change de profession ou de secteur, de sorte qu'il peut perdre une part importante de sa prime salariale liée à l'ancienneté (McKinsey, 2022). Enfin, des efforts supplémentaires pourraient être déployés pour faire entrer davantage de femmes et de groupes marginalisés sur le marché du travail grâce à des politiques appropriées.

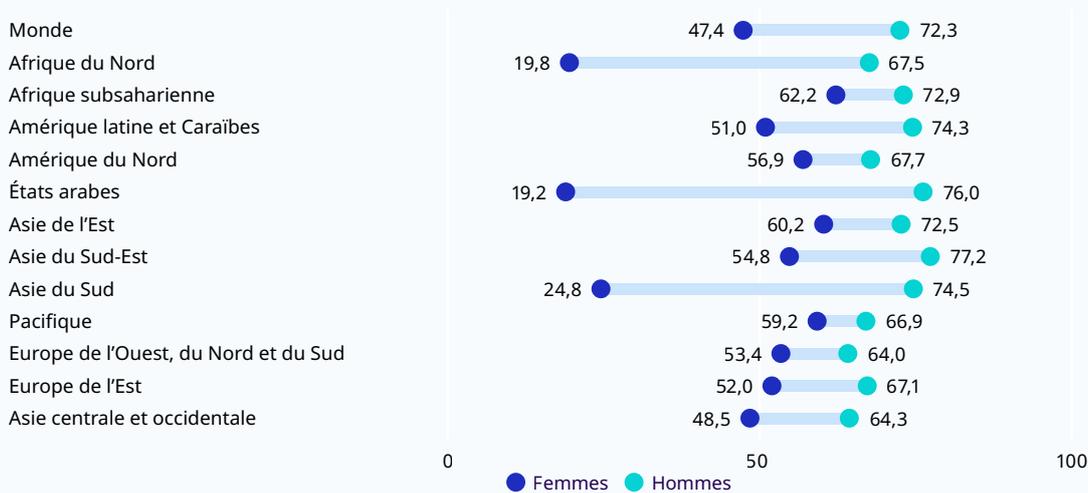
**Les employeurs des pays dont la population vieillit devront faire face à une contraction de la main-d'œuvre – et donc du vivier de talents –, car il devient de plus en plus difficile d'augmenter les taux d'activité.**

Le taux d'activité des 25-64 ans dans les pays à revenu élevé est déjà supérieur de 7 points de pourcentage à la moyenne mondiale, et toute nouvelle hausse sera limitée. La population active devrait diminuer en 2024 dans les pays à revenu élevé. En 2022, les trois quarts des entreprises interrogées ont déclaré avoir des difficultés à trouver les profils qualifiés pour pourvoir les postes (ManpowerGroup, 2022).

**À l'échelle mondiale, le nombre de femmes en âge de travailler qui ne font pas partie de la population active a dépassé de 750 millions celui des hommes en 2022 – une conséquence du fait que le taux d'activité des femmes est inférieur de 24,9 points de pourcentage à celui des hommes (figure 1.6).** Bien qu'il s'agisse d'un phénomène mondial, les écarts entre les sexes en matière de taux d'activité sont très contrastés d'un pays à l'autre; dans des régions comme l'Afrique du Nord, l'Asie du Sud et les États arabes, les femmes ont trois fois moins de chances que les hommes d'être économiquement actives. Dans ces régions, des obstacles structurels profonds, souvent ancrés dans les normes sociales, entravent la participation des femmes aux marchés du travail (OIT, 2019b; 2017b)<sup>18</sup>.

**Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur ont de faibles ratios de dépendance des personnes âgées, mais doivent relever le défi de l'intégration d'une importante population jeune sur le marché du travail.** Ces deux groupes de revenus devraient voir

<sup>18</sup> Ces facteurs peuvent inclure la discrimination, la fragmentation et la ségrégation des marchés du travail, la répartition inégale du travail non rémunéré et des responsabilités en matière de soins entre les hommes et les femmes et entre les familles et l'État, la violence et le harcèlement fondés sur le genre, les stéréotypes sexistes et les normes socioculturelles dominantes, ainsi que la voix au chapitre et la représentation limitées des femmes dans les processus de décision collectifs.

► **Figure 1.6. Taux d'activité, 2022, par sexe, dans le monde et par sous-région (pourcentages)**

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

leur population active combinée augmenter d'environ 30 millions par an jusqu'en 2024, principalement en raison de l'arrivée de jeunes sur le marché du travail. L'Afrique devrait représenter près de la moitié de l'expansion de la main-d'œuvre mondiale (16 millions de travailleurs par an) alors qu'elle ne représente qu'un cinquième de la population active mondiale. Le grand nombre de jeunes qui devraient entrer sur le marché du travail représente un défi en soi, car ceux-ci rencontrent des difficultés particulières dans ce processus<sup>19</sup>.

#### **En 2022, plus d'un jeune de 15 à 24 ans sur cinq était sans emploi et ne suivait ni études ni formation (NEET).**

Cela représente 289 millions de jeunes qui ont été privés de la possibilité d'acquérir de précieuses compétences par une expérience professionnelle précoce ou une forme quelconque de formation ou d'éducation (OIT, 2022e). Les jeunes femmes sont deux fois plus susceptibles que les jeunes hommes d'être NEET, ce qui veut dire que les écarts de taux d'activité entre les sexes risquent de se perpétuer. En effet, les régions où ces écarts de participation sont importants présentent également de gros écarts en matière de NEET, ce qui souligne la nécessité d'adopter des approches politiques transformatrices pour résoudre les inégalités entre les sexes et empêcher qu'elles ne se perpétuent d'une génération à l'autre. Il est toutefois encourageant de constater que les écarts entre les sexes en matière de taux de NEET ont diminué au cours des seize dernières années: le taux de NEET des jeunes

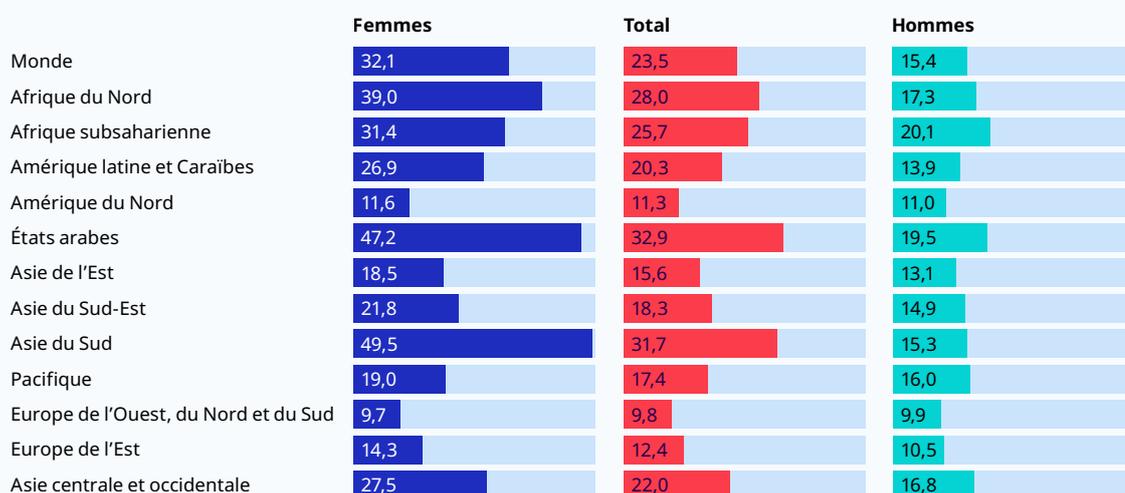
femmes a diminué de 2 points de pourcentage alors que celui des jeunes hommes a légèrement augmenté. Les taux de NEET varient fortement d'une région à l'autre, ce qui s'explique en partie par les écarts entre les sexes et en partie par les difficultés que rencontrent les jeunes pour entrer sur le marché du travail. Par exemple, un peu plus de 10 pour cent des jeunes hommes européens sont NEET, contre près de 20 pour cent des jeunes hommes dans les États arabes (figure 1.7). Outre les NEET, de nombreux jeunes sont économiquement inactifs parce qu'ils poursuivent des études (OIT, 2022e). Le taux d'activité des jeunes était d'environ 40 pour cent en 2022, bien inférieur à celui des adultes. Grâce à la capacité croissante des jeunes de poursuivre une éducation prolongée, notamment dans les pays à revenu intermédiaire, ce chiffre a considérablement baissé, puisqu'il était d'environ 56 pour cent il y a trois décennies.

#### **En 2022, quelque 268 millions de personnes ne faisaient pas partie de la population active, mais étaient néanmoins intéressées par l'obtention d'un emploi.**

Ce groupe comprend les travailleurs qui sont découragés parce qu'ils ne voient aucune possibilité d'obtenir un emploi rémunérateur, ainsi que ceux qui ne sont actuellement pas disponibles pour occuper un emploi (voir «Le déficit d'emplois, au-delà du chômage», ci-dessous, pour une analyse approfondie de cette demande d'emploi non satisfaite). Libérer ce potentiel pourrait augmenter l'offre de travail et ainsi atténuer les pénuries de main-d'œuvre.

19 De nombreux jeunes Africains qui entrent sur le marché du travail se trouvent dans des zones rurales (OIT, 2022a).

► **Figure 1.7. Jeunes de 15 à 24 ans sans emploi et ne suivant ni études ni formation, 2022, par sexe, dans le monde et par sous-région (pourcentages)**



Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

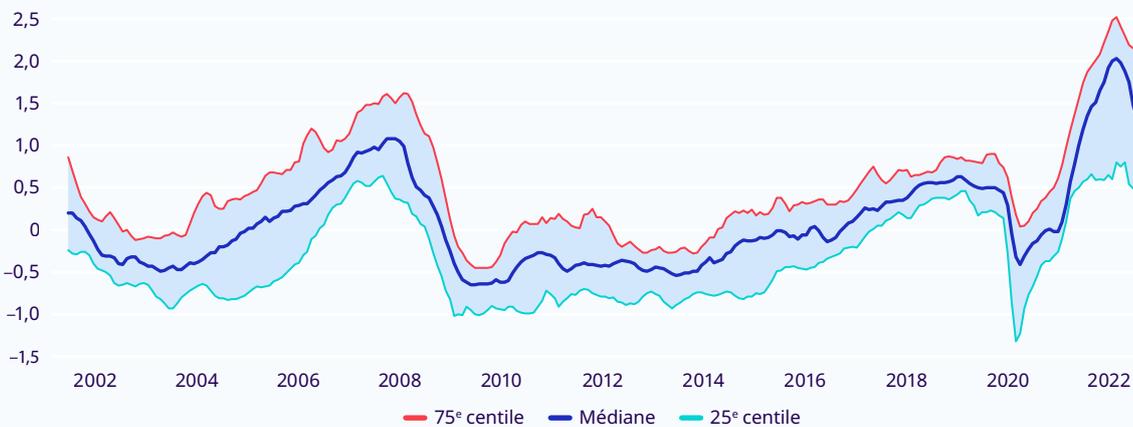
## Quantité de travail: emploi et heures de travail

**Les déterminants de la croissance de l'emploi varient selon les groupes de revenus des pays.** Tout d'abord, les perspectives macroéconomiques diffèrent d'un pays à l'autre. Certains pays devraient entrer en récession alors que d'autres devraient connaître une normalisation de leur croissance après les taux de croissance plus élevés de 2021 et 2022. Ensuite, les institutions sont très différentes d'un pays à l'autre, notamment en ce qui concerne la couverture des systèmes de protection sociale, l'étendue de la négociation collective, la législation sur la protection de l'emploi et les politiques publiques du marché du travail. Enfin, les pays ne sont pas tous au même stade d'évolution démographique.

**Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, l'emploi ne réagit que modérément aux fluctuations de l'activité économique, puisque la plupart des travailleurs sont informels et/ou indépendants.** En l'absence de systèmes de protection sociale, les travailleurs de l'économie informelle poursuivent un certain type d'activité économique de survie. Dans ces pays, la croissance de l'emploi est fortement déterminée par le nombre de personnes qui atteignent l'âge de travailler. De même, le chômage ne réagit pas beaucoup à la conjoncture. En revanche, les revenus réagiront à un ralentissement économique, tout comme, dans une certaine mesure, les heures travaillées, en particulier pour les salariés sans emploi fixe (par exemple les travailleurs journaliers).

**Dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, la situation est plus complexe.** L'un d'entre eux, la Chine, représente la majorité des travailleurs de ce groupe de revenus et sera probablement confronté à une croissance économique beaucoup plus faible que par le passé, alors que sa stratégie de gestion du COVID-19 consiste à réduire les heures de travail et que les quantités excessives d'investissement – en particulier dans le secteur immobilier – sont en cours de correction (Pettis, 2022). Le gouvernement est cependant déterminé à maintenir la croissance et se servira probablement de nombreux leviers pour éviter des répercussions importantes sur le marché du travail. Bon nombre d'autres pays à revenu intermédiaire supérieur sont des exportateurs nets de produits de base qui ont bénéficié d'une forte amélioration des termes de l'échange grâce à l'envolée des prix. Cela peut renforcer les finances publiques et la consommation intérieure, et donc stimuler la croissance de l'emploi. Toutefois, les ressources plus élevées découlant de l'amélioration des termes de l'échange risquent de se concentrer parmi un nombre restreint de ménages, alors que la hausse du coût de la vie touche tout le monde. En l'absence d'intervention appropriée des pouvoirs publics, cet état de fait va accroître les inégalités, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur la croissance de l'emploi et la demande globale.

**Dans les pays à revenu élevé dont la population est vieillissante, l'évolution de l'emploi est également déterminée par des décisions stratégiques plutôt à moyen terme prises par les entreprises qui doivent trouver un équilibre entre le licenciement de travailleurs en**

► **Figure 1.8. Offres d'emploi (écarts types par rapport à la moyenne), juin 2001 à septembre 2022**

**Note:** La figure montre la médiane et les 25<sup>e</sup> et 75<sup>e</sup> centiles de la moyenne glissante sur trois mois des offres d'emploi standard dans 18 économies (principalement avancées). Pays couverts: Allemagne, Autriche, Chypre, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchéquie, Thaïlande.

**Source:** Tradingeconomics.

### **période de ralentissement et le risque de pénurie de main-d'œuvre au cours de la reprise.**

Les offres d'emploi dans un échantillon de 18 pays pour la plupart à revenu élevé ont nettement diminué depuis juin 2022 mais, en septembre 2022, elles se situaient encore à des niveaux rétrospectivement élevés (figure 1.8). Les postes vacants fluctuent en fonction du cycle économique et devraient donc continuer à baisser à mesure que les entreprises cessent d'accroître leurs effectifs. Cependant, les entreprises devront trouver un équilibre entre le besoin à court terme de rentabilité – et dans certains cas de survie – et le défi à moyen terme de trouver et de conserver un personnel qualifié. Il est donc probable que les entreprises opérant dans des pays où la population est vieillissante auront recours à la rétention de main-d'œuvre en cas de ralentissement économique, évitant ainsi de licencier le personnel qu'elles ont eu tant de mal à attirer en 2021 et 2022.

**De nombreuses entreprises pourraient ne pas disposer des ressources nécessaires pour garder leur personnel, en particulier celles qui ont déjà été durement touchées par la crise du COVID-19 et celles dont les coûts de financement sont plus élevés.** Les petites et moyennes entreprises pourraient en particulier ne pas être en mesure de survivre à une forte baisse de la demande globale. Les défaillances pourraient augmenter, d'autant plus que les insolvabilités se sont probablement accumulées au vu du

nombre exceptionnellement bas de défaillances durant deux ans (Allianz Research, 2022). Néanmoins, le nombre de faillites devrait rester modéré et ne pas dépasser son niveau antérieur à la pandémie, grâce au soutien public continu (Allianz Research, 2022). Par conséquent, les pertes d'emploi dans les pays à revenu élevé au cours des deux prochaines années seront limitées par rapport à l'ampleur du ralentissement économique.

### **L'emploi mondial devrait progresser de 1,0 pour cent en 2023, soit un net ralentissement après une croissance de 2,3 pour cent en 2022**

(figure 1.9). Il existe une forte dichotomie entre les groupes de revenus: l'emploi dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur devrait augmenter à des taux observés avant 2020, alors que les pays à revenu intermédiaire supérieur et à revenu élevé connaîtront une croissance de l'emploi beaucoup plus lente. Elle n'a été positive en 2022 dans les pays à revenu élevé qu'en raison d'une forte croissance de l'emploi au cours du premier semestre de l'année. La croissance moyenne (non pondérée) de l'emploi prévue en 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022 est à peu près nulle dans les pays à revenu élevé pour lesquels des données trimestrielles sont disponibles, et elle devrait rester proche de zéro en 2024<sup>20</sup>. Dans tous les autres groupes de revenus, la croissance de l'emploi devrait en 2024 être similaire à celle de 2023.

<sup>20</sup> Des données trimestrielles sur l'emploi sont disponibles pour 37 pays à revenu élevé.

► **Figure 1.9. Croissance annuelle moyenne de l'emploi, 2010-2024, dans le monde et par groupe de revenus (pourcentages)**



Source: Calculs de l'auteur à partir d'ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

► **Figure 1.10. Révision de la prévision de croissance de l'emploi en 2023, dans le monde, par groupe de revenus et régions (points de pourcentage)**



Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022; estimations modélisées du BIT, novembre 2021.

**En raison des multiples crises qui frappent le monde du travail, la croissance de l'emploi prévue en 2023 est inférieure de 0,5 point de pourcentage à celle qui était prévue dans l'édition précédente du présent rapport, il y a un an** (figure 1.10). Ce ralentissement retardera nettement la récupération des pertes d'emploi subies pendant la crise du COVID-19 dans les pays où les écarts persistent. La révision à la baisse est relativement faible dans les pays à revenu intermédiaire inférieur; elle est plus importante dans les Amériques. Dans cette région,

la reprise de l'emploi a cependant été très forte en 2022, captant une partie de la reprise qui était précédemment prévue en 2023.

**La croissance de l'emploi est à peine suffisante pour suivre la croissance de la population en âge de travailler, ce qui entraîne une stabilisation des ratios emploi-population dans tous les groupes de revenus.** Le ratio mondial a atteint 56,4 pour cent en 2022, ce qui constitue une forte amélioration par rapport au creux

► **Tableau 1.1. Emploi et ratio emploi-population, 2019-2024, par sexe, dans le monde et par groupe de revenus**

| Groupe de revenus                     | Sexe   | Ratio emploi-population (pourcentages) |      |      |      |      |      | Emplois (millions) |      |      |      |      |      |
|---------------------------------------|--------|----------------------------------------|------|------|------|------|------|--------------------|------|------|------|------|------|
|                                       |        | 2019                                   | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019               | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Monde                                 | Total  | 56,9                                   | 54,5 | 55,7 | 56,4 | 56,3 | 56,1 | 3273               | 3176 | 3283 | 3359 | 3393 | 3430 |
|                                       | Femmes | 45,0                                   | 43,0 | 44,0 | 44,7 | 44,5 | 44,4 | 1299               | 1256 | 1301 | 1335 | 1347 | 1360 |
|                                       | Hommes | 68,8                                   | 66,1 | 67,5 | 68,2 | 68,1 | 68,0 | 1974               | 1920 | 1982 | 2024 | 2046 | 2070 |
| Pays à faible revenu                  | Total  | 62,0                                   | 60,7 | 61,0 | 61,3 | 61,4 | 61,4 | 242                | 245  | 254  | 263  | 272  | 281  |
|                                       | Femmes | 53,1                                   | 51,8 | 52,2 | 52,1 | 52,1 | 52,1 | 105                | 106  | 110  | 113  | 117  | 121  |
|                                       | Hommes | 71,2                                   | 69,8 | 70,1 | 70,8 | 70,9 | 71,0 | 137                | 139  | 144  | 150  | 155  | 160  |
| Pays à revenu intermédiaire inférieur | Total  | 52,0                                   | 49,8 | 50,6 | 51,4 | 51,5 | 51,6 | 1205               | 1174 | 1213 | 1249 | 1272 | 1296 |
|                                       | Femmes | 33,7                                   | 32,3 | 32,8 | 33,5 | 33,6 | 33,7 | 388                | 378  | 390  | 405  | 413  | 421  |
|                                       | Hommes | 69,9                                   | 67,1 | 68,2 | 69,0 | 69,2 | 69,2 | 816                | 796  | 823  | 845  | 859  | 875  |
| Pays à revenu intermédiaire supérieur | Total  | 61,0                                   | 58,0 | 60,1 | 60,4 | 60,0 | 59,8 | 1225               | 1173 | 1223 | 1237 | 1239 | 1243 |
|                                       | Femmes | 53,2                                   | 50,4 | 52,3 | 52,7 | 52,4 | 52,1 | 539                | 514  | 537  | 545  | 545  | 546  |
|                                       | Hommes | 68,8                                   | 65,7 | 67,9 | 68,1 | 67,8 | 67,6 | 686                | 659  | 685  | 692  | 694  | 696  |
| Pays à revenu élevé                   | Total  | 58,1                                   | 56,3 | 57,0 | 58,2 | 57,9 | 57,7 | 602                | 585  | 594  | 610  | 611  | 610  |
|                                       | Femmes | 51,0                                   | 49,3 | 50,2 | 51,4 | 51,1 | 50,9 | 267                | 259  | 264  | 272  | 273  | 272  |
|                                       | Hommes | 65,4                                   | 63,3 | 63,9 | 65,1 | 64,8 | 64,6 | 335                | 326  | 329  | 338  | 338  | 338  |

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

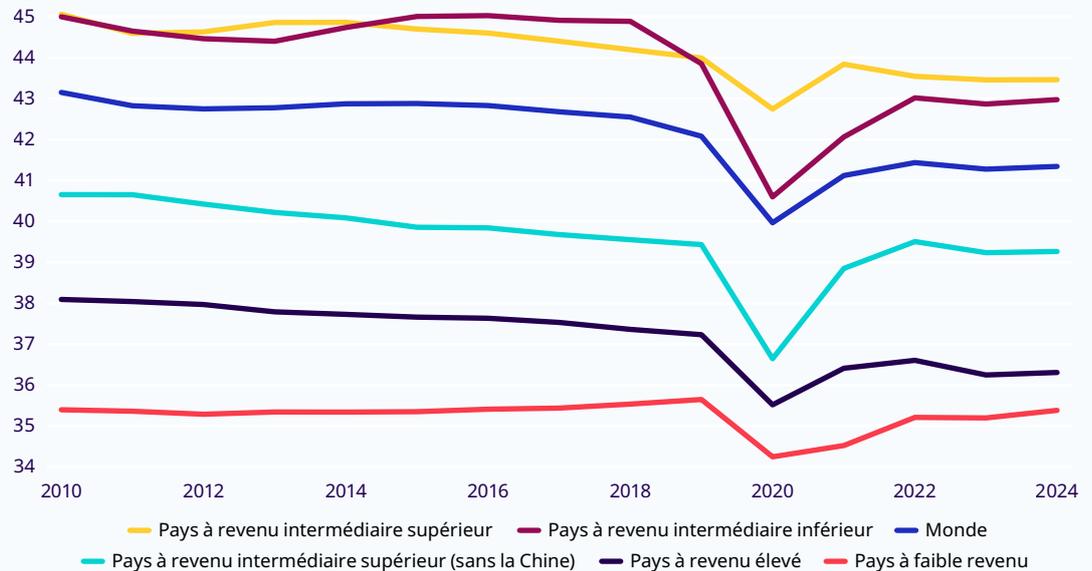
de 54,5 pour cent enregistré en 2020, mais il reste inférieur d'un demi-point de pourcentage au taux de 2019 (tableau 1.1). L'écart en 2022 par rapport au niveau antérieur à la crise était de 0,7 point de pourcentage dans les pays à faible revenu, alors que les pays à revenu élevé ont réussi à dépasser le ratio d'avant la crise, ce qui montre que la reprise a largement divergé. Le ratio emploi-population devrait légèrement baisser en 2023 et 2024.

**Les femmes ont connu une reprise de l'emploi beaucoup plus forte que les hommes, leurs ratios emploi-population se rapprochant des taux de 2019.** Cette reprise a toutefois été principalement portée par l'emploi informel: quatre emplois sur cinq créés pour les femmes en 2022 étaient informels, contre seulement deux sur trois pour les hommes. Dans les pays à revenu élevé, le ratio emploi-population des femmes a augmenté d'un demi-point de pourcentage en 2022 par rapport à 2019, contre une baisse de 0,3 point de pourcentage pour les hommes. Les pays à revenu intermédiaire inférieur ont enregistré un résultat similaire, le ratio des femmes s'étant largement redressé alors que celui des hommes est resté de 0,9 point de pourcentage inférieur au niveau de 2019. Les femmes des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire supérieur connaissent des déficits d'emploi par rapport à 2019 similaires à ceux des hommes. Malgré l'amélioration

de l'évolution du marché du travail pour les femmes au cours des trois dernières années, elles ont toujours moins de chances que les hommes d'avoir un emploi. De même que pour le taux d'activité, l'écart entre les sexes dans le ratio mondial emploi-population s'élève à 23,5 points de pourcentage, avec une tendance régionale similaire à celle présentée dans la figure 1.7. Les perspectives d'emploi pour les hommes et les femmes sont assez similaires: la croissance de l'emploi devrait ralentir à peu près au même rythme pour les deux.

**L'emploi des jeunes a été durement touché pendant la pandémie, et son redressement reste loin derrière celui des adultes** (OIT, 2022e). En 2022, le ratio mondial emploi-population des jeunes âgés de 15 à 24 ans était de 34,5 pour cent, soit 0,7 point de pourcentage au-dessous du niveau de 2019. Pour les adultes, l'écart était de 0,5 point de pourcentage. Le ratio des jeunes étant bien inférieur à celui des adultes, le déficit relatif est également beaucoup plus important pour les jeunes – près de 2 pour cent, contre 0,7 pour cent pour les adultes. Les écarts entre les sexes en matière de taux d'emploi sont tout aussi présents chez les jeunes, ce qui met en évidence la forte persistance des facteurs à l'origine des disparités entre hommes et femmes (OIT, 2017b, 2019b et 2022e). Les jeunes travailleurs ont également des types d'emplois

► **Figure 1.11. Heures travaillées par semaine par personne employée, 2010-2024, dans le monde et par groupe de revenus**



Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

différents de ceux des travailleurs plus âgés, notamment une probabilité plus élevée d'avoir un contrat temporaire (OIT, 2022f et 2022e).

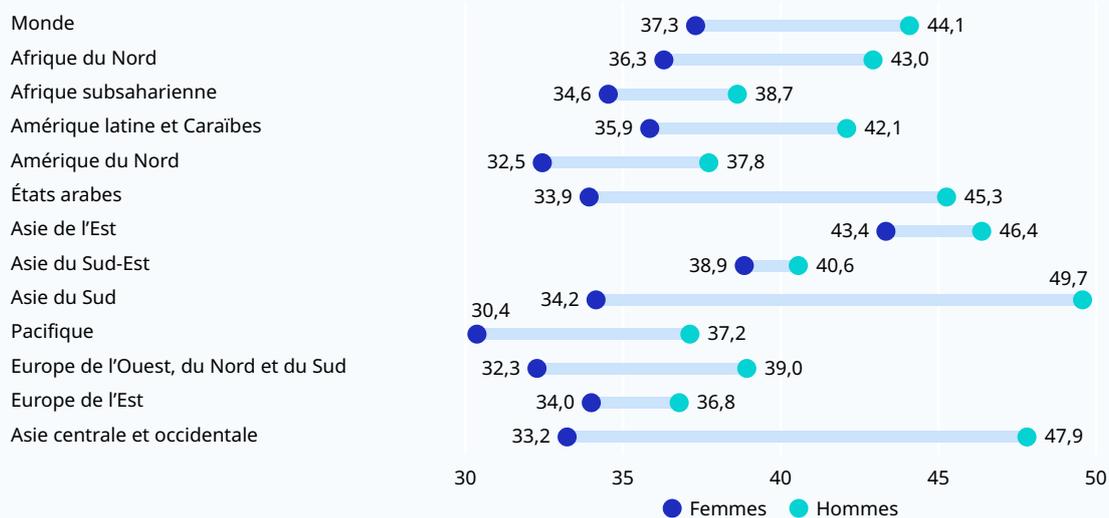
**Le nombre total d'heures travaillées s'est moins bien remis de la crise du COVID-19 que l'emploi: leur nombre par travailleur a constamment diminué.** Alors que le nombre moyen d'heures hebdomadaires par travailleur, au niveau mondial, était légèrement supérieur à 42 heures en 2019, il n'était plus que de 41,4 heures en 2022 (figure 1.11). La baisse est plus importante dans les pays à revenu intermédiaire inférieur (moins 1 heure par semaine), mais elle n'est pas négligeable dans les pays à faible revenu et à revenu élevé (moins 0,5 heure par semaine environ). Cette baisse des heures a réduit le revenu par travailleur lorsque les travailleurs n'ont pas pu augmenter leurs gains horaires. Le nombre d'heures hebdomadaires travaillées par travailleur devrait diminuer dans tous les groupes de revenus, la baisse la plus importante (de 0,4 heure par semaine) étant attendue dans les pays à revenu élevé.

**Le faible nombre d'heures travaillées par travailleur dans les pays à faible revenu est directement lié au manque de possibilités de travail décent.** Bien que le ratio emploi-population y soit le plus élevé de tous les groupes de revenus, le faible nombre moyen d'heures travaillées indique un degré élevé de sous-emploi lié au temps de travail, ce qui diminue également les revenus du travail et augmente le risque de pauvreté. La forte

productivité du travail permet aux travailleurs des pays à revenu élevé d'œuvrer relativement peu d'heures par semaine tout en conservant un bon revenu. En revanche, les travailleurs des pays à revenu intermédiaire ont travaillé plus de quarante-deux heures par semaine en moyenne en 2022.

**Au niveau mondial, les femmes actives travaillent environ sept heures rémunérées de moins par semaine que les hommes, avec de fortes variations de cet écart d'une région à l'autre** (figure 1.12). Le nombre inférieur d'heures que les femmes consacrent à un emploi rémunéré aggrave les écarts déjà importants entre les sexes en matière de taux d'emploi. La charge inégale du travail non rémunéré qui pèse sur les femmes a donc des conséquences non seulement sur leur participation au marché du travail, mais aussi sur leurs heures de travail lorsqu'elles sont en emploi. Il est intéressant de noter que les femmes d'Asie du Sud et d'Asie centrale et occidentale – deux sous-régions où l'écart entre les taux d'emploi des hommes et ceux des femmes est important – n'effectuent pas un nombre d'heures de travail très faible en comparaison internationale. Cependant, les hommes de ces deux régions ont le nombre d'heures par semaine le plus élevé, d'où des écarts importants entre les sexes en termes d'heures également.

**Les heures travaillées par travailleur ont massivement diminué en 2020.** L'une des caractéristiques déterminantes

► **Figure 1.12. Heures de travail par semaine par personne employée, 2022, par sexe, dans le monde et par sous-région**

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

► **Tableau 1.2. Heures travaillées par semaine par rapport au quatrième trimestre de 2019, pourcentages et EPT, 2020-2024, dans le monde et par groupe de revenus**

| Groupe de revenus                     | Heures travaillées par semaine (ajustées à la population) par rapport au T4 2019 (pourcentages) |      |      |      |      | EPT (à 48 heures par semaine) de différence dans les heures travaillées par semaine (ajustées à la population) par rapport au T4 2019 (millions) |        |       |       |       |
|---------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|-------|-------|-------|
|                                       | 2020                                                                                            | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2020                                                                                                                                             | 2021   | 2022  | 2023  | 2024  |
| <b>Monde</b>                          | -8,7                                                                                            | -3,6 | -1,4 | -1,6 | -1,3 | -252,2                                                                                                                                           | -106,3 | -41,4 | -47,2 | -37,8 |
| Pays à faible revenu                  | -5,9                                                                                            | -4,6 | -2,1 | -2,1 | -1,4 | -10,9                                                                                                                                            | -8,8   | -4,2  | -4,2  | -2,9  |
| Pays à revenu intermédiaire inférieur | -11,2                                                                                           | -6,4 | -2,7 | -2,6 | -2,1 | -125,3                                                                                                                                           | -72,1  | -30,6 | -30,2 | -24,3 |
| Pays à revenu intermédiaire supérieur | -7,1                                                                                            | -0,8 | -0,3 | -0,5 | -0,4 | -80,2                                                                                                                                            | -8,5   | -3,6  | -5,4  | -4,6  |
| Pays à revenu élevé                   | -7,6                                                                                            | -3,6 | -0,6 | -1,6 | -1,3 | -35,8                                                                                                                                            | -16,9  | -2,9  | -7,4  | -6,0  |

Note: T4 2019 = quatrième trimestre de 2019. EPT = équivalent plein temps.

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

► **Tableau 1.3. Chômage et taux de chômage, 2019-2024, par sexe, dans le monde et par groupe de revenus**

| Groupe de revenus                     | Sexe   | Taux de chômage (pourcentages) |      |      |      |      |      | Chômage (millions) |       |       |       |       |       |
|---------------------------------------|--------|--------------------------------|------|------|------|------|------|--------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
|                                       |        | 2019                           | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019               | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  |
| Monde                                 | Total  | 5,5                            | 6,9  | 6,2  | 5,8  | 5,8  | 5,8  | 191,9              | 235,2 | 216,4 | 205,2 | 208,2 | 210,9 |
|                                       | Femmes | 5,6                            | 6,7  | 6,2  | 5,8  | 5,8  | 5,9  | 77,3               | 90,3  | 86,5  | 81,9  | 83,5  | 84,7  |
|                                       | Hommes | 5,5                            | 7,0  | 6,1  | 5,7  | 5,7  | 5,7  | 114,7              | 144,9 | 129,9 | 123,3 | 124,7 | 126,3 |
| Pays à faible revenu                  | Total  | 5,2                            | 5,9  | 5,8  | 5,8  | 5,7  | 5,7  | 13,1               | 15,4  | 15,7  | 16,1  | 16,5  | 16,9  |
|                                       | Femmes | 5,4                            | 6,1  | 6,1  | 6,0  | 6,0  | 6,0  | 6,0                | 6,9   | 7,2   | 7,3   | 7,5   | 7,7   |
|                                       | Hommes | 5,0                            | 5,7  | 5,6  | 5,5  | 5,5  | 5,4  | 7,2                | 8,4   | 8,6   | 8,8   | 9,0   | 9,2   |
| Pays à revenu intermédiaire inférieur | Total  | 5,5                            | 7,4  | 6,4  | 6,2  | 6,1  | 6,2  | 70,1               | 93,8  | 82,8  | 82,0  | 83,3  | 85,3  |
|                                       | Femmes | 5,6                            | 6,8  | 6,3  | 6,2  | 6,2  | 6,2  | 22,9               | 27,7  | 26,2  | 26,7  | 27,3  | 28,0  |
|                                       | Hommes | 5,5                            | 7,7  | 6,4  | 6,2  | 6,1  | 6,1  | 47,2               | 66,1  | 56,5  | 55,4  | 56,1  | 57,3  |
| Pays à revenu intermédiaire supérieur | Total  | 6,0                            | 6,8  | 6,3  | 6,0  | 5,8  | 5,8  | 78,6               | 85,3  | 82,6  | 78,4  | 76,9  | 77,0  |
|                                       | Femmes | 6,0                            | 6,6  | 6,4  | 5,9  | 5,8  | 5,8  | 34,3               | 36,5  | 36,7  | 34,3  | 33,8  | 33,9  |
|                                       | Hommes | 6,1                            | 6,9  | 6,3  | 6,0  | 5,9  | 5,8  | 44,3               | 48,8  | 46,0  | 44,1  | 43,1  | 43,1  |
| Pays à revenu élevé                   | Total  | 4,8                            | 6,5  | 5,6  | 4,5  | 4,9  | 5,0  | 30,1               | 40,7  | 35,2  | 28,7  | 31,5  | 31,8  |
|                                       | Femmes | 5,0                            | 6,9  | 5,9  | 4,8  | 5,2  | 5,3  | 14,1               | 19,2  | 16,5  | 13,7  | 14,9  | 15,1  |
|                                       | Hommes | 4,5                            | 6,2  | 5,4  | 4,3  | 4,7  | 4,7  | 15,9               | 21,5  | 18,8  | 15,1  | 16,6  | 16,7  |

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

de la crise du COVID-19 et de ses fermetures de lieux de travail a été son incidence relativement limitée sur l'emploi malgré la baisse importante de l'activité. Le nombre total d'heures travaillées, qui permet de suivre le niveau d'activité du travail dans une économie, a diminué de près de 9 pour cent par rapport au quatrième trimestre de 2019, une fois corrigé de la croissance démographique (tableau 1.2). Parallèlement à la reprise inachevée de l'emploi et à la baisse du nombre d'heures travaillées par travailleur, le nombre total d'heures travaillées (ajusté à la population) en 2022 a été inférieur de 1,4 pour cent à son niveau du quatrième trimestre de 2019; cet écart correspond à l'équivalent de 41 millions d'emplois à plein temps<sup>21</sup>. La récupération des pertes d'heures de travail est très inégale à travers le monde. Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur enregistraient encore en 2022 des écarts très importants par rapport au quatrième trimestre de 2019 (OIT, 2022c). Selon les projections, les écarts devraient encore se creuser en 2023 au niveau mondial, bien que de façon marginale, puis se réduire en 2024, pour atteindre environ 1,3 pour cent.

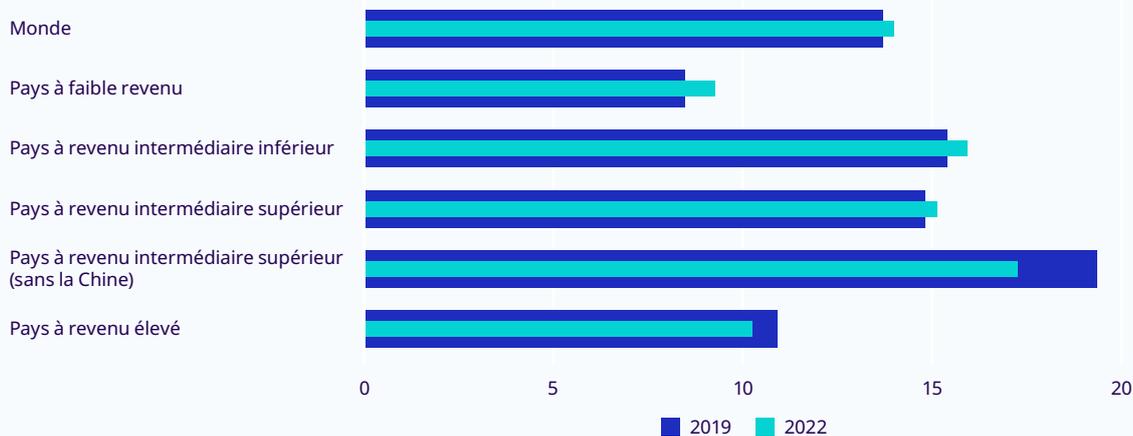
## Chômage

**Le chômage mondial a sensiblement diminué en 2022 pour atteindre 205 millions, contre 235 millions en 2020, mais encore 13 millions au-dessus du niveau de 2019.** Le taux de chômage, s'établissant à 5,8 pour cent en 2022, était toujours supérieur au taux de 2019 (tableau 1.3). Les pays à revenu élevé ont enregistré des progrès considérables dans la réduction du chômage, le taux ayant baissé à 4,5 pour cent en 2022, soit un niveau inférieur aux 4,8 pour cent de 2019. Alors que les pays à revenu intermédiaire supérieur ont réussi à retrouver le taux de chômage de 2019, les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur sont toujours confrontés à des taux qui dépassent de plus d'un demi-point de pourcentage les niveaux antérieurs à la crise.

**Le chômage mondial devrait légèrement augmenter en 2023, d'environ 3 millions de personnes.** La hausse relativement modeste du chômage prévue malgré les perspectives économiques mondiales négatives s'explique par les multiples facteurs spécifiques aux pays présentés ci-dessus, qui limitent également les pertes d'emploi. Les

21 La dixième édition de l'*Observatoire de l'OIT sur le monde du travail* (OIT, 2022c) présente un déficit d'heures de travail équivalent à 40 millions d'emplois à plein temps pour les trois premiers trimestres de 2022.

► **Figure 1.13. Taux de chômage des jeunes, 2019 et 2022, dans le monde et par groupe de revenus (pourcentages)**



**Note:** Le terme «jeunes» désigne les personnes âgées de 15 à 24 ans.

**Source:** ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

entreprises des pays à revenu élevé qui sont confrontées à des pénuries de main-d'œuvre dans un contexte de vieillissement de la population auront recours à la rétention de main-d'œuvre dans la mesure du possible<sup>22</sup>. Les perspectives économiques des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur ne sont pas très négatives par rapport aux tendances d'avant la crise. De plus, ces pays enregistrent historiquement une moindre élasticité du chômage en réponse à la croissance économique. Les taux de chômage devraient rester relativement stables dans tous les groupes de revenus, à l'exception du groupe des pays à revenu élevé.

**Les femmes sur le marché du travail risquent légèrement plus que les hommes d'être au chômage; leur taux de chômage était de 5,8 pour cent en 2022, soit 0,1 point de pourcentage de plus que celui des hommes.** Elles sont également confrontées à une plus grande sous-utilisation de la main-d'œuvre, à l'échelle mondiale et dans tous les groupes de revenus (voir «Le déficit d'emplois, au-delà du chômage» ci-dessous). En 2020, le taux de chômage des femmes a augmenté nettement moins que celui des hommes parce qu'elles étaient beaucoup plus susceptibles de quitter le marché du travail à la suite d'une perte d'emploi, en partie à cause de la charge accrue du travail de soins non rémunéré. En 2022, l'écart entre le taux

de chômage des hommes et celui des femmes était proche de son niveau de 2019, puisque la reprise plus forte de l'emploi chez les femmes s'est accompagnée d'une reprise de la participation des femmes au marché du travail. Les femmes et les hommes devraient connaître une évolution similaire de leur taux de chômage en 2023 et 2024.

**Les jeunes actifs risquent trois fois plus que les adultes d'être au chômage, avec un taux de chômage mondial d'environ 14 pour cent en 2022.** Ce taux équivaut à 69 millions de jeunes à la recherche d'un emploi mais incapables d'en trouver un<sup>23</sup>. Les taux de chômage des jeunes sont plus élevés dans les pays à revenu intermédiaire supérieur (à l'exception de la Chine), se situant à 17 pour cent en 2022, et plus bas dans les pays à faible revenu, où ils sont à 9 pour cent (figure 1.13). Ces taux présentent également de grandes variations régionales (OIT, 2022e). Ils sont encore plus élevés à l'échelle mondiale qu'en 2019, mais ont diminué dans les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire supérieur, à l'exception de la Chine. Le chômage mondial des jeunes devrait augmenter de 1 million entre 2022 et 2023 et rester à peu près stable en 2024. Le chiffre de 289 millions de jeunes qui sont NEET (voir la figure 1.7) souligne le fait que le chômage des jeunes n'est qu'un des multiples problèmes auxquels ils sont confrontés sur le marché du travail.

<sup>22</sup> De nombreux pays à revenu élevé vont probablement aider les entreprises à conserver leurs travailleurs grâce à des programmes de maintien de l'emploi qui ont été appliqués pendant la pandémie.

<sup>23</sup> Outre la recherche d'un emploi, les individus doivent également être disponibles pour en occuper un afin d'être considérés comme chômeurs.

## Le déficit d'emplois, au-delà du chômage

**Le chômage est la mesure la plus connue mais aussi l'une des plus restrictives de la sous-utilisation de la main-d'œuvre.** Pour être considéré comme chômeur, il faut être disponible pour occuper un emploi à brève échéance et en avoir récemment cherché un (CIST, 2013). Bien que ce paramètre soit une mesure de la sous-utilisation de la main-d'œuvre très instructive, qui indique les personnes sans emploi et exerçant une pression immédiate sur le marché du travail, un grand nombre de personnes ne remplissent pas ces conditions et ont pourtant intérêt à trouver un emploi. Le besoin total d'emplois non satisfait est bien plus important que ce que les seuls chiffres du chômage permettent de saisir. Un nouvel ensemble de données du BIT montre l'ampleur de cette conception étendue de la sous-utilisation de la main-d'œuvre<sup>24</sup>.

**En 2022, quelque 473 millions de personnes souhaitaient trouver un emploi mais n'en avaient pas.** Cette demande d'emplois non satisfaite comprend les 205 millions de chômeurs auxquels s'ajoutent 268 millions de personnes qui souhaitaient un emploi mais ne remplissaient pas les conditions requises pour être qualifiées de chômeuses. Ce dernier groupe comprend, par exemple, les travailleurs qui sont découragés de chercher parce qu'ils ne voient aucune possibilité d'obtenir un emploi, ainsi que ceux qui sont dans l'incapacité d'accepter un emploi à brève échéance, comme les personnes ayant des responsabilités familiales et les étudiants à plein temps. Le déficit d'emplois est un nouvel indicateur qui saisit la totalité de la demande d'emplois non satisfaite – 473 millions – et donne une bien meilleure représentation de la sous-utilisation de la main-d'œuvre que le chômage seul.

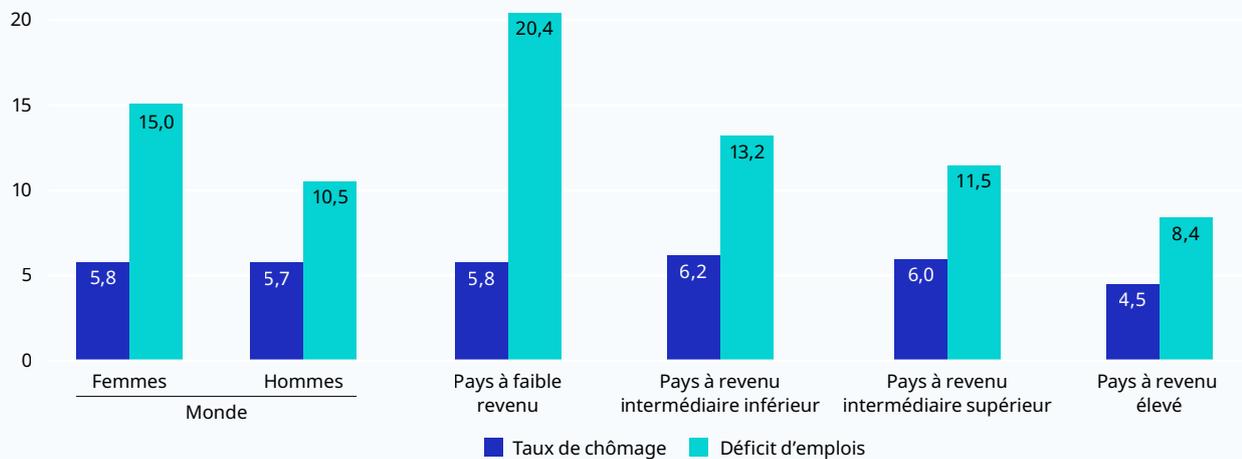
**À l'échelle mondiale, le taux d'incidence du déficit d'emplois était de 12,3 pour cent en 2022, bien supérieur au taux de chômage de 5,8 pour cent<sup>25</sup>.** Ce déficit

d'emplois est particulièrement marqué pour les femmes. Au niveau mondial, les hommes et les femmes ont enregistré un taux de chômage similaire en 2022. Toutefois, le taux d'incidence du déficit d'emplois pour les femmes était de 15,0 pour cent, contre 10,5 pour cent pour les hommes (figure 1.14). En d'autres termes, 153 millions de femmes supplémentaires sont identifiées comme ayant un besoin d'emploi non satisfait, lorsque nous appliquons cette approche plus large, contre 115 millions d'hommes. Les responsabilités personnelles et familiales, notamment le travail de soins non rémunéré, peuvent empêcher de nombreuses personnes de chercher un emploi ou limiter leur disponibilité pour travailler à brève échéance. Ces facteurs limitatifs touchent les femmes de manière disproportionnée et expliquent donc l'écart important dans cette mesure plus large de la sous-utilisation de la main-d'œuvre. La différence entre le déficit d'emplois au sens large et le chômage est également démesurée dans le monde en développement. Deux facteurs sont probablement à l'origine de cette situation. Tout d'abord, une forte incidence de l'informalité peut réduire les perspectives de trouver un emploi, décourageant ceux qui souhaitent travailler d'en chercher un. Ensuite, la disponibilité pour occuper un emploi à brève échéance peut être plus limitée dans les pays en développement en raison du temps plus important consacré aux tâches ménagères qui ne peuvent être considérées comme un emploi<sup>26</sup>. Quelles qu'en soient les raisons, les estimations indiquent que le déficit d'emplois est beaucoup plus élevé que le taux de chômage dans les pays en développement. Alors qu'il n'existe pas de grandes différences entre les groupes de revenus en ce qui concerne les taux de chômage, des écarts frappants apparaissent en ce qui concerne le déficit d'emplois. Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur présentent des taux très élevés d'incidence du déficit d'emplois, de 20 et 13 pour cent respectivement, alors que les pays à revenu intermédiaire supérieur affichent un taux de 11 pour cent; et les pays à revenu élevé, de seulement 8 pour cent (figure 1.14).

24 Les nouvelles estimations suivent les orientations de la 19<sup>e</sup> CIST. La résolution concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre fournit des concepts, définitions et directives opérationnels pour les mesures de la sous-utilisation de la main-d'œuvre (CIST, 2013). Les principales mesures de la sous-utilisation de la main-d'œuvre mises en évidence dans la résolution sont le sous-emploi lié au temps de travail, le chômage et la main-d'œuvre potentielle. Un autre groupe intéressant pour la mesure de la sous-utilisation de la main-d'œuvre que la résolution a identifié est celui des non-demandeurs d'emploi disposés à travailler. Ce groupe manifeste un degré d'attachement au marché du travail plus faible que celui des personnes faisant partie de la main-d'œuvre potentielle, mais il n'en est pas moins utile pour les analyses sociales et de genre, comme le reconnaît la résolution. Le nouvel ensemble de données du BIT sur le déficit d'emplois complète l'ensemble d'indicateurs existant dans les estimations modélisées du BIT en fournissant des estimations combinées de la main-d'œuvre potentielle et des non-demandeurs disposés à travailler. Les estimations comprennent donc les personnes qui ont récemment cherché un emploi mais qui ne sont pas disponibles pour travailler dans une courte période de référence, celles qui n'ont pas récemment cherché un emploi mais qui sont disponibles pour travailler dans une courte période de référence, et celles qui n'entrent dans aucune des catégories précédentes mais qui souhaitent travailler.

25 Le taux d'incidence de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, comprenant les non-demandeurs disposés à travailler, est défini comme analogue au taux combiné du chômage et de la main-d'œuvre potentielle utilisé par la 19<sup>e</sup> CIST. Le déficit d'emplois supplémentaire est défini comme la somme de la main-d'œuvre potentielle et des non-demandeurs disposés à travailler divisée par la somme de la main-d'œuvre élargie et des non-demandeurs disposés à travailler. En utilisant les dernières estimations disponibles de la main-d'œuvre potentielle (estimations modélisées du BIT, novembre 2021), on peut en déduire qu'en 2019 la main-d'œuvre potentielle représentait environ 40 pour cent du déficit d'emplois supplémentaire, le reste comprenant les personnes souhaitant un emploi mais n'étant ni disponibles ni à la recherche d'un emploi.

26 Voir, par exemple, [https://www.researchgate.net/publication/304636246\\_Time-Use\\_Surveys\\_in\\_Developing\\_Countries\\_An\\_Assessment](https://www.researchgate.net/publication/304636246_Time-Use_Surveys_in_Developing_Countries_An_Assessment).

► **Figure 1.14. Taux de chômage et déficit d'emplois, 2022, par sexe et par groupe de revenus (pourcentages)**

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

## ► Les travailleurs risquent d'être confrontés à une détérioration de leurs conditions de travail

**Au-delà de l'ampleur du déficit d'emplois, la qualité des emplois reste une préoccupation majeure.** De nombreuses personnes ne peuvent tout simplement pas se permettre d'être sans emploi, parce qu'elles sont pauvres et n'ont pas accès à la protection sociale. Elles sont prêtes à exercer n'importe quelle activité, souvent à un salaire très bas, parfois avec des horaires insuffisants. La pénurie de meilleures possibilités d'emploi dans le contexte du ralentissement prévu poussera les travailleurs vers des emplois de moins bonne qualité. En outre, comme les prix augmentent plus rapidement que les revenus nominaux du travail, de nombreux travailleurs seront incapables de maintenir leur revenu réel. Ces deux facteurs signifient que les conditions du marché du travail vont se détériorer dans des dimensions autres que l'emploi.

### Revenus du travail et inégalités

**L'inflation, surtout lorsqu'elle est alimentée par la hausse des prix des produits de base, a une forte incidence sur la répartition des revenus.** La hausse des prix des intrants et des biens et services finals grève le budget des entreprises et des ménages qui doivent les acheter, mais elle augmente aussi le chiffre d'affaires des vendeurs. Le revenu réel total est sensible à la manière dont l'inflation pèse sur l'activité réelle, et les estimations du PIB réel

montrent que le revenu réel a continué de croître dans la plupart des pays du monde en 2022. Cela ne signifie toutefois pas que l'inflation n'a aucun effet sur le revenu réel des ménages. Tout d'abord, en fonction de l'effet de la hausse des prix des produits de base sur les termes de l'échange, les pays peuvent enregistrer une baisse du revenu national disponible parce qu'ils doivent dépenser davantage en importations. Ensuite, et surtout, de nombreux travailleurs et entreprises ne sont pas en mesure d'augmenter leurs revenus ou leurs recettes en fonction de l'inflation du coût de la vie ou des intrants, et subissent donc des pertes de revenus réels. À l'inverse, certains travailleurs et entreprises enregistrent des gains de revenus (nettement) supérieurs au taux d'inflation, et leurs revenus réels augmentent donc. Cela entraîne un déplacement des revenus réels dans l'économie.

**Les revenus mondiaux du travail sont répartis de manière très inégale dans le monde, les 50 pour cent les plus pauvres n'ayant gagné que 7,8 pour cent des revenus mondiaux du travail en 2019, dernière année pour laquelle des estimations sont disponibles.** Cette inégalité est en grande partie due aux différences de niveaux de vie moyens entre les pays, plutôt qu'aux inégalités au sein des pays (OIT, 2020). La part moyenne non pondérée du revenu du travail dans tous les pays qui est allée aux 50 pour cent du bas de l'échelle en 2019 était de

► **Encadré 1.1. L'explosion des prix des denrées alimentaires entraîne une hausse de l'insécurité alimentaire**

Le monde est confronté à la plus grande crise alimentaire de l'histoire moderne. Selon des estimations récentes provenant de 79 pays où le Programme alimentaire mondial (PAM) est présent, 349 millions de personnes souffraient d'insécurité alimentaire aiguë en 2022 – c'est-à-dire que l'impossibilité pour ces personnes de s'alimenter correctement mettait leur vie et/ou leurs moyens de subsistance en danger immédiat (PAM, 2022). Au cours de la crise du COVID-19, aggravée par le conflit en Ukraine, le nombre de personnes en insécurité alimentaire aiguë a augmenté de 200 millions. Les estimations mondiales montrent qu'entre 702 et 828 millions de personnes ont connu la faim ou la prévalence de la sous-alimentation en 2021, soit une augmentation de 150 millions par rapport à 2019 (FAO *et al.*, 2022). La faim et l'insécurité alimentaire sont le résultat des prix élevés des denrées alimentaires dus à des facteurs économiques, des conflits actifs qui entravent ou empêchent directement l'activité agricole, ainsi que des perturbations liées aux phénomènes météorologiques qui ne vont qu'empirer et devenir plus fréquentes avec le changement climatique (PAM, 2022).

17,2 pour cent. Les ménages à revenus faibles et intermédiaires sont plus vulnérables à l'inflation en raison de la composition de leurs paniers de revenus, d'actifs et de consommation (Gill et Nagle, 2022).

**Les inégalités mondiales des revenus du travail ont diminué depuis 2005, principalement grâce à la convergence économique des pays à revenu intermédiaire** (OIT, 2020). La part des revenus du travail gagnés par les 20 pour cent de travailleurs les plus riches a baissé, passant de 76,6 pour cent en 2010 à 67,3 pour cent en 2019. Dans le même temps, une croissance importante des revenus a été enregistrée dans les couches inférieures de la répartition mondiale des revenus (Milanovic, 2022). Toutefois, la part du revenu mondial du travail a diminué, passant de 54,1 pour cent en 2004 à 52,6 pour cent en 2019. La baisse enregistrée au cours de cette période s'inscrit dans un déclin à plus long terme dans les pays pour lesquels des données sont disponibles (OIT, 2020).

**Les salaires réels moyens ont reculé en 2022, ce qui signifie que les travailleurs salariés ne voient pas leurs revenus augmenter en fonction de l'inflation** (OIT, 2023). Cette baisse réduit le pouvoir d'achat de la classe moyenne et frappe particulièrement durement les groupes à faible revenu, ce qui s'ajoute aux pertes importantes sur le total des fiches de salaire pour les travailleurs et leurs familles pendant la crise du COVID-19. Selon les estimations, la baisse des salaires réels en 2022 a été plus forte dans les économies avancées, se situant à 2,2 pour cent. Les économies émergentes, quant à elles, ont connu une croissance des salaires réduite mais positive de 0,8 pour cent.

**Le déclin des revenus réels est particulièrement catastrophique pour les ménages les plus pauvres, qui**

**risquent de sombrer dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire.** La part la plus importante consacrée à l'alimentation et au transport dans le budget des ménages les plus pauvres signifie que l'augmentation du coût de la vie peut être de 1 à 4 points de pourcentage plus élevée pour les ménages à faible revenu que pour les ménages à revenu élevé (OIT, 2023). La Banque mondiale estime que, selon un scénario pessimiste, dans lequel l'effet de la hausse des prix des denrées alimentaires touche principalement les 40 pour cent du bas de l'échelle de répartition des revenus, 20 millions de personnes de plus dans le monde se trouveraient dans une situation d'extrême pauvreté en 2022 par rapport au scénario de base prévoyant un effet égal sur toute l'échelle de répartition des revenus<sup>27</sup>. L'incidence de l'inflation actuelle sur l'extrême pauvreté au travail est hétérogène, puisque 65 pour cent des personnes extrêmement pauvres travaillent dans l'agriculture (Castañeda *et al.*, 2018) et peuvent donc également bénéficier d'une hausse des revenus due à l'augmentation des prix des denrées alimentaires, ce qui peut même permettre à certaines d'entre elles de sortir de la pauvreté<sup>28</sup>. Dans le même temps, des millions de personnes vivent et travaillent dans des zones rurales où la productivité agricole est insuffisante, et dépendent donc de la nourriture achetée; d'où une augmentation importante de l'insécurité alimentaire en 2022 (encadré 1.1).

**En 2022, 214 millions de travailleurs vivaient dans l'extrême pauvreté, selon les estimations, ce qui correspond à environ 6,4 pour cent de la population active mondiale** (tableau 1.4). La nette baisse de 14 millions depuis 2020 est une conséquence de la levée des mesures de fermeture de lieux de travail<sup>29</sup>. Il est toutefois inquiétant de constater que les pays à faible revenu auraient connu

27 Extrait de <https://www.worldbank.org/en/topic/poverty> le 13 octobre 2022.

28 Chez les travailleurs pauvres, une part importante de la production alimentaire est destinée à la consommation personnelle et serait donc «budgétairement neutre», quel que soit le prix du marché mondial.

29 Les pays d'Asie du Sud et d'Asie du Sud-Est ont en particulier connu de nombreuses fermetures de lieux de travail en 2021.

► **Tableau 1.4. Pauvreté extrême au travail, 2000-2022, dans le monde et par groupe de revenus**

| Groupe de revenus                     | Part de travailleurs extrêmement pauvres (≤ 1,90 dollar É.-U. PPA par jour) (pourcentages) |      |      |      |      |      | Travailleurs extrêmement pauvres (≤ 1,90 dollar É.-U. PPA par jour) (millions) |       |       |       |       |       |
|---------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|--------------------------------------------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
|                                       | 2000                                                                                       | 2010 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2000                                                                           | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  |
| Monde                                 | 25,8                                                                                       | 13,7 | 6,7  | 7,2  | 6,7  | 6,4  | 666,9                                                                          | 405,9 | 218,8 | 228,3 | 220,6 | 214,3 |
| Pays à revenu faible                  | 56,9                                                                                       | 45,6 | 38,3 | 38,8 | 38,5 | 38,6 | 81,3                                                                           | 86,2  | 92,7  | 95,0  | 97,7  | 101,6 |
| Pays à revenu intermédiaire inférieur | 35,5                                                                                       | 20,2 | 9,6  | 10,4 | 9,3  | 8,2  | 308,1                                                                          | 213,1 | 115,6 | 122,5 | 112,6 | 102,2 |
| Pays à revenu intermédiaire supérieur | 25,9                                                                                       | 9,1  | 0,8  | 0,9  | 0,8  | 0,8  | 277,2                                                                          | 106,5 | 10,4  | 10,6  | 10,1  | 10,3  |

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

le même taux d'extrême pauvreté au travail en 2022 qu'en 2019. Cette stagnation après des progrès encourageants au cours des décennies précédentes ne présage rien de bon pour la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 1: l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes. Le nombre de travailleurs pauvres augmente même dans les pays à faible revenu, car l'expansion de l'emploi se fait trop souvent dans l'agriculture de subsistance et d'autres activités informelles faiblement rémunérées.

## Évolution de la composition de la croissance de l'emploi

**La sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale pour tous, de meilleures perspectives de développement personnel et d'intégration sociale, ainsi que la liberté des personnes d'exprimer leurs préoccupations, de s'organiser et de participer aux décisions qui ont une incidence sur leur vie sont tout aussi importantes pour parvenir à la justice sociale que les possibilités de travail productif offrant un revenu équitable.** Par conséquent, le type d'emploi que les travailleurs occupent est très important et sera étudié dans cette section.

**L'informalité est dépourvue de nombreuses caractéristiques de la relation d'emploi formelle qui sont importantes pour faire progresser la justice sociale.** Les travailleurs informels sont engagés dans des activités économiques qui sont soit insuffisamment couvertes, soit pas du tout couvertes par des dispositions formelles en droit ou en pratique. Ces travailleurs, ainsi que les entreprises dirigées par des employeurs informels, ne sont souvent pas reconnus juridiquement, ne respectent pas les obligations fiscales et rencontrent des difficultés pour conclure des contrats commerciaux. En outre, les

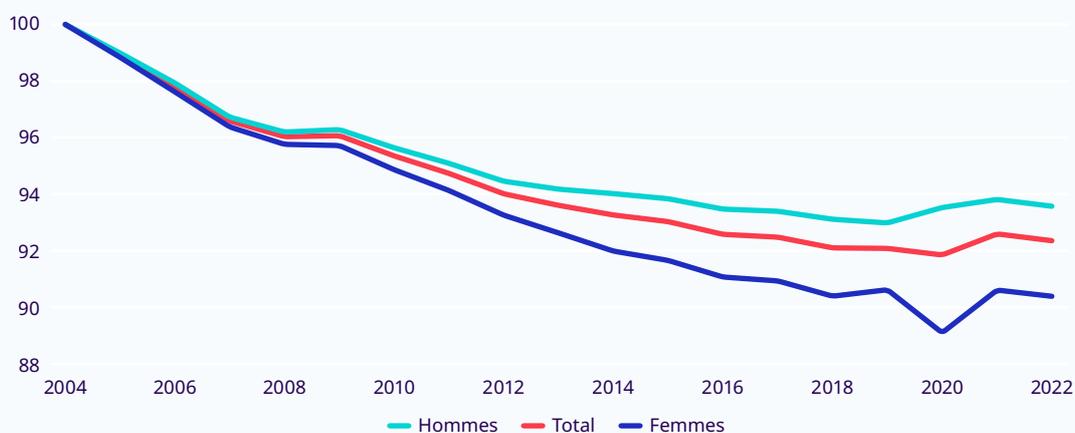
travailleurs informels risquent beaucoup plus de vivre dans des conditions de pauvreté (OIT, 2019c).

**À l'échelle mondiale, environ 2 milliards de travailleurs occupaient un emploi informel en 2022.** L'informalité a enregistré une tendance à la baisse au cours des quinze dernières années, les taux mondiaux ayant diminué de 5 points de pourcentage entre 2004 et 2019, avec un ralentissement du rythme de la baisse vers la fin de la période (figure 1.15). En 2020, les travailleurs informels ont été touchés de manière disproportionnée par les confinements et les restrictions sanitaires. Cela s'explique principalement par le fait qu'ils étaient surreprésentés dans les microentreprises et les petites entreprises<sup>30</sup>. En outre, les travailleurs informels avaient un accès plus limité aux mesures de soutien telles que les programmes de maintien dans l'emploi et les modalités de travail flexibles. Les tendances en matière d'informalité ont été très différentes selon le sexe. Les pertes d'emploi ont été démesurées pour les femmes employées de manière informelle, ce qui a fait reculer le taux d'incidence de l'informalité chez les femmes au cours de l'année 2020, alors que, dans la même période, il a augmenté chez les hommes. Ces éléments étayaient fortement la thèse selon laquelle les exigences en matière de soins, associées au manque d'accès des travailleurs informels au télétravail, aux horaires flexibles ou aux congés, ont entraîné un taux de destruction d'emplois disproportionné pour les femmes en emploi informel (OIT, 2019c et 2019d; Banque mondiale, 2020; FMI, 2020; ONU Femmes, 2020; İlkkaracan et Memiş, 2021).

**La reprise après la pandémie est alimentée par l'emploi informel.** Lorsque les pays ont levé les mesures de confinement et les restrictions sanitaires et que les économies se sont redressées, les emplois informels ont rebondi plus rapidement que les emplois formels. La réduction

30 Voir, par exemple, OIT (2021e) pour une analyse des effets différenciés de la pandémie sur les entreprises selon leur taille.

► **Figure 1.15. Indice d'incidence de l'emploi informel, 2004-2022, par sexe (2004 = 100)**



Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

lente mais régulière de l'informalité, pendant plus d'une décennie, a donc marqué le pas. Environ les deux tiers des gains d'emplois entre 2020 et 2022 concernaient l'emploi informel, d'où une incidence de l'informalité en 2022 légèrement supérieure à celle de 2019. La croissance de l'emploi informel a été particulièrement forte pour les femmes (OIT, 2022c). En raison de la rareté des données, en particulier pendant la crise du COVID-19 et la reprise, de telles tendances doivent être interprétées avec prudence; néanmoins, cette évolution est particulièrement inquiétante, puisqu'elle indique une dégradation dans un domaine où les progrès étaient déjà modestes. De plus, si l'environnement économique devait se détériorer davantage que prévu actuellement, la tendance à la hausse de l'informalité pourrait se prolonger à moyen terme.

**Le ralentissement économique prévu dans les pays à revenu élevé aura probablement des retombées importantes pour les pays à revenu faible et intermédiaire par le biais des chaînes d'approvisionnement mondiales.**

La croissance des importations des économies avancées devrait passer d'un taux moyen de 3,5 pour cent au cours de la période 2015-2019 à seulement 2 pour cent en 2023<sup>31</sup>. Par conséquent, les activités des chaînes d'approvisionnement liées à ces économies pourraient perdre de leur importance en tant que source de croissance de l'emploi dans les économies en développement et émergentes. Cette tendance pourrait être renforcée par les entreprises qui réorganisent leurs chaînes d'approvisionnement après

avoir constaté les vulnérabilités aux ruptures d'approvisionnement pendant la crise du COVID-19 et les évolutions géopolitiques (Kearney, 2022; Maihold, 2022). Ces ajustements à court terme des chaînes d'approvisionnement s'appuient sur une tendance à plus long terme de ralentissement de la mondialisation (voir «Risques pesant sur les perspectives» ci-dessous).

**Les chaînes d'approvisionnement mondiales liées aux pays à revenu élevé sont une source importante d'emploi dans les pays à revenu intermédiaire.**

Dans un échantillon de 24 pays à revenu intermédiaire, la part de l'emploi dans les activités, à l'exclusion de l'agriculture et des services non marchands<sup>32</sup>, dépendant des chaînes d'approvisionnement liées aux pays à revenu élevé était de 11,3 pour cent en 2021, contre 13,7 pour cent en 2000 (encadré 1.2). Cette part est supérieure à 20 pour cent dans 5 des 24 pays. La part de l'emploi relatif aux chaînes d'approvisionnement liées à d'autres pays à revenu intermédiaire était de 8,9 pour cent. Alors que les grandes économies disposent d'un vaste marché intérieur, l'emploi dans les petites économies dépend souvent beaucoup plus des chaînes d'approvisionnement mondiales. Le ralentissement dans les pays à revenu élevé serait donc susceptible d'entraîner un déplacement de la création d'emplois dans les pays à revenu intermédiaire vers des activités qui ne sont pas liées aux pays à revenu élevé par le biais de ces chaînes. Ces activités pourraient impliquer une plus grande participation des chaînes d'approvisionnement

31 Calculs à partir des bases de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, octobre 2022.

32 Les services non marchands comprennent l'administration publique, l'éducation, les services de santé, ainsi que les services et activités communautaires, sociaux et autres. Voir <https://ilostat.ilo.org/fr/resources/concepts-and-definitions/description-labour-force-statistics/>.

### ► Encadré 1.2. Comptabilisation des emplois liés aux chaînes d'approvisionnement mondiales

Dans ce chapitre, les estimations des emplois liés aux chaînes d'approvisionnement mondiales se fondent sur la méthode des entrées-sorties (voir l'annexe D pour les détails et la couverture des pays). Cette méthode permet de suivre, à l'aide de tableaux d'entrées-sorties interpayés, les parts de production d'une activité économique qui, à un moment donné de la chaîne d'approvisionnement, franchissent les frontières internationales. Ces parts sont ensuite traduites en nombre d'emplois, à la fois en totalité pour l'économie et selon certaines caractéristiques. L'analyse présentée ici ne porte que sur les emplois dans les activités non agricoles, car les entreprises agricoles liées aux chaînes mondiales présentent probablement des caractéristiques d'emploi très différentes de celles des autres entreprises agricoles et, au moment de la rédaction du présent rapport, il n'existe aucune estimation solide de ces différences. Dans d'autres activités économiques, les différences sont sans doute moins importantes – par exemple les mêmes entreprises sont impliquées dans les chaînes liées aux pays à revenu élevé et dans d'autres chaînes d'approvisionnement – et les estimations sont donc moins sensibles aux hypothèses sous-jacentes (voir annexe D). Les services non marchands sont par nature très peu exposés aux chaînes d'approvisionnement et sont donc exclus de l'analyse.

Dans la figure 1.16, l'analyse présente les effets de composition sectorielle, montrant l'incidence pondérée des caractéristiques de l'emploi, c'est-à-dire si les secteurs ayant une part plus élevée d'emplois liés aux chaînes d'approvisionnement ont, en moyenne, une incidence plus ou moins élevée d'une certaine caractéristique de l'emploi que le reste de l'économie. La figure ne peut être interprétée comme montrant l'incidence d'une caractéristique particulière dans les activités liées aux chaînes que si l'on part du principe que, dans chaque secteur, les activités liées aux chaînes ont la même incidence d'une caractéristique que les activités qui ne sont pas liées aux chaînes. Il est peu probable que cette hypothèse se vérifie. Par exemple, il existe de nombreuses données montrant que les entreprises exportatrices ont tendance à verser des salaires plus élevés que les entreprises non exportatrices (Milner et Tandrayen, 2007; Melitz et Redding, 2014). En outre, les taux de formalité et d'emploi salarié sont probablement plus élevés chez les exportateurs que chez les non-exportateurs. Par conséquent, l'incidence de l'emploi salarié dans les activités liées aux chaînes d'approvisionnement mondiales présentée dans la figure 1.16 risque d'être sous-estimée et l'incidence de l'informalité et des bas salaires d'être surestimée.

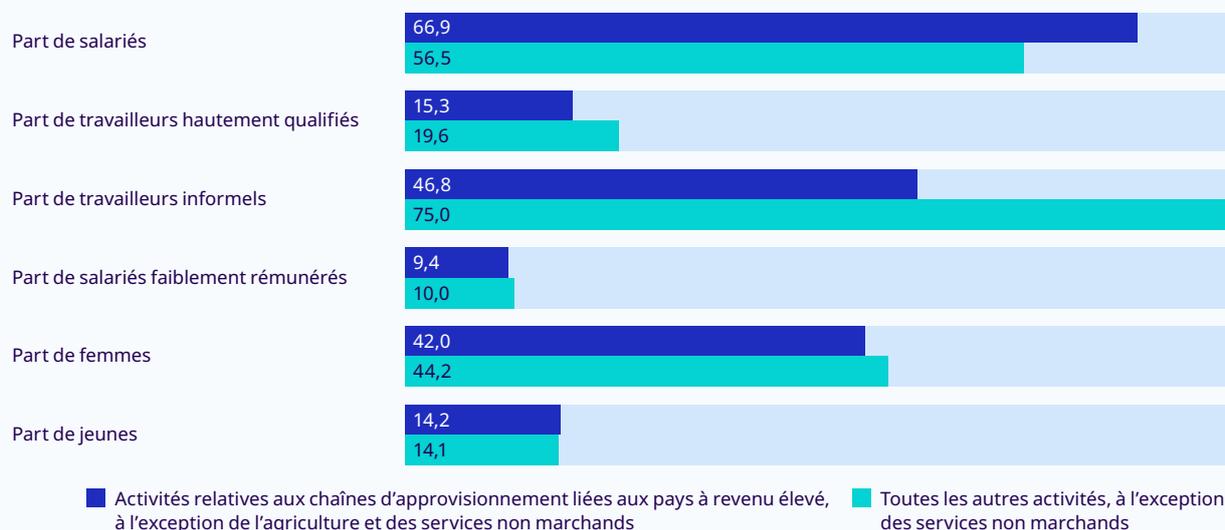
intrarégionales, mais aussi renforcer des activités non liées aux chaînes d'approvisionnement mondiales. L'analyse suivante part du principe que les chaînes d'approvisionnement intrarégionales ne sont pas tout à fait capables de remplacer la création d'emplois à court terme, ce qui entraîne un déplacement des emplois vers des activités non liées aux chaînes<sup>33</sup>. L'analyse se penche sur les caractéristiques de l'emploi en dehors des services non marchands, car ceux-ci dépendent très souvent des budgets publics alloués et ne constitueront donc pas une alternative viable pour la création globale d'emplois, à moins que les gouvernements n'augmentent les allocations budgétaires. Les déplacements de l'emploi des activités liées aux chaînes d'approvisionnement mondiales vers d'autres activités économiques auront des conséquences sur la composition de l'emploi s'agissant de facteurs tels que le sexe, l'âge, le statut, la formalité et la rémunération.

**Un transfert de la croissance de l'emploi dans les pays à revenu intermédiaire des activités dans les chaînes d'approvisionnement liées aux pays à revenu élevé**

**vers des alternatives autres que les services non marchands entraînerait probablement une détérioration des conditions de travail.** La probabilité qu'un travailleur soit informel ou indépendant est nettement plus faible dans les secteurs comportant une part élevée d'activités dans les chaînes d'approvisionnement liées aux pays à revenu élevé que dans les autres activités (à l'exclusion des services non marchands) (figure 1.16). En revanche, dans les pays à revenu intermédiaire, la part des travailleurs hautement qualifiés est plus faible dans les secteurs à forte intensité d'activités dans les chaînes liées aux pays à revenu élevé que dans le reste de l'économie – ce qui s'explique par le fait que les pays à revenu intermédiaire jouent principalement le rôle d'atelier de fabrication du monde, étant donné que la plupart des professions que l'on trouve généralement dans l'industrie manufacturière ne sont pas classées comme exigeant des compétences élevées. En outre, la part des salariés faiblement rémunérés – c'est-à-dire gagnant moins de deux tiers de la médiane – est légèrement plus faible dans les activités

<sup>33</sup> Cette hypothèse s'appuie sur plusieurs éléments. Par exemple, les consommateurs des pays à revenu élevé ont un fort pouvoir d'achat qui a peu de chances d'être entièrement remplacé par celui des consommateurs des pays à revenu intermédiaire, surtout en cas de ralentissement économique.

► **Figure 1.16. Incidence pondérée de caractéristiques de l'emploi dans les pays à revenu intermédiaire, pour les activités relatives aux chaînes d'approvisionnement liées aux pays à revenu élevé, et pour toutes les activités, 2019** (pourcentages)



**Note:** Les pondérations viennent de la part de l'emploi de ce secteur dans l'emploi total, ou de la part de l'emploi lié aux chaînes de ce secteur dans l'emploi total lié aux chaînes. Dans les deux cas, le «total» exclut les services non marchands, ainsi que l'agriculture pour l'emploi lié aux chaînes. Les données couvrent 24 pays à revenu intermédiaire, principalement en Asie. Les services non marchands exclus de la figure sont l'administration publique, la santé et les services sociaux, l'éducation, les arts et les loisirs. «Hautement qualifié» fait référence aux professions exigeant des compétences élevées. «Jeunes» correspond aux personnes âgées de 15 à 24 ans. «Faiblement rémunéré» désigne un revenu inférieur aux deux tiers du revenu mensuel médian.

**Source:** Estimations du BIT à partir des tableaux entrées-sorties multirégionaux de la Banque asiatique de développement (BASD); voir encadré 1.2.

très liées aux chaînes. Il est toutefois important de noter que l'expression «faiblement rémunéré» ne concerne ici que les *salariés*; une réorientation vers des activités non liées aux chaînes d'approvisionnement augmente considérablement les chances de devenir un travailleur à son propre compte ou un travailleur collaborant à l'entreprise familiale, et ces personnes sont confrontées à un risque beaucoup plus élevé de pauvreté au travail que les salariés (Huynh et Kapsos, 2013). Les parts d'emploi des femmes sont légèrement inférieures (et celles des jeunes à peu près les mêmes) dans les secteurs à forte proportion d'activités liées aux chaînes d'approvisionnement que dans l'ensemble des pays à revenu intermédiaire, ce qui indique qu'un transfert de la croissance de l'emploi des activités liées aux chaînes vers d'autres activités n'imposerait pas une charge disproportionnée aux femmes ou aux jeunes<sup>34</sup>. Une autre analyse menée pour l'Asie du Sud-Est, qui va au-delà de la simple comparaison des moyennes, démontre un fort effet positif des liens en amont et en aval

dans les chaînes de valeur mondiales sur la réduction de la pauvreté des travailleurs et l'augmentation de la productivité du travail (Blanas, Huynh et Viegelahn, à paraître).

**La réduction des dépenses et de l'emploi publics dans les pays émergents et en développement diminuerait la qualité moyenne de l'emploi.** Les pays pourraient être contraints à une baisse des dépenses si leurs conditions de financement se dégradent en raison des contrecoups du resserrement monétaire, et de fortes coupes budgétaires pourraient s'imposer en cas de crise de la dette de grande ampleur. Les travailleurs dans les activités économiques qui dépendent assez fortement des dépenses publiques – administration publique, éducation, santé et services sociaux – sont beaucoup plus susceptibles d'être des salariés, hautement qualifiés et formels, et risquent beaucoup moins d'être faiblement rémunérés (figure 1.17). Par conséquent, la qualité moyenne des emplois diminuerait si les pays devaient se lancer dans d'importantes compressions des dépenses publiques.

<sup>34</sup> En Asie du Sud-Est, les femmes et les jeunes sont légèrement surreprésentés dans les activités liées aux chaînes d'approvisionnement mondiales par rapport au reste de l'économie (BASD, à paraître).

► **Figure 1.17. Part des types de travailleurs par activité économique, 2021, par groupe de revenus (pourcentages)**

**Note:** «Faiblement rémunéré» correspond à un salaire inférieur aux deux tiers du salaire mensuel médian.

**Source:** Estimations du BIT.

## ► Risques pesant sur les perspectives

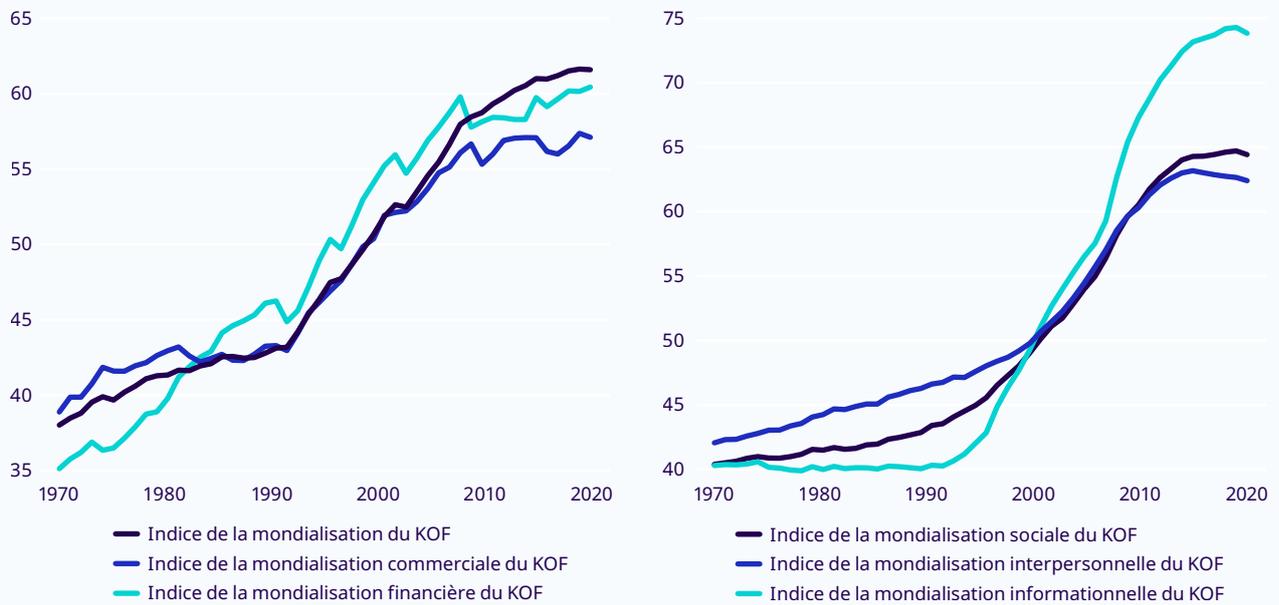
**Les perspectives du marché du travail présentées dans ce rapport comportent d'importants risques de tassement.** En particulier, la croissance économique mondiale risque fort de passer sous la barre des 2 pour cent pour une multitude de raisons: erreurs de politique en termes de resserrement monétaire, vigueur du dollar, persistance des poussées inflationnistes, surendettement généralisé des marchés émergents vulnérables, arrêt de l'approvisionnement en gaz de l'Europe, résurgence de crises sanitaires mondiales et nouveau ralentissement de la croissance économique de la Chine (FMI, 2022). La baisse de la croissance économique et de la demande globale nuira également à la création d'emplois. Toutefois, les perspectives du marché du travail pourraient s'avérer plus négatives même si ces menaces ne se concrétisent pas. Les entreprises pourraient être incapables de conserver leurs travailleurs si les conditions de financement en venaient à beaucoup se détériorer, provoquant une envolée du chômage qui limiterait davantage la croissance. Les taux d'intérêt des obligations souveraines pourraient atteindre des niveaux qui obligeraient les gouvernements à prendre des mesures d'austérité pour éviter de nouvelles distorsions<sup>35</sup>, mettant ainsi en péril les mesures de soutien dont les ménages et

les entreprises ont besoin pour traverser la crise. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, il existe un risque que la croissance économique ne soit pas très inclusive et que cette situation, conjuguée à la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, laisse une grande partie des ménages avec un revenu disponible plus faible. Cela réduirait la demande de nombreux biens et services produits localement, ce qui entraînerait probablement une baisse de la croissance de l'emploi, au moins dans le secteur formel.

**Le ralentissement de la mondialisation limite les possibilités de travail décent dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.** L'émergence d'une classe moyenne mondiale et la réduction notable de la pauvreté au travail au cours des deux dernières décennies ont été soutenues par une intégration continue des marchés internationaux et celle des marchés frontières dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Cette dynamique a toutefois déjà ralenti après la crise financière mondiale de 2009. Avec la montée des tensions géopolitiques, il existe un risque de repli des chaînes d'approvisionnement et la possibilité d'un retour en arrière dans les progrès accomplis en matière de création de travail décent (voir figure 1.18). Outre le

<sup>35</sup> La viabilité de la dette est l'un des problèmes. Les fonds de pension, en tant que grands détenteurs d'obligations d'État, peuvent être confrontés à des problèmes de solvabilité si le prix des obligations baisse trop.

► **Figure 1.18. Évolution de la mondialisation économique, financière et sociale, 1970-2022**



Source: Indice de la mondialisation du KOF: <https://kof.ethz.ch/fr/previsions-indicateurs/indicateurs/kof-indice-mondialisation.html>.

rapatriement ou le rapprochement de certaines activités haut de gamme dans les économies avancées ou plus près de celles-ci, la recherche de fournisseurs multiples visant à renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement va probablement faire augmenter les coûts et annuler une partie des avantages tirés de la mondialisation au cours des décennies précédentes. Bien que cela puisse n'avoir que des effets limités sur l'emploi, cela renforcera les pressions sur les coûts, maintenant les taux d'inflation au-dessus des niveaux observés précédemment. Toutefois, la «délocalisation dans des pays amis» offrira des possibilités aux pays qui parviendront à se présenter comme un partenaire fiable.

**Des tendances négatives en matière de productivité pourraient limiter davantage l'amélioration des niveaux de vie et des salaires réels.** La croissance de la productivité reste décevante, tant dans les économies avancées que dans les principaux pays émergents. Une partie du ralentissement de la productivité dans les marchés frontières était prévisible, les gains potentiels de l'ajustement structurel ayant diminué. Toutefois, même dans les technologies, la croissance de la productivité n'a pas enregistré l'accélération attendue. Malgré la croissance et la rentabilité impressionnantes des grandes entreprises de l'économie numérique, leurs innovations n'ont pas réussi, jusqu'à présent, à entraîner d'accélération plus large de la productivité, car leur diffusion s'est avérée difficile. Les obstacles à la diffusion résident en partie dans le

rôle important des actifs incorporels dans le modèle d'entreprise, de sorte que les bénéfices ne sont récoltés que par quelques entreprises (Bessen, 2022; Ernst, 2022). Des changements dans l'environnement réglementaire ainsi qu'une accélération des investissements dans les compétences des personnes seront nécessaires pour permettre une diffusion plus large des avantages de l'innovation numérique dans tous les secteurs de l'économie.

**L'incertitude mondiale reste élevée face à une multitude de risques, ce qui freine l'investissement et la création d'emplois.** Une montée de l'incertitude a été observée au cours des quinze dernières années, à partir de la crise financière mondiale, aggravée par la pandémie de COVID-19 et le conflit en Ukraine. Les crises majeures telles que les crises financières ou sanitaires déclenchent souvent d'autres bouleversements en raison de l'effet d'entraînement qu'elles ont sur le tissu social (Tooze, 2022). En particulier, à moins d'être soutenues par une action politique forte, les économies ne parviennent souvent pas à récupérer la production perdue et, pire, s'installent sur une voie de développement économique moins dynamique (Cerra et Saxena, 2008). Les espoirs déçus et les conflits attisés au sujet de la répartition des revenus provoquent des troubles sociaux et une instabilité politique (Vladas et Halikiopoulou, 2022). De telles crises socio-économiques s'autoalimentent, créant de longues périodes d'instabilité économique et politique qui exigent une réforme de grande ampleur et un nouveau contrat social.

## ► Renouveler le contrat social et faire progresser la justice sociale

Au cours des vingt-cinq dernières années, l'économie mondiale a traversé pas moins de cinq crises majeures ayant des répercussions internationales. Les tensions géopolitiques, les crises financières et une pandémie mondiale ont entamé la confiance dans la capacité des responsables politiques nationaux et du système multilatéral à répondre aux besoins les plus pressants des sociétés.

**Une approche politique davantage centrée sur l'humain est nécessaire pour renforcer la résilience des économies et des sociétés – pour faire progresser la justice sociale dans le contexte des grands changements et chocs économiques en cours.** Il s'agit notamment de renforcer la protection du travail et la protection sociale afin d'assurer les travailleurs et leurs familles contre diverses formes de risques, ainsi que de développer l'éducation et la formation professionnelle pour aider les travailleurs à se reconvertir dans d'autres secteurs ou professions. Il existe d'importantes lacunes en matière d'éducation, ce qui constitue un obstacle majeur à la transformation structurelle et à l'amélioration de la productivité (voir chapitre 3). Une mise en œuvre plus vigoureuse de l'approche centrée sur l'humain énoncée dans la Déclaration du centenaire de l'OIT de 2019 et l'Appel mondial à l'action de 2021 est indispensable pour renforcer les contrats sociaux

nationaux et faire progresser la justice sociale mondiale à un moment où ils sont soumis à une pression accrue.

La Constitution de l'OIT nous rappelle que **la justice sociale est une condition préalable à une paix durable**. Son préambule stipule qu'«il existe des conditions de travail impliquant pour un grand nombre de personnes l'injustice, la misère et les privations, ce qui engendre un tel mécontentement que la paix et l'harmonie universelles sont mises en danger». Fondée en 1919 à la suite d'une guerre mondiale, d'une pandémie mondiale et de conflits et troubles sociaux généralisés, l'OIT s'est vu confier la mission de promouvoir l'amélioration de ces conditions de travail dans un objectif de justice et d'humanité et de veiller à une paix permanente dans le monde. Bien qu'il n'y ait pas de définition unique de la justice sociale faisant autorité, un large consensus existe parmi les mandants de l'OIT sur l'importance centrale du travail décent, notamment le respect des principes et droits fondamentaux au travail, l'emploi productif et librement choisi, la protection sociale universelle et le dialogue social comme moyen de définir un progrès économique qui profite à tous. Les tendances du marché du travail présentées dans ce chapitre soulignent l'intérêt primordial que revêt toujours ce programme pour toutes les sociétés.

# Références

- ▶ Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition. 2022. *Current Challenges Facing Small- and Medium-Sized Enterprises in the Food System: Results of an Online Survey*. <https://sunbusinessnetwork.org/wp-content/uploads/2022/09/SBN-SME-Survey-2022-Results-Final.pdf>.
- ▶ Allianz Research. 2022. «Insolvency Report 2022», 18 mai 2022. [https://www.allianz-trade.com/en\\_global/news-insights/news/insolvency-report-2022.html](https://www.allianz-trade.com/en_global/news-insights/news/insolvency-report-2022.html).
- ▶ Bach, Katie. 2022. «New Data Shows Long Covid Is Keeping as Many as 4 Million People out of Work», *Brookings*, 24 août 2022. <https://www.brookings.edu/research/new-data-shows-long-covid-is-keeping-as-many-as-4-million-people-out-of-work/>.
- ▶ Banque mondiale. 2020. «Who on Earth Can Work from Home?», document de travail. Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/34277#:~:text=The%20ability%20to%20>.
- ▶ BASD (Banque asiatique de développement). À paraître. *ASEAN and Global Value Chains: Locking in Resilience and Sustainability*.
- ▶ BCE (Banque centrale européenne). 2022. «Évolutions économiques, financières et monétaires récentes», Bulletin économique n° 3. [https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/be3\\_fr\\_final\\_0.pdf](https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/be3_fr_final_0.pdf).
- ▶ Bessen, James. 2022. *The New Goliaths*. New Haven, États-Unis: Yale University Press.
- ▶ Blanas, Sotiris, Phu Huynh et Christian Viegelahn. À paraître. «Global Value Chains and Labour Markets in South-East Asia from a Global Comparative Perspective», document de travail de l'OIT.
- ▶ Bohnenberger, Katharina. 2022. «Is It a Green or Brown Job? A Taxonomy of Sustainable Employment», *Ecological Economics*, 200: 107469.
- ▶ Braga, João Paulo. 2022. «Greening Macroeconomic Policies: Current Trends and Policy Options», note de synthèse. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/---emp\\_ent/documents/publication/wcms\\_863317.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_863317.pdf).
- ▶ Castañeda, Andrés, Dung Doan, David Newhouse, Minh Cong Nguyen, Hiroki Uematsu et João Pedro Azevedo. 2018. «A New Profile of the Global Poor», *World Development*, 101 (janvier): 250-267. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2017.08.002>.
- ▶ Cerra, Valerie, et Sweta Chaman Saxena. 2008. «Growth Dynamics: The Myth of Economic Recovery», *American Economic Review*, 98 (1): 439-457.
- ▶ CIST (Conférence internationale des statisticiens du travail). 2013. Résolution concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/normativeinstrument/wcms\\_233215.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/normativeinstrument/wcms_233215.pdf).
- ▶ CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). 2023. *Trade and Development Report 2022. Development Prospects in a Fractured World: Global Disorder and Regional Responses*. Genève: Nations Unies. [https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2022\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2022_en.pdf).
- ▶ Cox, Tracy. 2021. «How Many People Get “Long COVID?” More than Half, Researchers Find», *PennState*, 13 octobre 2021. <https://www.psu.edu/news/research/story/how-many-people-get-long-covid-more-half-researchers-find/>.
- ▶ DESTATIS (Office fédéral de la statistique de l'Allemagne). 2022. «Zusammenhang zwischen Materialknappheit und Industrieaktivität». Statistisches Bundesamt. <https://www.destatis.de/DE/Themen/Branchen-Unternehmen/Industrie-Verarbeitendes-Gewerbe/materialknappheit-industrieaktivitaet.html>.
- ▶ Ernst, Ekkehard. 2020. «The Return of the Fourth Horseman: How the Current Pandemic Might Re-shape Our World», *Medium*, 30 mars 2020. [https://medium.com/@ekkehard\\_ernst/the-return-of-the-fourth-horseman-how-the-current-pandemic-might-re-shape-our-world-4f82d7f8eac4](https://medium.com/@ekkehard_ernst/the-return-of-the-fourth-horseman-how-the-current-pandemic-might-re-shape-our-world-4f82d7f8eac4).

- —. 2022. «The AI Trilemma: Saving the Planet without Ruining Our Jobs», *Frontiers in Artificial Intelligence*, 5 (octobre). <https://doi.org/10.3389/frai.2022.886561>.
- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), FIDA (Fonds international de développement agricole), UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), PAM (Programme alimentaire mondial) et OMS (Organisation mondiale de la santé). 2022. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022: réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable*. Rome: FAO. <https://doi.org/10.4060/cc0639fr>.
- Federal Reserve Bank of New York. 2022. «Global Supply Chain Pressure Index».
- Feijao, Carolina, Isabel Flanagan, Christian Van Stolk et Salil Gunashekar. 2021. *The Global Digital Skills Gap: Current Trends and Future Directions*. RAND Corporation. <https://doi.org/10.7249/RRA1533-1>.
- FMI (Fonds monétaire international). 2020. «Who Will Bear the Brunt of Lockdown Policies? Evidence from Tele-workability Measures across Countries», IMF Working Paper 20/88. Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2020/06/12/Who-will-Bear-the-Brunt-of-Lockdown-Policies-Evidence-from-Tele-workability-Measures-Across-49479>.
- —. 2022. *World Economic Outlook: Countering the Cost-of-Living Crisis*. Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2022/10/11/world-economic-outlook-october-2022>. [Version abrégée en français: «Perspectives de l'économie mondiale: riposter à la crise du coût de la vie». <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2022/10/11/world-economic-outlook-october-2022>.]
- GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). 2018. *Global Warming of 1.5 °C: An IPCC Special Report on the Impacts of Global Warming of 1.5 °C above Pre-industrial Levels and Related Global Greenhouse Gas Emission Pathways, in the Context of Strengthening the Global Response to the Threat of Climate Change, Sustainable Development, and Efforts to Eradicate Poverty*. Cambridge et New York: Cambridge University Press. [Résumé français: «Réchauffement planétaire de 1,5 °C: rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté.»]
- Gill, Indermit, et Peter Nagle. 2022. «Inflation Could Wreak Vengeance on the World's Poor», *Brookings*, 18 mars 2022. <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2022/03/18/inflation-could-wreak-vengeance-on-the-worlds-poor/>.
- Guénette, Justin Damien, M. Ayhan Kose et Naotaka Sugawara. 2022. «Is a Global Recession Imminent?», *Equitable Growth, Finance and Institutions Policy Note No. 4*.
- Huynh, Phu, et Steven Kapsos. 2013. «Economic Class and Labour Market Inclusion: Poor and Middle Class Workers in Developing Asia and the Pacific», ILO Asia-Pacific Working Paper Series.
- İlkkaracan, İpek, et Emel Memiş. 2021. «Transformations in the Gender Gaps in Paid and Unpaid Work during the COVID-19 Pandemic: Findings from Turkey», *Feminist Economics*, 27 (1-2): 288-309.
- Kearney. 2022. *The Tides Are Turning: 2021 Reshoring Index*. <https://www.kearney.com/consumer-retail/article/-/insights/the-2021-reshoring-index-the-tides-are-turning#:~:text=Our%20latest%20>.
- Macallan, Clare, Stephen Millard et Miles Ian Parker. 2008. «The Cyclicalities of Mark-ups and Profit Margins for the United Kingdom: Some New Evidence», Bank of England Working Paper No. 351. <https://doi.org/10.2139/ssrn.1280900>.
- Maihold, Günther. 2022. «A New Geopolitics of Supply Chains: The Rise of Friend-Shoring», SWP Comment 2022/C 45. <https://www.swp-berlin.org/en/publication/a-new-geopolitics-of-supply-chains>.
- ManpowerGroup. 2022. «The 2022 Global Talent Shortage». <https://go.manpowergroup.com/hubfs/Talent%20Shortage%202022/MPG-Talent-Shortage-Infographic-2022.pdf>.
- McKinsey. 2022. «Human Capital at Work: The Value of Experience», 2 juin 2022. <https://www.mckinsey.com/capabilities/people-and-organizational-performance/our-insights/human-capital-at-work-the-value-of-experience>.

- ▶ Melitz, Marc J., et Stephen J. Redding. 2014. «Heterogeneous Firms and Trade», dans *Handbook of International Economics*, publié sous la dir. de Gita Gopinath, Elhanan Helpman et Kenneth Rogoff, 4: 1-54. Amsterdam: Elsevier.
- ▶ Milanovic, Branko. 2022. «The Three Eras of Global Inequality, 1820–2020 with the Focus on the Past Thirty Years», SocArXiv Papers. <https://doi.org/10.31235/osf.io/yg2h9>.
- ▶ Milner, Chris, et Verena Tandrayen. 2007. «The Impact of Exporting and Export Destination on Manufacturing Wages: Evidence for Sub-Saharan Africa», *Review of Development Economics*, 11 (1): 13-30.
- ▶ Obstfeld, Maurice. 2022. «Uncoordinated Monetary Policies Risk a Historic Global Slowdown». Peterson Institute for International Economics, 12 septembre 2022. <https://www.piie.com/blogs/realtime-economic-issues-watch/uncoordinated-monetary-policies-risk-historic-global-slowdown>.
- ▶ OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2020. *Coronavirus: l'économie mondiale menacée*, Perspectives économiques de l'OCDE, 2 mars 2020. <https://doi.org/10.1787/0262bc62-fr>.
- ▶ OIT. 2017a. «Tendances au niveau des taux de couverture de la négociation collective: stabilité, érosion ou déclin?», Note d'information n° 1. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---protrav/---travail/documents/publication/wcms\\_537892.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/publication/wcms_537892.pdf).
- ▶ —. 2017b. *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances de l'emploi des femmes 2017*. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/trends-for-women2017/lang--fr/index.htm>.
- ▶ —. 2018a. *Emploi et questions sociales dans le monde 2018: une économie verte et créatrice d'emplois*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_638147/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_638147/lang--fr/index.htm).
- ▶ —. 2019a. *Travailler sur une planète plus chaude: l'impact du stress thermique sur la productivité du travail et le travail décent*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_737037.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_737037.pdf).
- ▶ —. 2019b. *Une avancée décisive vers l'égalité entre hommes et femmes: un meilleur avenir du travail pour tous*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_725971/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_725971/lang--fr/index.htm).
- ▶ —. 2019c. *Femmes et hommes dans l'économie informelle: un panorama statistique*. Troisième édition. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms\\_734075.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_734075.pdf).
- ▶ —. 2019d. *Prendre soin d'autrui: un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_712833/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_712833/lang--fr/index.htm).
- ▶ —. 2020. *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2020*. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2020/lang--fr/index.htm>.
- ▶ —. 2021a. *Rapport mondial sur la protection sociale 2020-2022: la protection sociale à la croisée des chemins – bâtir un avenir meilleur*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_848691/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_848691/lang--fr/index.htm).
- ▶ —. 2021b. *Travail des enfants: estimations mondiales 2020, tendances et chemin à suivre*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/ipecc/Informationresources/WCMS\\_827415/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/ipecc/Informationresources/WCMS_827415/lang--fr/index.htm).
- ▶ —. 2021c. *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2021*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/trends2021/WCMS\\_825198/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/trends2021/WCMS_825198/lang--fr/index.htm).
- ▶ —. 2021d. *Changing Demand for Skills in Digital Economies and Societies: Literature Review and Case Studies from Low- and Middle-Income Countries*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/skills/areas/skills-training-for-poverty-reduction/WCMS\\_831372/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/skills/areas/skills-training-for-poverty-reduction/WCMS_831372/lang--en/index.htm).
- ▶ —. 2021e. *Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail. Huitième édition. Estimations actualisées et analyses*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms\\_824094.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_824094.pdf).
- ▶ —. 2022a. «Advancing Social Justice and Decent Work in Rural Economies», note d'orientation de l'OIT. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_dialogue/---sector/documents/briefingnote/wcms\\_858195.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---sector/documents/briefingnote/wcms_858195.pdf).

- —. 2022b. *Global Estimates of Modern Slavery: Forced Labour and Forced Marriage*. Genève: BIT. <https://doi.org/10.54394/CHUI5986>. [Résumé analytique en français: «Estimations mondiales de l'esclavage moderne: travail forcé et mariage forcé».]
- —. 2022c. *Observatoire de l'OIT sur le monde du travail. Dixième édition. Des crises multiples menacent la reprise du marché du travail*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmstp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/briefingnote/wcms\\_859262.pdf](https://www.ilo.org/wcmstp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/briefingnote/wcms_859262.pdf).
- —. 2022d. *Soin à autrui au travail: investir dans les congés et services de soin à autrui pour plus d'égalité de genre dans le monde du travail*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/global/topics/care-economy/WCMS\\_850634/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/topics/care-economy/WCMS_850634/lang--fr/index.htm).
- —. 2022e. *Global Employment Trends for Youth 2022: Investing in Transforming Futures for Young People*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_853321/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_853321/lang--en/index.htm).
- —. 2022f. *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2022*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/trends2022/WCMS\\_848461/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/trends2022/WCMS_848461/lang--fr/index.htm).
- —. 2022g. *Rapport sur le dialogue social 2022: la négociation collective pour une reprise inclusive, durable et résiliente*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmstp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_856233.pdf](https://www.ilo.org/wcmstp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_856233.pdf).
- —. 2023. *Rapport mondial sur les salaires 2022-23: l'impact de l'inflation et du COVID-19 sur les salaires et le pouvoir d'achat*. Genève: BIT.
- ONU Femmes. 2020. *Unlocking the Lockdown: The Gendered Effects of COVID-19 on Achieving the SDG in Asia and the Pacific*. [https://data.unwomen.org/sites/default/files/documents/COVID19/Unlocking\\_the\\_lockdown\\_UNWomen\\_2020.pdf](https://data.unwomen.org/sites/default/files/documents/COVID19/Unlocking_the_lockdown_UNWomen_2020.pdf).
- PAM (Programme alimentaire mondial), 2022. *WFP Global Operational Response Plan 2022: Update #6*. <https://www.wfp.org/publications/wfp-global-operational-response-plan-update-6-november-2022>.
- Pereira da Silva, Luiz Awazu, Enisse Kharroubi, Emanuel Kohlscheen, Marco Lombardi et Benoît Mojon. 2022. *Inequality Hysteresis and the Effectiveness of Macroeconomic Stabilisation Policies*. Banque des règlements internationaux (BRI).
- Pettis, Michael. 2022. «China's Overextended Real Estate Sector Is a Systemic Problem», *China Financial Markets*, 24 août 2022. <https://carnegieendowment.org/chinafinancialmarkets/87751>.
- Rees, Dan, et Phurichai Rungcharoenkitkul. 2021. «Bottlenecks: Causes and Macroeconomic Implications», BIS Bulletin No. 48. <https://www.bis.org/publ/bisbull48.pdf>.
- Sheiner, Louise, et Nasiha Salwati. 2022. «How Much Is Long COVID Reducing Labor Force Participation? Not Much (So Far)», Hutchins Center Working Paper No. 80. [https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2022/10/WP80-Sheiner-Salwati\\_10.27.pdf](https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2022/10/WP80-Sheiner-Salwati_10.27.pdf).
- Stulpin, Caitlyn. 2022. «Global Prevalence of Long COVID "Substantial", Researchers Say», *Healio*, 1<sup>er</sup> mai 2022. <https://www.healio.com/news/infectious-disease/20220425/global-prevalence-of-long-covid-substantial-researchers-say>.
- Tooze, Adam. 2022. «Chartbook #165: Polycrisis – Thinking on the Tightrope», *Chartbook*, 29 octobre 2022. <https://adamtooze.substack.com/p/chartbook-165-polycrisis-thinking>.
- Van Beusekom, Mary. 2022. «Global Data Reveal Half May Have Long COVID 4 Months on», *CIDRAP News*, 18 avril 2022. <https://www.cidrap.umn.edu/global-data-reveal-half-may-have-long-covid-4-months>.
- Visser, Jelle. 2012. «The Rise and Fall of Industrial Unionism», *Transfer: European Review of Labour and Research*, 18 (2): 129-141. <https://doi.org/10.1177/1024258912439160>.
- Vlandas, Tim, et Daphne Halikiopoulou. 2022. «Welfare State Policies and Far Right Party Support: Moderating "Insecurity Effects" among Different Social Groups», *West European Politics*, 45 (1): 24-49.
- Way, Rupert, Matthew C. Ives, Penny Mealy et J. Doyne Farmer. 2022. «Empirically Grounded Technology Forecasts and the Energy Transition», *Joule*, 6 (9): 2057-2082. <https://doi.org/10.1016/j.joule.2022.08.009>.





# 2 Tendances de l'emploi et des questions sociales par région

## ► Vue d'ensemble

**L'ampleur des déficits de travail décent varie d'une région à l'autre, mais ils sont très répandus et portent atteinte à la justice sociale dans toutes les régions.** Dans les États arabes, en Afrique du Nord et en Asie du Sud, les écarts entre hommes et femmes dans les indicateurs du marché du travail, notamment le taux d'activité, restent prévalents; en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Afrique subsaharienne, les taux élevés d'informalité empêchent l'accès à la protection sociale et aux droits fondamentaux au travail. Ces situations ne se limitent pas à ces régions ou à des régions particulières, mais touchent toutes les régions à des degrés divers, et la conjoncture économique mondiale risque de faire reculer les progrès et d'amplifier ces problèmes. L'augmentation du coût de la vie et l'inflation menacent en particulier d'aggraver la pauvreté au travail et de réduire la capacité des travailleurs et de leurs ménages à gagner suffisamment pour se maintenir au-dessus du seuil de pauvreté. En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, 60,8 et 34,4 pour cent, respectivement, de la population active en 2021 étaient considérés comme des travailleurs pauvres au niveau de 3,10 dollars É.-U. par jour (PPA de 2011 par habitant)<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> En 2022, la Banque mondiale a révisé le seuil de l'extrême pauvreté, le faisant passer de 1,90 dollar É.-U. par jour en PPA de 2011 à 2,15 dollars par jour en PPA de 2015. Ce changement n'a pas encore pu être pris en compte dans la production des estimations de ce rapport, mais il le sera dans les prochaines éditions.

**Les principaux indicateurs du marché du travail se sont améliorés en 2022 par rapport à l'année précédente, malgré un ralentissement de la croissance du PIB.** Selon les estimations, la croissance de l'emploi est restée positive sur l'ensemble de l'année, bien qu'à un rythme plus lent qu'en 2021 dans les Amériques et dans la région Asie-Pacifique (voir chapitre 1). Dans les États arabes, la croissance de l'emploi devrait avoir été plus rapide qu'en 2021 en raison de la hausse des prix des produits de base au premier semestre de 2022. Le taux de chômage mondial a diminué en 2022 de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 5,8 pour cent, et des baisses ont été enregistrées dans toutes les régions. Néanmoins, derrière ces grands indicateurs du marché du travail, des signes indiquent que les déficits de travail décent se sont creusés dans de nombreuses régions, notamment par rapport à l'informalité en Amérique latine et dans les Caraïbes et aux emplois de mauvaise qualité en Asie et dans le Pacifique.

**Les perspectives pour 2023 restent fragiles et incertaines, car l'inflation persiste et le conflit en Ukraine se poursuit.** L'inflation continue de faire des ravages dans le monde entier et, avec le relèvement des taux d'intérêt par les banques centrales à des niveaux jamais vus depuis la crise financière mondiale, le risque de récession mondiale s'est considérablement accru. Il est particulièrement prononcé dans les économies avancées, où la croissance devrait ralentir à 1,4 pour cent (FMI, 2022a). En outre, la poursuite du conflit en Ukraine et ses retombées rendent les

perspectives pour 2023 très fragiles et incertaines. La hausse des prix et du coût de la vie risque de porter un coup aux moyens de subsistance et à la demande globale, avec des répercussions sur le marché du travail.

**Les perspectives du marché du travail pour 2023 varient beaucoup d'une région à l'autre.** La croissance de l'emploi pour 2023 devrait rester en territoire positif malgré un ralentissement par rapport à l'année précédente, avec des variations importantes selon les régions. L'Afrique et les États arabes devraient connaître une croissance de l'emploi de l'ordre de 3 pour cent ou plus. Toutefois, ces deux régions, dont la population en âge de travailler est en augmentation, verront les taux de chômage rester relativement stables (autour de 7,1 pour cent en Afrique et 9,1 pour cent dans les États arabes). En Asie et dans le Pacifique, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, la croissance annuelle de l'emploi sera inférieure à 1 pour cent. En Amérique du Nord, ainsi qu'en Europe et en Asie centrale, elle sera légèrement positive ou négative en 2023, mais les taux de chômage devraient rester stables en raison d'une croissance limitée de la population en âge de travailler. En effet, en Europe et en Asie centrale, la population active devrait diminuer en 2023. Malgré ces tendances des principaux indicateurs du marché du travail, chaque région restera confrontée à une myriade de déficits de travail décent qui risquent de s'aggraver avec la conjoncture économique mondiale et face à des défis à long terme comme le changement climatique (voir chapitre 1).

## ► Afrique

**L'Afrique a connu un fort rebond en 2021, avec une croissance annuelle du PIB de 4,7 pour cent, après une contraction de 2,2 pour cent en 2020.** La croissance annuelle de la région a toutefois ralenti pour s'établir à environ 3,5 pour cent en 2022 et devrait être de 3,9 pour cent en 2023 (FMI, 2022b). Bien que la croissance se soit redressée pour atteindre un taux correspondant aux moyennes historiques, ce ralentissement laisse penser que le retour à la production au niveau antérieur à la pandémie prendra plus de temps, ce qui aura des répercussions sur la productivité et le niveau de vie, entre autres. Toute amélioration de la situation économique mondiale en 2023 devrait se traduire par une croissance plus élevée en Afrique (Banque mondiale, 2022a). Pour autant, comme partout ailleurs dans le monde, il existe des risques importants et grandissants liés à l'inflation en raison des contraintes actuelles des chaînes d'approvisionnement et du conflit en Ukraine (Banque mondiale, 2022b).

**Plusieurs facteurs émergents font peser des risques sur la croissance de la région, et un certain nombre de pays sont confrontés à une forte révision à la baisse des projections de croissance.** Les graves répercussions de la pandémie de COVID-19 continuent de peser sur la croissance économique, notamment après une campagne relativement lente de vaccination. Au moins 30 millions de personnes en Afrique ont été poussées dans l'extrême pauvreté en raison de la pandémie, et cette tendance perdure (BAfD, 2022). Dans près de la moitié des économies africaines, les revenus par habitant devraient rester inférieurs aux niveaux antérieurs à la pandémie d'ici à la fin 2023 (Banque mondiale, 2022b). Les risques structurels sous-jacents liés à l'incertitude, aux troubles sociaux et à la violence entravent également une reprise économique plus complète dans certains pays (FMI, 2022c). Selon l'indice de troubles sociaux de l'OIT, ceux-ci ont augmenté dans 22 pays (sur 55 dans la région) entre 2021 et 2022. Les effets du changement climatique continuent de toucher l'Afrique subsaharienne de manière démesurée, réduisant le PIB régional d'environ 5 à 15 pour cent par an (BAfD, 2022). Il s'agit là d'un obstacle de plus en plus important à la croissance durable, qui amplifie les niveaux déjà élevés d'insécurité alimentaire (Banque mondiale, 2022c).

**Les déficits structurels en matière de travail décent dans la région continuent de peser sur la capacité de l'Afrique à parvenir à une croissance inclusive.** Le marché du travail de la région se caractérise par des taux élevés d'emploi informel, de sous-emploi et de pauvreté au travail, en particulier dans les zones rurales. Les taux de croissance économique comparativement forts ne suffisent pas à faire reculer les inégalités, qui se sont creusées pendant la pandémie. Le problème est que la croissance

s'est dégradée à la fin de 2022, en dernière période de la pandémie, à un moment où la marge de manœuvre budgétaire est déjà rognée par les répercussions du COVID-19 et où la dette publique augmente dans de nombreuses économies africaines (FMI, 2022c). Le manque d'espace budgétaire deviendra probablement un facteur déterminant en 2023, qui sapera la capacité des gouvernements à réagir aux chocs et à soutenir les travailleurs occupant des emplois de mauvaise qualité. Le spectre d'un allègement de la dette et d'autres mesures de soutien de la part de la communauté internationale se profile alors à l'horizon.

**La progression de l'emploi a reposé sur la croissance démographique au cours des dernières années, mais les déficits de travail décent se sont accentués.** L'emploi total en Afrique devrait atteindre 511 millions en 2023, après une hausse de 3,6 pour cent par an entre 2021 et 2023, et de 2,0 pour cent par an entre 2019 et 2021. Les fortes progressions de l'emploi en Afrique ont été largement tirées par la croissance de la population en âge de travailler dans la sous-région de l'Afrique subsaharienne, mais elles ont eu tendance à être associées à une diminution du nombre d'heures travaillées par personne et à des taux plus élevés d'informalité et d'autres formes d'emploi de moindre qualité. Le taux d'emploi informel total de l'Afrique est passé de 84,3 pour cent en 2019 à 85,0 pour cent en 2022.

**En Afrique, l'élasticité de l'emploi par rapport à la croissance varie d'un pays à l'autre, ce qui a une incidence sur la reprise du marché du travail.** Dans un certain nombre de pays africains, il existe une faible corrélation entre la croissance du PIB et la croissance de l'emploi, en partie en raison des différents degrés de dépendance à l'égard des exportations de ressources (OIT, 2022a). Parallèlement à une croissance démographique rapide, cela signifie que la reprise économique observée dans la région n'est pas nécessairement corrélée à une évolution équivalente de la croissance de l'emploi, comme on le verra dans les sous-sections suivantes.

## Tendances du marché du travail en Afrique du Nord

**La reprise économique après la pandémie a été particulièrement forte dans la sous-région de l'Afrique du Nord.** Cette dernière a enregistré une croissance d'environ 4,8 pour cent en 2021 et de 3,5 pour cent en 2022, et devrait atteindre 4,2 pour cent en 2023 (FMI, 2022b). La production totale a retrouvé son niveau antérieur à la pandémie en 2021. Toutefois, de plus en plus de risques pèsent sur la croissance de la sous-région. Plusieurs pays d'Afrique du Nord, comme l'Égypte, sont des importateurs nets

► **Tableau 2.1. Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, Afrique, 2019-2024**

| Région/sous-région    | Ratio entre le nombre total d'heures travaillées par semaine et la population âgée de 15 à 64 ans (pourcentages) |      |      |      |      |      | Nombre total d'heures de travail par semaine en emplois EPT (EPT = 48 heures/semaine) (millions) |      |      |      |      |      |
|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
|                       | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Afrique               | 23,6                                                                                                             | 21,9 | 22,4 | 23,1 | 23,1 | 23,2 | 363                                                                                              | 347  | 365  | 386  | 397  | 411  |
| Afrique du Nord       | 17,9                                                                                                             | 16,1 | 16,8 | 17,6 | 17,5 | 17,7 | 57                                                                                               | 52   | 55   | 59   | 60   | 62   |
| Afrique subsaharienne | 25,0                                                                                                             | 23,4 | 23,8 | 24,5 | 24,5 | 24,6 | 306                                                                                              | 295  | 309  | 327  | 337  | 349  |
|                       | Ratio emploi-population (pourcentages)                                                                           |      |      |      |      |      | Emploi (millions)                                                                                |      |      |      |      |      |
|                       | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Afrique               | 58,5                                                                                                             | 57,2 | 57,6 | 58,1 | 58,3 | 58,4 | 459                                                                                              | 462  | 478  | 496  | 511  | 527  |
| Afrique du Nord       | 39,2                                                                                                             | 37,7 | 38,2 | 38,8 | 38,8 | 38,8 | 65                                                                                               | 64   | 66   | 68   | 69   | 71   |
| Afrique subsaharienne | 63,6                                                                                                             | 62,4 | 62,7 | 63,1 | 63,2 | 63,3 | 394                                                                                              | 399  | 412  | 428  | 441  | 456  |
|                       | Taux de chômage (pourcentages)                                                                                   |      |      |      |      |      | Chômage (millions)                                                                               |      |      |      |      |      |
|                       | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Afrique               | 6,5                                                                                                              | 7,1  | 7,2  | 7,1  | 7,1  | 7,0  | 32,0                                                                                             | 35,3 | 37,0 | 37,9 | 39,1 | 39,8 |
| Afrique du Nord       | 10,9                                                                                                             | 12,0 | 11,6 | 11,3 | 11,3 | 11,1 | 8,0                                                                                              | 8,7  | 8,6  | 8,7  | 8,8  | 8,9  |
| Afrique subsaharienne | 5,7                                                                                                              | 6,3  | 6,4  | 6,4  | 6,4  | 6,4  | 24,0                                                                                             | 26,6 | 28,4 | 29,3 | 30,3 | 30,9 |
|                       | Taux d'activité (pourcentages)                                                                                   |      |      |      |      |      | Population active (millions)                                                                     |      |      |      |      |      |
|                       | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Afrique               | 62,5                                                                                                             | 61,6 | 62,1 | 62,6 | 62,7 | 62,8 | 491                                                                                              | 498  | 515  | 534  | 550  | 566  |
| Afrique du Nord       | 44,0                                                                                                             | 42,8 | 43,2 | 43,7 | 43,7 | 43,7 | 73                                                                                               | 72   | 74   | 77   | 78   | 80   |
| Afrique subsaharienne | 67,5                                                                                                             | 66,6 | 67,0 | 67,4 | 67,6 | 67,6 | 418                                                                                              | 425  | 441  | 457  | 472  | 487  |

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

de pétrole et de denrées alimentaires et ont commencé l'année 2022 avec des niveaux d'endettement élevés (Gatti *et al.*, 2022). Le Maroc est devenu un importateur net de produits alimentaires en raison de la sécheresse – un exemple de la façon dont l'Afrique devient plus vulnérable au changement climatique. Par ailleurs, les inégalités spatiales dans la région demeurent un obstacle structurel à des modèles de croissance plus inclusifs et risquent de perpétuer les inégalités. Les zones défavorisées ayant des liens limités avec les centres d'activité économique – en particulier les zones rurales – sont systématiquement exclues du travail et des perspectives économiques (Banque mondiale, 2020).

**Le nombre d'heures de travail ajusté compte tenu de la population est toujours inférieur au niveau de 2019, mais le total des heures de travail est en hausse en raison de la croissance démographique.** Après un

effondrement initial au plus fort de la pandémie de COVID-19, le total des heures de travail en Afrique du Nord devrait revenir aux niveaux antérieurs. Le nombre total d'heures de travail par semaine, exprimé en emplois équivalents plein temps (EPT), est estimé à environ 59 millions en 2022; il était de 57 millions en 2019, avant la pandémie, et de 52 millions en 2020 (tableau 2.1). Certes, cette augmentation du volume de travail marque un retour à un niveau d'activité économique antérieur à la pandémie mais, lorsque la croissance démographique est prise en compte, le ratio entre le nombre total d'heures par semaine et la population âgée de 15 à 64 ans reste inférieur aux niveaux antérieurs à la pandémie, 17,6 heures par semaine contre 17,9 heures en 2019. Cela semble indiquer que la reprise du marché du travail en Afrique du Nord reste à la traîne.

**La reprise s'accompagne d'une réduction du nombre d'heures travaillées par personne employée. Elle peut**

### **s'expliquer par une baisse du nombre d'heures dans un emploi à plein temps ainsi que par une incidence croissante de l'emploi à temps partiel et temporaire.**

En outre, le ratio emploi-population est resté en 2022 inférieur aux niveaux d'avant la pandémie, 38,8 pour cent contre 39,2 pour cent en 2019, et ce malgré la création de 3 millions d'emplois, dont le total est passé de 65 millions en 2019 à 68 millions en 2022. La croissance de l'emploi sans augmentation équivalente des heures de travail pourrait indiquer que l'emploi temporaire ou à temps partiel a augmenté, ainsi que le nombre de personnes travaillant moins d'heures dans un emploi à plein temps, par exemple en raison de responsabilités accrues en matière de soins. Cela peut également traduire une hausse de la participation des personnes en marge du marché du travail, dont beaucoup sont des femmes. Une plus forte incidence de l'emploi temporaire est courante dans les périodes d'après-crise (OIT, 2022a).

## **Tendances du marché du travail en Afrique subsaharienne**

### **L'Afrique subsaharienne connaît une croissance très inégale, et cette tendance devrait se poursuivre en 2023.**

La sous-région a enregistré une croissance de 4,3 pour cent en 2021 et de 3,6 pour cent en 2022, et devrait atteindre 3,8 pour cent en 2023. Les chiffres régionaux cachent des profils de croissance bien différents, qu'ils soient existants ou projetés. La croissance positive en 2022 a été soutenue par les performances particulièrement bonnes des exportateurs d'hydrocarbures tels que le Nigéria et l'Angola, grâce à la hausse des cours et à celle de la production (Banque mondiale, 2022b). La croissance régionale a également été tirée par l'Afrique du Sud en 2021, mais la hausse du chômage, les pénuries d'électricité et les dommages causés aux infrastructures par les phénomènes climatiques ont ralenti la croissance de la plus grande économie de la région (Banque mondiale, 2022b). L'assouplissement des restrictions liées à la pandémie dans de nombreux pays tout au long de l'année 2022 a également facilité cette croissance régionale relativement forte (Banque mondiale, 2022b).

### **Le conflit en Ukraine exerce de nombreuses pressions directes et indirectes sur la croissance régionale.**

Beaucoup de pays africains sont tributaires des importations de blé en provenance de la Fédération de Russie et de l'Ukraine (FMI, 2022d; Banque mondiale, 2022b). Le conflit a poussé des millions d'Africains en plus dans la pauvreté en 2022, et cette situation devrait empirer en 2023 (BAfD, 2022). De nombreuses voix s'élèvent pour mettre en garde contre le durcissement monétaire actuel visant à lutter contre l'inflation, qui pourrait aller trop loin et provoquer une envolée du chômage (FMI, 2022d). L'Afrique subsaharienne est particulièrement vulnérable à l'inflation et aux pénuries alimentaires, qui accroissent la pauvreté et

constituent un obstacle à la croissance (Banque mondiale, 2022b). La proportion de pays africains présentant un risque élevé de surendettement a également récemment augmenté (de 53 à 61 pour cent) (Banque mondiale, 2022a).

### **Les indicateurs concernant le nombre total d'heures de travail et l'emploi montrent une reprise relativement rapide du marché du travail en 2021.**

En Afrique subsaharienne, le nombre total d'heures de travail exprimé en emplois EPT a connu un rebond rapide en 2021, pour atteindre 309 millions, contre 306 millions en 2019. Il a encore augmenté pour atteindre 327 millions en 2022. Ces chiffres sont en cohérence avec l'augmentation de l'emploi total, qui est passé de 394 millions en 2019 à 428 millions en 2022. En fait, l'emploi total n'a pas diminué pendant les années de pic pandémique de 2020 et 2021 en Afrique subsaharienne. Ces tendances sont également liées aux taux élevés de pauvreté au travail, à l'informalité et au manque de protection sociale pour une grande partie de la population active de la région, notamment dans les zones rurales. Malgré les confinements et autres mesures d'endiguement du COVID-19, ainsi que les répercussions de la désorganisation des chaînes d'approvisionnement sur les entreprises, une grande partie de la population en emploi informel en Afrique subsaharienne risquait plus de devoir travailler que ceux qui étaient mieux rémunérés et employés de manière formelle.

### **La forte croissance démographique a maintenu l'emploi et le nombre moyen d'heures de travail à un niveau bas, ce qui a en partie sapé les progrès en matière de travail décent.**

Pour commencer, le nombre d'heures hebdomadaires par personne âgée de 15 à 64 ans, qui était de 24,5 heures en 2022, n'avait pas encore retrouvé son niveau antérieur à la pandémie. Dans le même temps, le ratio emploi-population, de 63,1 pour cent en 2022, est resté inférieur au niveau d'avant la pandémie (63,6 pour cent en 2019). Cela montre que la croissance démographique a continué de stimuler la croissance de l'emploi ainsi que celle du nombre total d'heures EPT en Afrique subsaharienne tout au long des années 2020 et 2021 et que le nombre total d'heures de travail par personne n'est pas encore revenu aux niveaux antérieurs à la pandémie. Il apparaît que de nombreuses personnes ont un emploi mais travaillent moins d'heures qu'elles ne le souhaiteraient et que le sous-emploi lié au temps de travail s'est amplifié dans la région.

### **Les statistiques relatives à l'augmentation de l'informalité et de la pauvreté au travail brossent un tableau plus précis du marché du travail en Afrique subsaharienne que les chiffres du chômage.**

Le taux de chômage dans la région a effectivement augmenté, passant de 5,7 pour cent en 2019 à 6,4 pour cent en 2021, puis s'est maintenu à 6,4 pour cent en 2022. Bien que cette tendance soit similaire à celle du taux de chômage mondial sur cette période, elle ne rend pas pleinement compte du manque de perspectives pour une grande partie de la population active.

En effet, beaucoup de ceux qui travaillent se retrouvent dans les rangs des travailleurs pauvres, c'est-à-dire vivant dans des ménages dont les revenus par habitant les maintiennent sous le seuil de pauvreté modérée ou extrême. En 2021, 251 millions de personnes occupées, soit environ 60,8 pour cent de l'emploi total, vivaient au-dessous du seuil de pauvreté modérée de 3,10 dollars É.-U. par jour (PPA de 2011 par habitant). Une grande partie des personnes occupant un emploi de mauvaise qualité en Afrique subsaharienne sont dans le secteur informel. De nouvelles estimations indiquent que 87,3 pour cent de la population employée en Afrique subsaharienne occupaient un emploi informel en 2022, ce qui équivaut à 373 millions de personnes, contre 86,9 pour cent en 2019.

## Potentiel de création d'emplois liés à l'adaptation au changement climatique

**La part de l'Afrique dans les émissions mondiales de carbone est d'environ 3 pour cent, alors que la région représentait 17,4 pour cent de la population mondiale en 2021** (BAfD, 2022; DAES, 2022). La région s'en sort également relativement bien en termes de production d'énergies renouvelables. Avec des politiques, une gouvernance et des mesures appropriées, les énergies renouvelables propres locales pourraient couvrir jusqu'à 67 pour cent des besoins énergétiques de l'Afrique subsaharienne d'ici à 2030 (IRENA, 2020). Par ailleurs, un grand nombre de minéraux nécessaires à la mise au point de technologies facilitant une transition juste à l'échelle mondiale se trouvent en Afrique, notamment le lithium, le cobalt, le cuivre et les terres rares.

**La complexité du changement climatique et l'ampleur de ses effets auront des conséquences majeures sur le marché du travail de la région.** Le changement climatique, en particulier la hausse de la température de la planète, contribue à une plus grande incidence des catastrophes naturelles et des phénomènes météorologiques extrêmes, ainsi que des catastrophes à évolution lente. Il s'agit notamment des inondations, des sécheresses, de la dégradation des terres, de l'érosion des sols, des vagues de chaleur et des précipitations imprévisibles. En Afrique, la hausse des températures a des répercussions négatives sur les écosystèmes ainsi que sur les emplois et les moyens de subsistance qui y sont étroitement liés, en particulier dans l'agriculture, un secteur dont dépend une grande partie de la population active. Par exemple en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique, où l'agriculture pluviale et le pastoralisme sont très répandus, l'imprévisibilité des précipitations et la hausse des températures entraînent une insécurité alimentaire et des déplacements de populations; les éleveurs et les agriculteurs sont contraints de migrer pour conserver leurs moyens de subsistance (DTM, 2021). En l'absence de dispositifs de migration régulière, les migrants sont exposés à des risques pour leur sécurité et à des déficits de travail

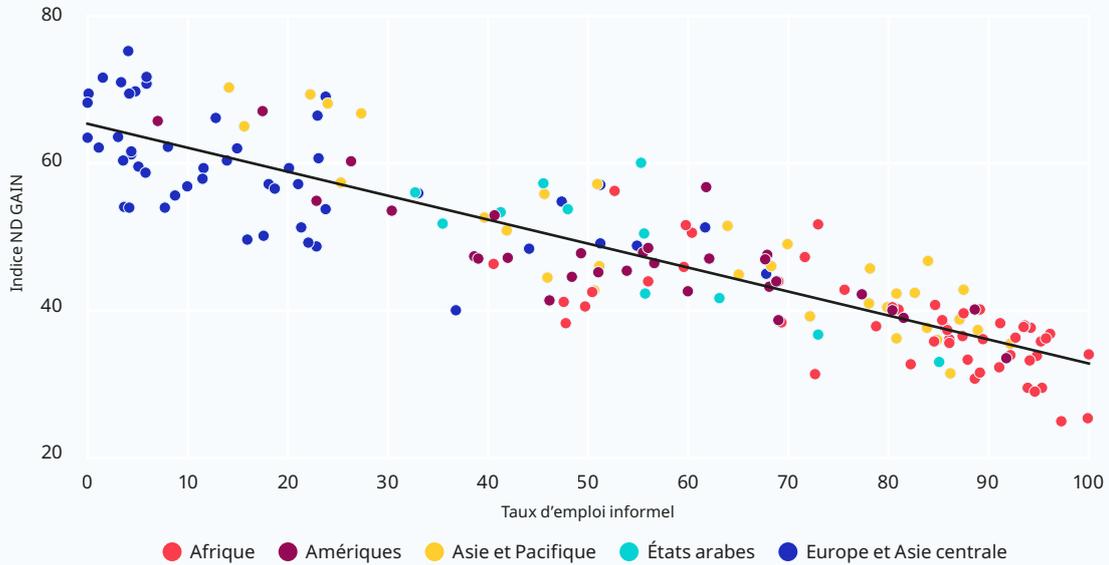
décent. Dans le même temps, de nombreux pays d'Afrique souffrent de problèmes liés à la chaleur qui nuisent à la santé des travailleurs et à l'activité économique des entreprises. On estime que jusqu'à 2,3 pour cent du total des heures de travail en Afrique seront perdues à cause du stress thermique en 2030 par rapport à une situation sans stress thermique; l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest sont les sous-régions les plus touchées (OIT, 2019).

**L'Afrique présente de faibles niveaux de résilience et de préparation au changement climatique, de sorte que la population est fortement exposée à ses effets.** Le degré d'impact du changement climatique sur une société ou une communauté dépend, en partie, des facteurs de résilience au changement climatique. L'indice de Notre Dame Global Adaptation Initiative (ND GAIN) utilise un composite de différents indicateurs pour évaluer la vulnérabilité d'un pays au changement climatique et son niveau de préparation pour améliorer sa résilience (Chen *et al.*, 2015). Les pays d'Afrique dominent le bas des classements. Reconnaisant ce fait, et également la contribution historique des pays développés au changement climatique, le Pacte de Glasgow pour le climat, convenu lors de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en 2021, a réaffirmé la promesse de fournir 100 milliards de dollars É.-U. par an aux pays en développement afin de développer les ressources pour l'adaptation au changement climatique. La Banque africaine de développement calcule que l'adaptation coûtera à la région 50 milliards de dollars par an d'ici à 2050.

**Un faible niveau de résilience au changement climatique est étroitement lié aux déficits de travail décent.** Comme le montre la figure 2.1, une vulnérabilité croissante au changement climatique est directement corrélée à une augmentation du taux d'emploi informel (utilisé comme indicateur du déficit de travail décent). Les personnes occupant un emploi de mauvaise qualité sont souvent plus exposées aux effets du changement climatique, et pourtant ce type d'emploi est fréquent dans les pays en situation de vulnérabilité climatique. Nombre de ces travailleurs n'auront pas accès à la sécurité sociale et ne bénéficieront que d'un soutien limité à l'emploi en réponse aux effets du changement climatique. Cette situation est particulièrement préoccupante en Afrique, où les pays ayant les plus mauvais classements en matière de résilience au changement climatique et les taux les plus élevés d'emploi informel sont prédominants.

**L'adaptation au changement climatique peut contribuer de manière importante à la création d'emplois et aux moyens de subsistance.** Bien que l'adaptation puisse prendre de nombreuses formes, plusieurs d'entre elles impliqueront des emplois dans la construction, en particulier dans le développement des infrastructures. Ces mesures d'adaptation reposent généralement sur des projets à forte intensité de main-d'œuvre qui contribuent à la création d'emplois et peuvent fournir aux travailleurs des

► **Figure 2.1. Résilience au changement climatique (scores ND GAIN) et taux d'emploi informel (pourcentages)**



**Note:** Pour l'indice ND GAIN, un score élevé signifie un faible niveau de vulnérabilité et un niveau élevé de préparation au changement climatique; un score faible signifie un niveau élevé de vulnérabilité et un faible niveau de préparation au changement climatique.

**Source:** Indice ND GAIN et ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

compétences susceptibles d'être utilisées dans d'autres projets (OIT, 2018a). L'investissement dans le développement des compétences – surtout dans les domaines de l'adaptation au changement climatique comme les activités liées à l'eau et à la sylviculture – peut constituer un bon moyen d'action pour soutenir les nouveaux entrants sur le marché du travail et pour aider à compenser les déplacements sur le marché du travail résultant du changement climatique. L'amélioration des politiques de protection sociale, notamment en matière d'éligibilité et d'accès,

peut contribuer à soutenir les travailleurs touchés par le changement climatique lors des transitions sur le marché du travail. L'adoption de pratiques durables, en particulier dans l'agriculture, et le renforcement de la résilience dans les zones rurales sont essentiels aux efforts d'adaptation au changement climatique (OIT, 2022b). Toutefois il ne s'agit que de la partie émergée de l'iceberg en ce qui concerne les stratégies possibles pour faciliter l'adaptation et contribuer à la création d'emplois, à leur amélioration et au soutien aux moyens de subsistance.

## ► Amériques

**La situation macroéconomique et les perspectives de croissance, tant en Amérique latine et dans les Caraïbes qu'en Amérique du Nord, ont été assombries par l'incertitude géopolitique en Ukraine et l'inflation persistante.** Ces deux facteurs ont érodé la confiance des consommateurs et des entreprises et réduit la demande globale et les investissements. En conséquence, la croissance de l'emploi a ralenti et, dans certains cas, est devenue négative.

**Les ralentissements au Brésil et au Mexique ont pesé sur les performances de croissance de l'Amérique latine**

**et des Caraïbes en 2022, et une nouvelle baisse est attendue en 2023.** La croissance du PIB de l'Amérique latine et des Caraïbes en 2022, qui s'établit à 3,4 pour cent, est en baisse par rapport au rebond initial de 6,6 pour cent enregistré en 2020, mais elle est nettement supérieure aux taux enregistrés avant la pandémie (FMI, 2022b). Malgré tout, des ralentissements importants du taux de croissance des principales économies de la sous-région, notamment le Brésil et le Mexique, ont bridé les performances globales (FMI, 2022a). Après une croissance relativement forte au

cours du premier semestre de 2022, le PIB a depuis ralenti en raison de l'affaiblissement des cours des produits de base et de la détérioration des conditions financières mondiales. En conséquence, et dans un contexte d'inflation persistante, la croissance devrait encore s'essouffler en 2023, avec des estimations allant de 1,4 à 1,8 pour cent (CEPALC, 2022; FMI, 2022b).

**En Amérique du Nord, la croissance du PIB au Canada et aux États-Unis a également ralenti.** Elle est estimée à 3,4 et 2,3 pour cent en 2022, respectivement, et les deux économies enregistrent une croissance plus faible qu'initialement prévu (FMI, 2022a). Ce ralentissement s'explique par une inflation historiquement élevée et persistante (à la mi-2022, elle s'élevait à environ 7 pour cent au Canada et 8 pour cent aux États-Unis), ainsi que par l'incertitude mondiale et l'affaiblissement de la demande globale (FMI, 2022a). Aux États-Unis, selon le communiqué actualisé du Bureau of Economic Analysis, le bureau d'analyse économique, le PIB a diminué de 0,6 pour cent au deuxième trimestre de 2022, après une baisse de 1,6 pour cent au cours des trois premiers mois de l'année (BEA, 2022). Au Canada, les dernières estimations montrent que la croissance est toujours positive, mais à un taux annualisé de seulement 0,1 pour cent.

## Tendances du marché du travail en Amérique latine et dans les Caraïbes

**L'affaiblissement de la demande extérieure se répercute sur les perspectives de la région, en particulier sur les principaux exportateurs.** Le coup de pouce initial donné aux exportations de produits de base au début de 2022 a commencé à s'effriter au cours du second semestre (CNUCED, 2023). Ce phénomène s'explique en partie par l'affaiblissement général de la demande extérieure, puisque la croissance économique mondiale ralentit et que l'inflation reste soutenue. Dans ce contexte, il sera difficile de maintenir les progrès récemment accomplis en matière d'emploi formel en Amérique latine et dans les Caraïbes et de faire en sorte que la croissance des salaires dans la région suive le rythme de l'inflation. Le FMI estime que l'inflation a atteint environ 12,1 pour cent en 2022 et qu'elle diminuera à 8,7 pour cent en 2023, soit les taux les plus élevés jamais enregistrés au cours du dernier quart de siècle (FMI, 2022a).

**La croissance de l'emploi est restée soutenue en 2022.** Malgré les ralentissements de l'activité économique tout au long de l'année, la croissance globale de l'emploi dans la région est restée forte, s'établissant à 4,9 pour cent, alors qu'elle était à 6,4 pour cent en 2021. En conséquence, le taux de chômage est tombé à 7,0 pour cent en 2022, contre 9,2 pour cent en 2021 et bien au-dessous du pic de 10,2 pour cent atteint durant la pandémie (tableau 2.2).

**Avec la baisse du taux de croissance du PIB, la croissance de l'emploi devrait ralentir entre 2023 et 2024 et suffira seulement à contrebalancer celle de la population en âge de travailler.** Les niveaux d'emploi dans la région devraient connaître une croissance modérée au cours des prochaines années. Après des gains d'emplois relativement importants en 2022, la croissance de l'emploi s'essoufflera pour atteindre 1,0 pour cent en 2023 et 1,5 pour cent en 2024. Étant donné que la croissance du PIB restera relativement faible, la croissance continue de l'emploi montre une élasticité de l'emploi par rapport à la croissance relativement élevée. Les gains d'emploi seront en équilibre avec la croissance de la population en âge de travailler et, par conséquent, le ratio emploi-population dans la région restera proche de son taux actuel de 58,0 pour cent – en forte amélioration par rapport au creux atteint en 2020 (53,1 pour cent), mais toujours au-dessous des niveaux antérieurs à la pandémie (58,5 pour cent en 2019).

**Les niveaux et les taux de chômage devraient rester stables au cours des deux prochaines années.** À mesure que le taux d'activité se stabilise (par rapport au pic des perturbations dues à la pandémie) et en supposant que les gains d'emploi restent au niveau de la croissance de la population en âge de travailler, le taux de chômage pour l'Amérique latine et les Caraïbes devrait se maintenir autour de 7,0 pour cent jusqu'en 2024. Bien que ce taux soit stable par rapport à 2022, il resterait 1,0 point de pourcentage au-dessous du niveau antérieur à la pandémie. Cela résulterait toutefois en partie du fait que les taux d'activité devraient rester inférieurs de plus de 1 point de pourcentage à ceux de 2019.

**La reprise plus lente des secteurs employant majoritairement des femmes continue de désavantager ces dernières.** L'emploi des femmes a diminué dans une plus grande mesure que celui des hommes dans la sous-région Amérique latine et Caraïbes entre 2019 et 2021 (de 1,8 pour cent par an pour les femmes contre 0,7 pour cent pour les hommes). La reprise de l'emploi en 2022 a été plus rapide pour les travailleuses que pour les travailleurs, mais elle cache une très forte hétérogénéité. Les secteurs employant un nombre disproportionné de femmes ont souffert des effets de la pandémie et leur reprise a été plus lente (Banque mondiale, 2022d). Le secteur de l'hébergement et de la restauration ainsi que celui des services domestiques ont connu la plus forte contraction et, avant la pandémie, au moins 60 pour cent des salariés étaient des femmes dans ces deux secteurs. Les secteurs où la part d'emploi masculin est relativement élevée, comme la construction et les transports, se sont redressés plus rapidement (OIT, 2022c). Certains secteurs auparavant dominés par les femmes – tels que l'immobilier et les services administratifs – ont enregistré une augmentation de la part de l'emploi masculin au cours de la reprise après la pandémie, ce qui restreint davantage les perspectives d'emploi pour les femmes de la région. Pour les hommes

► **Tableau 2.2. Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, Amériques, 2019-2024**

| Région/sous-région          | Ratio entre le nombre total d'heures travaillées par semaine et la population âgée de 15 à 64 ans (pourcentages) |      |      |      |      |      | Nombre total d'heures de travail par semaine en emplois EPT (EPT = 48 heures/semaine) (millions) |      |      |      |      |      |
|-----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
|                             | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Amériques                   | 26,0                                                                                                             | 22,6 | 25,0 | 26,3 | 26,0 | 26,0 | 368                                                                                              | 321  | 358  | 378  | 375  | 379  |
| Amérique latine et Caraïbes | 25,6                                                                                                             | 21,5 | 24,6 | 26,1 | 25,8 | 25,9 | 231                                                                                              | 196  | 226  | 241  | 241  | 244  |
| Amérique du Nord            | 26,9                                                                                                             | 24,6 | 25,9 | 26,8 | 26,3 | 26,4 | 137                                                                                              | 125  | 132  | 136  | 134  | 135  |
|                             | Ratio emploi-population (pourcentages)                                                                           |      |      |      |      |      | Emploi (millions)                                                                                |      |      |      |      |      |
|                             | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Amériques                   | 59,3                                                                                                             | 54,4 | 56,8 | 58,7 | 58,4 | 58,3 | 469                                                                                              | 435  | 458  | 478  | 481  | 486  |
| Amérique latine et Caraïbes | 58,5                                                                                                             | 53,1 | 55,9 | 58,0 | 57,9 | 58,0 | 286                                                                                              | 263  | 279  | 293  | 296  | 300  |
| Amérique du Nord            | 60,5                                                                                                             | 56,5 | 58,2 | 59,9 | 59,3 | 58,8 | 183                                                                                              | 173  | 179  | 186  | 185  | 185  |
|                             | Taux de chômage (pourcentages)                                                                                   |      |      |      |      |      | Chômage (millions)                                                                               |      |      |      |      |      |
|                             | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Amériques                   | 6,4                                                                                                              | 9,4  | 7,8  | 5,8  | 6,1  | 6,2  | 32,2                                                                                             | 45,3 | 39,0 | 29,4 | 31,3 | 32,3 |
| Amérique latine et Caraïbes | 8,0                                                                                                              | 10,2 | 9,2  | 7,0  | 7,0  | 6,9  | 24,8                                                                                             | 29,8 | 28,4 | 22,1 | 22,1 | 22,4 |
| Amérique du Nord            | 3,9                                                                                                              | 8,2  | 5,6  | 3,8  | 4,7  | 5,1  | 7,4                                                                                              | 15,4 | 10,6 | 7,3  | 9,2  | 9,9  |
|                             | Taux d'activité (pourcentages)                                                                                   |      |      |      |      |      | Population active (millions)                                                                     |      |      |      |      |      |
|                             | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Amériques                   | 63,4                                                                                                             | 60,1 | 61,6 | 62,3 | 62,2 | 62,2 | 502                                                                                              | 481  | 497  | 508  | 512  | 518  |
| Amérique latine et Caraïbes | 63,6                                                                                                             | 59,1 | 61,6 | 62,4 | 62,2 | 62,4 | 311                                                                                              | 292  | 308  | 315  | 318  | 323  |
| Amérique du Nord            | 62,9                                                                                                             | 61,6 | 61,6 | 62,2 | 62,2 | 61,9 | 191                                                                                              | 188  | 190  | 193  | 195  | 195  |

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

comme pour les femmes, le ratio emploi-population ne devrait pas retrouver les niveaux antérieurs à la pandémie, même en 2023.

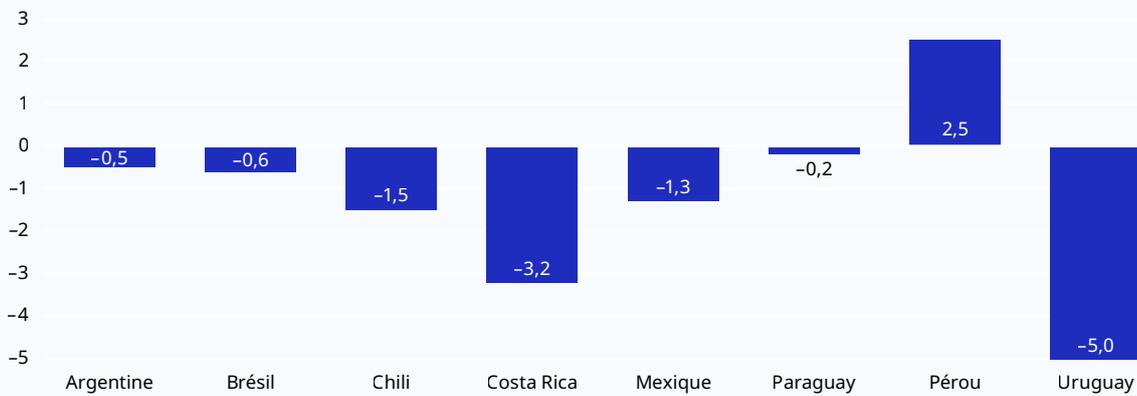
## La qualité de l'emploi reste préoccupante en Amérique latine et dans les Caraïbes

**Le nombre élevé d'heures de travail fait ressortir une pression accrue sur les travailleurs en place.** Malgré un ralentissement de l'activité économique et une croissance de l'emploi qui devrait rester timide en 2023 et 2024, le nombre total d'heures par semaine reste légèrement

supérieur aux niveaux antérieurs à la pandémie. En 2022, le nombre total d'heures hebdomadaires par personne occupée dans un emploi en équivalent plein temps a atteint 39,6 (contre 38,7 en 2019) et devrait rester à ce niveau jusqu'en 2023.

**La création d'emplois formels s'est entièrement remise de la pandémie mais ne progresse plus.** Soutenus par une forte croissance économique en 2021 et au début de 2022, les niveaux d'emploi privé formel se sont complètement relevés de la pandémie dans la grande majorité des pays de la région (OIT, 2022c). En juin 2022, parmi les pays dont les données sont disponibles (Argentine, Brésil, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Mexique, Paraguay, Pérou et Uruguay), les niveaux d'emploi privé formel

► **Figure 2.2. Évolution de la part de l'emploi informel dans l'emploi total, 2019-2022**  
(points de pourcentage)



**Note:** Les données se rapportent au quatrième trimestre de 2019 et au premier trimestre de 2022 (à l'exception du Chili et du Mexique, pour lesquels les données correspondent au deuxième trimestre de 2022).

**Source:** OIT (2022c).

étaient supérieurs à ceux de juin 2020. Sur la période de deux ans, la croissance de l'emploi formel a été particulièrement forte au Brésil (8 pour cent) ainsi qu'en Colombie et au Paraguay (7 pour cent). La progression de l'emploi formel depuis le pic de la pandémie est également le résultat de plusieurs politiques nationales qui ont été mises en œuvre pour soutenir la création d'emplois formels (CEPALC et OIT, 2021). Tout au long de 2022, la progression a ralenti et, compte tenu des perspectives de plus en plus incertaines, les entreprises ont, dans l'ensemble, ajusté leurs effectifs en 2022 en modifiant les heures plutôt qu'en embauchant davantage de travailleurs formels.

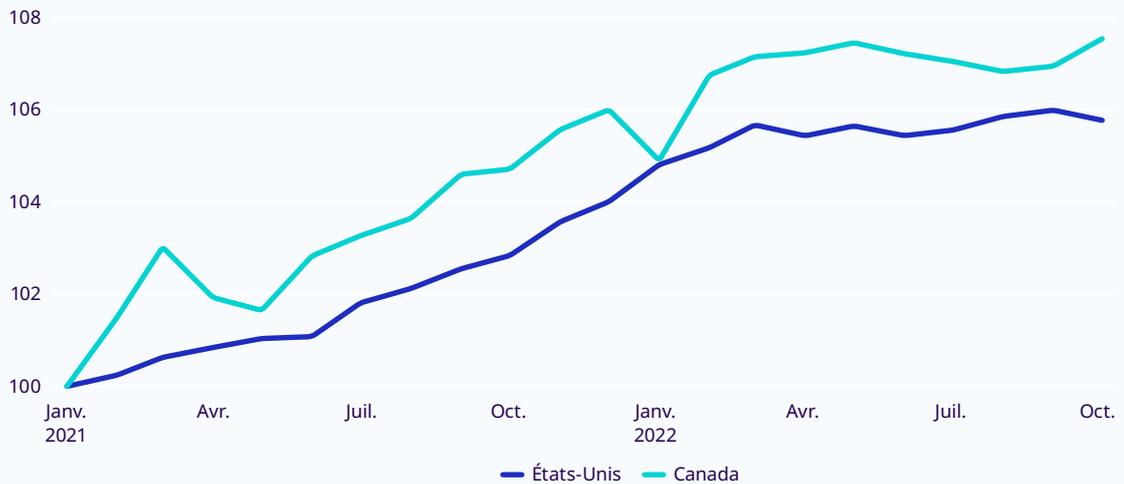
**La part de l'emploi informel dans l'emploi total a légèrement augmenté entre 2019 et 2021, et atteint 53,7 pour cent en 2022.** L'augmentation globale de l'emploi dans la région depuis fin 2020 est due en partie à une reprise de l'emploi informel. Entre la moitié et plus des trois quarts des gains nets d'emplois au cours des deux dernières années proviennent de la croissance de l'emploi informel (OIT, 2022c)<sup>2</sup>. La récente progression de l'emploi informel est largement due à la levée des restrictions liées à la pandémie pour les travailleurs à leur propre compte et à la réouverture de nombreuses petites entreprises, dont beaucoup sont de nature informelle. Pourtant, étant donné que la croissance de l'emploi formel a dépassé celle de l'emploi informel, la part globale de l'emploi informel a diminué dans plusieurs pays de la région (figure 2.2). La baisse a été plus prononcée en Uruguay et au Costa Rica, où la part de

l'emploi informel a reculé de 5 et 3 points de pourcentage, respectivement. Les autres pays présentés dans la figure ont également enregistré des baisses de la part de l'emploi informel depuis fin 2019, à l'exception du Pérou.

**Il est à craindre que la tendance à la baisse de l'emploi informel s'inverse, avec des effets négatifs sur les jeunes femmes en particulier.** Plusieurs facteurs pourraient entraîner une augmentation de l'informalité dans les années à venir, notamment la suppression ou la diminution des politiques de soutien à l'emploi formel et à la création de nouveaux emplois formels. En outre, le contexte marqué par l'incertitude menace la création de possibilités de travail formel. À mesure que la croissance de l'emploi formel ralentit, il est à craindre que, en l'absence de possibilités de travail décent, les emplois informels deviennent la solution par défaut. Certains signes précurseurs indiquent déjà qu'un tel cas de figure est en train de s'imposer. À la fin de 2021, parmi les 11 pays pour lesquels des données sont disponibles, près d'un emploi créé sur deux était informel. La difficulté de créer suffisamment de possibilités de travail décent est liée au fait que 8 millions d'individus en âge de travailler devraient rejoindre la population active dans la région au cours des deux prochaines années. Cela veut dire que les jeunes travailleurs sont particulièrement vulnérables. Les jeunes femmes ont déjà été durement touchées pendant la pandémie, car elles étaient surreprésentées dans les secteurs touchés par les confinements.

2 Les données concernent l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Costa Rica, le Mexique, le Paraguay et le Pérou. Les chiffres correspondent aux parts des gains nets d'emploi entre le troisième trimestre de 2020 et le troisième trimestre de 2022 et vont d'un maximum de 83 pour cent au Paraguay à un minimum de 47 pour cent au Chili.

► **Figure 2.3. Niveaux d'emploi en Amérique du Nord, corrigés des variations saisonnières (janvier 2021 = 100)**



Source: ILOSTAT, Statistiques à court terme de main-d'œuvre.

## Tendances du marché du travail en Amérique du Nord

**Le début d'une récession semble inévitable.** L'économie des États-Unis s'est contractée pendant deux trimestres consécutifs au début de 2022. La troisième mise à jour relative au deuxième trimestre intègre une révision à la baisse des exportations qui n'avaient pas été prises en compte dans les estimations préliminaires. La baisse du PIB de 0,6 pour cent au cours du trimestre résulte principalement de la réduction de la constitution de stocks, de l'investissement fixe résidentiel et des dépenses publiques (aux niveaux fédéral, étatique et local). Au Canada, la croissance est restée positive (0,1 pour cent en juillet 2022), grâce à un modeste rebond du secteur pétrolier et gazier et à une forte croissance de l'agriculture. L'affaiblissement persistant du secteur manufacturier et des exportations vers les États-Unis a fait peser un risque croissant de récession (FMI, 2022a).

**La croissance de l'emploi a déjà commencé à ralentir au Canada.** En général, le marché du travail est un indicateur retardé, de sorte que les faiblesses sont souvent observées quelque temps après le ralentissement de la croissance économique. Toutefois, aux États-Unis, malgré une croissance négative du PIB au cours du premier semestre de 2022, l'emploi a continué de croître, de façon presque ininterrompue (figure 2.3). Sur les huit premiers mois de 2022, l'économie des États-Unis a créé 3 millions d'emplois, et le taux de chômage est resté proche de ses plus bas niveaux historiques. De manière quelque peu contrastée, l'emploi au Canada commençait déjà à baisser en juin 2022 alors

que le PIB restait en territoire positif. Par conséquent, au second semestre de 2022, le taux de chômage a augmenté par rapport à un niveau historiquement bas, alors qu'aux États-Unis il est resté à un niveau historiquement bas ou proche de celui-ci.

**La croissance économique devrait rester faible en 2023.** Après une croissance solide dans les deux pays en 2021, la croissance du PIB devrait décélérer et rester faible tout au long de 2023. Elle devrait atteindre 1,0 pour cent aux États-Unis et 1,5 pour cent au Canada (FMI, 2022b). Dans les deux cas, le rythme de la croissance sera nettement plus faible qu'en 2022 (moins de la moitié). Le fait que l'inflation ait duré plus longtemps et à un niveau beaucoup plus élevé que prévu a entraîné des hausses de taux d'intérêt plus fortes et plus fréquentes que ce qui était anticipé. Bien que les États-Unis et le Canada soient tous deux des exportateurs nets d'énergie dont la hausse des cours stimule le revenu national, le coût de la vie risque d'augmenter pour les ménages. Au cours de l'année prochaine, l'investissement dans le secteur résidentiel et le secteur privé devrait rester timide et les dépenses de consommation faibles, parce que le pouvoir d'achat des ménages continue de s'éroder.

**Les marchés du travail resteront moroses en 2023 et 2024.** La croissance du PIB continuant à s'affaiblir, celle de l'emploi ralentira beaucoup (tableau 2.2). Après une hausse de 3,6 pour cent en 2021 et de 3,7 pour cent en 2022, la croissance de l'emploi stagnera dans les années à venir, se contractant même de 0,1 pour cent en 2023. Puisque la population active augmentera, le taux de chômage devrait enregistrer une hausse modérée au cours de la période de prévision.

## Les pénuries de main-d'œuvre et de compétences sont généralisées en Amérique du Nord

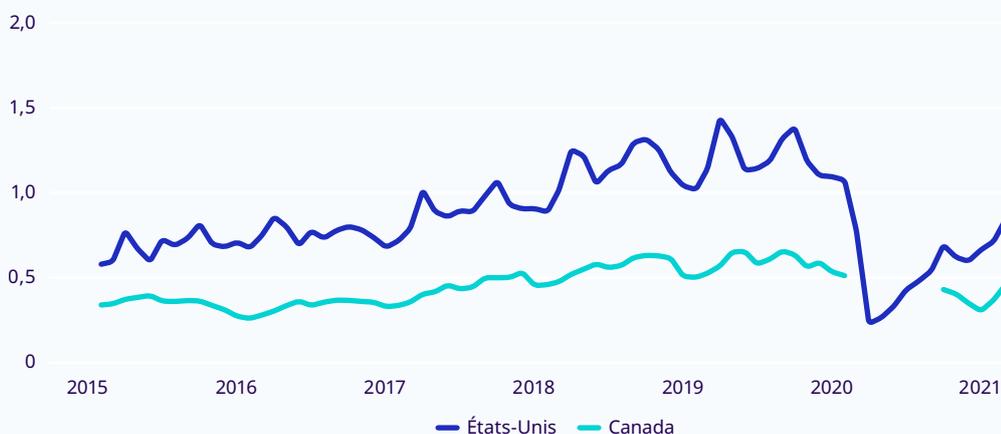
**Le resserrement du marché du travail a atteint des sommets en 2022.** Une fois les restrictions dues à la pandémie levées (dans l'ensemble) au début de 2021, la demande de main-d'œuvre a largement dépassé le nombre de travailleurs disponibles (figure 2.4). Ce problème s'est intensifié au cours des deux dernières années, tant aux États-Unis qu'au Canada. Les États-Unis comptaient plus de deux postes vacants par chômeur à la mi-2022, le Canada n'étant pas loin derrière. Dans de nombreux secteurs de l'économie, les employeurs ont eu du mal à recruter. Ces difficultés ont été particulièrement graves dans certains secteurs, tels que les soins de santé, l'hébergement et la restauration. Après la pandémie, le marché du travail s'est caractérisé par d'importantes réorientations dans l'emploi au sein des secteurs et des professions et entre eux. Bon nombre de ces évolutions sont liées à l'offre, comme le départ des infirmières pour cause d'épuisement au travail ou le changement d'emploi des travailleurs du secteur de l'hébergement et de la restauration à la recherche d'un travail plus décent. Au cours du second semestre de 2022, le nombre de postes vacants a commencé à diminuer à mesure que la croissance ralentissait (US Bureau of Labor Statistics, 2022).

**Les pénuries de compétences en Amérique du Nord ont battu des records depuis une décennie.** Les enquêtes de ManpowerGroup ont constaté qu'elles étaient particulièrement élevées en 2022 aux États-Unis: 74 pour

cent des employeurs ont déclaré avoir des difficultés à trouver le profil dont ils avaient besoin (contre 46 pour cent en 2018) (ManpowerGroup, 2022a). Au Canada, ce chiffre était de 77 pour cent (contre 41 pour cent en 2018), et les employeurs ont cité des difficultés à trouver les bonnes compétences techniques et qualités individuelles (ManpowerGroup, 2022b). Aux États-Unis comme au Canada, les pénuries de compétences étaient fortes dans les secteurs de la construction, de la fabrication et du commerce de gros et de détail, ainsi que dans les secteurs de l'informatique et de la technologie, de l'éducation, de la santé et de l'administration publique au Canada.

**Le vieillissement de la population continuera à limiter la croissance de la population active à long terme.** Les pénuries de main-d'œuvre et de compétences induites par la pandémie à court terme reposent, du moins en partie, sur le ralentissement structurel de la croissance de la population active dû au vieillissement de la population. Un grand nombre de travailleurs de la génération du baby-boom, souvent dans des professions hautement qualifiées, ont atteint l'âge de la retraite et ont quitté la population active, ce qui exerce une pression à la baisse sur la croissance de la population active. Bien que cette évolution dans la structure démographique de la main-d'œuvre s'annonce depuis longtemps, elle exacerbe le problème actuel de pénurie de main-d'œuvre et de compétences. L'immigration, limitée pendant la pandémie, jouera un rôle clé pour stimuler la croissance de la population active à l'avenir, mais les mesures visant à retenir les travailleurs âgés seront essentielles, tout comme celles visant à encourager une plus grande participation au marché du travail des groupes sous-représentés.

► **Figure 2.4. Nombre de postes vacants par personne au chômage**



**Source:** Calculs du BIT à partir des données économiques de la réserve fédérale (Federal Reserve Economic Data – FRED), du bureau des statistiques du travail des États-Unis (US Bureau of Labor Statistics) et de Statistique Canada.

## ► États arabes

**Les économies des États arabes se sont nettement contractées pendant la pandémie et enregistrent, après les répercussions immédiates, un rebond plus lent que de nombreuses autres régions, avec une croissance de seulement 2,5 pour cent en 2021, soit l'un des taux régionaux les plus faibles au monde cette année-là.** La région rattrape désormais son retard, avec une croissance régionale estimée de 6,6 pour cent en 2022 et de 3,9 pour cent prévue pour 2023. La croissance sera portée de manière disproportionnée par les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui bénéficieront de recettes publiques plus élevées grâce à la hausse des cours des hydrocarbures.

**Il existe quelques indicateurs positifs de croissance pour la région.** Des taux élevés de vaccination ont été atteints en 2022, ce qui signifie que les restrictions dues à la pandémie pourraient être levées et donc que le PIB pourrait être stimulé (Banque mondiale, 2022e). La croissance de la région est également soutenue par une performance particulièrement forte de l'Arabie saoudite, grâce à des mesures visant à attirer les investissements privés, à une participation accrue de la main-d'œuvre féminine, à un secteur touristique en expansion et à une gestion proactive des finances publiques (Mati et Rehman, 2022). La diversification économique en cours et le développement plus actif du fonds souverain devraient également renforcer les perspectives à plus long terme du pays.

**Les exportateurs nets de ressources naturelles connaîtront probablement une situation très différente de celle des autres pays de la région.** Les pays exportateurs d'hydrocarbures, comme ceux du CCG, devraient bénéficier de la hausse des prix des produits de base résultant du conflit en Ukraine, même si cela met en évidence la dépendance de la région à l'égard de la production de combustibles fossiles et sa vulnérabilité aux cours mondiaux (Gatti *et al.*, 2022). La tourmente politique et économique qui continue dans la région pèse également sur ses perspectives; par exemple, la situation au Liban limite toujours les investissements étrangers. Les pays qui ont commencé l'année 2022 avec des niveaux d'endettement élevés ont été particulièrement vulnérables aux évolutions mondiales, notamment aux retombées des politiques monétaires. Les dévaluations monétaires dans plusieurs pays font encore augmenter l'inflation. Les groupes démographiques à faible revenu sont les plus vulnérables à la flambée des prix de l'alimentation et de l'énergie et sont donc confrontés aux plus grandes difficultés économiques.

## Tendances du marché du travail dans les États arabes

**Les tendances en termes de nombre total d'heures par semaine traduisent une reprise économique, mais pas encore une reprise complète du marché du travail.** Le nombre total d'heures de travail par semaine exprimé en emplois EPT en 2022 (51 millions) est revenu aux niveaux d'avant la crise (2019) (tableau 2.3), et ce après une baisse de 9 pour cent en 2020 et une augmentation constante depuis. Le nombre total d'heures de travail en emplois EPT reflète le volume de travail dans l'économie et est en corrélation avec la croissance économique. La reprise en termes d'heures de travail a été tirée par les pays non-membres du CCG, qui ont tendance à avoir des revenus par habitant plus faibles et une qualité de travail moins bonne. Par exemple, en 2021, environ 36 pour cent des actifs dans les pays non-membres du CCG étaient des travailleurs pauvres (selon un seuil de pauvreté modérée de 3,10 dollars É.-U. par jour et par habitant en PPA de 2011), contre moins de 1 pour cent dans les pays du CCG. Cela montre, comme observé dans de nombreux pays à l'échelle mondiale, que bien que les personnes occupant un emploi informel et ne disposant pas de filets de sécurité sociale aient été durement touchées par la pandémie, elles n'avaient souvent guère d'autre choix que de trouver des moyens de reprendre un emploi. Le nombre total d'heures par semaine dans les pays du CCG reste inférieur aux niveaux d'avant la crise et ne devrait pas les rattraper avant 2024 environ.

**Le taux de chômage des jeunes reste élevé dans la région, mais la transition vers une économie verte pourrait offrir aux jeunes un éventail de possibilités de travail décent.** En 2022, le taux de chômage total des pays non-membres du CCG était nettement plus élevé, 14,3 pour cent, que celui des pays du CCG, 4,0 pour cent<sup>3</sup>. Les jeunes (15-24 ans) continuent d'être particulièrement touchés par la pandémie dans les pays non-membres du CCG, qui affichaient un taux de chômage des jeunes de 29,8 pour cent en 2022, en baisse par rapport à un pic de 31,3 pour cent en 2020 (voir annexe C, tableau C11), contre un taux de chômage des adultes (25 ans et plus) de 10,3 pour cent en 2022 (après un pic de 10,5 pour cent en 2020). Les taux de NEET dans la région sont également particulièrement élevés (voir le chapitre 1). Compte tenu de la dépendance de la région aux hydrocarbures pour la croissance économique, le potentiel des investissements verts pour stimuler la création d'emplois pour les jeunes

<sup>3</sup> Les taux de chômage dans les pays du CCG sont généralement plus faibles en raison du grand nombre de travailleurs migrants internationaux dans la population active, dont le séjour (c'est-à-dire le visa) est subordonné à l'obtention d'un emploi.

► **Tableau 2.3. Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, États arabes, 2019-2024**

| Région/sous-région | Ratio entre le nombre total d'heures travaillées par semaine et la population âgée de 15 à 64 ans (pourcentages) |      |      |      |      |      | Nombre total d'heures de travail par semaine en emplois EPT (EPT = 48 heures/semaine) (millions) |      |      |      |      |      |
|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
|                    | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| États arabes       | 22,0                                                                                                             | 19,6 | 20,2 | 20,9 | 21,0 | 21,2 | 51                                                                                               | 46   | 48   | 51   | 53   | 54   |
| Non-CCG            | 15,7                                                                                                             | 14,3 | 14,8 | 15,3 | 15,5 | 15,7 | 22                                                                                               | 21   | 22   | 23   | 24   | 26   |
| CCG                | 31,6                                                                                                             | 28,2 | 29,2 | 30,5 | 30,7 | 31,0 | 29                                                                                               | 26   | 26   | 28   | 28   | 29   |
|                    | Ratio emploi-population (pourcentages)                                                                           |      |      |      |      |      | Emploi (millions)                                                                                |      |      |      |      |      |
|                    | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| États arabes       | 46,8                                                                                                             | 45,4 | 45,1 | 45,6 | 45,9 | 46,0 | 54                                                                                               | 54   | 54   | 56   | 58   | 60   |
| Non-CCG            | 35,9                                                                                                             | 34,6 | 34,5 | 35,2 | 35,6 | 35,9 | 26                                                                                               | 25   | 26   | 27   | 29   | 30   |
| CCG                | 64,0                                                                                                             | 63,2 | 63,0 | 63,8 | 64,0 | 64,1 | 29                                                                                               | 28   | 28   | 29   | 29   | 30   |
|                    | Taux de chômage (pourcentages)                                                                                   |      |      |      |      |      | Chômage (millions)                                                                               |      |      |      |      |      |
|                    | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| États arabes       | 8,7                                                                                                              | 10,1 | 9,8  | 9,3  | 9,3  | 9,5  | 5,2                                                                                              | 6,1  | 5,9  | 5,8  | 6,0  | 6,3  |
| Non-CCG            | 13,7                                                                                                             | 14,8 | 14,8 | 14,3 | 14,2 | 14,2 | 4,1                                                                                              | 4,4  | 4,5  | 4,6  | 4,8  | 4,9  |
| CCG                | 3,8                                                                                                              | 5,4  | 4,7  | 4,0  | 4,0  | 4,3  | 1,1                                                                                              | 1,6  | 1,4  | 1,2  | 1,2  | 1,3  |
|                    | Taux d'activité (pourcentages)                                                                                   |      |      |      |      |      | Population active (millions)                                                                     |      |      |      |      |      |
|                    | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| États arabes       | 51,3                                                                                                             | 50,5 | 50,0 | 50,4 | 50,6 | 50,8 | 60                                                                                               | 60   | 60   | 62   | 64   | 66   |
| Non-CCG            | 41,6                                                                                                             | 40,6 | 40,5 | 41,0 | 41,5 | 41,8 | 30                                                                                               | 30   | 31   | 32   | 34   | 35   |
| CCG                | 66,6                                                                                                             | 66,8 | 66,1 | 66,5 | 66,7 | 67,0 | 30                                                                                               | 30   | 29   | 30   | 31   | 31   |

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

est important. Selon les simulations des effets des mesures de politique verte sur l'emploi, plus de 400 000 emplois pourraient être créés pour les jeunes dans les États arabes (OIT, 2022d). Il convient toutefois de noter que moins de 10 pour cent de ces emplois seraient destinés aux jeunes femmes, si l'on en juge par les simulations, ce qui reflète les inégalités de genre persistantes qui entravent les progrès dans la région.

## L'emploi dans la transition juste vers une économie verte dans les États arabes

**Bien que le changement climatique touche tous les pays et territoires, peu d'entre eux sont à la fois de grands émetteurs de GES et susceptibles d'être aussi durement éprouvés que les pays du CCG<sup>4</sup>.** Les hydrocarbures représentent des parts importantes du PIB des pays du CCG (par exemple 59 pour cent au Koweït, 38 pour cent au Qatar et 27 pour cent en Arabie saoudite) (Banque mondiale, 2022e). Dans le même temps, une augmentation de 2 °C des températures mondiales par rapport aux niveaux préindustriels

4 Il convient de noter que les pays non-membres du CCG sont également touchés par les effets du changement climatique et que, pour eux aussi, une transition juste est très importante. Les pays non-membres du CCG sont confrontés à de nombreux défis identiques, mais aussi à des problématiques différentes (notamment le financement vert et le manque de technologies vertes) en ce qui concerne la transition juste.

entraînerait une hausse de 4 à 5 °C des températures de surface dans les pays du CCG (MacDonald, 2022). La température a déjà beaucoup augmenté, ce qui a des répercussions sur la vie quotidienne de milliers de personnes pendant plusieurs mois de l'année. En outre, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite figurent parmi les pays souffrant le plus de stress hydrique dans le monde (Banque mondiale, 2022e). La région est également sujette à l'élévation du niveau des mers et à l'augmentation des chocs liés au changement climatique, notamment la dégradation environnementale et écologique. Tout cela a de lourdes conséquences pour les travailleurs et les entreprises de ces pays.

**Les pays du CCG s'engagent toutefois dans l'idée d'une transition vers une économie verte** (Banque mondiale, 2022e). Il s'agit d'une nécessité dans la perspective d'une diversification de l'économie afin qu'elle soit moins tributaire des hydrocarbures et de la réduction de la contribution des pays au changement climatique. Cette transition vers une économie verte entraînera une transformation importante du marché du travail, notamment une demande de travailleurs et de compétences, ainsi qu'un déplacement des emplois des secteurs traditionnels. Il faut prendre en considération le fait que les États arabes sont une destination majeure pour les travailleurs migrants internationaux. Ils représentaient environ 74 pour cent des actifs en Arabie saoudite au deuxième trimestre de 2022 (GASTAT, 2022), 94 pour cent de l'emploi total au Qatar en 2020 (PSA, 2020) et 85 pour cent de la population active au Koweït en 2018 (de Bel-Air, 2019). Les effets du changement climatique, notamment le stress thermique pour de nombreux migrants qui travaillent en extérieur dans ces pays, sont déjà un facteur qui pousse les travailleurs à partir, mais l'évolution de la structure du marché du travail aura des répercussions sur la demande de ces travailleurs, en particulier pour combler les lacunes en matière de compétences.

**La transition vers une économie verte entraînera inévitablement des pertes d'emplois, mais la demande pour certaines professions et certains ensembles de compétences augmentera.** Si les secteurs d'activité

traditionnels sont délaissés, certains travailleurs perdront leur emploi et devront soit trouver un autre travail exigeant un profil de compétences similaire, soit se requalifier pour les emplois nouvellement créés dans le cadre de la transition (OIT, 2018b). Les compétences requises pour de nombreux emplois dans les secteurs à fortes émissions de carbone peuvent être valables pour des emplois dans des secteurs à faibles émissions tels que la construction, la production d'énergie renouvelable, l'aménagement urbain, la production alimentaire et la gestion de l'eau. Ces emplois devraient inclure à la fois des métiers peu et hautement qualifiés et offrir des possibilités telles que des emplois à revenu élevé pour les jeunes, y compris les jeunes femmes. Pour réaliser ces progrès et atténuer les risques de revers et les coûts de l'ajustement, il convient de mettre au point et d'appliquer dès que possible une stratégie globale et coordonnée qui englobe l'investissement, les compétences et la protection sociale (Banque mondiale, 2022e; OIT, 2022d). Même lorsque les gouvernements disposent de ressources limitées pour investir dans les secteurs verts, il est nécessaire d'inciter et d'encourager les entrepreneurs à mettre en œuvre des technologies et des processus verts ainsi qu'à participer à l'économie circulaire.

**En outre, la notion de transition juste exige que les gouvernements et les autres parties prenantes travaillent ensemble pour soutenir ceux qui seront les perdants de la transition verte.** Cela est particulièrement important pour les nombreux travailleurs en situation vulnérable qui risquent d'être touchés de manière disproportionnée par la transition, notamment les travailleurs informels, les travailleurs peu qualifiés et les travailleurs migrants. La protection sociale est primordiale et il est nécessaire de veiller à ce que les travailleurs qui perdent leur emploi en raison de la transition bénéficient d'une forme de soutien pour faciliter leur réemploi. Dans les pays du CCG, environ 10 pour cent de tous les emplois sont des emplois peu qualifiés et, comme nous l'avons mentionné précédemment, beaucoup de ces pays dépendent fortement des travailleurs migrants, en particulier dans le secteur privé.

## ► Asie et Pacifique

**Les projections de croissance pour la région dans son ensemble ont été revues à la baisse.** La région a enregistré une croissance de 3,9 pour cent en 2022 et devrait connaître une croissance de 4,3 pour cent en 2023, mais ces chiffres masquent des tendances sous-régionales très variables (FMI, 2022b). La croissance en 2022 a été plus lente que prévu, principalement en raison de révisions à la baisse pour l'Asie de l'Est et du Sud (BAsD, 2022a). Comme dans d'autres régions, les projections de croissance modérée sont dues au ralentissement économique

mondial, à l'augmentation des niveaux d'endettement et au recours excessif à des subventions aux produits de base (Banque mondiale, 2022f). La baisse anticipée de la demande mondiale pèse sur la région malgré la reprise des exportations depuis le début de la pandémie de COVID-19. L'appréciation du dollar É.-U. au cours de l'année 2022 a également eu une incidence (FMI, 2022d). Comme dans d'autres régions, l'inflation augmente, notamment en raison des prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires (BAsD, 2022a).

**Le ralentissement en Chine bride les perspectives de croissance dans le reste de l'Asie de l'Est.** La croissance de cette sous-région en 2022 a été révisée à la baisse, à 2,9 pour cent – un chiffre bien inférieur aux 6,7 pour cent estimés en 2021, et une croissance de 3,8 pour cent est projetée pour 2023 (FMI, 2022b). La sous-région constitue un cas à part dans la mesure où, tout au long de la pandémie, elle n'a pas connu de croissance annuelle négative. Le fort ralentissement de la croissance de la Chine, aggravé par des politiques très strictes de gestion du COVID-19 en 2022, a planté le décor pour le reste de la région (FMI, 2022d). Les importantes sorties de capitaux et les moins-values dans certains pays en raison de la hausse des taux d'intérêt dans d'autres régions ont augmenté le poids de la dette, ce qui constitue un problème dans la région, car de nombreux pays avaient déjà des niveaux d'endettement élevés avant la pandémie (Banque mondiale, 2022f). Les subventions à l'énergie et à l'alimentation réduisent la capacité des gouvernements à dépenser pour des services de base propices à la croissance, tels que la santé, les infrastructures et l'éducation (Banque mondiale, 2022f).

**L'Asie du Sud-Est et le Pacifique sont fortement tributaires du commerce avec la Chine, de sorte que le ralentissement économique dans ce pays constitue une menace pour leurs perspectives de croissance en 2023** (Banque mondiale, 2022f). Les hausses spectaculaires des prix des produits de base auront tendance à frapper plus durement les importateurs de ces produits, tandis que les exportateurs nets tels que l'Indonésie et la Malaisie seront davantage protégés (Banque mondiale, 2022f). La conjoncture économique difficile liée à l'inflation des prix des produits de base continue de peser sur le Myanmar, tout comme la crise politique et le conflit (OIT, 2022e). Les plus fortes croissances en 2022 ont été observées aux Philippines, en Malaisie et au Viet Nam. En Thaïlande, l'indispensable économie du tourisme peine à se redresser pour plusieurs raisons (notamment les effets des politiques «zéro COVID» en Chine et le conflit en Ukraine) sur ses plus grands marchés, et souffre des restrictions à l'immigration liées au COVID-19 (Banque mondiale, 2022f). Dans le Pacifique, le nombre de touristes devrait remonter et soutenir la croissance des nations dépendantes du tourisme, telles que les Fidji, les Îles Cook et les Palaos (BASD, 2022b).

**L'Asie du Sud a connu la plus forte croissance de la région et enregistré certains des chiffres régionaux les plus élevés au monde: 6,0 pour cent en 2022 et 5,3 pour cent prévus pour 2023** (FMI, 2022b). Les exportations de services de la sous-région sont en augmentation et devraient avoir contribué positivement à la croissance en 2022 et le faire à nouveau en 2023 (Banque mondiale, 2022g). Le secteur des services numériques affiche des résultats particulièrement bons, alors que des secteurs comme le tourisme et la construction n'ont pas retrouvé

leurs niveaux antérieurs à la pandémie dans la majeure partie de la sous-région (Banque mondiale, 2022h). Les projections de croissance initialement élevées pour l'Inde ont été revues à la baisse et pourraient l'être encore, compte tenu de la dégradation des conditions mondiales et d'un resserrement monétaire plus rapide que prévu (FMI, 2022d). La consommation des ménages sera freinée par la lenteur de la reprise du marché du travail et par une inflation élevée (Banque mondiale, 2022g).

**L'Asie du Sud a peu de liens directs avec la Fédération de Russie et l'Ukraine, mais elle est très vulnérable à la hausse des cours mondiaux des produits de base que le conflit a entraînée** (Banque mondiale, 2022h). La croissance du PIB en 2022 a été révisée à la baisse d'environ 2 points de pourcentage depuis le début du conflit, en raison de l'inflation et de la dégradation des finances publiques. Les perspectives de croissance étaient déjà «inégalement et fragiles» et tous les chiffres ont fini par être revus à la baisse. Les pressions économiques mondiales résultant du conflit en Ukraine devraient nuire aux finances publiques et à l'inflation nationale dans la sous-région. Sri Lanka est un exemple extrême, puisque le pays est déjà incapable de payer la facture des importations (Banque mondiale, 2022h). Plusieurs pays, comme le Bangladesh, sont fortement tributaires des exportations vers l'Europe, et la baisse de la demande de ces biens réduit les perspectives de croissance dans la sous-région. Les inégalités se creusent dans les pays et entre eux, et la reprise après la pandémie a été très inégale. Les travailleurs les mieux rémunérés sont beaucoup plus susceptibles d'avoir repris le travail que les travailleurs migrants moins qualifiés (Banque mondiale, 2022h). Les récents prix élevés et instables de l'énergie ont montré à quel point la région est vulnérable en ce qui concerne les importations d'énergie; il est clairement nécessaire qu'elle devienne moins dépendante de ces importations (OIT, 2022f). Par ailleurs, la région reste très vulnérable aux catastrophes naturelles, par exemple dans les plaines inondables du Pakistan et du Bangladesh. Des pays comme le Pakistan sont également de plus en plus freinés par des niveaux très élevés de subventions à l'énergie, qui pèsent lourdement sur les finances publiques et ne permettent pas de réduire effectivement la pauvreté (Banque mondiale, 2022g).

## Tendances du marché du travail en Asie et dans le Pacifique

**Le retard pris par l'Asie de l'Est dans le redressement de son marché du travail pèse sur la reprise globale de la région**<sup>5</sup>. L'emploi total en Asie et dans le Pacifique a augmenté de 30 millions entre 2021 et 2022 (tableau 2.4). Le ratio emploi-population de 56,2 pour cent en 2022

5 Voir OIT (2022f) pour une analyse plus approfondie de la situation et des perspectives du marché du travail.

► **Tableau 2.4. Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, Asie et Pacifique, 2019-2024**

| Région/sous-région | Ratio entre le nombre total d'heures travaillées par semaine et la population âgée de 15 à 64 ans (pourcentages) |      |      |      |      |      | Nombre total d'heures de travail par semaine en emplois EPT (EPT = 48 heures/semaine) (millions) |       |       |       |       |       |
|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
|                    | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  |
| Asie et Pacifique  | 29,1                                                                                                             | 26,8 | 28,2 | 28,6 | 28,6 | 28,6 | 1 761                                                                                            | 1 630 | 1 725 | 1 764 | 1 773 | 1 790 |
| Asie de l'Est      | 34,9                                                                                                             | 33,6 | 35,2 | 34,8 | 34,8 | 34,8 | 834                                                                                              | 800   | 836   | 825   | 823   | 823   |
| Asie du Sud-Est    | 29,4                                                                                                             | 27,1 | 27,3 | 28,6 | 28,5 | 28,7 | 274                                                                                              | 256   | 260   | 274   | 276   | 280   |
| Asie du Sud        | 23,9                                                                                                             | 20,7 | 22,4 | 23,4 | 23,4 | 23,5 | 638                                                                                              | 561   | 615   | 651   | 660   | 672   |
| Îles du Pacifique  | 24,8                                                                                                             | 23,9 | 24,2 | 24,8 | 24,4 | 24,5 | 14                                                                                               | 14    | 14    | 15    | 15    | 15    |
|                    | Ratio emploi-population (pourcentages)                                                                           |      |      |      |      |      | Emploi (millions)                                                                                |       |       |       |       |       |
|                    | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  |
| Asie et Pacifique  | 56,9                                                                                                             | 54,5 | 55,8 | 56,2 | 56,0 | 55,9 | 1 874                                                                                            | 1 817 | 1 880 | 1 910 | 1 925 | 1 940 |
| Asie de l'Est      | 63,9                                                                                                             | 61,6 | 63,6 | 63,3 | 63,0 | 62,6 | 875                                                                                              | 847   | 879   | 878   | 877   | 877   |
| Asie du Sud-Est    | 65,6                                                                                                             | 63,8 | 63,4 | 64,2 | 64,4 | 64,4 | 325                                                                                              | 320   | 323   | 330   | 335   | 339   |
| Asie du Sud        | 46,8                                                                                                             | 44,3 | 45,6 | 46,5 | 46,5 | 46,5 | 655                                                                                              | 630   | 659   | 681   | 692   | 703   |
| Îles du Pacifique  | 60,0                                                                                                             | 58,6 | 59,8 | 60,8 | 60,3 | 60,0 | 20                                                                                               | 20    | 20    | 21    | 21    | 21    |
|                    | Taux de chômage (pourcentages)                                                                                   |      |      |      |      |      | Chômage (millions)                                                                               |       |       |       |       |       |
|                    | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  |
| Asie et Pacifique  | 4,7                                                                                                              | 6,1  | 5,2  | 5,2  | 5,1  | 5,1  | 93,1                                                                                             | 117,7 | 104,0 | 104,8 | 103,7 | 104,5 |
| Asie de l'Est      | 4,3                                                                                                              | 4,8  | 4,4  | 4,6  | 4,4  | 4,3  | 39,5                                                                                             | 42,3  | 40,1  | 42,5  | 40,4  | 39,7  |
| Asie du Sud-Est    | 2,4                                                                                                              | 3,0  | 2,9  | 2,6  | 2,4  | 2,6  | 8,0                                                                                              | 9,9   | 9,5   | 8,7   | 8,4   | 8,9   |
| Asie du Sud        | 6,4                                                                                                              | 9,3  | 7,5  | 7,2  | 7,2  | 7,3  | 44,6                                                                                             | 64,4  | 53,4  | 52,8  | 54,1  | 55,1  |
| Îles du Pacifique  | 4,6                                                                                                              | 5,6  | 4,6  | 3,6  | 3,4  | 3,4  | 1,0                                                                                              | 1,2   | 1,0   | 0,8   | 0,8   | 0,7   |
|                    | Taux d'activité (pourcentages)                                                                                   |      |      |      |      |      | Population active (millions)                                                                     |       |       |       |       |       |
|                    | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  |
| Asie et Pacifique  | 59,7                                                                                                             | 58,0 | 58,9 | 59,2 | 59,1 | 58,9 | 1 967                                                                                            | 1 934 | 1 984 | 2 015 | 2 029 | 2 045 |
| Asie de l'Est      | 66,8                                                                                                             | 64,7 | 66,5 | 66,4 | 65,9 | 65,5 | 914                                                                                              | 889   | 919   | 921   | 917   | 916   |
| Asie du Sud-Est    | 67,2                                                                                                             | 65,7 | 65,3 | 65,9 | 66,0 | 66,1 | 333                                                                                              | 330   | 332   | 339   | 343   | 348   |
| Asie du Sud        | 50,0                                                                                                             | 48,8 | 49,3 | 50,1 | 50,2 | 50,2 | 699                                                                                              | 694   | 712   | 734   | 747   | 758   |
| Îles du Pacifique  | 62,9                                                                                                             | 62,1 | 62,7 | 63,0 | 62,4 | 62,1 | 21                                                                                               | 21    | 21    | 22    | 22    | 22    |

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

est resté inférieur au niveau de 2019 (56,9 pour cent). La lenteur de la reprise de l'emploi est en partie imputable aux évolutions en Asie de l'Est. Les politiques restrictives d'endiguement du COVID-19 menées par la Chine ont eu d'importantes répercussions sur le marché du travail de la sous-région et sur celui de l'ensemble de la région, malgré le maintien d'une croissance économique positive tout au long de la pandémie. L'Asie de l'Est représente une part négligeable de la croissance totale de l'emploi de la région entre 2021 et 2022, alors qu'elle comptait 46 pour cent de

l'emploi total en 2022. L'Asie du Sud est à l'origine de la plus grande part (74 pour cent) de la reprise de l'emploi total en 2022; celle-ci concerne principalement les adultes, la reprise étant plus lente pour les jeunes (voir chapitre 1 et annexe C, tableau C15).

**Le nombre total d'heures de travail par personne reste inférieur aux niveaux antérieurs à la pandémie.** En Asie et dans le Pacifique, le nombre total des heures de travail en termes d'EPT est estimé à 1 764 millions en 2022. Cela

marque un retour aux niveaux de 2019 et reflète la reprise économique. Dans le même temps, le nombre d'heures hebdomadaires par personne âgée de 15 à 64 ans, de 28,6, reste inférieur au niveau antérieur à la pandémie, qui était de 29,1. Il semble donc, comme dans de nombreuses autres régions, que la croissance de l'emploi dans le cadre de la reprise du marché du travail s'explique par un moindre nombre d'heures travaillées, ce qui peut correspondre à davantage de sous-emploi lié au temps de travail, d'emploi temporaire et d'emploi à temps partiel. La croissance de l'emploi de mauvaise qualité est probable dans une région où le chômage est relativement faible – 5,2 pour cent en 2022 – alors qu'environ 15,7 pour cent de la population active totale en 2021, soit 294 millions de personnes, étaient en situation de pauvreté au travail correspondant à un seuil de pauvreté modérée de 3,10 dollars É.-U. par jour (PPA de 2011 par habitant).

**Il est essentiel de mettre davantage l'accent sur l'élargissement de la protection sociale pour les travailleurs informels et pour être capable de résister aux futurs chocs économiques.** L'emploi dans la région se caractérise par des déficits de travail décent, puisque la croissance économique ne s'est pas accompagnée d'améliorations correspondantes en matière de travail décent (OIT, 2022f). Près des deux tiers (65,6 pour cent) de l'emploi total de la région étaient des emplois informels en 2022. Comme dans d'autres régions, les personnes occupant un emploi informel étaient particulièrement vulnérables pendant les années de pandémie de 2020 et 2021, étant donné leur manque d'accès à la protection sociale. Aussi, de nombreux gouvernements de la région ont cherché à étendre l'aide sociale pendant cette période, dans l'objectif de combler les lacunes sur le long terme (OIT, 2020a). Ces mesures ont notamment consisté à étendre la protection sociale aux travailleurs informels (OIT, 2020a). Néanmoins, la marge de manœuvre budgétaire limitée pourrait compromettre les progrès à cet égard à moyen terme (OIT, 2022f).

## Pénurie persistante de travailleurs migrants dans les pays de destination de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)

**La pandémie de COVID-19 a fortement perturbé les migrations de main-d'œuvre dans la région, ce qui a eu des répercussions sur les moyens de subsistance dans les pays d'origine et de destination** (OIT, à paraître). Pour les pays d'origine nets, l'emploi à l'étranger est une source importante de moyens de subsistance pour les travailleurs

eux-mêmes et pour leurs familles et personnes à charge restées dans leur pays d'origine, notamment par le biais des transferts de fonds. La pandémie a provoqué un net recul des déploiements de travailleurs migrants internationaux (figure 2.5) ainsi qu'une augmentation du nombre de migrants rentrant chez eux (ADBI, OCDE et OIT, 2022). Le stock de travailleurs migrants internationaux a donc nettement diminué dans plusieurs pays (OIT, à paraître). Pour beaucoup de travailleurs migrants, le manque d'accès à la protection sociale ou à d'autres mesures de soutien (y compris financières) – dont la plupart ne sont accessibles qu'aux nationaux – n'a guère laissé d'autre choix que de rentrer chez eux<sup>6</sup>. Bon nombre de ces travailleurs sont faiblement rémunérés et disposent d'un faible niveau d'épargne et de résilience économique pour subvenir à leurs besoins et à ceux des personnes à leur charge pendant de longues périodes de perturbation.

**Dans les pays de destination, comme le Brunéi Darussalam, la Malaisie, la Thaïlande et Singapour, qui dépendent beaucoup des travailleurs migrants, les entreprises peinent encore à répondre à leurs besoins de main-d'œuvre.** Avant le début de la pandémie (en 2019), les travailleurs migrants internationaux représentaient près de 40 pour cent des actifs à Singapour, 37 pour cent au Brunéi Darussalam, 14 pour cent en Malaisie et 7 pour cent en Thaïlande (OIT, à paraître). Malgré la réouverture des frontières et la fin des restrictions de voyage dues au COVID-19, les gouvernements n'ont pas complètement rouvert les voies de migration de main-d'œuvre aux niveaux d'avant la pandémie. Les pénuries de main-d'œuvre qui en résultent dans les secteurs fortement tributaires des travailleurs migrants ont poussé les organisations sectorielles et le secteur privé à faire pression sur leur gouvernement afin qu'il s'attaque au problème en facilitant l'entrée des travailleurs migrants, en régularisant le statut irrégulier des travailleurs migrants (par exemple en Thaïlande) et en établissant des protocoles d'accord avec d'autres pays pour encourager l'afflux de travailleurs migrants (OIT, à paraître). Malgré ces efforts, de nombreuses organisations sectorielles faisaient encore état, à la fin de l'année 2022, d'importantes pénuries de main-d'œuvre en raison du manque de travailleurs migrants, notamment dans les plantations de caoutchouc en Malaisie et dans de multiples secteurs en Thaïlande, tels que la construction et les activités de fabrication.

**Les gouvernements considèrent la migration de main-d'œuvre comme nécessaire à la reprise de la production dans les secteurs dépendant des migrants. La reprise de la croissance économique est quant à elle un facteur essentiel qui détermine les caractéristiques et l'ampleur de la migration de main-d'œuvre en Asie du**

<sup>6</sup> Ce ne sont là que quelques-unes des difficultés auxquelles les travailleurs migrants ont été confrontés et qui ont influé sur leur décision et leur capacité à rester dans un pays. D'autres problèmes étaient liés au dépistage et à l'accès aux soins, aux contraintes de logement et au paiement des salaires (OIT, 2020b; ADBI, OCDE et OIT, 2022).

► **Figure 2.5. Flux sortants de travailleurs migrants en situation régulière, dans certains États membres de l'ASEAN, 2010-2020 (milliers)**



Source: OIT (à paraître).

**Sud-Est.** En Malaisie, par exemple, les travailleurs migrants représentent plus de 30 pour cent de l'emploi total dans le secteur agricole. À Singapour, plus de 60 pour cent des travailleurs du secteur industriel sont des migrants, et 56 pour cent au Brunéi Darussalam (OIT, à paraître). Les secteurs à forte densité de travailleurs migrants sont notamment l'industrie manufacturière, la construction, l'hébergement et la restauration, ainsi que le travail domestique. En Malaisie, au milieu de l'année 2022, les fabricants affirmaient manquer d'environ 600 000 travailleurs, la construction avait besoin de 550 000 travailleurs supplémentaires, l'industrie de l'huile de palme faisait état d'une pénurie de 120 000 travailleurs, et les fabricants de puces électroniques

manquaient de 15 000 travailleurs (Lee, Latiff et Chu, 2022). En Thaïlande, les entreprises ont fait pression sur le gouvernement à propos de la pénurie de main-d'œuvre dans des secteurs tels que l'agriculture, la construction, l'hôtellerie et la confection (Charoensuthipan, 2022). À Singapour, les secteurs de la construction et de la transformation sont parmi ceux qui ont été cités comme ayant particulièrement besoin de main-d'œuvre migrante (Heijmans, 2022). Il convient de noter que les droits du travail et les droits humains des migrants ne peuvent être négligés, non seulement pour le bien des travailleurs concernés, mais aussi pour garantir l'existence de règles du jeu équitables permettant au marché du travail de fonctionner plus efficacement.

## ► Europe et Asie centrale

**Après une forte reprise au sortir de la pandémie en 2021, avec une croissance de 5,9 pour cent, l'économie de la région a progressé de 1,9 pour cent en 2022 et devrait ralentir à 0,7 pour cent en 2023.** Une croissance annuelle très modeste est attendue à moyen terme. La situation évolue rapidement et, selon certaines estimations, la contraction en 2022 a été encore plus importante (Banque mondiale, 2022i).

**La croissance en 2022 et 2023 a été et sera nettement inférieure aux projections précédentes, en raison du conflit en Ukraine et de ses retombées économiques et politiques** (Banque mondiale, 2022i). Les différends géopolitiques continuent de faire des ravages dans la région. Le conflit en Ukraine et le resserrement de la politique monétaire pour tenter de juguler l'inflation ont fini par nettement détériorer les conditions économiques, avec des effets d'entraînement en cascade (par exemple l'augmentation des flux migratoires et la baisse de la production manufacturière résultant des perturbations des chaînes d'approvisionnement et des prix record de l'énergie, qui ont été aggravés par les restrictions au commerce européen avec la Fédération de Russie ainsi que par les ruptures d'approvisionnement par la Fédération de Russie). L'inflation en Europe reste élevée et fait peser des risques considérables sur le pouvoir d'achat des ménages; en Asie centrale, la plupart des économies sont confrontées à des hausses de prix à deux chiffres. Certains pays ont mis en place des restrictions à la consommation d'électricité.

**On observe une forte hétérogénéité de la croissance du PIB en Europe et en Asie centrale.** Les répercussions du conflit, le ralentissement mondial et la hausse des prix touchent les pays de la région à des degrés différents. Selon les estimations, la croissance en 2022 a été de l'ordre de 3,1 pour cent en Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud (FMI, 2022b), alors que le PIB devrait s'être contracté en

Europe de l'Est, en grande partie parce que la croissance du PIB de la Fédération de Russie aurait chuté de plus de 3 pour cent en 2022 (FMI, 2022b). Les perspectives économiques de certaines économies d'Asie centrale devaient s'améliorer à partir du second semestre de 2022 (BERD, 2022). Plusieurs pays de la sous-région bénéficient de la délocalisation d'entreprises privées de la Fédération de Russie et de l'Ukraine. Les monnaies se sont largement stabilisées aux niveaux antérieurs au conflit, l'immobilier est en plein essor dans les grandes villes, et le rôle de certains pays en tant que réexportateurs de marchandises en provenance de Chine est en expansion. Les pays exportateurs de pétrole tels que le Kazakhstan et le Turkménistan profitent de la hausse des cours du pétrole.

**Les fortes hausses des cours de l'énergie exercent beaucoup de pression sur les branches d'activité énergivores en Europe.** Avec des prix élevés dans l'Union européenne (UE), les secteurs énergivores sont touchés de manière démesurée (Hollinger *et al.*, 2022). Par exemple, l'industrie manufacturière en Espagne, qui emploie environ 2,5 millions de personnes et représente 11 pour cent du PIB, consomme environ un quart du gaz et de l'électricité utilisés dans le pays (INE, 2022). La situation oblige les entreprises à essayer de réduire la consommation d'énergie lorsque cela est possible, par exemple en réaménageant leurs activités, mais les leviers pour ce faire peuvent être limités – comme observé dans les mesures d'adaptation à la pandémie (Stemmler, 2022). Certains pays de l'UE interviennent pour apporter un soutien financier aux secteurs à forte consommation d'énergie. Par exemple, en juillet 2022, l'Allemagne a lancé un fonds de 5 milliards d'euros pour soutenir ses industries les plus exposées, telles que les produits chimiques, le verre et les métaux (BMWK, 2022); toutefois, le niveau de soutien nécessaire pour amortir l'impact total n'est pas durable.

### **L'effet de la crise des prix de l'énergie sur l'emploi en Europe n'est pas encore connu.**

Bien que les secteurs énergivores n'emploient directement qu'un faible pourcentage de travailleurs dans l'UE (environ 3,2 millions de personnes au total, soit 1,6 pour cent des actifs occupés dans l'UE-27), environ 15 pour cent des travailleurs de la région sont employés dans le secteur industriel dans son ensemble (de Bruyn *et al.*, 2020). Tout déclin de la compétitivité et de l'emploi industriel aura probablement des répercussions dans la région, que ce soit par l'affaiblissement des assises macroéconomiques, la chute de la confiance des investisseurs ou la hausse des prix des intrants. En théorie, l'envolée des cours de l'énergie devrait contribuer à accélérer la transition vers une économie à faible émission de carbone en Europe, en rendant plus urgent l'abandon des combustibles fossiles et en améliorant la viabilité relative des sources d'énergie et des technologies à faible émission de carbone. Dans le même temps, il existe d'autres dimensions, telles que la suppression de la demande venant des ménages contraints de dépenser plus en énergie, avec des incidences ultérieures sur l'emploi dans différents secteurs.

### **À long terme, le choc des prix de l'énergie pourrait se traduire par davantage de possibilités de création d'emplois dans les secteurs émergents à faible intensité de carbone.**

Dans l'intervalle, l'incertitude et l'affaiblissement macroéconomique pourraient avoir pour effet de réduire les investissements dans l'économie verte, du moins à court terme. Étant donné que les finances publiques en Europe sont fragilisées, les gouvernements seront sous pression pour faire des économies et réorienter les budgets vers d'autres secteurs, qui peuvent inclure les fournisseurs d'énergie propre. Plusieurs pays, comme l'Allemagne, ont par ailleurs relancé l'utilisation du charbon dans l'industrie et la production d'électricité, bien qu'avec l'intention qu'elle ne soit que temporaire et à petite échelle (Commission européenne, 2022). Tout retour en arrière ou toute dilution des engagements précédents en faveur de l'économie verte représentent un risque pour l'emploi en Europe, même si les possibilités de se concentrer sur une reprise verte seront toujours présentes. L'effet net des prix de l'énergie sur l'emploi en Europe est un sujet d'actualité qu'il conviendra de suivre au cours de l'année à venir.

## **Tendances du marché du travail en Europe et en Asie centrale**

**La croissance divergente de l'emploi en 2022 est le reflet de la situation économique.** À l'exception de l'Europe de l'Est, la région a connu une croissance relativement forte de l'emploi en 2021, au sortir de la pandémie (tableau 2.5). Cette tendance s'est poursuivie en 2022, la région dans son ensemble voyant l'emploi augmenter de 1,6 pour cent. Ces chiffres masquent cependant de grandes différences intrarégionales: l'Asie centrale et occidentale est en tête

avec une croissance de l'emploi de 3,4 pour cent, contre un recul d'environ 0,7 pour cent en Europe de l'Est et un gain de 2,4 pour cent en Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud. Parallèlement, le chômage dans la région devrait diminuer nettement, de plus de 3 millions de personnes, ce qui équivaut à une baisse de 0,7 point de pourcentage du taux de chômage.

### **Les conséquences de l'agression de la Fédération de Russie en Ukraine sont déjà évidentes et on n'en connaît pas encore tous les effets sur le marché du travail de la région.**

En octobre 2022, l'OIT estimait que 2,4 millions d'emplois avaient été perdus dans la seule Ukraine (OIT, 2022g). Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) fait état de plus de 7 millions de réfugiés ukrainiens en Europe en octobre 2022, dont 1,4 million en Pologne et 800 000 en Allemagne (HCR, 2022). Les répercussions de ces afflux de réfugiés sur les marchés du travail nationaux, les systèmes d'assurance sociale et les services publics – notamment dans les pays voisins comme la Hongrie, la Pologne, la République de Moldova, la Roumanie et la Slovaquie – ne sont pas encore clairement mesurées (OIT, 2022h). Pour les jeunes, la sous-utilisation de la main-d'œuvre causée par la pandémie et les retombées du conflit en Ukraine aggravent le risque que nombre d'entre eux soient marqués par de multiples périodes d'inactivité et d'incertitude; les lacunes en matière d'expérience et la perte de compétences augmenteront les risques de chômage et de sous-emploi à long terme (Banque mondiale, 2022j).

### **Des facteurs économiques complexes et contradictoires en Asie centrale détermineront les perspectives du marché du travail de la sous-région en 2023.**

Plusieurs pays d'Asie centrale ont retiré des avantages paradoxaux à court terme des événements en Ukraine, par exemple grâce à une envolée des recettes d'exportation d'hydrocarbures. Les envois de fonds en provenance de la Fédération de Russie ont également augmenté au cours du premier semestre de 2022, jusqu'à 96 pour cent par rapport à la même période de 2021 en Ouzbékistan, en raison d'une forte demande de travailleurs migrants et d'une appréciation de 30 pour cent du rouble (Warren, 2022). Un grand nombre de propriétaires d'entreprises de la Fédération de Russie et du Bélarus ont cherché à délocaliser leurs activités dans des pays tels que le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, ce qui a favorisé une forte croissance du secteur privé dans ces pays (Warren, 2022). Cependant, les perspectives économiques de la Fédération de Russie semblent faibles et très instables. Cela devrait se traduire par de moindres perspectives d'emploi en Asie centrale, compte tenu des liens étroits de la sous-région avec la Fédération de Russie en matière de commerce et de migration de main-d'œuvre.

**La forte incertitude au regard des perspectives économiques de la région devrait persister.** Les prévisions pour la région sont très incertaines en raison de la situation dynamique, évolutive et instable du conflit en Ukraine et

► **Tableau 2.5. Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, Europe et Asie centrale, 2019-2024**

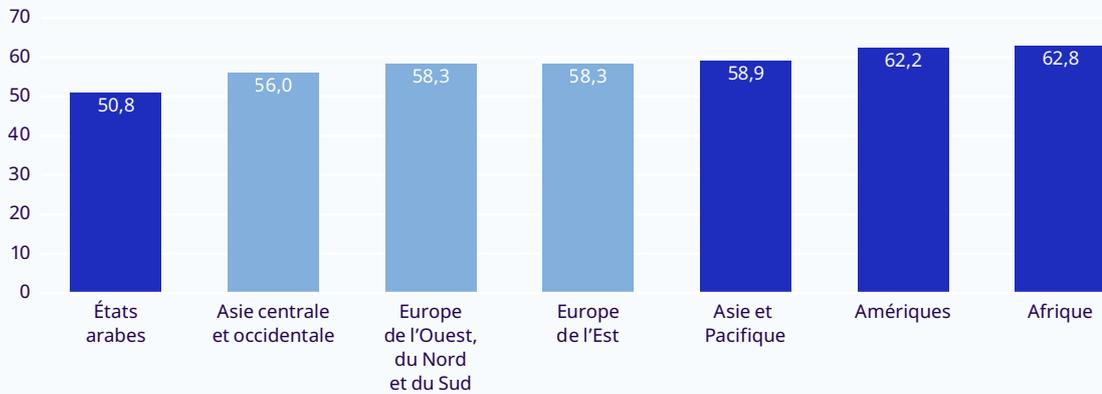
| Région/sous-région                   | Ratio entre le nombre total d'heures travaillées par semaine et la population âgée de 15 à 64 ans (pourcentages) |      |      |      |      |      | Nombre total d'heures de travail par semaine en emplois EPT (EPT = 48 heures/semaine) (millions) |      |      |      |      |      |
|--------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
|                                      | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Europe et Asie centrale              | 25,8                                                                                                             | 23,8 | 25,1 | 25,4 | 25,4 | 25,5 | 327                                                                                              | 301  | 317  | 320  | 320  | 320  |
| Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud | 26,1                                                                                                             | 23,9 | 25,3 | 26,2 | 26,0 | 26,1 | 158                                                                                              | 145  | 153  | 158  | 156  | 156  |
| Europe de l'Est                      | 26,9                                                                                                             | 25,5 | 26,3 | 25,1 | 25,5 | 25,6 | 110                                                                                              | 103  | 106  | 100  | 101  | 101  |
| Asie centrale et occidentale         | 23,5                                                                                                             | 20,8 | 22,6 | 24,0 | 23,9 | 24,0 | 59                                                                                               | 53   | 58   | 62   | 63   | 63   |
|                                      | Ratio emploi-population (pourcentages)                                                                           |      |      |      |      |      | Emploi (millions)                                                                                |      |      |      |      |      |
|                                      | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Europe et Asie centrale              | 54,5                                                                                                             | 53,4 | 53,9 | 54,7 | 54,5 | 54,2 | 416                                                                                              | 408  | 412  | 419  | 418  | 417  |
| Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud | 54,4                                                                                                             | 53,4 | 53,7 | 54,9 | 54,6 | 54,4 | 208                                                                                              | 205  | 206  | 211  | 211  | 211  |
| Europe de l'Est                      | 56,6                                                                                                             | 55,7 | 56,1 | 56,0 | 55,8 | 55,3 | 139                                                                                              | 136  | 136  | 135  | 134  | 133  |
| Asie centrale et occidentale         | 51,2                                                                                                             | 49,5 | 50,8 | 51,9 | 51,8 | 51,6 | 69                                                                                               | 67   | 70   | 72   | 73   | 73   |
|                                      | Taux de chômage (pourcentages)                                                                                   |      |      |      |      |      | Chômage (millions)                                                                               |      |      |      |      |      |
|                                      | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Europe et Asie centrale              | 6,6                                                                                                              | 7,0  | 6,9  | 6,1  | 6,3  | 6,3  | 29,4                                                                                             | 30,9 | 30,4 | 27,3 | 28,2 | 28,2 |
| Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud | 6,9                                                                                                              | 7,3  | 7,3  | 6,3  | 6,6  | 6,6  | 15,5                                                                                             | 16,2 | 16,3 | 14,2 | 14,9 | 14,8 |
| Europe de l'Est                      | 4,7                                                                                                              | 5,6  | 5,2  | 5,0  | 5,1  | 5,1  | 6,9                                                                                              | 8,0  | 7,5  | 7,1  | 7,1  | 7,2  |
| Asie centrale et occidentale         | 9,2                                                                                                              | 9,0  | 8,7  | 7,7  | 7,8  | 7,8  | 7,0                                                                                              | 6,7  | 6,6  | 6,0  | 6,1  | 6,2  |
|                                      | Taux d'activité (pourcentages)                                                                                   |      |      |      |      |      | Population active (millions)                                                                     |      |      |      |      |      |
|                                      | 2019                                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2019                                                                                             | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Europe et Asie centrale              | 58,4                                                                                                             | 57,5 | 57,9 | 58,3 | 58,1 | 57,8 | 445                                                                                              | 439  | 443  | 446  | 446  | 445  |
| Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud | 58,5                                                                                                             | 57,6 | 57,9 | 58,6 | 58,5 | 58,3 | 224                                                                                              | 221  | 223  | 226  | 226  | 225  |
| Europe de l'Est                      | 59,4                                                                                                             | 59,0 | 59,2 | 59,0 | 58,8 | 58,3 | 145                                                                                              | 144  | 144  | 142  | 141  | 140  |
| Asie centrale et occidentale         | 56,4                                                                                                             | 54,4 | 55,6 | 56,2 | 56,1 | 56,0 | 76                                                                                               | 74   | 76   | 78   | 79   | 80   |

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

de ses conséquences. D'importantes questions subsistent également quant à l'incidence des sanctions imposées à la Fédération de Russie et à leur effet sur les pays voisins. D'ores et déjà, le rationnement de l'énergie a des répercussions négatives sur des secteurs clés et constituera, toutes choses égales par ailleurs, un frein important à la croissance en 2023. Bien qu'il soit trop tôt pour déterminer si les pressions inflationnistes s'atténueront au début de

2023, les disparités importantes au sein de la région perdureront. Des améliorations modestes des prévisions de PIB sont attendues en Europe de l'Est et en Asie centrale et occidentale. En 2023, le PIB de la Fédération de Russie devrait diminuer de 3,5 pour cent, mais pas autant qu'en 2022. La croissance dans la zone euro dépassera à peine 1 pour cent, freinée par la hausse des coûts de l'énergie et la baisse de la demande extérieure, qui devrait être

► **Figure 2.6. Projection des taux d'activité par région et sous-région (selon la classification de l'OIT), 2024 (pourcentages)**



Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022. Voir également le tableau 2.2.

particulièrement forte dans les grandes économies comme l'Allemagne et l'Italie.

**Le chômage devrait continuer à augmenter de façon marginale.** Face à l'incertitude généralisée et à la détérioration de la croissance économique, les niveaux et les taux de chômage devraient avoir tendance à augmenter en 2023 et 2024. En Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud, le taux de chômage devrait augmenter légèrement pour atteindre 6,6 pour cent en 2023 et rester à ce niveau en 2024. Dans les autres sous-régions, le taux de chômage augmentera à des degrés divers. En Europe de l'Est, il devrait augmenter légèrement pour atteindre 5,0 pour cent en 2024, soit plus que son niveau antérieur à la pandémie de 4,7 pour cent. En Asie centrale et occidentale également, le chômage devrait augmenter légèrement en 2023 et 2024, pour atteindre 7,8 pour cent, ce qui reste nettement inférieur à son taux de 9,2 pour cent en 2019.

## Le grand défi de la croissance de la population active dans la région

**La baisse des taux d'activité explique en partie l'amélioration du taux de chômage**<sup>7</sup>. Le fait que la situation en matière de chômage dans la région reste raisonnablement bonne par rapport à la situation économique peut s'expliquer en partie par la baisse des taux d'activité dans un

contexte de vieillissement de la population. Entre 2019 et 2024, le taux d'activité en Europe et en Asie centrale devrait avoir baissé de 0,5 point de pourcentage; dans les sous-régions de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale et occidentale, la participation au marché du travail diminuera de pas moins de 1,1 et 0,5 point de pourcentage, respectivement. Cette évolution a une incidence pour les entreprises en particulier, car la baisse du taux de chômage global peut parfois laisser entendre que des emplois sont créés et que l'activité économique est en expansion, mais la baisse du chômage couplée à la diminution de la population active signifie qu'il y aura probablement plus d'inadéquation des compétences et que les entreprises auront du mal à trouver la main-d'œuvre et les compétences dont elles ont besoin pour leurs activités, ce qui peut entraîner une rétention d'effectifs (Colijn et Biehl, 2022)<sup>8</sup>.

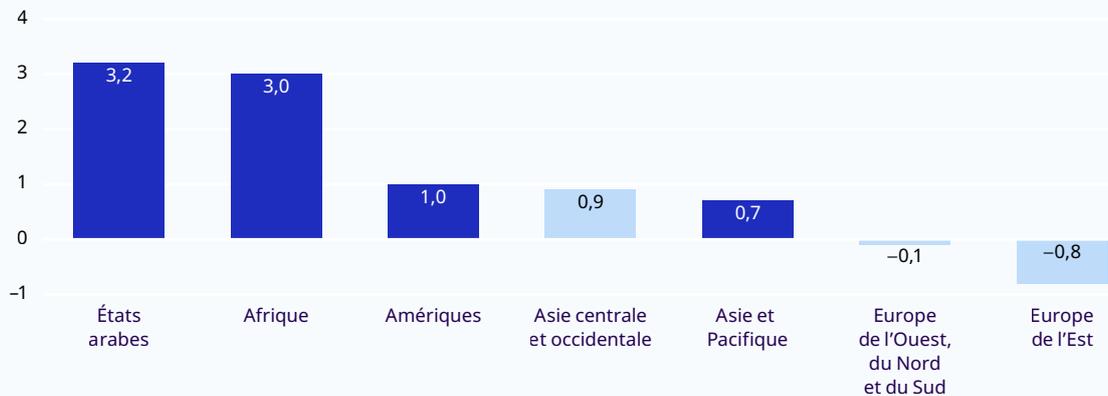
**Les taux d'activité sont déjà parmi les plus bas du monde.** Plusieurs régions ont connu une baisse des taux d'activité au cours des dernières années. Ce phénomène était courant au plus fort de la pandémie, lorsque de nombreux travailleurs ont cessé de chercher un emploi<sup>9</sup>. Toutefois, en Europe et en Asie centrale, les taux d'activité devraient être particulièrement bas en 2024 (figure 2.6). Seuls les États arabes affichent des taux inférieurs, dus à la faible participation des femmes, alors qu'en Europe et en Asie centrale le taux d'activité des hommes est le plus bas du monde (voir chapitre 1).

7 Le taux de chômage correspond à la proportion du nombre total de chômeurs dans la population active totale.

8 Voir le chapitre 1 pour une analyse plus approfondie des pénuries et de la rétention de main-d'œuvre au niveau mondial.

9 La baisse des taux d'activité est également fonction d'un certain nombre de facteurs structurels tels que le vieillissement de la population et la baisse des taux d'activité des hommes dans la force de l'âge.

► **Figure 2.7. Projection de la croissance de la population active entre 2022 et 2024 par région et sous-région (selon la classification de l'OIT) (pourcentages)**



Source : ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

**Ces difficultés sont exacerbées par le déclin de la population active.** Toutes les régions, selon la classification établie par l'OIT (à l'exception de l'Afrique et des États arabes), ont enregistré un déclin de leur population active au plus fort de la pandémie en 2020. Toutefois, la plupart des régions ont depuis lors renoué avec une croissance positive de la population active. L'Europe et l'Asie centrale font exception. Au cours des années 2023 et 2024, la population active de la région devrait diminuer. Cette prévision masque de fortes variations au sein de la région. Par exemple, en Asie centrale et occidentale, la population active augmentera au cours des deux prochaines années (bien que plus lentement que dans les autres régions). En revanche, elle diminuera nettement en Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud ainsi qu'en Europe de l'Est (figure 2.7). Ensemble, ces deux sous-régions verront leurs forces

de travail reculer de près de 2,4 millions entre 2022 et 2024. La contraction de la population active signifie que la région devra donner la priorité à la stimulation de la productivité et des investissements afin de soutenir la croissance économique à moyen terme. De nombreuses zones rurales en Europe pourraient être touchées par le vieillissement démographique et le dépeuplement. Ces tendances auront une incidence sur la composition de la main-d'œuvre rurale, la production agricole et les performances économiques des zones rurales, ainsi que sur l'organisation socio-économique des communautés rurales et même sur l'environnement. Elles peuvent donc avoir des répercussions majeures sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, ainsi que sur la vitalité et l'attractivité des économies rurales (OIT, 2022b).

# Références

- ▶ ADBI (Asian Development Bank Institute), OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) et OIT. 2022. *Labor Migration in Asia: COVID-19 Impacts, Challenges and Policy Responses*.
- ▶ BAfD (Banque africaine de développement). 2022. *Perspectives économiques en Afrique 2022*. <https://www.afdb.org/fr/documents/perspectives-economiques-en-afrique-2022>.
- ▶ Banque mondiale. 2020. *Convergence: Five Critical Steps toward Integrating Lagging and Leading Areas in the Middle East and North Africa*. Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33187>.
- ▶ —. 2022a. «La Banque mondiale en Afrique: vue d'ensemble», 13 avril 2022. Washington, DC. <https://www.banquemondiale.org/fr/region/af/overview>.
- ▶ —. 2022b. *Global Economic Prospects, June 2022*. Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/37224>.
- ▶ —. 2022c. *Région du G5 Sahel: rapport national sur le climat et le développement*. Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/37620>.
- ▶ —. 2022d. «Uneven Recovery in Latin America and the Caribbean: Are Women Being Left Behind?», document de travail. Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/37685>.
- ▶ —. 2022e. *Gulf Economic Update: Achieving Climate Change Pledges*. Washington, DC. <https://www.worldbank.org/en/country/gcc/publication/gulf-economic-update-achieving-climate-change-pledges>.
- ▶ —. 2022f. *Reforms for Recovery: Global Launch of the East Asia and Pacific Economic Update, October 2022*. Washington, DC. <https://www.worldbank.org/en/events/2022/09/27/reforms-for-recovery-global-launch-of-the-east-asia-and-pacific-economic-update-october-2022>.
- ▶ —. 2022g. «Asie du Sud: vue d'ensemble», 6 octobre 2022. Washington, DC. <https://www.banquemondiale.org/fr/region/sar/overview>.
- ▶ —. 2022h. *South Asia Economic Focus. Reshaping Norms: A New Way Forward*. Washington, DC. <https://www.worldbank.org/en/region/sar/publication/south-asia-economic-focus>.
- ▶ —. 2022i. *Europe and Central Asia Economic Update: Social Protection for Recovery*. Washington, DC. <https://www.worldbank.org/en/region/eca/publication/europe-and-central-asia-economic-update>.
- ▶ —. 2022j. *Europe and Central Asia Economic Update, Fall 2022: Social Protection for Recovery*. Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/38098>.
- ▶ BASd (Banque asiatique de développement). 2022a. *Asian Development Outlook (ADO) 2022: Mobilizing Taxes for Development*. Mandaluyong, Philippines. <http://dx.doi.org/10.22617/FLS220141-3>.
- ▶ —. 2022b. *Pacific Economic Monitor: Financing Resilience to Mitigate the Pacific's Climate Vulnerability*. Mandaluyong, Philippines. <https://www.adb.org/publications/pacific-economic-monitor-august-2022>.
- ▶ BEA (Bureau of Economic Analysis). 2022. «Gross Domestic Product (Third Estimate), Corporate Profits (Revised Estimate), and GDP by Industry, Second Quarter 2022 and Annual Update», *BEA Wire*, 29 septembre 2022. <https://www.bea.gov/news/blog/2022-09-29/gross-domestic-product-third-estimate-corporate-profits-revised-estimate-and>.
- ▶ BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement). 2022. «Regional Economic Prospects». <https://www.ebrd.com/what-we-do/economic-research-and-data/rep.html>.
- ▶ BMWK (ministère fédéral de l'Économie et de la Protection du climat). 2022. «Coup d'envoi du programme de 5 milliards d'euros en faveur des industries à forte consommation d'énergie». <https://www.bmwk.de/Redaktion/FR/Pressemitteilungen/2022/07/20220714-coup-denvoi-du-programme-de-5-milliards-deuros-en-faveur-des-industries-a-forte-consommation-denergie.html>.

- CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes). 2022. «Growth Projections for Latin America and the Caribbean 2022-2023». [https://www.cepal.org/sites/default/files/pr/files/proyecciones\\_2022-2023\\_in.pdf](https://www.cepal.org/sites/default/files/pr/files/proyecciones_2022-2023_in.pdf).
- — et OIT. 2021. «Policies to Protect Labour Relations and Hiring Subsidies amid the COVID-19 Pandemic», Employment Situation in Latin America and the Caribbean No. 25 (LC/TS.2021/163). [https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/47511/3/S2100694\\_en.pdf](https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/47511/3/S2100694_en.pdf).
- Charoensuthipan, Penchan. 2022. «Doubt Raised over Labour Plan», *Bangkok Post*, 18 avril 2022. <https://www.bangkokpost.com/thailand/special-reports/2296134/doubt-raised-over-labour-plan>.
- Chen, C., I. Noble, J. Hellmann, J. Coffee, M. Murillo et N. Chawla. 2015. «University of Notre Dame Global Adaptation Index», Country Index Technical Report. [https://gain.nd.edu/assets/254377/nd\\_gain\\_technical\\_document\\_2015.pdf](https://gain.nd.edu/assets/254377/nd_gain_technical_document_2015.pdf).
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). 2023. *Trade and Development Report 2022. Development Prospects in a Fractured World: Global Disorder and Regional Responses*. Genève: Nations Unies. [https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2022\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2022_en.pdf).
- Colijn, Bert, et Franziska Biehl. 2022. «Eurozone Labour Market: From Short-Time to Shortfalls», ING, 19 juillet 2022. <https://think.ing.com/articles/eurozone-labour-market-from-short-time-to-shortfalls>.
- Commission européenne. 2022. «State Aid: Commission Approves €450 Million German Measure to Replace Electricity Generation amid Russian Natural Gas Shortages». [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP\\_22\\_5919](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_22_5919).
- DAES (Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies). 2022. *World Population Prospects 2022*. New York: Nations Unies.
- de Bel-Air, Françoise. 2019. *Demography, Migration, and the Labour Market in Kuwait. Gulf Labour Markets, Migration and Population*. [https://gulfmigration.grc.net/media/pubs/exno/GLMM\\_EN\\_2019\\_03.pdf](https://gulfmigration.grc.net/media/pubs/exno/GLMM_EN_2019_03.pdf).
- de Bruyn, Sander, Chris Jongsmas, Bettina Kampman, Benjamin Görlach et Jan-Erik Thie. 2020. *Energy-Intensive Industries: Challenges and Opportunities in Energy Transition*. Parlement européen. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/652717/IPOL\\_STU\(2020\)652717\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/652717/IPOL_STU(2020)652717_EN.pdf).
- DTM (Displacement Tracking Matrix). 2021. «Climate and Migration in East and the Horn of Africa: Spatial Analysis of Migrants' Flows Data», 16 août 2021. <https://dtm.iom.int/reports/climate-and-migration-east-and-horn-africa-spatial-analysis-migrants'-flows-data>.
- FMI (Fonds monétaire international). 2022a. *Perspectives de l'économie mondiale: un horizon sombre et plus incertain*. Washington, DC. <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2022/07/26/world-economic-outlook-update-july-2022>.
- —. 2022b. *Perspectives de l'économie mondiale: riposter à la crise du coût de la vie*. Washington, DC. <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2022/10/11/world-economic-outlook-october-2022>.
- —. 2022c. *Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne: sur la corde raide*. Washington, DC. <https://www.imf.org/fr/Publications/REO/SSA/Issues/2022/10/14/regional-economic-outlook-for-saharan-africa-october-2022>.
- —. 2022d. *Perspectives de l'économie mondiale: la guerre entrave la reprise de l'économie mondiale*. Washington, DC. <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2022/04/19/world-economic-outlook-april-2022>.
- GASTAT (General Authority of Statistics). 2022. «Labor Market Statistics, Q2 2022». Royaume d'Arabie saoudite. <https://www.stats.gov.sa/en/814>.
- Gatti, Roberta, Daniel Lederman, Asif M. Islam, Christina A. Wood, Rachel Yuting Fan, Rana Lotfi, Mennatallah Emam Mousa et Ha Nguyen. 2022. «Confrontation avec la réalité: prévisions de croissance dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord en période d'incertitude», Bulletin d'information économique de la région MENA. Washington, DC: Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/f7e6b1cb-5875-50fd-985c-94291af1a318/content>.

- ▶ HCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés). 2022. «Operational Data Portal: Ukraine Refugee Situation». <https://data.unhcr.org/en/situations/ukraine>.
- ▶ Heijmans, Philip. 2022. «Singapore Aims to Clear Foreign Labor Crunch in “Few Months”», *Bloomberg*, 2 mars 2022. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-03-02/singapore-aims-to-clear-foreign-worker-shortage-in-few-months?leadSource=verify%20wall>.
- ▶ Hollinger, Peggy, Sarah White, Madeleine Speed et Marton Dunai. 2022. «Will the Energy Crisis Crush European Industry?», *Financial Times*, 19 octobre 2022. <https://www.ft.com/content/75ed449d-e9fd-41de-96bd-c92d316651da>.
- ▶ INE (Instituto Nacional de Estadística). 2022. «INEbase: Industria, energía y construcción». [https://www.ine.es/dyngs/INEbase/es/categoria.htm?c=Estadistica\\_P&cid=1254735570688](https://www.ine.es/dyngs/INEbase/es/categoria.htm?c=Estadistica_P&cid=1254735570688).
- ▶ IRENA (Agence internationale pour les énergies renouvelables). 2020. «Energy Innovation for a Green Recovery in Africa», 14 septembre 2020. <https://www.irena.org/newsroom/articles/2020/Sep/Energy-Innovation-for-a-Green-Recovery-in-Africa>.
- ▶ Lee, Liz, Rozanna Latiff et Mei Mei Chu. 2022. «Malaysia Firms Turn Down Orders as Migrant Labour Shortage Hits», *Reuters*, 13 juin 2022. <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/malaysia-firms-turn-down-orders-migrant-labour-shortage-hits-2022-06-13/>.
- ▶ MacDonald, Fiona. 2022. «One of the World's Wealthiest Oil Exporters Is Becoming Unlivable», *Bloomberg*, 16 janvier 2022. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-01-16/kuwait-a-wealthy-oil-exporter-is-becoming-unlivable>.
- ▶ ManpowerGroup. 2022a. «The United States' 2022 Talent Shortage». [https://go.manpowergroup.com/hubfs/Talent%20Shortage%202022/MPG\\_2022\\_TS\\_Infographic-US.pdf](https://go.manpowergroup.com/hubfs/Talent%20Shortage%202022/MPG_2022_TS_Infographic-US.pdf).
- ▶ —. 2022b. «Canada's 2022 Talent Shortage». [https://go.manpowergroup.com/hubfs/Talent%20Shortage%202022/MPG\\_2022\\_TS\\_Infographic-Canada.pdf](https://go.manpowergroup.com/hubfs/Talent%20Shortage%202022/MPG_2022_TS_Infographic-Canada.pdf).
- ▶ Mati, Amine, et Sidra Rehman. 2022. «Saudi Arabia to Grow at Fastest Pace in a Decade». FMI, 17 août 2022. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2022/08/09/CF-Saudi-Arabia-to-grow-at-fastest-pace>.
- ▶ OIT. 2018a. «The Employment Impact of Climate Change Adaptation», Input Document for the G20 Climate Sustainability Working Group. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_645572.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_645572.pdf).
- ▶ —. 2018b. *Emploi et questions sociales dans le monde 2018: une économie verte et créatrice d'emplois*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_638147/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_638147/lang--fr/index.htm).
- ▶ —. 2019. *Travailler sur une planète plus chaude: l'impact du stress thermique sur la productivité du travail et le travail décent*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_737037.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_737037.pdf).
- ▶ —. 2020a. *Asia-Pacific Employment and Social Outlook 2020: Navigating the Crisis towards a Human-Centred Future of Work*. [https://www.ilo.org/asia/publications/WCMS\\_764084/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/asia/publications/WCMS_764084/lang--en/index.htm).
- ▶ —. 2020b. «Protéger les travailleurs migrants pendant la pandémie de COVID-19. Recommandations aux décideurs politiques et aux mandants», Note de synthèse sur les politiques. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms\\_745197.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms_745197.pdf).
- ▶ —. 2022a. *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2022*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/trends2022/WCMS\\_848461/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/trends2022/WCMS_848461/lang--fr/index.htm).
- ▶ —. 2022b. «Advancing Social Justice and Decent Work in Rural Economies», note d'orientation. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_dialogue/---sector/documents/briefingnote/wcms\\_858195.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---sector/documents/briefingnote/wcms_858195.pdf).
- ▶ —. 2022c. *Weak Growth and the Global Crisis Are Holding Back the Recovery of the Employment in Latin America and the Caribbean*. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---americas/---ro-lima/documents/publication/wcms\\_854778.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---americas/---ro-lima/documents/publication/wcms_854778.pdf).

- ▶ —. 2022d. *Global Employment Trends for Youth 2022: Investing in Transforming Futures for Young People*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_853321/lang-en/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_853321/lang-en/index.htm).
- ▶ —. 2022e. «Employment in Myanmar in the First Half of 2022: A Rapid Assessment», note de l'OIT. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/asia/publications/issue-briefs/WCMS\\_852682/lang-en/index.htm](https://www.ilo.org/asia/publications/issue-briefs/WCMS_852682/lang-en/index.htm).
- ▶ —. 2022f. *Asia-Pacific Employment and Social Outlook 2022: Rethinking Sectoral Strategies for a Human-Centred Future of Work*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/asia/publications/WCMS\\_862410/lang-en/index.htm](https://www.ilo.org/asia/publications/WCMS_862410/lang-en/index.htm).
- ▶ —. 2022g. *Observatoire de l'OIT sur le monde du travail. Dixième édition. Des crises multiples menacent la reprise du marché du travail*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/briefingnote/wcms\\_859262.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/briefingnote/wcms_859262.pdf).
- ▶ —. 2022h. «Effets de la crise en Ukraine sur le monde du travail: premières évaluations», Note d'information de l'OIT. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/europe/publications/WCMS\\_844523/lang-fr/index.htm](https://www.ilo.org/europe/publications/WCMS_844523/lang-fr/index.htm).
- ▶ —. À paraître. «Resumption of Labour Migration and Regional Cooperation: Thematic Background Paper for the 15th ASEAN Forum on Migrant Labour».
- ▶ PSA (Planning and Statistics Authority). 2020. «Qatar Census 2020: Economic Characteristics of the Population». État du Qatar. <https://www.psa.gov.qa/en/statistics1/StatisticsSite/Census/Census2020/res/Pages/economic.aspx>.
- ▶ Stemmler, Henry. 2022. «The Effects of COVID-19 on Businesses: Key versus Non-key Firms», ILO Working Paper 77. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---inst/documents/publication/wcms\\_855012.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---inst/documents/publication/wcms_855012.pdf).
- ▶ US Bureau of Labor Statistics. 2022. «Economic News Release: Job Openings and Labor Turnover Summary», 30 novembre 2022. <https://www.bls.gov/news.release/jolts.nr0.htm>.
- ▶ Warren, Marcus. 2022. «Regional Economic Prospects, September 2022: A Cold Winter Ahead? Confronting the Energy Crunch», BERD, 28 septembre 2022. <https://www.ebrd.com/news/2022/reduced-gas-supplies-and-inflation-to-slow-growth-further-in-ebrd-regions.html>.





# 3

## Tendances de la productivité dans le monde: relancer la croissance grâce à l'économie numérique?

### ► Défis macroéconomiques dans un contexte mondial de faible croissance de la productivité

**Une croissance soutenue de la productivité est essentielle pour augmenter les revenus et préserver le bien-être, qui constituent la clé de voûte d'une transition juste.** Si les bonnes institutions du marché du travail sont en place, l'augmentation de la production par travailleur et par heure travaillée se traduit par une hausse des salaires et entraîne généralement une plus forte croissance de l'emploi à long terme<sup>1</sup>. Une progression régulière de la productivité offre aux gouvernements la marge de manœuvre nécessaire pour lancer des politiques sociales et économiques en mesure de réduire les inégalités, d'ouvrir des perspectives à leurs citoyens et d'améliorer de nombreux autres aspects non monétaires du bien-être des personnes, tels que la réduction du temps de travail, la sécurité et la santé au travail et la protection sociale universelle. Des niveaux de productivité plus élevés peuvent également favoriser une transition juste vers une économie à zéro

<sup>1</sup> Voir, entre autres, Pu et Semmler (2018), Autor et Salomons (2017), Benigno, Ricci et Surico (2015), Nordhaus (2005) et Walsh (2004).

émission nette de carbone, en dégageant des ressources pour la protection de l'environnement et la décarbonation<sup>2</sup>. Les décideurs politiques et les partenaires sociaux ont donc un intérêt commun à la création d'un environnement macroéconomique et institutionnel dans lequel la croissance de la productivité est facilitée et où ces gains de productivité sont partagés de manière socialement juste.

La croissance de la productivité n'est pas une fin en soi. Une productivité plus élevée signifie seulement que, en moyenne, chaque travailleur fournit une plus grande production économique<sup>3</sup>. De nombreux autres aspects du bien-être, notamment la durabilité environnementale, ne sont pas pris en compte dans les mesures de la productivité du travail. Des mécanismes institutionnels tels que l'adhésion aux normes internationales du travail et le dialogue social, entre autres, sont nécessaires pour permettre une répartition équitable et large des gains de productivité dans la société. Une augmentation poussive, voire nulle, des gains de productivité limitera les possibilités de les partager. Une faible croissance de la productivité est donc un obstacle à la justice sociale (voir le chapitre 1).

**L'actuelle tendance à long terme à la baisse des taux de croissance de la productivité, observée dans une grande partie du monde, pose des problèmes aux responsables politiques.** Ce ralentissement – initialement un phénomène du monde développé, qui a commencé après le deuxième choc pétrolier au début des années 1980 – est devenu un sujet de préoccupation dans toutes les régions et à tous les niveaux de revenus (voir figures 3.2 et 3.3). Les facteurs à l'origine de ce déclin séculaire ont été débattus, et la baisse généralisée des taux de croissance a été qualifiée de paradoxe, puisqu'elle se produit malgré le développement rapide et la disponibilité des nouvelles technologies. Au niveau mondial, la trajectoire de croissance de la productivité du travail s'est légèrement accélérée entre 1990 et la crise économique et financière de 2009, permettant à plusieurs économies émergentes et en développement de réduire l'écart avec les économies avancées en termes de niveau de vie matériel (voir OCDE, 2015; figures 3.1, 3.2 et 3.3). Et pourtant, aujourd'hui, pratiquement toutes les grandes économies se trouvent confrontées à un ralentissement de la productivité (Goldin *et al.*, à paraître).

L'augmentation de la croissance de la productivité du travail est un facteur important dans la trajectoire de développement d'un pays. Les économies émergentes et en développement dont les taux de croissance de la productivité sont historiquement plus élevés ont mieux réussi à réduire la pauvreté et à améliorer d'autres indicateurs sociaux. Les données présentées dans ce chapitre indiquent une baisse des taux de croissance de la productivité dans les économies émergentes et en développement, au moins depuis 2010, ce qui rend la dernière décennie décevante en termes d'augmentation et d'égalisation des niveaux de vie à l'échelle mondiale (Dieppe, 2021; figures 3.3 et 3.4). Il est clair que des taux de croissance de la productivité plus élevés n'améliorent pas automatiquement le bien-être social. Une forte productivité du travail n'est en soi ni équivalente à la justice sociale ou au développement durable ni suffisante, car d'autres facteurs qui ne sont pas au cœur de ce chapitre jouent un rôle important, comme les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies sur la santé, l'égalité des sexes et la consommation durable, entre autres<sup>4</sup>.

**L'environnement macroéconomique a fondamentalement changé en 2022, et les perspectives pour 2023 sont plutôt sombres.** La baisse des taux de croissance de la productivité du travail s'inscrit désormais dans un environnement macroéconomique mondial qui évolue radicalement et rapidement. Une autre décennie de faible croissance constante de la productivité à l'échelle mondiale pourrait aggraver la situation macroéconomique déjà difficile (OIT, 2022a). Alors que la plupart des pays sont encore aux prises avec les conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19 et des mesures de riposte mises en œuvre, plusieurs indicateurs macroéconomiques clés ont changé de cap.

Premièrement, un ensemble néfaste de facteurs a déclenché des pressions inflationnistes persistantes (OCDE, 2022). Les mesures contre le COVID-19 ont limité la circulation des personnes et des biens, désorganisant ainsi les chaînes d'approvisionnement et imposant aux entreprises des coûts de mise en conformité supplémentaires. La politique chinoise du «zéro COVID» a donné lieu à des confinements régionaux répétés, qui ont des ramifications non seulement pour la Chine, mais aussi pour le reste du

2 Le développement économique et la pollution environnementale suivent une courbe de Kuznets environnementale, où la pollution augmente à de faibles niveaux de développement économique et diminue après avoir atteint un certain seuil. Une croissance soutenue de la productivité est essentielle pour atteindre ce seuil et pour continuer à dissocier la croissance économique des dommages environnementaux, ce qui comprend la décarbonation de l'économie. Pour des études approfondies sur ces questions, voir Chen, Ma et Valdmanis (2021), Wang, Zhu et Zhang (2021), Wang, Assenova et Hertwich (2021) et Badulescu *et al.* (2020).

3 Dans ce chapitre, l'expression «productivité du travail» correspond généralement au PIB par travailleur, sauf indication contraire. L'encadré 3.1 fait une présentation détaillée des différentes mesures de la productivité, de leurs interprétations respectives et de leurs limites.

4 <https://www.ilo.org/global/topics/sdg-2030/targets/lang-fr/index.htm>. La cible 8.2 des ODD de l'ONU mentionne explicitement la productivité comme un objectif: «Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre». La productivité figure également dans l'ODD 2, qui vise à éliminer la faim dans le monde, avec l'objectif (cible 2.3) de doubler, d'ici à 2030, la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires.

monde, puisque la Chine est un important fournisseur de produits finis et semi-finis ainsi que de composants. Deuxièmement, le conflit en Ukraine et les tensions géopolitiques et sanctions économiques qui y sont liées ont entraîné une flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, ainsi que des pénuries de certains produits de base. Ces dernières ont déjà provoqué des retards de production dans divers secteurs, par exemple dans la construction. Troisièmement, en réaction aux pressions inflationnistes, les banques centrales du monde entier ont commencé à resserrer leurs politiques monétaires et à augmenter les taux d'intérêt à court terme. Les banques centrales se trouvent elles-mêmes face à un dilemme: la nécessité de durcir les politiques monétaires pour faire baisser l'inflation au prix d'une augmentation des coûts de financement pour les entreprises, les ménages et les gouvernements qui pourrait conduire à une grave récession. La hausse des coûts de financement en raison des taux d'intérêt plus élevés signifie également que les coûts d'opportunité des investissements pour les entreprises augmentent, ce qui rend certains investissements non rentables. Quatrièmement, dans les économies avancées, plusieurs secteurs ont commencé à pâtir de pénuries de main-d'œuvre. Citons par exemple les soins de santé, le tourisme, le transport aérien et la logistique. Dans certains de ces secteurs de services, les bas salaires et le manque de conditions de travail décentes couplés au vieillissement de la population font qu'il est de plus en plus difficile d'attirer et de trouver des travailleurs. Ces pénuries limitent la capacité des pays à accroître leur offre globale de biens et de services, ce qui peut alimenter l'inflation.

Enfin, les gouvernements et les entreprises se sont engagés à réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre dans un laps de temps relativement court. La réalisation de ces objectifs nécessitera des investissements massifs dans de nouveaux processus de production et de nouvelles infrastructures, sans grandes retombées économiques visibles à court et moyen terme. Quant aux conséquences macroéconomiques attendues à court terme des mesures d'atténuation du changement climatique, elles ne font guère consensus (FMI, 2022). Certaines estimations prévoient d'énormes avantages macroéconomiques après 2050, tandis que d'autres estiment que la croissance du PIB mondial reculera d'abord d'au moins 0,15 à 0,25 point de pourcentage par an (FMI, 2022)<sup>5</sup>. Quels que soient les futurs avantages ou coûts macroéconomiques de la transition verte, des investissements importants sont nécessaires<sup>6</sup>, et l'affectation de fonds de cet ordre de grandeur risque d'être de plus en plus difficile dans un contexte de faible croissance de la productivité. Un autre fait marquant est que les crises économiques internationales semblent être devenues plus fréquentes au cours

des trente dernières années. Reste à savoir si le système économique est devenu plus vulnérable aux chocs négatifs répétés qui aplatissent la trajectoire de la croissance mondiale et entravent la croissance de la productivité du travail.

En conséquence, la **croissance économique a déjà ralenti et devrait rester atone tout au long de l'année 2023** (FMI, 2022; OCDE, 2022). Le financement de la dette souveraine, le crédit aux entreprises et les emprunts hypothécaires sont devenus plus coûteux. Il est possible que le contexte historique de faibles taux d'intérêt soit arrivé à son terme. Conjuguées à la hausse de l'inflation et aux demandes de salaires plus élevés, pour au moins compenser les pertes de salaire réel, ces nouvelles conditions représentent des défis importants pour les entreprises, les ménages et les travailleurs, ainsi que pour les gouvernements. L'envolée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires va probablement poser des difficultés, en particulier pour les ménages à faible revenu, et faire peser de graves risques sur la sécurité alimentaire dans les économies les plus pauvres du monde (OCDE, 2022). Une plus forte croissance de la productivité du travail pourrait faciliter les hausses de salaires et atténuer les pressions inflationnistes auxquelles sont confrontés les entreprises et les travailleurs.

Ces évolutions suscitent un regain d'intérêt au sujet de la faiblesse des taux de croissance de la productivité dans beaucoup d'économies voire, dans de nombreux cas, de leur déclin depuis des décennies. Les entreprises dont la croissance de la productivité est faible auront de plus en plus de mal à survivre dans l'environnement de marché actuel. Les possibilités pour les travailleurs de gagner un salaire plus élevé et d'améliorer le bien-être matériel de leur ménage seront limitées. Il peut devenir impossible pour les gouvernements de faciliter une transformation économique à grande échelle si seuls de faibles gains de productivité peuvent être récoltés.

Ce chapitre passe en revue et analyse les tendances à long terme de la croissance de la productivité du travail dans le monde. Les données empiriques présentées montrent que de nombreux pays et régions peinent à susciter et à maintenir des taux de croissance élevés. Le ralentissement de la productivité, qui a commencé il y a plusieurs décennies comme un phénomène propre aux économies avancées, touche désormais pratiquement tous les pays. La disponibilité et les progrès rapides des technologies numériques, d'une part, et le ralentissement de la productivité, d'autre part, ont été perçus par beaucoup comme un paradoxe. Le problème se situe-t-il au point de jonction – en ce sens que les technologies numériques ne parviennent pas à fournir des avantages économiques de la même ampleur que d'autres technologies par le passé – ou existe-t-il d'autres

5 Voir, par exemple, <https://www.oxfordmartin.ox.ac.uk/news/decarbonise-energy-to-save-trillions/>.

6 Par exemple, le FMI estime que 3000 à 6000 milliards de dollars É.-U. par an sont nécessaires jusqu'en 2050 (Georgieva et Adrian, 2022).

obstacles qui empêchent la génération et la large répartition des gains de productivité? À cet égard, le chapitre souligne l'importance des **facteurs liés au marché du travail en tant que moteurs essentiels de la croissance de la productivité du travail, tant dans les économies avancées que dans les économies en développement**. Les institutions et les politiques du marché du travail sont essentielles non seulement pour pousser la croissance de la productivité, mais aussi pour assurer une juste répartition des gains de productivité une fois qu'ils sont obtenus. Ces facteurs du marché du travail sont souvent sous-estimés dans les débats sur la productivité et méritent une plus grande attention.

La technologie et les investissements dans la technologie ne peuvent générer une plus forte croissance de la productivité que s'ils sont accompagnés d'investissements dans les ressources humaines. Des efforts combinés visant à nettement renforcer les investissements dans les bonnes technologies et dans les personnes pourraient être un moyen de ramener la croissance de la productivité aux niveaux atteints par le passé. L'analyse des facteurs liés au marché du travail concerne également les politiques qui sont au cœur de la mission de l'OIT, qui consiste notamment à préserver le rôle fondamental des institutions du marché du travail, à savoir créer des marchés du travail non seulement plus équitables, mais aussi plus efficaces.

## ► Tendances de la productivité dans le monde et changements structurels

**La productivité est le rapport entre la production économique et les facteurs de production utilisés pour l'obtenir** (voir encadré 3.1). L'augmentation de la production par travailleur au niveau national est un moteur important du niveau de vie. En 2021, un travailleur moyen dans un pays à revenu élevé a produit pour 104 295 dollars É.-U. (PPA), contre 5 705 dollars pour un travailleur moyen dans un pays à faible revenu. Cela veut dire que les travailleurs des pays à revenu élevé étaient environ 18 fois plus productifs que ceux des pays à faible revenu. En 1991, ce ratio était de 14, mais la productivité du travail a augmenté de quelque 33 000 dollars (PPA) dans le groupe à revenu élevé entre 1991 et 2021 et de seulement 800 dollars environ dans les pays à faible revenu. Ainsi, la productivité du travail a augmenté de 46 pour cent dans les pays à revenu élevé et de seulement 16 pour cent dans les pays à faible revenu au cours de cette période de trente ans. Les pays à revenu intermédiaire ont, en moyenne, mieux réussi à combler cet écart de productivité. En 1991, un travailleur d'un pays à revenu élevé était 5 à 6 fois plus productif qu'un travailleur d'un pays à revenu intermédiaire supérieur (contre 2 fois et demie en 2021) et 7 à 8 fois plus productif qu'un travailleur d'un pays à revenu intermédiaire inférieur (contre 5 fois en 2021).

Dans des conditions similaires et sur le long terme, on s'attend donc à ce que les pays à faible niveau de développement économique rattrapent les économies avancées grâce à une croissance plus élevée de la productivité<sup>7</sup>. Empiriquement, ce n'est cependant pas ce que montrent

les données. L'examen d'horizons temporels plus longs et la comparaison des ratios de production par travailleur dans différentes régions entre 1970 et 2020 révèlent que de nombreux pays en développement n'ont pas réussi à rattraper les régions plus avancées. En d'autres termes, les pays en développement ne convergent pas vers les pays avancés, du moins pas à grande échelle et pas à un rythme suffisant. Patel, Sandefur et Subramanian (2021) constatent que la croissance par habitant des pays à faible revenu s'est légèrement accélérée après 1995 par rapport aux pays à revenu plus élevé (convergence bêta), mais ils estiment également qu'il faudrait à un pays en développement type environ cent soixante-quinze ans pour combler la moitié de l'écart de productivité avec une économie avancée type. L'utilisation du PIB par habitant des États-Unis comme référence confirme le manque de convergence entre les régions (voir figure 3.1).

**Le monde en développement n'a pas été en mesure de combler l'écart de productivité avec les économies avancées.** La figure 3.1 a) montre que, sur plus d'un demi-siècle, seules quelques régions ont réussi à se rapprocher du niveau de productivité des États-Unis<sup>8</sup>. La Chine a enregistré de nettes améliorations depuis les années 1980, de même que l'Europe centrale et de l'Est, ainsi que l'Asie centrale depuis le début des années 2000. En revanche, l'Amérique latine s'est continuellement écartée des niveaux de productivité des États-Unis depuis le début des années 1980. L'Europe de l'Ouest avait presque rattrapé le niveau de vie des États-Unis dans les années 1990, mais

7 La littérature sur la croissance économique fait appel aux concepts de convergence bêta et sigma. Le premier analyse si les pays ou régions pauvres vont rattraper les pays ou régions riches et décrit le rythme auquel les pays convergent. Le second concept s'intéresse aux inégalités ou aux différences de revenus entre les pays ou les régions et analyse si la dispersion de la répartition des revenus se réduit ou non (par exemple Furceri, 2005).

8 Ces régions ne coïncident pas avec les régions et sous-régions de la classification établie par l'OIT utilisées ailleurs dans ce chapitre.

### ► Encadré 3.1. La productivité: mesure et concepts clés

La productivité indique la quantité produite à partir d'une certaine quantité de facteurs de production (intrants). Selon la formule célèbre de Paul Krugman (1992), «la productivité n'est pas tout mais, à long terme, elle est presque tout». Il est essentiel d'accroître la productivité pour bâtir des entreprises durables et créer des emplois décents – deux éléments fondamentaux de toute stratégie de développement dont le principal objectif consiste à améliorer les conditions de vie (OIT, 2020a).

La productivité du travail est l'un des indicateurs les plus utilisés, avec la productivité totale des facteurs (PTF)<sup>1</sup>. Son niveau et son évolution au fil du temps dépendent de la disponibilité d'autres facteurs – tels que les différentes formes de capital – et de la technologie utilisée pour combiner le travail et le capital afin de produire. La productivité du travail peut être mesurée directement à l'aide de variables de la comptabilité nationale et du marché du travail largement disponibles.

Toutefois, la définition pratique de la «productivité du travail» utilisée dans ce chapitre n'est pas sans limites. Nous utilisons la typologie la plus courante de la productivité du travail, fondée sur une définition de la production ne prenant pas en compte les externalités négatives potentielles inhérentes aux processus de production, telles que les impacts sur l'environnement. Il est nécessaire de mieux évaluer la contribution du travail ménager non rémunéré et des autres activités pour lesquelles aucune valeur marchande n'est disponible ou pour lesquelles ces valeurs doivent être estimées,

comme c'est le cas dans de nombreux secteurs de services (publics). En outre, beaucoup d'activités économiques ne seraient pas réalisables sans les apports essentiels fournis par le monde naturel. Ces «services écosystémiques» sont généralement sous-évalués ou non évalués, ce qui incite à les utiliser de manière excessive (la «tragédie des biens communs»). L'évaluation de ce «capital naturel» fait désormais l'objet de recherches actives et de l'établissement de normes internationales, les Nations Unies jouant un rôle de chef de file pour instituer un système de comptabilité économique et environnementale totalement intégré<sup>2</sup>.

Ces questions touchent les aspects de la mesure de la productivité liés à la fois à la production et aux facteurs de production, et nous reconnaissons leur importance. En fait, l'erreur de mesure a même été proposée comme l'une des explications principales du ralentissement. Selon cette hypothèse, les gains de productivité ne sont pas correctement saisis dans les statistiques économiques disponibles<sup>3</sup>. Toutefois, Byrne, Fernald et Reinsdorf (2016) et Syverson (2017) concluent que ce phénomène n'expliquerait qu'une part relativement faible du ralentissement de la croissance de la productivité globale après la crise économique et financière mondiale. Le consensus actuel semble être que l'erreur de mesure ne peut à elle seule élucider l'énigme de la productivité dans toute son ampleur (Commission européenne, 2020).

La communauté internationale s'efforce progressivement de collecter et d'estimer des données qui permettront d'effectuer à l'avenir des analyses plus solides.

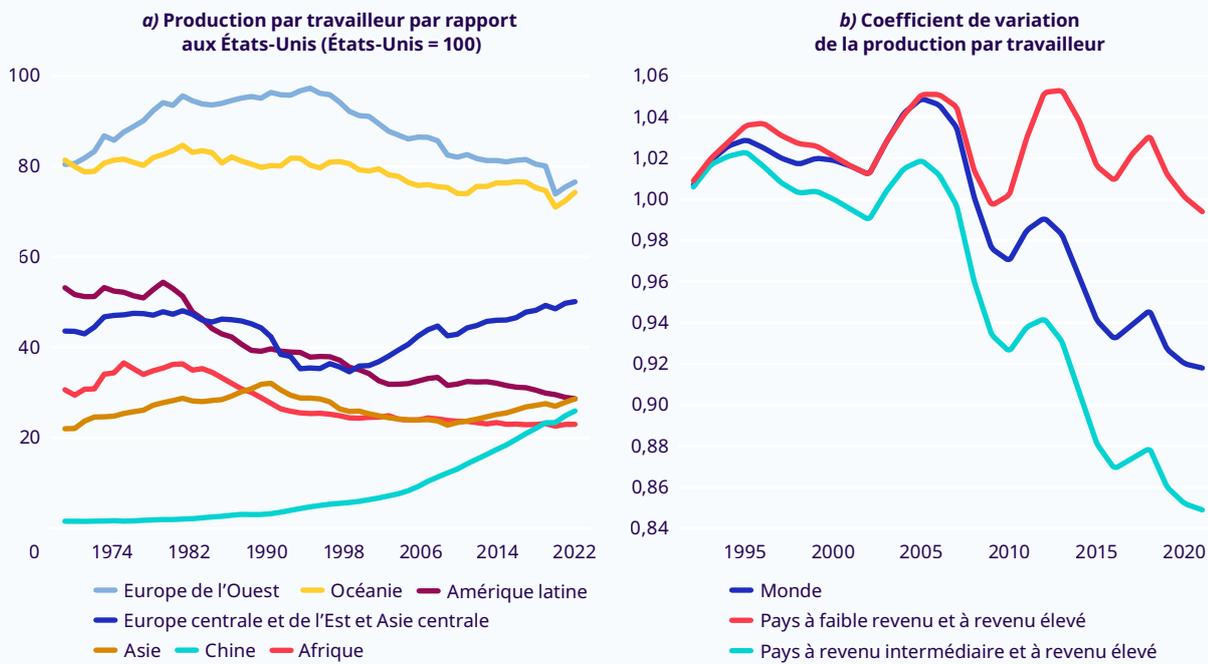
1. Voir l'annexe E pour une présentation détaillée, y compris des aspects techniques, des différentes mesures utilisées et des mises en garde qui les entourent. 2. Voir <https://seea.un.org/>. 3. Voir Syverson (2017) et Feldstein (2017) pour des explorations approfondies de la question de l'erreur de mesure, dont celle des prix et de la valeur ajoutée dans les secteurs des services, qui sont particulièrement difficiles à mesurer (par exemple les services en ligne gratuits).

elle s'en est éloignée depuis; son niveau de productivité du travail est actuellement inférieur d'environ 25 pour cent à celui des États-Unis. Même la Chine, qui a réussi à rapprocher sa productivité du travail des niveaux des économies avancées, aurait besoin de vingt-quatre années supplémentaires pour dépasser celui des États-Unis (mesuré en dollars internationaux PPA de 2021) si les deux économies devaient croître au même taux moyen qu'au cours de la période 2012-2021. C'est dire l'ampleur des défis.

**Ce manque de convergence est d'autant plus surprenant que les taux de croissance de la productivité dans les économies avancées stagnent, voire baissent, depuis des décennies.** Ainsi, l'incapacité de nombreux pays en développement à rattraper leur retard, ou du

moins à réduire l'écart de productivité, ne peut pas s'expliquer par une forte accélération de la croissance de la productivité dans les économies avancées (figure 3.2; OCDE, 2015 et 2019a; Dieppe, 2021). L'écart de productivité prolongé entre les pays à revenu élevé et à faible revenu se situe dans un contexte où les taux de croissance de la productivité sont généralement faibles par rapport au passé. De fait, le ralentissement de la croissance de la productivité globale est évident pour les pays du G7 entre 1953 et 2021. Malgré une courte période de reprise dans les années 1990, la croissance de la productivité a suivi une tendance à la baisse, s'approchant même de zéro dans certains cas. Pour la période comprise entre le milieu des années 1990 et 2019, Patel, Sandefur et Subramanian (2021) mettent en évidence une lente convergence au

► **Figure 3.1. Convergence de la productivité du travail entre les régions géographiques, la Chine et les groupes de revenus**



**Note:** La production par travailleur est mesurée comme le PIB par travailleur en termes de PPA. Les données pour chaque groupe géographique et de revenus sont obtenues en calculant la moyenne pondérée de la production par travailleur des pays de chaque groupe. Les pondérations nationales correspondent aux parts de PIB réel de chaque pays dans chaque groupe. Le coefficient de variation est une mesure de la dispersion relative de la productivité du travail entre les pays de chacun des trois groupes de revenus présentés. La figure montre la moyenne glissante sur trois ans du coefficient de variation. Une baisse dans le temps indique que les niveaux de productivité du travail respectifs de tous les pays de l'échantillon se rapprochent les uns des autres (convergence sigma). Pour l'ensemble du monde, une telle baisse peut être observée au cours des dernières années de la période, mais elle est largement due à l'évolution des pays à revenu intermédiaire.

**Source:** The Conference Board (figure 3.1 a) et ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022 (figure 3.1 b)). Les régions du Conference Board ne coïncident pas avec celles de l'OIT. Pour la liste des pays de chaque région dans l'ensemble de données du Conference Board, voir <https://www.conference-board.org/data/economydatabase/total-economy-database-methodology>.

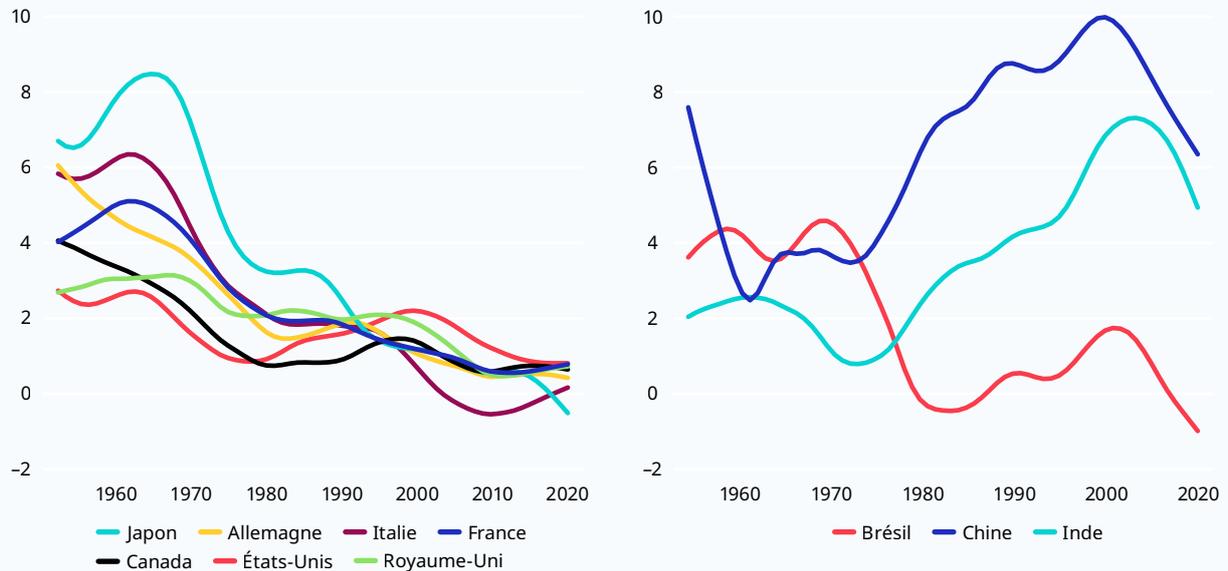
niveau mondial. Mais, comme le montre la figure 3.1 et comme nous le verrons plus loin, cette évolution est fortement influencée par un certain nombre de pays à revenu intermédiaire performants et ne change rien au fait que presque tous les pays enregistrent aujourd'hui une très faible croissance de la productivité du travail.

#### **Au niveau mondial, le tableau est un peu plus nuancé.**

La croissance de la productivité du travail s'est accélérée entre 1990 et le début de la crise économique et financière mondiale en 2009. Cette évolution traduit la forte croissance de la productivité dans plusieurs économies de marché émergentes, qui a plus que compensé le ralentissement observé dans les pays du G7 et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Néanmoins, même ces économies émergentes et en développement qui ont bénéficié par le passé de taux de croissance de la productivité du travail plus élevés enregistrent

également aujourd'hui une stagnation, voire un ralentissement. Cette stagnation a commencé peu après la crise économique mondiale, comme l'illustre l'expérience de la Chine et de l'Inde. Bien que la croissance de la productivité du travail en Chine ait été nettement supérieure à celle des pays du G7, elle a fortement ralenti ces derniers temps, et ce encore plus rapidement que dans les pays du G7. En outre, toutes les économies émergentes et en développement n'ont pas enregistré de nette hausse de la croissance de la productivité entre 1990 et 2010. Par exemple, le Brésil a suivi une trajectoire descendante similaire à celle des économies avancées, avec seulement une remontée temporaire au moment de la crise. La croissance de la productivité du travail dans les économies émergentes et en développement a également été plus irrégulière et hétérogène depuis les années 1980 que dans les économies avancées, où le déclin a été relativement homogène (Dieppe, 2021).

► **Figure 3.2. Croissance de la productivité du travail à long terme: pays du G7 par rapport au Brésil, à la Chine et à l'Inde (pourcentages)**



**Note:** Les taux de croissance indiqués ont été lissés à l'aide d'un filtre Hodrick-Prescott. Cette technique d'élimination de la tendance est sensible aux points extrêmes de la série. Cela n'influence toutefois pas la direction générale de la tendance. La période 2020-2022 est exclue en raison de la forte interférence de la crise du COVID dans les dynamiques de tendance.

**Source:** The Conference Board.

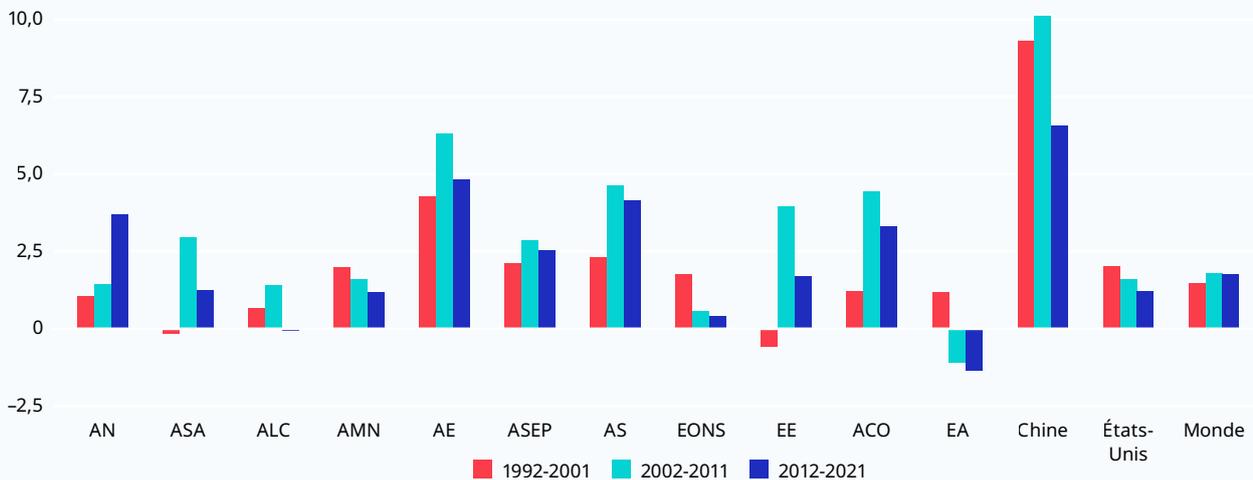
Comme le montrent les figures 3.2 et 3.3, le ralentissement de la croissance de la productivité du travail s'est généralisé au cours de la dernière décennie et touche désormais le monde entier. Cela pourrait s'expliquer par le fait que la stagnation dans les économies avancées a un effet négatif sur les perspectives de productivité dans les économies moins développées, surtout à un moment où ces dernières manquent de marge de manœuvre en raison des chocs budgétaires et monétaires internationaux.

**Dans la plupart des régions, la croissance de la productivité du travail a été relativement bonne au cours de la première décennie de ce siècle, avant d'enregistrer une nette baisse au cours des dix dernières années.** La seule région dans laquelle elle a au cours de la dernière décennie été supérieure à celle des deux décennies précédentes est l'Afrique du Nord, bien que ses performances au cours des deux décennies précédentes aient été plutôt médiocres, avec des taux de croissance bien inférieurs à 2 pour cent. Toutes les autres régions, selon la classification établie par l'OIT, ont connu un fort recul de la croissance de la productivité au cours de la dernière décennie. Le ralentissement persistant dans les économies avancées, avec des taux de croissance en baisse progressive en Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud et aux États-Unis, ressort clairement dans la figure 3.3. Seuls quelques pays ont réussi à rattraper ces

derniers; la Chine, l'Asie du Sud et l'Asie de l'Est ont connu des périodes soutenues de croissance plus élevée de la productivité, tandis que l'Europe de l'Est et l'Asie centrale et occidentale n'ont que partiellement réussi à cet égard.

**La croissance de la productivité est l'un des principaux moteurs du bien-être économique et social.** Sharpe et Mobasher Fard (2022) proposent une analyse des liens bidirectionnels entre productivité et bien-être, concluant que la croissance de la productivité – et l'augmentation des revenus et des recettes publiques qui en découle – contribue à des niveaux plus élevés de mesures objectives du bien-être matériel, en particulier dans les pays en développement. Le principal moyen par lequel la croissance de la productivité améliore le bien-être est de générer des gains de revenus réels, à la fois pour les travailleurs sous la forme de salaires réels et pour les détenteurs du capital grâce à des bénéfices plus élevés. La croissance des revenus réels accroît à son tour les recettes fiscales, qui peuvent être consacrées aux infrastructures et services publics ainsi qu'aux transferts sociaux. Le lien entre la croissance de la productivité et le bien-être s'est toutefois relâché au cours des dernières décennies, en raison à la fois du ralentissement de cette croissance et du découplage entre la productivité et les salaires médians (Sharpe et Mobasher Fard, 2022). La même étude constate que le

► **Figure 3.3. Croissance moyenne de la productivité du travail dans différentes régions (selon la classification de l'OIT) et pays, à certaines périodes (pourcentages)**



**Note:** Les taux de croissance pour chaque groupe géographique sont la moyenne pondérée des taux de croissance des pays de chaque groupe. AN: Afrique du Nord; ASA: Afrique subsaharienne; ALC: Amérique latine et Caraïbes; AMN: Amérique du Nord; AE: Asie de l'Est; ASEP: Asie du Sud-Est et Pacifique; AS: Asie du Sud; EONS: Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud; EE: Europe de l'Est; ACO: Asie centrale et occidentale; EA: États arabes.

**Source:** Calculs des auteurs à partir d'ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2022.

bien-être est également un moteur de la productivité. Par exemple, des niveaux élevés de bien-être sont associés à un capital social plus important, qui favorise la confiance dans la société. Il a été démontré que la confiance est positivement corrélée à la productivité. Les programmes de bien-être peuvent également contribuer à la productivité en améliorant le bien-être des travailleurs.

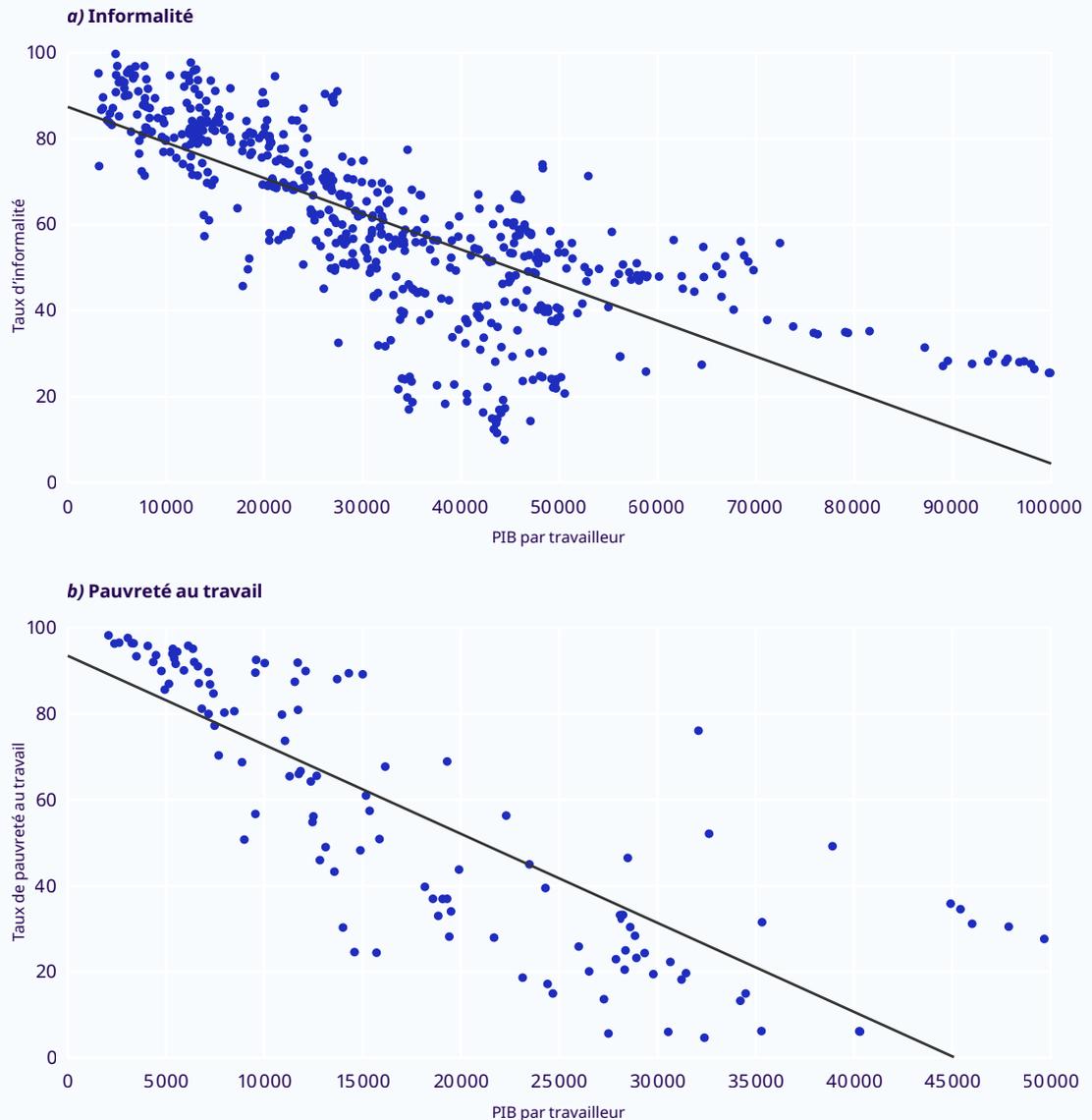
À titre d'exemples du lien entre la productivité et différentes composantes du bien-être, la figure 3.4 montre la corrélation négative entre la productivité du travail et l'incidence de l'informalité et de la pauvreté au travail. La causalité entre la productivité et l'informalité peut aller dans les deux sens. Cependant, une faible productivité au niveau de l'entreprise, qui implique des coûts unitaires plus élevés, limite le potentiel d'amélioration des salaires et des conditions de travail, perpétuant ainsi l'informalité. En outre, les entreprises du secteur informel peuvent ne voir que de faibles avantages nets à se conformer aux exigences de la formalisation (OCDE et OIT, 2019). L'augmentation de la productivité joue donc un rôle central dans toute stratégie visant à promouvoir le travail formel, par le biais d'interventions dans des domaines clés tels que l'éducation, l'innovation, le climat des affaires et l'aménagement urbain.

Que la croissance de la productivité soit un élément clé de la réduction des taux de pauvreté globaux est un fait bien établi<sup>9</sup>. Comme le montre la figure 3.4 b), la pauvreté au travail recule lorsque la productivité du travail augmente. Parmi les petites et moyennes entreprises des pays en développement, Vandenberg (2004) constate qu'une productivité moindre se traduit souvent par une baisse des revenus des entrepreneurs et des travailleurs et contribue ainsi à la pauvreté au travail. Outre les politiques visant à augmenter la taille des entreprises, le renforcement des droits des travailleurs et de leurs conditions de travail, notamment par le biais de pratiques de travail coopératives, peut être un moyen rentable d'accroître la productivité<sup>10</sup>. La croissance de la productivité est essentielle pour lutter contre la pauvreté dans les pays à faible revenu. Oseni, McGee et Dabalén (2014) montrent que l'augmentation de la productivité agricole au Nigéria réduit considérablement la probabilité d'être un travailleur pauvre, ce qui corrobore les liens importants entre la productivité, le développement et les objectifs de justice sociale.

**La croissance de la productivité du travail au niveau macroéconomique est le résultat de l'interaction de facteurs économiques au sein des entreprises et des**

9 Voir, par exemple, Landmann (2004), qui affirme que «lorsque la pauvreté persiste, c'est invariablement parce que les sociétés ne parviennent pas à s'attaquer efficacement au chômage, à la faible productivité et aux inégalités de revenus».

10 Voir Betcherman (2015) pour une analyse sur l'emploi productif et les emplois décents ainsi que sur les politiques permettant d'atteindre ces objectifs.

► **Figure 3.4. Productivité du travail, informalité et pauvreté au travail**

**Note:** La productivité du travail est exprimée en dollars internationaux PPA de 2017. Les taux d'informalité et de pauvreté au travail sont exprimés en pourcentages de l'emploi total. Les diagrammes de dispersion sont obtenus à partir des données regroupées par année et par pays pour ces deux indicateurs et pour la productivité du travail. Les deux échantillons comprennent différents pays et périodes, en raison de la disponibilité limitée des données. Les valeurs aberrantes situées au-delà des 99<sup>e</sup> et 1<sup>er</sup> centiles de la répartition de la productivité du travail ont été exclues.

**Source:** Calculs des auteurs à partir d'ILOSTAT.

**branches d'activité.** Les facteurs explicatifs de la croissance de la productivité dans une économie peuvent être résumés grossièrement comme suit: i) le renforcement de l'intensité capitaliste, c'est-à-dire davantage d'investissements en machines et équipements par travailleur; ii) les innovations technologiques, c'est-à-dire des méthodes de production plus sophistiquées, dont les innovations de

procédés qui peuvent, par exemple, se traduire par de meilleures techniques de gestion; et iii) la composition de la main-d'œuvre, c'est-à-dire des effectifs mieux qualifiés (Dieppe, 2021). La composition sectorielle de l'économie joue également un rôle important dans la détermination de la croissance de la productivité globale dans un pays ou une région donnés: la réaffectation des travailleurs vers

des secteurs ou des branches plus productifs augmente la croissance de la productivité du travail pour l'économie dans son ensemble. En revanche, si de nombreux travailleurs se dirigent vers des activités à faible productivité, la croissance de la productivité du travail diminue dans l'ensemble de l'économie. En d'autres termes, la composition structurelle d'une économie explique dans une certaine mesure la croissance de la productivité du travail de l'économie dans son ensemble, et la transformation structurelle peut donc être l'une des raisons expliquant le ralentissement.

**Il est particulièrement important de suivre ces évolutions sectorielles de l'emploi dans les pays en développement, où la transformation structurelle joue un rôle important** (OIT, 2022b). L'industrialisation, sous la forme de l'expansion des secteurs manufacturiers, miniers et de la construction d'un pays, est la voie de développement la plus couramment observée. Elle implique généralement la réaffectation de travailleurs d'activités à faible productivité, comme l'agriculture de subsistance ou l'artisanat à domicile, vers des secteurs à plus forte productivité, comme l'industrie manufacturière. Les secteurs à forte productivité versent généralement de meilleurs salaires et peuvent également offrir de meilleures conditions de travail. En outre, ce processus s'accompagne souvent d'une transition des emplois informels vers les emplois formels.

En économie, les techniques d'analyse causale de la croissance prennent la croissance globale de la productivité du travail d'un pays (ou d'une autre unité économique) et tentent de rendre compte de la contribution i) du renforcement de l'intensité capitaliste (en soustrayant le montant de la croissance qui peut être attribué à l'augmentation du capital), ii) de la composition de la main-d'œuvre (évolutions de la main-d'œuvre en termes d'âge, de sexe et d'éducation) et iii) d'un «résidu» de croissance qui est généralement associé à l'évolution technologique et à l'innovation<sup>11</sup>. L'analyse causale de la croissance nécessite des données sur la formation du capital et la composition de la main-d'œuvre d'un pays sur de longues périodes. Cette méthode est souvent utilisée pour obtenir des informations sur les contributions des trois principales composantes (intensification du capital, composition de la main-d'œuvre et progrès technologique) à la croissance de la productivité du travail. Cette analyse de la croissance nous aide à identifier les sources historiques de la croissance de manière *ex post*.

Gordon et Sayed (2019) montrent que, sur la période 1950-2015 aux États-Unis, environ 20 à 40 pour cent de la croissance de la productivité du travail peuvent être attribués au progrès technologique; environ 50 à 60 pour cent, au renforcement de l'intensité capitaliste; et 7 à 21 pour cent, à la composition de la main-d'œuvre (l'importance des contributions de chaque composante variant au cours de cette période). Pour l'UE-10, les chiffres estimés sont comparables, avec des estimations légèrement plus élevées pour le progrès technologique (plus de 60 pour cent) au cours de la période 1950-1970<sup>12</sup>. Selon les estimations, les contributions du progrès technologique sont nettement plus élevées au cours des premières décennies (1950-1970) et très faibles au cours des années 2000.

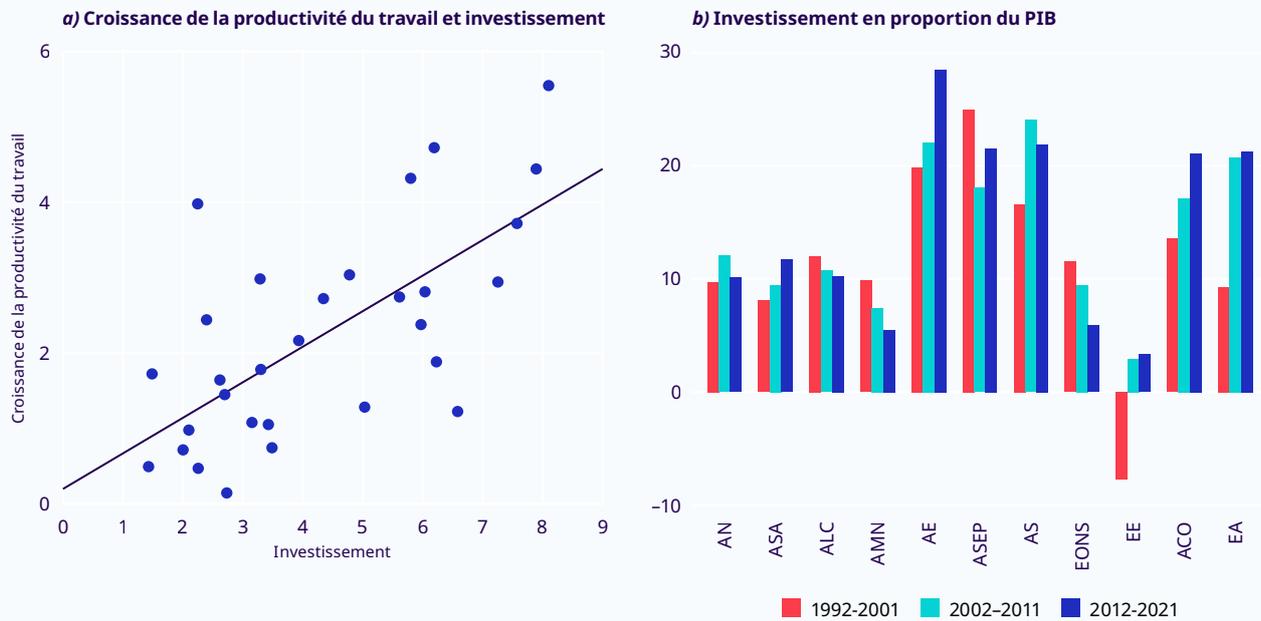
**L'investissement mondial a été faible après les chocs mondiaux.** Apparue après de fortes récessions dans les économies de l'OCDE, la faible croissance de l'investissement est devenue une préoccupation pour de nombreuses autres régions du monde et est plus prononcée dans les plus grands marchés émergents et chez les exportateurs de matières premières (OCDE, 2019a; Kose *et al.*, 2017). La figure 3.5 montre que l'investissement dans le stock de capital matériel est fortement corrélé à la croissance de la productivité du travail. Les points de la figure 3.5 a) illustrent la croissance moyenne de la productivité et les niveaux d'investissement moyens correspondants pour chacune des régions et des périodes présentées dans la figure 3.5 b). Cette dernière compare l'intensité des investissements, mesurée par la formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB, sur chaque période et pour chaque région. Dans les économies avancées (Europe de l'Ouest et États-Unis), le ralentissement de la productivité s'accompagne clairement d'une baisse de l'activité d'investissement. Dans les autres régions, le tableau est plus nuancé, l'intensité des investissements stagnant ou diminuant dans certaines régions, tandis qu'elle affiche des hausses dans d'autres.

La faiblesse persistante de l'investissement peut être due en partie aux effets d'hystérèse découlant des fréquentes crises survenues au cours des deux dernières décennies (voir l'encadré 3.2 sur les répercussions de la crise du COVID-19), et reflète également en partie l'incertitude économique croissante. Divers facteurs contribuant à une plus grande incertitude ont été analysés, notamment la baisse du commerce mondial et des flux d'investissements directs étrangers, l'augmentation du risque politique et

11 Solow (1957) a posé les fondements théoriques de l'analyse causale de la croissance. Pour des analyses approfondies de l'application de cette méthode, voir Barro (1999) et O'Mahony et Timmer (2009). Cette technique de décomposition de la croissance de la productivité du travail dépend de certaines hypothèses concernant la fonction de production agrégée, et la pratique consistant à attribuer la contribution du «progrès technologique» à la croissance résiduelle fait l'objet de critiques.

12 L'UE-10 comprend tous les États membres de l'Union européenne (UE) avant 2004. Ces chiffres sont destinés à donner une idée approximative de l'ampleur des trois composantes généralement utilisées dans l'analyse causale de la croissance. Différentes études dans la littérature obtiennent des estimations légèrement différentes, principalement en fonction de la définition exacte de la productivité du travail utilisée, des facteurs de l'analyse causale considérés et des ensembles de données sous-jacents utilisés dans les estimations. Les chiffres que nous fournissons sont également conformes à ceux de Fernald et Inklaar (2020), qui analysent en profondeur les différents résultats de la croissance de la productivité du travail découlant d'approches différentes de l'analyse causale de la croissance et utilisant différents ensembles de données.

► **Figure 3.5. Productivité du travail et investissement** (pourcentages)



**Note:** Le graphique a) présente un nuage de points des taux de croissance moyens de la productivité du travail et du stock de capital matériel dans les mêmes régions et sous-périodes que celles décrites dans la figure 3.3. Les barres du graphique b) montrent les niveaux moyens d'intensité des investissements (investissement en part du PIB, tous deux en termes réels) dans les mêmes sous-périodes et régions. Les intensités d'investissement par région sont obtenues après avoir calculé la somme pondérée des intensités d'investissement des pays de chaque région. AN: Afrique du Nord; ASA: Afrique subsaharienne; ALC: Amérique latine et Caraïbes; AMN: Amérique du Nord; AE: Asie de l'Est; ASEP: Asie du Sud-Est et Pacifique; AS: Asie du Sud; EONS: Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud; EE: Europe de l'Est; ACO: Asie centrale et occidentale; EA: États arabes.

**Source:** Calculs des auteurs à partir de Penn World Tables 10.0.

les retombées macroéconomiques négatives que peuvent générer les grandes économies.

**La composition structurelle de l'économie a une incidence sur la croissance de la productivité.** La croissance de la productivité du travail évolue différemment d'un secteur à l'autre (Baumol et Bowen, 1966). Si ces différences intersectorielles persistent sur de longues périodes, une part croissante de l'emploi sera concentrée dans les secteurs à faible productivité, ce qui finira par freiner la croissance de la productivité globale. Une telle évolution a été baptisée «la maladie des coûts», selon la formule de Baumol (Baumol, 1967), et est en partie responsable du ralentissement progressif de la croissance de la productivité observé dans les économies avancées. Nordhaus (2008) analyse différentes variantes et mécanismes de la maladie des coûts pour les États-Unis et calcule dans quelle mesure les évolutions sectorielles ont eu tendance à réduire la croissance globale de la productivité. Hartwig (2011) se livre à un exercice identique pour l'UE et constate à nouveau une incidence négative des changements structurels sur la croissance de la productivité du travail. Duernecker et Sanchez-Martinez (2022) confirment

les résultats de Hartwig tout en proposant une étude reposant sur un modèle de l'incidence négative du changement structurel sur les performances futures de la productivité dans l'UE.

La plupart des pays ont une économie reposant essentiellement sur l'agriculture dans les premiers stades de leur développement. Une évolution structurelle progressive s'ensuit (à des vitesses différentes selon les pays et les périodes), entraînant d'abord une réorientation de l'économie de l'agriculture vers l'industrie manufacturière, puis de l'industrie manufacturière vers les services. Certains analystes ont toutefois remis en question cette voie de développement traditionnelle, notant que des pays contournent l'évolution classique du secteur primaire vers le secteur secondaire pour devenir rapidement des économies de services (Hallward-Driemeier et Nayyar, 2018). Ce processus peut ne pas se faire au détriment de la croissance de la productivité du travail puisque, selon certains, les secteurs des services à croissance rapide peuvent, comme l'industrie manufacturière, conduire à une convergence économique entre les pays (Hallward-Driemeier et Nayyar, 2018). La part progressivement plus

### ► Encadré 3.2. Les répercussions de la pandémie de COVID-19

Outre le fait qu'elle a précipité un grand nombre de pays dans la récession, **la pandémie pourrait également avoir entraîné une nouvelle réduction de la croissance de la productivité du travail dans de nombreux pays**. Les diverses mesures de riposte mises en œuvre pour enrayer la propagation du virus ont également eu des effets secondaires négatifs sur l'économie. Bien que certaines données montrent que la récession a conduit à court terme à des redéploiements de travailleurs qui permettent d'améliorer la productivité (Stewart, 2022), l'effet négatif potentiel de la récession à moyen et long terme suscite des inquiétudes. Hanushek et Woessmann (2020) soulignent que les étudiants touchés par les fermetures d'écoles pendant la pandémie pourraient gagner un revenu de toute une vie inférieur de 3 pour cent, à moins que des mesures de rattrapage ne soient mises en place. Ces auteurs estiment que cela pourrait se traduire par un niveau de production à long terme plus faible, par le biais de pertes de productivité, dans les nations où les fermetures d'écoles ont été les plus strictes, ce qui serait susceptible d'aggraver les problèmes observés dans le monde en développement en termes de compétences universelles globales ainsi que les écarts croissants de scolarisation par rapport aux économies avancées (Gust, Hanushek et Woessmann, 2022; Dieppe, 2021).

L'OCDE (2021) souligne que les mesures prises par les pouvoirs publics pendant la pandémie «ont sans doute protégé des entreprises viables et productives et permis d'échapper aux risques systémiques qu'aurait représenté une vague de faillites, mais elles ont peut-être maintenu en vie des entreprises susceptibles de ne pas être viables

(zombies)»<sup>1</sup>. Une cessation trop tardive des activités de ces entreprises peut entraver la croissance de la productivité globale à plus long terme en empêchant la canalisation du capital et de la main-d'œuvre vers de nouveaux débouchés<sup>2</sup>. Enfin, les séquelles potentielles de la crise sur le tissu économique sont une question largement débattue qui peut avoir une incidence sur les perspectives de croissance de la productivité du travail<sup>3</sup>. Un rapport de la Banque centrale européenne (2021) estime que le niveau de production potentielle globale a diminué pendant la pandémie, tandis que la Banque de Finlande (2021) affirme que la crise pourrait laisser des traces plus durables que prévu dans des domaines tels que l'emploi, les stocks de capital et la productivité. De Vries, Erumban et Van Ark (2021) montrent que la croissance de la productivité après la crise ne s'écarte pas clairement de la tendance au ralentissement observée avant la pandémie. Ils ajoutent que son avenir dépend de la force relative des gains de productivité réalisés dans les secteurs à forte intensité numérique par rapport aux séquelles potentielles de la crise sur les marchés du travail et le dynamisme des entreprises. Dans l'ensemble, les effets d'hystérèse pourraient prendre la forme d'une baisse persistante de la participation au marché du travail, de faibles niveaux d'investissement et d'un ralentissement de la réaffectation des ressources (Sanchez-Martinez et Christensen, 2022), ce qui amputerait les performances déjà faibles observées sur ces fronts avant la crise. Cela pourrait être particulièrement le cas dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur dont les taux de croissance du PIB restent inférieurs aux niveaux d'avant la crise.

1. Pour une définition pratique et une taxonomie des «entreprises zombies», voir Banerjee et Hofmann (2020). 2. La plupart des analystes pensent qu'il y aura une vague de dépôts de bilan une fois que les mesures de soutien financier seront enfin levées. Des données récentes concernant les États-Unis montrent que la plus forte augmentation hebdomadaire des faillites de petites entreprises a été enregistrée en mars 2022 (Chutchian, 2022). Les conséquences en termes de pertes d'emploi et d'autres effets pourraient ne pas être négligeables. 3. Les effets d'hystérèse sont étroitement liés à la faiblesse prolongée de la demande globale en période de crise, qui laisse des cicatrices permanentes du côté de l'offre de l'économie. Summers (2015) a été l'un des premiers à suggérer qu'une demande globale insuffisante pendant de longues périodes, en particulier dans les économies avancées, est un autre facteur possible de la stagnation de la croissance de la productivité du travail.

importante du secteur des services dans les économies émergentes et avancées est donc une question essentielle à analyser par rapport au ralentissement de la croissance de la productivité. Une décomposition de la croissance de la productivité globale en contributions des taux de croissance sectoriels, en mettant l'accent sur les performances productives des secteurs des services – en distinguant les services privés des services publics, les services entre entreprises des services aux consommateurs –, est utile

pour comprendre le rôle que joue l'évolution structurelle dans la détermination de la croissance de la productivité à l'échelle de l'économie.

Une analyse de décomposition comparative entre différents pays révèle que le facteur le plus important de la croissance de la production réelle par travailleur au cours de la période 1992-2018 est la croissance de la productivité intrinsèque au niveau sectoriel<sup>13</sup>. Cela signifie que la majeure partie de la croissance de la productivité du travail

13 Voir l'annexe F pour les représentations graphiques et une analyse approfondie de ces décompositions.

peut être attribuée à des facteurs qui ne sont pas liés aux évolutions de la composition sectorielle des économies, mais plutôt aux moteurs de la croissance de la productivité au niveau sectoriel, tels que les progrès technologiques et le développement des compétences. Il existe un certain degré d'hétérogénéité entre les pays. Quelques économies émergentes et en développement affichent

une plus grande contribution positive à la croissance de la productivité en raison des évolutions sectorielles vers des activités ayant des niveaux de productivité plus élevés, et certaines économies à faible revenu affichent une contribution négative en raison des évolutions vers des secteurs ayant des profils de croissance de la productivité plus faibles.

## ► Les liens entre technologie et marché du travail

La croissance de la productivité totale des facteurs (PTF), souvent interprétée comme progrès technologique, est fréquemment considérée comme l'un des principaux moteurs de la croissance de la productivité à long terme. L'augmentation du capital fixe («renforcement de l'intensité capitalistique»), c'est-à-dire l'investissement dans des actifs physiques qui rendent les travailleurs plus productifs, est également l'un des principaux moteurs de la productivité. Il est important de noter que tant le progrès technologique que l'augmentation du capital fixe semblent jouer un rôle dans le ralentissement (Gordon et Sayed, 2019; OCDE, 2015). La structure du marché du travail y contribue moins que ces deux autres composantes. Ce constat est fait en partie par construction, car de nombreuses études analysent la contribution de la main-d'œuvre de manière étroite, en la définissant en termes de niveau d'éducation primaire, secondaire et supérieure, ignorant ainsi de nombreux autres aspects importants de la composition de la main-d'œuvre, tels que la formation, l'apprentissage sur le tas et l'expérience.

**Les trois composantes que sont l'investissement, le progrès technologique et la composition de la main-d'œuvre – considérée au sens large comme le «capital humain» – sont indissociables.** L'investissement doit être fait dans «quelque chose», une forme physique de capital, et le capital fixe doit être exploité ou géré par des travailleurs qualifiés pour le faire. Il est douteux qu'il puisse réellement y avoir un progrès technologique à l'échelle de l'économie sans une évolution importante de la main-d'œuvre et des organisations. Les investissements dans les nouvelles technologies et dans les ressources humaines doivent donc être considérés comme les deux faces d'une même médaille. Il est peu fréquent que les innovations ne reposent que sur les seuls actifs physiques.

**Les nouvelles technologies numériques telles que l'intelligence artificielle (IA) pourraient jouer un rôle important pour redynamiser la croissance de la productivité** (OIT, 2022c). L'IA, couplée à d'autres technologies numériques, devrait avoir un énorme potentiel

d'automatisation économe en main-d'œuvre, ce qui augmenterait la productivité (voir l'encadré 3.3). L'OCDE (2020) considère que la numérisation a un fort potentiel d'amélioration de la productivité, mais convient que les gains de productivité par la numérisation au niveau global ne se sont pas concrétisés. Certaines voix se sont inquiétées du fait que la numérisation couplée à l'IA pourrait entraîner une automatisation accélérée et donc la substitution de la main-d'œuvre; voir, par exemple, Arntz, Gregory et Zierahn (2016), Brynjolfsson et McAfee (2014), Frey et Osborne (2017) et Brynjolfsson et Mitchell (2017). Il est généralement admis qu'un tel remplacement devrait entraîner une croissance plus rapide de la productivité du travail. Cependant, malgré la disponibilité des technologies numériques et les progrès récents de l'IA, la croissance de la productivité a ralenti, ce qui soulève l'«énigme de la productivité» moderne (voir, entre autres, Brynjolfsson, Rock et Syverson, 2019; Commission européenne, 2020).

**Les technologies numériques ont le potentiel de renforcer les liens entre les personnes et la technologie.**

De nombreuses innovations en matière d'IA sont organisationnelles, fondées sur l'idée générale de «savoir comment faire les choses différemment», ou «mieux», ou «plus efficacement»<sup>14</sup>. Certaines de ces idées peuvent se traduire par une valeur économique mesurée, sous la forme d'actifs incorporels tels que des brevets ou des logiciels. Mais, souvent, ce savoir-faire existe hors bilan, sous la forme d'algorithmes non brevetables ou de dépenses de recherche qui ne sont pas considérées comme des actifs parce qu'elles comprennent principalement des investissements dans les personnes ou leurs capacités. De plus en plus, la littérature économique attribue un rôle important aux actifs incorporels, aux brevets et à d'autres types de savoir-faire, tels que la formation dispensée par les entreprises et les compétences de gestion, pour expliquer la croissance de la productivité.

**L'investissement dans le savoir-faire – qu'il s'agisse de machines ou de biens incorporels – ne peut avoir des effets positifs sur la productivité que si les travailleurs**

14 Pour un large éventail de types d'innovation et leurs implications sur le marché du travail, notamment en ce qui concerne le genre, voir OIT (2017), chapitres 2 et 4.

### ► Encadré 3.3. Croissance de la productivité et automatisation

Un mécanisme important par lequel les technologies numériques peuvent stimuler la croissance de la productivité est de se substituer aux travailleurs pour réaliser des activités productives. On affirme depuis longtemps que les ordinateurs sont avant tout capables d'automatiser les tâches de routine (Autor, Levy et Murnane, 2003). L'analyse de l'IA en tant que forme de capital qui peut soit compléter, soit se substituer à différents types de travail repose généralement sur la même idée. Selon l'«approche des marchés du travail par les tâches» propagée par Acemoglu et Autor (2011), Autor (2013) et d'autres, la production au niveau microéconomique est générée par des «tâches», et la frontière entre les «tâches de travail» et les «tâches de capital» change de manière dynamique à mesure que les capacités technologiques évoluent. Les professions des travailleurs et leurs emplois effectifs peuvent être considérés comme des ensembles de tâches. La tâche qui est exécutée par tel ou tel facteur de production (capital ou travail) dépend, à chaque période donnée, du coût économique relatif de ces deux facteurs. En se fondant sur le cadre de substitution machine-tâche d'Autor, Levy et Murnane (2003), Autor (2013) estime que les tâches les plus susceptibles d'être exécutées par les machines sont celles qui sont routinières ou codifiables. Ce point est repris par Frey et Osborne

(2017), qui affirment que le remplacement des tâches cognitives et manuelles routinières par le capital est évident, mais que ce potentiel de substitution doit être étendu aux tâches cognitives non routinières dans le contexte de l'IA. Les auteurs pensent que toute tâche (même non routinière) peut être réalisée par le capital tant qu'elle ne se heurte pas à des «obstacles technologiques», qu'ils regroupent grosso modo en trois catégories: les tâches de perception et de manipulation (ou problèmes non structurés), les tâches d'intelligence créative et les tâches d'intelligence sociale. Ce qui ressort clairement de cette littérature, c'est que les tâches routinières se prêtent mieux à l'automatisation et au remplacement des travailleurs par des machines. Deux incidences empiriques peuvent être déduites du modèle des tâches. Premièrement, les secteurs d'activité et les professions qui font un usage intensif de la main-d'œuvre dans les tâches routinières feront des investissements relativement plus importants dans le capital informatique (Autor, Levy et Murnane, 2003; Autor, 2013). Par conséquent, les investissements en capital et l'adoption des ordinateurs devraient être plus répandus dans ces secteurs que dans les autres. Deuxièmement, la réaffectation des tâches de la main-d'œuvre au capital devrait entraîner une augmentation de la productivité du travail.

**ont l'instruction et les compétences nécessaires pour utiliser ces actifs.** Même si l'on investit dans une nouvelle machine permettant de réduire les besoins de main-d'œuvre, la productivité au niveau de l'entreprise ne peut augmenter que si celle-ci dispose ou recrute des travailleurs ayant les compétences nécessaires pour faire fonctionner cette machine. Au niveau de l'ensemble de l'économie, le bien-être matériel n'augmentera pas grâce à une plus forte croissance de la productivité si les travailleurs remplacés restent désœuvrés ou au chômage pendant de longues périodes et ne peuvent travailler d'une autre manière productive dans l'économie. Par conséquent, le changement technologique en tant que moteur de la productivité est intrinsèquement lié aux investissements dans le capital humain (en particulier les compétences et l'éducation), comme indiqué dans la sous-section précédente.

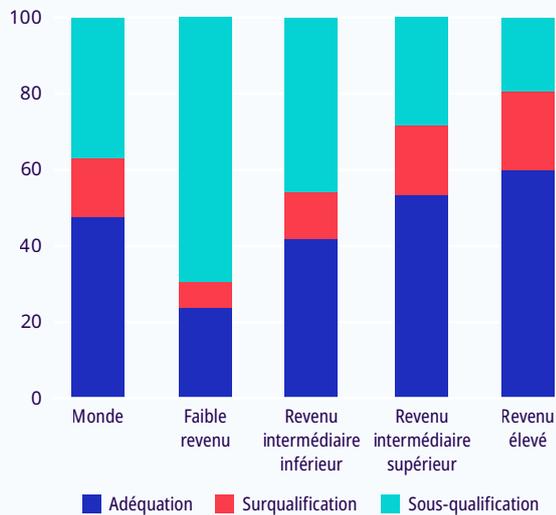
**Les compétences de la main-d'œuvre et la nécessité de les rendre plus adaptées au contexte actuel et futur de transformation technologique sont essentielles pour améliorer la qualité et la quantité de la production.**

Les estimations de l'OIT sur l'inadéquation des compétences de la main-d'œuvre par rapport aux exigences du marché du travail montrent que la sous-qualification est une problématique importante pour les pays à revenu faible et intermédiaire, qui explique en grande partie leurs difficultés à rattraper les niveaux de productivité des pays à revenu élevé (voir OIT, 2019a; figure 3.6). Combler ce déficit de compétences pourrait permettre de réaliser de nets gains de productivité. Gust, Hanushek et Woessmann (2022), par exemple, estiment que la valeur actuelle de la production économique mondiale perdue en raison d'un manque de compétences de base universelles s'élève à plus de 700 000 milliards de dollars É.-U., soit l'équivalent de 11 pour cent du PIB mondial en termes de valeur actuelle nette. Cette perte peut être attribuée au rôle clé que joue l'amélioration des compétences de la population pour garantir des gains de productivité. Dans les économies de l'OCDE, la corrélation positive entre la bonne utilisation des compétences et la productivité globale a été solidement établie<sup>15</sup>.

**L'amélioration des compétences des travailleurs (perfectionnement) et/ou leur adaptation à de nouveaux**

<sup>15</sup> <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/5ac9bb58-en/index.html?itemId=/content/component/5ac9bb58-en>.

► **Figure 3.6. Inadéquation des compétences par groupe de revenus (pourcentages)**



Source: Données tirées de Stoevska (2021).

**processus et outils (requalification) sont indispensables à la mise en œuvre et à la diffusion des nouvelles technologies ainsi qu'à la réalisation de gains de productivité.** Avec l'éducation, le développement des compétences est le pilier le plus important de la création et de la préservation du capital humain. Il comprend des domaines traditionnels tels que les pratiques de gestion, le comportement organisationnel et l'expérience professionnelle, ainsi que d'autres compétences qui ont gagné en importance ces derniers temps, comme les compétences cognitives, socioémotionnelles et manuelles (OIT, 2022d). Ce n'est pas seulement la disponibilité générale des compétences dans une économie qui importe, mais aussi l'efficacité de leur répartition. L'inadéquation des compétences peut peser lourdement sur la croissance de la productivité (Adalet McGowan et Andrews, 2015). On constate que tant la surqualification que la sous-qualification sont associées à une moindre croissance de la productivité globale. La (peu nombreuse) main-d'œuvre hautement qualifiée peut être employée de manière inefficace au sein d'une entreprise ou être *piégée* dans une entreprise à faible productivité. Ce dernier point fait ressortir combien il est important que les travailleurs puissent effectuer facilement des transitions entre les entreprises, les secteurs d'activité et les professions en vue d'améliorer leur carrière ainsi que les perspectives de leurs employeurs. L'OIT (2021a) a analysé dans quelle mesure les travailleurs peuvent se déplacer au

sein des groupes professionnels et entre eux en réaction au choc dû au COVID-19 et aux chocs technologiques.

**Les nouvelles technologies n'augmentent la productivité à l'échelle de l'économie que progressivement, car elles nécessitent des changements organisationnels complémentaires.** Brynjolfsson, Rock et Syverson (2019) expliquent que les technologies qui ont de vastes applications potentielles et qui sont donc qualifiées de technologies à usage général ont besoin de beaucoup de temps avant que leur plein effet sur l'économie et la société ne devienne visible<sup>16</sup>. Plus la restructuration potentielle est profonde et étendue, plus le délai entre l'invention de la technologie et ses effets est long. Il faut du temps pour innover et tester les innovations, pour trouver des débouchés commerciaux, pour réaliser des investissements suffisants et, finalement, pour restructurer les processus afin d'utiliser efficacement la nouvelle technologie.

Van Ark (2016) et Van Ark et Fleming (2022) avancent un argument similaire pour les technologies numériques de manière plus générale. Ils distinguent une «phase d'installation» d'une «phase de déploiement». Durant la première phase, quelques entreprises développent et mettent en œuvre les technologies; cela génère souvent une dynamique de type «tout au vainqueur» lorsque les technologies doivent encore se diffuser dans l'ensemble du système économique. Au cours de la seconde phase, ces nouvelles technologies acquièrent des caractéristiques d'usage général, deviennent disponibles à moindre coût et provoquent ainsi une transformation économique et sociale décisive. C'est dans cette phase que les gains de productivité peuvent se concrétiser. Analysant la période de 1999 à 2014 dans les économies industrialisées, Van Ark (2016) constate une baisse rapide des prix des technologies de l'information et de la communication (TIC), un transfert des investissements dans les TIC vers les services liés aux TIC, et un accroissement continu des actifs fondés sur la connaissance qui soutiennent les TIC. Il apparaît néanmoins que, même dans les pays industrialisés, de nombreuses technologies numériques, en particulier celles liées à l'IA, sont encore en phase d'installation.

Pour un sous-ensemble d'économies avancées, De Vries, Erumban et Van Ark (2021) montrent que ce sont effectivement les secteurs utilisant le plus intensivement le numérique qui contribuent le plus à la croissance de la productivité au niveau économique global. Dans les quatre économies avancées qu'ils examinent, les secteurs utilisant le moins intensivement le numérique ont obtenu les pires résultats en termes absolus et relatifs. Van Ark et Fleming (2022) font remarquer que l'augmentation de l'intensité numérique dans les secteurs dépend principalement: i) de la diffusion des nouvelles technologies numériques aux retardataires en matière de productivité, ii) de

16 Les auteurs font référence à la technologie de l'IA.

l'amélioration de la capacité des entreprises à absorber la technologie de l'intelligence artificielle, iii) de la redistribution des bénéfices en faveur de la main-d'œuvre hautement qualifiée et du capital immatériel et non du capital physique, et iv) de l'élargissement des avantages tirés des nouvelles technologies afin qu'ils soient inclusifs.

**Les institutions du marché du travail n'aident pas seulement la main-d'œuvre à adapter ses compétences aux exigences des nouvelles technologies, elles stimulent également l'évolution technologique et améliorent ainsi directement la croissance de la productivité.** Par exemple, l'amélioration de la sécurité au travail et de la santé en général contribue beaucoup au développement économique grâce à une productivité accrue<sup>17</sup>. La santé des enfants a une influence sur leur éducation et des répercussions durables sur leur participation à la vie active et leur productivité lorsqu'ils seront adultes (Bloom, Kuhn et Prettner, 2019). Katsuro *et al.* (2010) montrent que les problèmes liés à la sécurité et santé au travail ainsi qu'à la protection sociale en matière de santé ont une incidence négative sur la capacité de production des travailleurs dans l'industrie alimentaire, ce qui entraîne une moindre production par travailleur. La pollution et le changement climatique ont également une relation négative avec la productivité, principalement par l'aggravation de la santé des travailleurs, par exemple en raison du stress thermique (Zivin et Neidell, 2012; OIT, 2019a).

**La protection de l'emploi qu'offrent les institutions du marché du travail est également liée aux performances en matière de productivité.** Les dispositions légales qui rendent les licenciements coûteux, telles que les indemnités de licenciement ou les périodes de préavis, influent sur le niveau de rotation de la main-d'œuvre et incitent tant les entreprises que les salariés à investir dans leurs relations d'emploi. Certains chercheurs sont d'avis que, au-delà d'un certain niveau de protection de l'emploi, le redéploiement de la main-d'œuvre entre les entreprises et les roulements de personnel peuvent être difficiles – ce qui entraîne une inadéquation –, et l'innovation visant à réduire les coûts peut être remplacée par des investissements dans des projets à plus faible rendement et moins risqués (Miranda *et al.*, 2018). Il a également été démontré que des coûts de licenciement trop élevés peuvent renforcer le pouvoir de négociation des travailleurs en poste à tel point que les incitations à l'investissement dans l'amélioration de la productivité par les employeurs s'en trouvent réduites (Caballero et Hammour, 1996). Toutefois,

l'opinion selon laquelle une moindre étendue de la protection du marché du travail pourrait conduire à de meilleurs résultats économiques, notamment à une croissance de la productivité, repose sur l'hypothèse que cela augmente l'emploi sans réduire l'investissement productif et sans peser sur les motivations et le bien-être des travailleurs (Fedotenkov, Kvedaras et Sanchez-Martinez, 2022).

En revanche, les arguments en faveur d'une relation positive entre la protection de l'emploi et la productivité tournent autour de la concordance entre les perspectives des employeurs et celles des travailleurs grâce à des relations plus durables et plus prévisibles qui encouragent l'accumulation de capital humain en fonction de l'emploi. Les analyses empiriques fondées sur les indicateurs de protection de l'emploi compilés par l'OCDE ont montré que les systèmes décentralisés mais organisés et coordonnés (systèmes dans lesquels les accords sectoriels fixent des conditions-cadres générales, les dispositions détaillées sont établies lors de négociations au niveau des entreprises et la coordination est plutôt forte) ont tendance à afficher une productivité plus élevée (OCDE, 2019b)<sup>18</sup>. Dans le même ordre d'idées, Bassanini et Ernst (2002) affirment que la protection de l'emploi et les régimes coordonnés de relations professionnelles, en faisant concorder les objectifs des travailleurs et ceux des entreprises, encouragent la formation parrainée par l'entreprise ainsi que l'accumulation de compétences propres à l'entreprise, ce qui est propice à l'augmentation de la productivité des travailleurs. Dans l'ensemble, un certain niveau de protection de l'emploi améliore la productivité de l'entreprise, limite la rotation excessive du personnel et incite les entreprises comme les salariés à réaliser des investissements pertinents pour améliorer la productivité du lieu de travail (El-Ganainy *et al.*, 2021).

**Il a été démontré que les salaires minima contribuent à une meilleure productivité du travail,** tant au niveau de l'entreprise qu'au niveau de l'économie dans son ensemble<sup>19</sup>. Au niveau microéconomique, la théorie du salaire d'efficacité veut que les travailleurs s'engagent davantage et fassent plus d'efforts en échange de salaires plus élevés (Akerlof, 1982). Georgiadis (2013) fournit des données en ce sens pour le Royaume-Uni, tandis que Ku (2020) et Coviello, Deserranno et Persico (2022) étudient la situation pour les États-Unis et soulignent l'importance de politiques de salaire minimum bien conçues<sup>20</sup>. En outre, les salariés peuvent rester plus longtemps chez leur employeur, ce qui leur permet d'acquérir une expérience

17 Voir, entre autres, Weil (2006), Bloom et Canning (2008), Kumar et Kober (2012) et Saha (2013).

18 <https://www.oecd.org/fr/els/emp/lesindicateursdelocdesurlaprotectiondelemploi.htm>. D'autre part, Fedotenkov, Kvedaras et Sanchez-Martinez (2022) montrent que l'effet de la protection de l'emploi sur la croissance de la productivité du travail dépend de la structure des compétences dans des secteurs particuliers. Il existe également des effets différenciés pour des horizons plus courts et plus longs.

19 [https://www.ilo.org/global/topics/wages/minimum-wages/monitoring/WCMS\\_438881/lang-en/index.htm](https://www.ilo.org/global/topics/wages/minimum-wages/monitoring/WCMS_438881/lang-en/index.htm).

20 Suivant, par exemple, les orientations de l'OIT pour les politiques en matière de salaire minimum: [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_570377/lang-fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_570377/lang-fr/index.htm).

précieuse et encourage également les employeurs et les salariés à entreprendre des formations visant à améliorer la productivité (Arulampalam, Booth et Bryan, 2004). Au niveau global, le salaire minimum peut avoir pour résultat le remplacement des entreprises moins productives par des entreprises plus productives – et celles qui restent en lice deviennent plus efficaces<sup>21</sup>. Tous ces effets peuvent stimuler de manière décisive la croissance de la productivité du travail.

**D'autres facteurs institutionnels qui améliorent le capital humain, comme l'éducation, sont généralement considérés comme des moteurs essentiels de la productivité.** Le capital humain acquis par l'éducation peut être défini de manière générale comme le stock de connaissances, de compétences et d'autres caractéristiques personnelles incarné par les personnes et qui leur permet d'être plus productives (OCDE, 2019c). L'investissement dans le capital humain comprend l'éducation formelle (le préscolaire, le système scolaire formel et les programmes de formation et d'éducation des adultes), l'apprentissage informel et en cours d'emploi et l'expérience professionnelle. Le capital humain joue un rôle clé pour expliquer les écarts de productivité entre les pays (OCDE, 2019c). Non seulement l'effet de l'accumulation de capital humain dans les pays de l'OCDE est important, mais des retombées sociales positives sont également observées dans des échantillons de pays plus larges. Les effets à terme de l'éducation sur la croissance de la productivité peuvent toutefois être largement conditionnés par la qualité de l'éducation et sa synergie avec l'adéquation des compétences sur le marché du travail<sup>22</sup>.

**Dans les économies à faible revenu, accroître les investissements dans l'éducation présente encore plus d'avantages.** Dans ces pays, les individus sont confrontés à des obstacles non négligeables pour investir de manière optimale dans leur éducation, principalement en raison de coûts d'opportunité élevés. En outre, leurs niveaux d'éducation ont tendance à être nettement inférieurs à ce qui est socialement optimal, compte tenu des avantages tirés de l'acquisition de connaissances qui sont encore plus importants que dans les pays à revenu élevé. L'accès équitable à l'éducation est essentiel pour la croissance de la productivité, puisque la hausse des inégalités dans ce domaine est liée à la réduction des taux de croissance de la productivité dans les pays en développement (Valero, 2021). L'augmentation des inégalités de revenus peut également

réduire le réservoir de capital humain, car elle compromet les possibilités d'éducation des personnes défavorisées, ce qui réduit le stock de capital humain disponible à l'échelle de l'économie (Cingano, 2014).

**Pour que la croissance de la productivité soit source de prospérité partagée et d'inclusion, des politiques et des institutions clés du marché du travail doivent être mises en place afin de garantir que les gains de revenus seront équitablement partagés.** Les politiques visant à améliorer l'éducation et les compétences, les politiques sanitaires de portée générale (au-delà de la sécurité et de la santé au travail), les principes et droits fondamentaux au travail, les salaires minima et les institutions du marché du travail relatives au dialogue social et à la négociation collective sont essentiels pour atteindre cet objectif<sup>23</sup>. Par exemple, l'élimination des obstacles au choix professionnel, notamment en luttant contre la discrimination fondée sur l'origine ethnique ou le genre, peut avoir des effets positifs sur la productivité tout en garantissant le respect des principes et droits fondamentaux au travail (El-Ganainy *et al.*, 2021).

**L'augmentation de la rémunération des travailleurs en fonction de la croissance de la productivité permet de s'assurer qu'ils prennent part aux gains de productivité.** Les recherches relèvent une divergence croissante entre la croissance de la productivité et les salaires des travailleurs dans de nombreux pays<sup>24</sup>. Les principaux déterminants de ce découplage sont le type de technologie et un glissement vers le capital en tant que facteur de production, facilité par une baisse relative des prix des biens d'équipement, les techniques d'automatisation et la plus grande mobilité du capital induite par la mondialisation, notamment les possibilités de délocalisation (Fossen, Samaan et Sorgner, 2022). L'érosion progressive des institutions du marché du travail dans de nombreux pays avancés, en particulier le déclin des effectifs syndicaux, a amoindri la qualité des conventions collectives et affaibli le pouvoir de négociation des travailleurs. Ces évolutions ont joué un rôle dans la diminution de la part du travail dans le revenu national<sup>25</sup>. Il a été avancé que la causalité peut aller dans l'autre sens, c'est-à-dire que la productivité peut augmenter en raison de la hausse des salaires réels, car ceux-ci peuvent être un moteur important de la demande globale (OIT, 2012).

Les changements dans la répartition de la productivité au niveau des entreprises ont effectivement augmenté

21 Voir, entre autres, Rizov, Croucher et Lange (2016), Riley et Bondibene (2015) et Mayneris, Poncet et Zhang (2014).

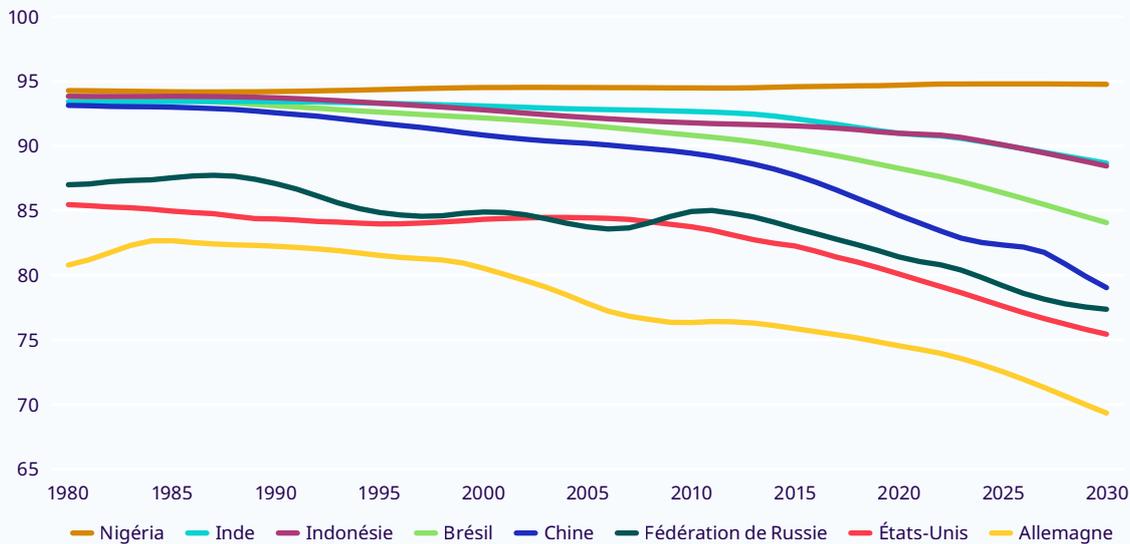
22 Voir par exemple OIT (2020b). Ce rapport se concentre sur les rendements de l'éducation et montre que l'inadéquation des compétences traduit des rendements de l'éducation variables pour les jeunes d'un pays à l'autre. Ce constat s'explique par la disparité des normes de qualité de l'éducation entre les pays ainsi que par la diversité des contextes de marché du travail.

23 Les politiques actives du marché du travail, qui contribuent également au bon fonctionnement des marchés du travail et à la productivité, sont examinées dans la section suivante.

24 Voir, entre autres, OIT (2021c).

25 Pour de plus amples détails, voir [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/publication/wcms\\_712232.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/publication/wcms_712232.pdf).

► **Figure 3.7. Trajectoires de la population en âge de travailler dans certains des pays les plus peuplés du monde, 1980-2030 (pourcentages de la population totale)**



**Note:** La population en âge de travailler correspond ici au nombre de personnes de la tranche d'âge 15-64 ans.

**Source:** Calculs des auteurs à partir des perspectives de la population mondiale (World Population Prospects) 2022 de la Division de la population des Nations Unies.

le degré de pouvoir monopsonique des entreprises sur le marché du travail, affaiblissant ainsi le pouvoir de négociation des travailleurs et abaissant les salaires par rapport à la productivité (El-Ganainy *et al.*, 2021). Aux États-Unis et au Canada, Greenspon, Stansbury et Summers (2021) observent que, même si les niveaux de productivité et de rémunération ont divergé au fil du temps, les augmentations des taux de croissance de la productivité et de la rémunération des travailleurs présentent une corrélation fortement positive. Ces résultats induisent que les politiques et/ou les tendances qui conduisent à des hausses progressives de la croissance de la productivité ont tendance à faire augmenter les revenus de la classe moyenne, même si d'autres facteurs, tels que la qualité des institutions du marché du travail, peuvent stimuler séparément la croissance de la productivité et des salaires (Productivity Institute, 2021).

**L'objectif de stimuler la croissance de la productivité doit tenir compte des coûts éventuels pour les travailleurs.** L'intensification du travail et le manque d'autonomie sur le lieu de travail provoqués par la mécanisation et l'informatisation ont été identifiés comme d'importants facteurs de stress pour la santé des travailleurs (Gallie,

2012; Gallie et Ying, 2013; Isham, Mair et Jackson, 2020). En outre, bien que les TIC puissent favoriser la croissance de la productivité, elles peuvent également brouiller les frontières entre le travail et la vie privée, réduisant ainsi le bien-être. C'est ici que la notion de croissance inclusive de la productivité devient essentielle. Il est de la plus haute importance que des gains de productivité soient réalisés et qu'ils soient partagés équitablement entre les détenteurs de capital et les travailleurs afin que le bien-être matériel soit amélioré pour tous<sup>26</sup>.

**Les institutions du marché du travail ne permettent pas de contrôler directement les facteurs démographiques qui peuvent ralentir ou stimuler la croissance de la productivité du travail.** En particulier, les transitions démographiques en cours dans la plupart des économies avancées ainsi que dans certains marchés émergents – la Chine en étant l'exemple le plus remarquable – ont trait à un processus de vieillissement rapide de la population qui ne manquera pas de peser sur la croissance économique (voir figure 3.7). Les facteurs potentiels de l'effet du vieillissement sur la croissance de la productivité du travail comprennent les difficultés croissantes à pourvoir les postes vacants en raison de l'inadéquation/la dépréciation

26 L'OCDE (2018) met l'accent sur le risque que représente le cercle vicieux dans lequel les individus les moins qualifiés et avec peu de perspectives sont éternellement confinés dans des emplois peu productifs et souvent précaires. Ce phénomène réduit la productivité globale et creuse les inégalités. Le rapport de l'OCDE souligne l'importance de la croissance inclusive comme moyen d'assurer la croissance de la productivité globale et examine différents modes d'action pour y parvenir.

accrue des compétences, la baisse des taux de création de start-up, de l'esprit d'entreprise et de l'innovation au niveau des entreprises, et le ralentissement de la diffusion des technologies en raison du rythme plus lent auquel une population en âge de travailler vieillissante peut adopter les nouvelles technologies<sup>27</sup>.

L'analyse empirique approfondie de Poplawski-Ribeiro (2020) révèle que le vieillissement de la population a joué un rôle important dans le ralentissement de la croissance de la productivité totale des facteurs au cours des dernières décennies dans un groupe d'économies avancées et en transition. En se concentrant sur la croissance de la productivité du travail, Maestas, Mullen et Powell (2016) constatent, dans le cas des États-Unis, qu'une augmentation de la fraction de la population âgée de plus de 60 ans diminue nettement la productivité du travail et la rémunération horaire des travailleurs. Dans une analyse comparable avec des données pour l'Europe, Aiyar, Ebeke et Shao (2016) montrent que le vieillissement de la population active réduit la croissance de la productivité du travail,

principalement par son effet négatif sur la croissance de la productivité totale des facteurs plutôt que sur l'investissement en capital matériel<sup>28</sup>. L'effet net du vieillissement sur la croissance de la productivité du travail par le biais de son incidence sur l'investissement est ambigu, étant donné que ce phénomène pourrait entraîner, d'une part, un renforcement de l'intensité capitalistique stimulé par une main-d'œuvre plus rare (Acemoglu et Restrepo, 2017) et, d'autre part, une surabondance d'épargne et moins de possibilités d'investissement (Jimeno, 2019).

La figure 3.7 montre que des tendances relatives à la population en âge de travailler similaires à celles des États-Unis et de l'Allemagne se manifestent également dans d'autres économies. Le Brésil et la Chine devraient voir un net recul de leur population en âge de travailler, tandis que l'Inde et l'Indonésie enregistrent également une tendance à la baisse, bien qu'à un rythme plus lent. En revanche, les tendances démographiques au Nigéria – comme dans une grande partie de l'Afrique – devraient continuer à soutenir la croissance économique<sup>29</sup>.

## ► Quels sont les autres facteurs de ralentissement de la productivité?

Plusieurs autres facteurs qui façonnent l'environnement dans lequel les entreprises opèrent ont une influence sur le potentiel de croissance de la productivité du travail. Il s'agit notamment des structures de marché, des infrastructures matérielles, du cadre institutionnel et de la qualité de la gouvernance (Dieppe, 2021; OIT, 2021b).

**Le manque de diffusion des nouvelles technologies est un facteur majeur à l'origine du paradoxe de la productivité** (Ernst, 2022a). Tout d'abord, des entreprises «superstars» sont apparues ces dernières années, qui

parviennent à se tailler la part du lion du surplus généré par la croissance de la productivité (Autor *et al.*, 2020). Cela peut expliquer la faible croissance de la productivité et sa répartition inégale, ainsi que l'accroissement des inégalités de revenus. Ensuite, les faibles taux de disparition des entreprises improductives entraînent une baisse de la croissance moyenne de la productivité au niveau sectoriel, puisque ces entreprises conservent des ressources qui pourraient être utilisées de manière plus productive ailleurs. Ce deuxième facteur a probablement été accentué

27 Parmi les exemples d'études portant sur le rôle du vieillissement sur l'entrepreneuriat figurent Karahan, Pugsley et Şahin (2019), Liang, Wang et Lazear (2018), Bornstein (2020) et Engbom (2019). Les études qui confirment son effet négatif à terme sur la croissance de la productivité comprennent Decker *et al.* (2014) et Alon *et al.* (2018). Dans une étude pour les régions de l'OCDE sur le rôle de l'érosion des compétences, Daniele, Taku et Lembcke (2020) constatent que l'association négative entre le vieillissement et la croissance de la productivité est plus forte dans les services à forte intensité de connaissances. En ce qui concerne la diffusion des connaissances, Davis, Hashimoto et Tabata (2022) proposent un modèle théorique dans lequel une contraction de la population en âge de travailler entraîne une moindre diffusion des connaissances au sein des entreprises et entre elles, et donc une moindre croissance de la productivité. Viviani *et al.* (2021) ont réalisé une enquête systématique de microétudes dans des pays en développement et des pays développés et ont conclu qu'il n'y avait pas de différence de productivité entre les travailleurs âgés et les jeunes, les travailleurs âgés étant plus performants que les jeunes, mais présentant un absentéisme plus important. Une autre voie indirecte par laquelle le vieillissement a une incidence sur la productivité est l'évolution du panier de consommation au cours du cycle de vie du consommateur. La demande de services augmente avec l'âge, ce qui accélère la transformation structurelle vers des économies reposant sur les services. Comme le secteur des services affiche globalement des taux de croissance de la productivité du travail plus faibles, cela réduit la croissance de la productivité à l'échelle de l'économie (Vollrath, 2020). Le rôle des changements structurels sectoriels est expliqué en détail à l'annexe F.

28 L'effet négatif le plus fort devrait se produire dans des pays tels que l'Espagne, l'Italie, le Portugal, la Grèce et l'Irlande, où l'on s'attend à un vieillissement rapide de la main-d'œuvre et où le fardeau de la dette est lourd.

29 L'Afrique devrait connaître une forte croissance démographique qui se traduira par une nette hausse des taux d'urbanisation. Bien que la contribution positive de l'urbanisation à la croissance de la productivité, fondée sur la densité et les effets de réseau, soit bien documentée pour d'autres régions du monde, les effets anticipés pour l'Afrique ne sont pas clairs. Cela est dû notamment au fait qu'une grande majorité de la population urbaine africaine est confrontée au travail informel et à des problèmes de logement. Le développement de villes qui fonctionnent bien est donc essentiel pour que ces tendances démographiques soient propices à la croissance de la productivité et au bien-être (Page *et al.*, 2020).

par la crise du COVID-19, puisque les mesures de soutien mises en œuvre dans de nombreux pays ont maintenu à flot des entreprises qui, autrement, auraient quitté le marché<sup>30</sup>. Enfin, les investissements complémentaires nécessaires dans les nouvelles compétences et les actifs incorporels font défaut.

S'agissant du rôle des technologies numériques dans le monde en développement, il est évident que, malgré des améliorations notables en termes d'investissements et de réseaux d'innovation ainsi que de capacité à adopter et à diffuser de nouvelles connaissances technologiques, ces progrès restent géographiquement très concentrés, et des gains de productivité durables ne se sont pas encore concrétisés dans le secteur agricole dominant ou pour la myriade de micro, petites et moyennes entreprises. Dans les pays d'Afrique subsaharienne, la productivité du travail a perdu du terrain par rapport à la fois à la frontière technologique, représentée par les États-Unis, et aux dragons asiatiques et autres marchés émergents dynamiques, tels que le Brésil, la Chine et l'Inde (Dosso, 2022). Deux des principaux obstacles qui empêchent les progrès technologiques de se traduire en gains de productivité du travail dans les pays en développement sont: i) les degrés élevés d'informalité sur les marchés du travail et ii) les institutions et marchés financiers peu performants, qui conditionnent les décisions d'investissement dans l'innovation prises par les entreprises (de Andrade Braga, Cosentino et Sagazio, 2022). Le degré d'utilisation des TIC, d'adoption des technologies, de disponibilité des compétences et d'accès aux connaissances externes peut freiner la croissance de la productivité dans des pays de tous les groupes de revenus. Ces éléments sont tous des vecteurs solides de différents types d'innovation et influencent de manière essentielle la productivité des entreprises locales (Dosso, 2022).

**La concentration du marché crée des barrières à l'entrée et empêche une diffusion plus large des avantages des nouvelles technologies.** L'utilité des nouvelles technologies ne semble profiter qu'à une fraction relativement petite de l'économie, et la nature étroitement délimitée et concurrentielle des technologies entraîne une dynamique stérile de «ruée vers l'or» (Brynjolfsson, Rock et Syverson, 2019). Un petit nombre d'acteurs dominant plusieurs marchés de l'économie numérique, et la nature de l'activité et les effets de réseau existants peuvent générer des monopoles (naturels)<sup>31</sup>. La concentration du secteur peut entraîner des baisses de niveau de vie en raison

des distorsions causées par la position dominante (voir, par exemple, De Loecker et Eeckhout, 2017; Gutierrez et Philippon, 2017).

D'autres recherches mettent en évidence de forts écarts de productivité entre les entreprises pionnières et les entreprises moyennes des mêmes secteurs dans les économies avancées (Andrews, Criscuolo et Gal, 2016; Furman et Orszag, 2015). De même, les écarts de marges bénéficiaires entre les entreprises les plus performantes et les moins performantes dans la plupart des secteurs aux États-Unis se sont creusés (McAfee et Brynjolfsson, 2008). Cela indique que des gains de productivité peuvent être réalisés par certaines entreprises sans que ces mêmes gains se manifestent dans l'ensemble des entreprises. Un nombre restreint d'entreprises superstars gagnent des parts de marché (Autor *et al.*, 2020; Tambe *et al.*, 2020), ce qui a également des conséquences pour les travailleurs, dont les revenus aux États-Unis sont de plus en plus liés aux différences de productivité au niveau des entreprises (Song *et al.*, 2019).

La principale difficulté pour mesurer le capital IA tient, comme mentionné ci-dessus, à sa nature souvent intangible. Les actifs incorporels sont un moteur important de la croissance de la productivité du travail<sup>32</sup>. Il en est ainsi en particulier dans les pays se trouvant à des stades avancés de développement économique, puisque les gains de productivité résultant de l'accumulation de facteurs de production traditionnels – tels que l'investissement en capital physique – sont progressivement plus faibles en raison du phénomène bien connu de déséconomie d'échelle. À partir d'une étude approfondie de la littérature, Roth (2019) conclut que le débat économique au sujet des biens immatériels reconnaît largement leur rôle dans la transformation des économies développées en économies de la connaissance à part entière. Les résultats de ses recherches montrent également que, pour tirer pleinement parti des investissements dans les TIC et l'IA, les entreprises doivent réaliser des investissements complémentaires dans les actifs incorporels. En outre, la littérature souligne l'importance d'une infrastructure bien dotée en actifs incorporels publics<sup>33</sup>.

**L'investissement immatériel est un moteur important de la croissance de la productivité du travail,** mais son incidence dépend du type d'actifs immatériels et du secteur dans lequel l'investissement est réalisé (Commission européenne, 2020). Certains des actifs comptabilisés dans

30 Les données les plus récentes sur les taux d'attrition des entreprises dans les pays de l'OCDE semblent confirmer cette aggravation: [https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SSIS\\_BSC\\_ISIC4](https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SSIS_BSC_ISIC4).

31 Dans les médias, il est souvent fait référence aux «FAANG» pour désigner les cinq entreprises technologiques dominantes que sont Facebook, Amazon, Apple, Netflix et Google.

32 Pour un aperçu complet de la littérature économique récente sur les actifs incorporels et leur importance, y compris les définitions spécifiques et les moyens de les comptabiliser correctement, voir Haskel et Westlake (2018).

33 Les actifs incorporels publics couvrent un large éventail, comme les informations du secteur public, les marques, le savoir-faire et la valeur de l'accès aux espaces publics pour des événements privés.

les comptes nationaux, comme la recherche-développement et les logiciels, restent essentiels pour la croissance de la productivité du travail dans le secteur manufacturier, tandis que les actifs incorporels non comptabilisés, qui comprennent les compétences économiques, sont plus importants pour les services. Compte tenu de la part nettement prédominante des services dans les économies avancées, cela souligne l'importance d'investir dans les actifs immatériels non comptabilisés au niveau national et d'en tenir dûment compte. Dans le même ordre d'idées, Niebel, O'Mahony et Saam (2017) concluent, à partir de données sectorielles, que la contribution des actifs incorporels à la croissance de la productivité du travail est généralement plus élevée dans les activités de fabrication et la finance, où l'élasticité estimée de la production par rapport aux actifs incorporels se situe entre 0,1 et 0,2.

L'investissement dans les actifs immatériels peut accélérer les sorties de crise en termes de rythme de reprise de la croissance de la productivité du travail. La Commission européenne (2022) a estimé les répercussions des investissements en actifs immatériels et matériels sur la croissance de la productivité du travail dans les années qui ont précédé la grande récession afin de déterminer si ces investissements ont rendu les branches d'activité plus résilientes. Les auteurs ont constaté que l'intensité des investissements dans les actifs incorporels et corporels était associée à long terme à une plus forte croissance de la productivité. Parmi les actifs immatériels, la recherche-développement a une relation statistiquement significative avec la productivité du travail et la croissance de la productivité totale des facteurs.

**Le potentiel des technologies numériques pour accroître la productivité pourrait être surestimé, et une faible croissance de la productivité être la nouvelle normalité.** Les technologies numériques sont censées stimuler la croissance de la productivité en raison de leur

potentiel d'automatisation des tâches routinières actuellement effectuées par des travailleurs (voir l'encadré 3.3). La mesure dans laquelle cette restructuration a réellement lieu n'est pas claire. Certaines données existent pour les États-Unis (voir Autor, Levy et Murnane, 2003), mais elles ne sont pas concluantes. En outre, il existe de fortes discordances entre les pays en ce qui concerne le caractère routinier des tâches professionnelles, tant au niveau national qu'au sein de certaines professions (voir Lewandowski, Park et Schotte, 2020; Lewandowski *et al.*, 2022). Les différences de tâches entre les pays à différents stades de développement sont beaucoup plus importantes que celles qui peuvent être expliquées par les différences de structure professionnelle. Il n'est pas surprenant que le travail dans les pays avancés englobe une plus grande part de tâches analytiques cognitives non routinières et de tâches interpersonnelles cognitives non routinières, et comporte souvent moins de tâches manuelles, alors que c'est l'inverse dans les économies émergentes et en développement. Les tâches cognitives routinières sont moins nombreuses dans les pays les moins et les plus développés et plus nombreuses dans les pays d'Europe de l'Est et du Sud, ce qui montre une relation en forme de U inversé entre le rôle du travail cognitif routinier et le niveau de développement.

Par rapport aux vagues d'industrialisation précédentes, l'intérêt de poursuivre la numérisation pour la croissance de la productivité semble limité. Gordon (2013 et 2017) et Gordon et Sayed (2020), entre autres, affirment que la principale raison du ralentissement actuel est que les avantages des grandes innovations introduites au cours du XX<sup>e</sup> siècle – comme l'électricité et le moteur à combustion – s'amenuisent. Selon eux, les fruits à portée de main des bouleversements technologiques du passé ont déjà été récoltés, et il ne reste plus que des innovations à faible rendement marginal.

## ► Moyens d'action

Les décideurs politiques et les partenaires sociaux devraient se concentrer sur les augmentations durables de la productivité qui sont source de prospérité partagée. L'analyse présentée dans ce chapitre a montré que le ralentissement de la croissance de la productivité, qui a commencé comme un phénomène propre aux économies avancées il y a plusieurs décennies, est devenu un sujet de préoccupation à l'échelle mondiale. Les raisons de ce ralentissement font encore l'objet de débats, et des facteurs propres à chaque pays pourraient bien jouer un rôle. Dans ces circonstances, il est impossible de déterminer une approche politique unique et universelle. Cependant, le fait que le ralentissement soit désormais généralisé, et

qu'il devienne persistant dans de nombreux pays, laisse penser que des problèmes structurels empêchent une croissance plus forte de la productivité.

Une croissance plus élevée de la productivité était possible dans le passé. Les décideurs peuvent donc se concentrer sur les domaines dont on sait qu'ils ont permis d'augmenter cette croissance: un environnement favorable aux entreprises ainsi que des investissements publics et privés dans les capacités de production qui permettent le développement et la diffusion de technologies améliorant ou facilitant la production ou la consommation durable de biens et de services et, en fin de compte, qui servent

à améliorer les conditions de vie. Enfin, les politiques qui soutiennent l'investissement dans les personnes – dans toutes les formes de capital humain – offrent la perspective de porter la croissance de la productivité à des niveaux aussi élevés que par le passé. Ces politiques s'efforceraient d'accroître stratégiquement la qualité de la main-d'œuvre par la (ré)éducation et la (re)formation tout au long de la carrière et favoriseraient également un meilleur accès aux ressources qui permettent aux individus de constituer et de maintenir leur propre capital humain.

D'autres moyens d'action évoqués dans cette section concernent les mécanismes politiques et les dispositifs institutionnels par lesquels les domaines mentionnés ci-dessus peuvent être traités de manière efficace et efficiente.

## Créer un environnement propice à une croissance durable de la productivité

**La mise en place d'un environnement propice aux entreprises durables est indispensable.** Les améliorations de la productivité doivent en fin de compte être mises en œuvre dans les entreprises, par le biais de changements dans l'environnement de travail et les processus de production. Cela signifie que les décideurs politiques peuvent chercher à modifier positivement l'environnement des entreprises afin que celles-ci soient incitées à procéder à des changements propices à l'augmentation de la productivité. Au niveau politique le plus élevé, les gouvernements doivent fournir un cadre macroéconomique, juridique et institutionnel dans lequel les entreprises privées peuvent prospérer. Un tel environnement commence par des droits de propriété opposables, des lois anticorruption et une législation sur la concurrence qui, ensemble, permettent un accès équitable des agents économiques aux marchés et empêchent la création de monopoles, de monopsones et d'oligarchies.

Le cadre juridique et institutionnel doit être préservé par des tribunaux indépendants et efficaces qui font respecter l'État de droit. Un environnement macroéconomique stable nécessite une faible inflation et des politiques macroéconomiques permettant d'absorber les chocs. Si un tel cadre de base ne peut être maintenu, comme cela peut arriver dans les pays en développement en particulier, il est difficile de créer des marchés stables et de promouvoir des entreprises durables qui aient les incitations nécessaires pour entrer et opérer sur ces marchés afin de créer des possibilités d'emplois productifs. Une réglementation macroprudentielle appropriée est à cet égard essentielle pour la croissance de la productivité et la création d'emplois décents (Ernst, 2019).

### **Les politiques fiscales sont un élément essentiel pour parvenir à une croissance inclusive de la productivité.**

À l'ère actuelle de la numérisation et de la robotisation, la fiscalité a fortement tendance à peser sur le travail. La fiscalité publique devrait au contraire trouver un juste équilibre entre la réduction des inégalités et la préservation de la productivité et de la croissance à long terme. Des données récentes indiquent que cet arbitrage stratégique pourrait ne pas être pleinement respecté (Merola, 2022). Par exemple, Acemoglu, Manera et Restrepo (2020) affirment que les États-Unis taxent actuellement trop peu les machines et les équipements par rapport au travail, au point d'encourager une automatisation excessive qui supprime des emplois sans rendre l'économie plus productive.

### **Des investissements privés dans les moyens de production, notamment la technologie, sont nécessaires, ainsi que des investissements suffisants dans les infrastructures publiques comme celles des transports et du numérique.**

Par exemple, la couverture du réseau de Smartphones et l'accès à Internet sont importants pour la création et le maintien d'un environnement commercial favorable. Si seule une fraction de la population et des entreprises a accès au matériel, aux appareils numériques et à Internet, l'économie souffre d'une fracture numérique. Certains groupes, probablement en fonction de caractéristiques démographiques telles que le genre ou le revenu, n'auront qu'un accès limité ou nul à l'économie numérique. Une telle fracture peut également se produire entre différentes régions géographiques d'une économie, notamment entre les zones rurales et les zones urbaines, et nécessiter des mesures politiques ciblées. Plus généralement, il faut veiller à ce que l'innovation financière n'engendre pas de nouvelles sources d'instabilité et de volatilité économiques.

### **La stabilité financière et l'accès aux ressources financières sont essentiels.**

Les petites et moyennes entreprises, qui ont besoin d'accéder au crédit ou aux fonds propres, ont souvent un accès limité ou inexistant aux marchés financiers mondiaux. Les progrès récents des technologies numériques ont permis de trouver de nouvelles solutions financières et ont conduit à la création de sociétés de services financiers de haute technologie, appelées «fintech». Ces applications numériques financières ont le potentiel d'améliorer les modes de financement dans les pays en développement (y compris dans les zones rurales), dans lesquels les institutions financières ont tendance à être moins développées.

**Il convient de promouvoir le développement, la diffusion, la mise en œuvre et l'adoption de nouvelles technologies dans les entreprises et les pays<sup>34</sup>.** Ce chapitre a montré que de nombreuses avancées dans les technologies

34 Cette affirmation s'applique à tous les types de technologies, mais ce chapitre traite de cette question principalement par rapport aux technologies numériques.

numériques n'ont pas réussi jusqu'à présent à se traduire par des gains de productivité mesurables et largement partagés par la population. Bien que les raisons exactes de cette situation ne soient pas encore claires, les domaines d'action qui nécessitent une attention particulière à cet égard concernent la promotion d'une concurrence loyale entre les entreprises et le refus des monopoles dans le domaine des technologies, des données et des infrastructures numériques. La régulation devrait favoriser la diffusion, entre les entreprises et les personnes, de la technologie numérique et de ses avantages à moyen terme. Elle devrait également viser à prévenir l'exploitation sociale ou économique abusive des asymétries d'information que les technologies numériques peuvent générer, et soutenir une utilisation de la technologie centrée sur l'humain qui améliore le bien-être des personnes.

**Davantage d'efforts sont nécessaires pour soutenir le développement du capital humain dans la population active et des institutions solides du marché du travail.**

Les gouvernements devraient travailler en étroite collaboration avec les partenaires sociaux, les employeurs et les travailleurs pour s'assurer que les systèmes d'éducation et la formation professionnelle correspondent aux besoins des entreprises et entraînent donc une plus forte croissance de la productivité. La qualité de la main-d'œuvre est essentielle à l'utilisation des nouvelles technologies et à la récolte des gains de productivité que les nouveaux processus de production peuvent offrir. Outre les investissements dans les systèmes d'éducation et de formation pour créer et maintenir une main-d'œuvre employable et efficace, les politiques actives du marché du travail peuvent améliorer l'efficacité du marché du travail et il a été démontré qu'elles entraînent des augmentations de productivité, par exemple grâce à l'amélioration des compétences et à la diffusion des connaissances (Goulas et Zervoyianni, 2018; Escudero, 2018; Escudero *et al.*, 2019). Au vu des caractéristiques de la transformation numérique, les politiques du marché du travail devraient également se préoccuper de la souplesse des transitions sur le marché du travail, qui permet aux travailleurs de circuler entre différentes entreprises, tout en leur garantissant une protection sociale suffisante (Petropoulos, 2022).

Dans une perspective plus large de justice sociale, il a été démontré que les efforts déployés pour maintenir une population en bonne santé sont à l'origine d'écarts de revenu par travailleur entre les pays. Ce constat plaide en faveur de la mise en œuvre de mesures de santé publique comme moyen complémentaire de parvenir à une plus forte croissance de la productivité (Bloom *et al.*, 2022). En outre, l'élimination de la violence, du harcèlement et de la discrimination au travail peut également améliorer la

productivité en raison de l'incidence négative de ces vils comportements sur la santé mentale des travailleurs (voir, par exemple, OIT, 2022e).

Des systèmes d'assurance-chômage adéquats sont indispensables pour fournir l'aide au revenu nécessaire aux demandeurs d'emploi et les inciter à trouver un emploi correspondant à leurs compétences et à leurs aspirations. Les prestations de chômage ne devraient pas empêcher les demandeurs d'emploi de consacrer du temps à la recherche d'un emploi correspondant à leurs compétences. Des recherches récentes laissent penser que l'extension des prestations d'assurance-chômage peut nettement améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi, augmentant ainsi la productivité (Acemoglu et Shimer, 1999 et 2000; Farooq, Kugler et Muratori, 2020).

**Des écosystèmes de productivité pour le travail décent et une transition juste**

En ce qui concerne les mécanismes qui permettraient aux politiques d'être fructueuses, l'OIT propose un cadre d'«écosystèmes de productivité pour le travail décent» afin de s'attaquer aux obstacles à la croissance de la productivité<sup>35</sup>. Les entreprises et leur personnel font partie d'un «écosystème» dans lequel les moteurs de croissance de la productivité et du travail décent sont liés à plusieurs niveaux. Les politiques doivent cibler les besoins particuliers des secteurs et des professions afin d'aider les entreprises et les salariés à acquérir les compétences indispensables pour réussir la transformation technologique. Les entreprises ne manquent pas seulement des compétences nécessaires parmi leurs salariés, elles manquent aussi souvent de l'expérience d'encadrement nécessaire, qui peut être acquise, par exemple, par une interaction plus intensive avec des concurrents de secteurs similaires ou connexes (Bender *et al.*, 2018; Bloom *et al.*, 2019). Une faible rotation des cadres retarde l'adoption de pratiques de gestion plus productives (Bloom *et al.*, 2020). En outre, pour accélérer la croissance de la productivité, il faut aider les micro et petites entreprises à faire leur transition vers la formalité et à atteindre et maintenir une échelle de production efficace minimale et une viabilité économique.

**Le dialogue social est indispensable pour soutenir les efforts d'amélioration de la productivité**<sup>36</sup>. Ce pilier est essentiel pour remédier aux grandes différences de productivité entre les individus et les entreprises, ainsi qu'à l'écart qui se creuse entre la croissance de la productivité et la croissance des salaires, qui pénalise démesurément

35 <https://www.ilo.org/empent/Projects/productivity-ecosystems/lang--en/index.htm>.

36 Une histoire récente en Colombie illustre très bien comment le dialogue social et la négociation collective ont nettement amélioré la productivité: <https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/multimedia/features/colombia/collective-bargaining/lang--fr/index.htm>.

les travailleurs. Les faits montrent également que le **renforcement de la qualité des relations professionnelles au niveau de l'entreprise contribue à prévenir les restructurations inefficaces**, améliorant ainsi la productivité des entreprises. Il a été démontré que les comités d'entreprise, qui doivent être consultés au sujet des restructurations, des plans d'investissement ou des licenciements, réduisent la rotation de la main-d'œuvre. Associés à des négociations sectorielles qui empêchent la recherche de rente, les comités d'entreprise font augmenter la productivité des entreprises et accélèrent l'introduction de nouvelles technologies (El-Ganainy *et al.*, 2021). Les effets globaux des syndicats et de la négociation collective sur la productivité sont ambigus et sujets à débat (OIT, 2022f; Doucouliagos, Freeman et Laroche, 2017). Néanmoins, une meilleure représentation du personnel organisé au niveau de l'entreprise pourrait contribuer à une introduction plus rapide et plus équitable des nouvelles technologies, ce qui pourrait en retour améliorer les perspectives de productivité et d'emploi à plus long terme, par exemple en renforçant les incitations à la formation des travailleurs et en soutenant la réorganisation de la main-d'œuvre.

Une attention particulière devrait également être accordée au rôle joué par les politiques visant à **réduire l'incidence de l'emploi informel**. La faible productivité de l'économie informelle constitue un frein majeur à la croissance de la productivité globale et se traduit par une persistance de la pauvreté. Les principales mesures visant à remédier au problème de l'économie informelle comprennent la création d'incitations à la formalisation des entreprises, l'accès au financement par le biais de banques de développement nationales ou de prêts garantis par l'État, le développement des compétences des propriétaires d'entreprises et des travailleurs (afin d'améliorer l'allocation des ressources et les pratiques de gestion tout en augmentant la productivité du travail), une fiscalité simple et équitable, des politiques de lutte contre la corruption, un climat des affaires stable et favorable ainsi que la simplification des procédures d'enregistrement, entre autres (El-Ganainy *et al.*, 2021).

## Dispositifs institutionnels pour promouvoir la productivité et le travail décent

**Les organismes centraux de coordination peuvent jouer un grand rôle en fournissant des orientations au secteur privé dans l'objectif de promouvoir la productivité** (Mazzucato, 2013 et 2021). Les institutions publiques peuvent fournir des services importants pour réduire les coûts de transaction des entreprises. Par exemple, elles donnent des informations, aident à coordonner les différents acteurs pour fixer des normes et promouvoir leur application par le biais de politiques de passation

des marchés, veillent à ce que des compétences et des formations pertinentes soient fournies et réduisent les risques d'investissement dans des projets sans précédent (*moonshot*) censés avoir une importance sociétale. Ces institutions de coordination sont particulièrement importantes dans les pays en développement soumis à de vastes processus d'ajustement structurel (Salazar-Xirinachs, Nübler et Kozul-Wright, 2014).

Au minimum, les **organisations de productivité fournissent des informations essentielles aux entreprises et aux travailleurs afin qu'ils prennent des décisions éclairées en matière d'investissements et d'éducation**. L'OIT insiste sur le rôle de ces organisations nationales de productivité et sur leur mandat de promotion de la croissance de la productivité. Elles sont censées être des institutions indépendantes (ni le gouvernement, ni les employeurs, ni les travailleurs ne les dominent) et peuvent orienter les politiques nationales et régionales vers des mesures qui facilitent la croissance de la productivité. En général, ces organisations effectuent des analyses économiques et statistiques et publient leurs résultats afin d'influencer les politiques de leur pays et d'encourager les réformes qui visent une croissance économique durable. Les organisations nationales de productivité peuvent consulter les parties prenantes concernées mais sont tenues d'être objectives et neutres.

**Les organisations de productivité peuvent également contribuer à promouvoir les normes et à rationaliser les politiques de marchés publics**. Les normes sectorielles sont un outil important pour coordonner les entreprises et leurs investissements ainsi que pour réduire les coûts de transaction dans leurs activités. Lorsque les règles non contraignantes et les accords sectoriels ne suffisent pas, les acteurs publics peuvent intervenir ou aider à négocier des accords. Les normes sectorielles ont particulièrement compté dans l'évolution de l'économie numérique, où les normes et régulations internationales sont indispensables pour garantir un commerce sans entrave dans les services numériques. Une plus grande convergence est toutefois nécessaire, notamment pour faire respecter l'application des normes internationales du travail aux travailleurs des plateformes, faute de quoi les bénéfices de la transformation numérique pourraient rester concentrés entre les mains d'un petit nombre d'acteurs (OIT, 2019b).

**Le développement des compétences et la formation professionnelle jouent un rôle prépondérant dans la modernisation de l'appareil productif des économies, tout comme la reconnaissance de l'expérience professionnelle**. Cependant, le développement des programmes d'enseignement reste un défi pour de nombreux pays. Un processus intégré d'élaboration des programmes d'études, impliquant les partenaires sociaux, les entreprises et les établissements d'enseignement, est la clé d'un développement efficace et pertinent des compétences (Nübler, 2014). Par exemple, les programmes des systèmes de formation

professionnelle duale en Allemagne font l'objet de révisions régulières, et de nouveaux contenus de cours sont intégrés pour correspondre aux besoins des employeurs. En République de Corée, une collaboration étroite entre institutions publiques et privées a permis de garantir que les salariés reçoivent une formation adéquate et un enseignement général étendu, aidant ainsi le pays à traverser un processus d'ajustement structurel rapide (Cheon, 2014). Il est important d'amener le secteur privé à s'approprier l'offre de compétences et de formation afin de veiller à ce que le contenu soit pertinent et actualisé.

Les évolutions institutionnelles en matière d'anticipation des besoins de compétences et d'orientation professionnelle peuvent aider les travailleurs et les entreprises à s'adapter aux nouvelles perspectives économiques. L'initiative Skills Future Singapore permet par exemple aux salariés de trouver plus rapidement de nouveaux débouchés professionnels en fonction de leur expérience antérieure et de leur formation formelle. De nouvelles approches accordant une plus grande valeur à l'expérience professionnelle que les individus accumulent tout au long de leur vie sont nécessaires pour soutenir des transitions professionnelles productives (McKinsey, 2022). Les normes de certification publiques ainsi que les nouvelles formes numériques de (micro-)certificats pourraient constituer une stratégie utile pour renforcer l'apprentissage tout au long de la vie.

Les dépenses publiques consacrées à la recherche-développement générale ont diminué dans de nombreux pays au cours de la dernière décennie, malgré son rôle dans le développement des technologies de pointe. Le **recours aux fonds souverains, qui ont proliféré ces dernières années pour gérer les ressources nationales, mérite davantage d'attention** (Thatcher et Vlandas, 2022). Jusqu'à présent, la plupart des fonds souverains ont adopté une attitude passive dans la gestion de leurs investissements, tant au niveau national qu'à l'étranger. Toutefois, étant donné la taille que ces fonds ont atteinte, il a été tenté d'en utiliser au moins une partie dans des stratégies d'investissement plus actives, en particulier pour soutenir des projets innovants. Par exemple, l'Arabie saoudite a lancé en 2017 son Future Investment Initiative Institute, financé en partie par son fonds d'investissement public, dans le but précis d'investir dans des projets novateurs (*moonshot*) liés à la durabilité. De même, les fonds

souverains de Singapour, de Malaisie et d'Abou Dhabi ont réalisé des investissements dans la Silicon Valley pour soutenir les entreprises numériques innovantes dans le but de contribuer à la diversification de leur économie nationale (OMPI, 2020). Dans l'ensemble, une orientation plus active de ces fonds permettrait de mobiliser des ressources suffisantes pour aider les économies à se transformer et à atteindre leurs objectifs de durabilité tout en améliorant leur tissu productif (Ernst, 2022a).

Enfin, **la transition en cours vers une économie verte offre la possibilité de moderniser largement la production, notamment dans les pays en développement.**

Nombre de ces pays abritent de vastes zones d'habitats naturels qui sont essentielles à la régénération écologique et à la régulation du climat mondial. Transformer les mécanismes de gouvernance internationale afin de valoriser ces formes de capital naturel permettrait à ces pays d'obtenir des ressources financières supplémentaires, qui les aideraient à financer à la fois la mise à niveau technologique et la protection des ressources environnementales (Ernst, 2022b; Ernst, Schöring et Achtnich, 2022). En l'absence de tels mécanismes, de nombreux pays préfèrent disposer de leurs ressources naturelles en extrayant des minerais et du bois, ce qui ne crée pas les conditions d'une transformation structurelle réussie. L'accord relatif à un nouveau fonds pour les «pertes et préjudices» auquel est parvenue la récente conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27) constitue une étape importante dans l'élaboration de mécanismes de gouvernance internationale. Ce fonds devrait être étendu à la valorisation du capital naturel par le biais, par exemple, du paiement des services écosystémiques, une voie qui promet de générer des ressources financières supplémentaires au lieu de redistribuer les ressources existantes comme le fonds pour les pertes et les préjudices le prévoit (Dasgupta, 2021). Couplées aux fonds souverains ou aux conseils nationaux de développement, comme nous l'avons vu plus haut, ces innovations en matière de gouvernance peuvent servir à fournir des ressources supplémentaires pour le développement du secteur privé, comme l'a suggéré le Rwanda Development Board, le conseil de développement du Rwanda. Avec les politiques de transition juste évoquées ci-dessus, la recherche de telles solutions fondées sur la nature est prometteuse pour le développement économique durable (OIT, PNUE et IUCN, 2022).

# Références

- Acemoglu, Daron, et David Autor. 2011. «Skills, Tasks and Technologies: Implications for Employment and Earnings», dans *Handbook of Labor Economics*, publié sous la dir. d'Orley Ashenfelter et David Card, 4B: 1043-1171. Amsterdam: Elsevier.
- —, Andrea Manera et Pascual Restrepo. 2020. «Does the US Tax Code Favour Automation?», NBER Working Paper 27052.
- —, et Pascual Restrepo. 2017. «Secular Stagnation? The Effect of Aging on Economic Growth in the Age of Automation», *American Economic Review: Papers & Proceedings*, 107 (5): 174-179.
- —, et Robert Shimer. 1999. «Efficient Unemployment Insurance», *Journal of Political Economy*, 107 (5): 893-928.
- —, et —. 2000. «Productivity Gains from Unemployment Insurance», *European Economic Review*, 44 (7): 1195-1224.
- Adalet McGowan, Müge, et Dan Andrews. 2015. «Labour Market Mismatch and Labour Productivity: Evidence from PIAAC Data», OECD Economics Department Working Paper No. 1209. <https://doi.org/10.1787/5js1pzx1r2kb-en>.
- Aiyar, Shekhar, Christian Ebeke et Xiaobo Shao. 2016. «The Impact of Workforce Aging on European Productivity», IMF Working Paper WP/16/238. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2016/wp16238.pdf>.
- Akerlof, George A. 1982. «Labor Contracts as Partial Gift Exchange», *Quarterly Journal of Economics*, 97 (4): 543-569.
- Alon, Titan, David Berger, Robert Dent et Benjamin Pugsley. 2018. «Older and Slower: The Startup Deficit's Lasting Effects on Aggregate Productivity Growth», *Journal of Monetary Economics*, 93: 68-85.
- Andrews, Dan, Chiara Criscuolo et Peter N. Gal. 2016. «The Best versus the Rest: The Global Productivity Slowdown, Divergence across Firms and the Role of Public Policy», OECD Productivity Working Papers No. 5. <https://doi.org/10.1787/63629cc9-en>.
- Arntz, Melanie, Terry Gregory et Ulrich Zierahn. 2016. «The Risk of Automation for Jobs in OECD Countries», OECD Social, Employment and Migration Working Papers 189. [https://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/the-risk-of-automation-for-jobs-in-oecd-countries\\_5jlz9h56dvq7-en](https://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/the-risk-of-automation-for-jobs-in-oecd-countries_5jlz9h56dvq7-en).
- Arulampalam, Wiji, Alison Booth et Mark Bryan. 2004. «Training and the Minimum Wage», *Economic Journal*, 114: C86-C94.
- Autor, David H. 2013. «The "Task Approach" to Labor Markets: An Overview», *Journal for Labour Market Research*, 46: 185-199.
- —, David Dorn, Laurent F. Katz, Christina Patterson et John Van Reenen. 2020. «The Fall of the Labor Share and the Rise of Superstar Firms», *Quarterly Journal of Economics*, 135 (2): 645-709. <https://doi.org/10.1093/qje/qjaa004>.
- —, Frank Levy et Richard J. Murnane. 2003. «The Skill Content of Recent Technological Change: An Empirical Exploration», *Quarterly Journal of Economics*, 118 (4): 1279-1333.
- —, et Anna Salomons. 2017. «Does Productivity Growth Threaten Employment?», document pour le ECB Forum on Central Banking, 19 juin 2017. [https://www.ecb.europa.eu/pub/conferences/shared/pdf/20170626\\_ecb\\_forum/D\\_Autor\\_A\\_Salomons\\_Does\\_productivity\\_growth\\_threaten\\_employment.pdf](https://www.ecb.europa.eu/pub/conferences/shared/pdf/20170626_ecb_forum/D_Autor_A_Salomons_Does_productivity_growth_threaten_employment.pdf).
- Badulescu, Daniel, Alina Badulescu, Ramona Simut, Dorin Bac, Elena-Ana Iancu et Nicloaie Iancu. 2020. «Exploring Environmental Kuznets Curve: An Investigation on EU Economies», *Technological and Economic Development of Economy*, 26 (1): 1-20.

- ▶ Banerjee, Ryan Niladri, et Boris Hofmann. 2020. «Corporate Zombies: Anatomy and Life Cycle», BIS Working Paper No. 882. <https://www.bis.org/publ/work882.htm>.
- ▶ Banque centrale européenne. 2021. «Les séquelles de la pandémie de COVID-19 sur l'économie mondiale: un examen des informations récentes», Bulletin économique de la BCE n° 7/2021.
- ▶ Banque de Finlande. 2021. «The Depths of the COVID-19 Crisis, and the Recovery», Bank of Finland Bulletin 6/2020.
- ▶ Barro, Robert J. 1999. «Notes on Growth Accounting», *Journal of Economic Growth*, 4 (2): 119-137.
- ▶ Bassanini, Andrea, et Ekkehard Ernst. 2002. «Labour Market Regulation, Industrial Relations and Technological Regimes: A Tale of Comparative Advantage», *Industrial and Corporate Change*, 11 (3): 391-426.
- ▶ Baumol, William J. 1967. «Macroeconomics of Unbalanced Growth: The Anatomy of Urban Crisis», *American Economic Review*, 57 (3): 415-426.
- ▶ —, et William G. Bowen. 1966. *Performing Arts, the Economic Dilemma: A Study of Problems Common to Theater, Opera, Music and Dance*. Cambridge, États-Unis: MIT Press.
- ▶ Bender, Stefan, Nicholas Bloom, David Card, John Van Reenen et Stefanie Wolter. 2018. «Management Practices, Workforce Selection, and Productivity», *Journal of Labor Economics*, 36 (S1): S371-S409.
- ▶ Benigno, Pierpaolo, Luca Antonio Ricci et Paolo Surico. 2015. «Unemployment and Productivity in the Long Run: The Role of Macroeconomic Volatility», *Review of Economics and Statistics*, 97 (3): 698-709.
- ▶ Betcherman, Gordon. 2015. «Promoting Productive Employment and Decent Jobs: What Should Be Done about Informal Employment?», document préparé pour la réunion du groupe d'experts sur le développement social et le Programme 2030, New York, 21-23 octobre 2015. <https://www.un.org/esa/socdev/egms/docs/2015/sd-agenda2030/BetchermanPaper.pdf>.
- ▶ Bloom, David, et David Canning. 2008. «Population Health and Economic Growth», Commission on Growth and Development Working Paper No. 24.
- ▶ —, Rainer Kotschy, Klaus Prettnner, David Canning et Johannes Schünemann. 2022. «Health and Economic Growth: Reconciling the Micro and Macro Evidence», CESifo Working Paper No. 9806. [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=4148203](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=4148203).
- ▶ —, Michael Kuhn et Klaus Prettnner. 2019. «Health and Economic Growth», *Oxford Research Encyclopedias: Economics and Finance*, 25 février 2019.
- ▶ Bloom, Nicholas, Erik Brynjolfsson, Lucia Foster, Ron Jarmin, Megha Patnaik, Itay Saporta-Eksten et John Van Reenen. 2019. «What Drives Differences in Management Practices?», *American Economic Review*, 109 (5): 1648-1683. <https://doi.org/10.1257/aer.20170491>.
- ▶ —, Aprajit Mahajan, David McKenzie et John Roberts. 2020. «Do Management Interventions Last? Evidence from India», *American Economic Journal: Applied Economics*, 12 (2): 198-219.
- ▶ Bornstein, Gideon. 2020. «Entry and Profits in an Aging Economy: The Role of Consumer Inertia», polycopié.
- ▶ Brynjolfsson, Erik, et Andrew McAfee. 2014. *The Second Machine Age: Work, Progress, and Prosperity in a Time of Brilliant Technologies*. New York: W. W. Norton.
- ▶ —, et Tom Mitchell. 2017. «What Can Machine Learning Do? Workforce Implications», *Science*, 358 (6370): 1530-1534.
- ▶ —, Daniel Rock et Chad Syverson. 2019. «Artificial Intelligence and the Modern Productivity Paradox: A Clash of Expectations and Statistics», dans *The Economics of Artificial Intelligence: An Agenda*, publié sous la dir. d'Ajay Agrawal, Joshua Gans et Avi Goldfarb. Chicago, États-Unis: University of Chicago Press.
- ▶ Byrne, David, John G. Fernald et Marshall B. Reinsdorf. 2016. «Does the United States Have a Productivity Slowdown or a Measurement Problem?», *Brookings Papers on Economic Activity*, 10-11 mars 2016, 109-157.

- Caballero, Ricardo J., et Mohamad L. Hammour. 1996. «On the Timing and Efficiency of Creative Destruction», *Quarterly Journal of Economics*, 111 (3): 805-852.
- Chen, Xueli, Wanshu Ma et Vivian Valdmanis. 2021. «Can Labor Productivity Growth Reduce Carbon Emission? Evidence from OECD Countries and China», *Management of Environmental Quality*, 33 (3): 644-656.
- Cheon, Byung You. 2014. «Skills Development Strategies 7 and the High Road to Development in the Republic of Korea», dans *Transforming Economies: Making Industrial Policy Work for Growth, Jobs and Development*, publié sous la dir. de José Manuel Salazar-Xirinachs, Irmgard Nübler et Richard Kozul-Wright. Genève: BIT.
- Chutchian, Maria. 2022. «Bankruptcy Filings Are Creeping Back Up in Early 2022», *Reuters*, 5 avril 2022. <https://www.reuters.com/legal/transactional/bankruptcy-filings-are-creeping-back-up-early-2022-2022-04-05/>.
- Cingano, Federico. 2014. «Trends in Income Inequality and Its Impact on Economic Growth», OECD Social, Employment and Migration Working Paper No. 163. <http://dx.doi.org/10.1787/5jxrnjncwvx6j-en>.
- Commission européenne. 2020. *Productivity in Europe: Trends and Drivers in a Service-Based Economy*, JRC Technical Report, JRC119785. <https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/handle/JRC119785>.
- —. 2022. «Industrial Performance and Investment in Intangible Assets during Crises», dans *Science, Research and Innovation Performance of the EU 2022: Building a sustainable future in uncertain times*, 607-638.
- Coviello, Decio, Erika Deserranno et Nicola Persico. 2022. «Minimum Wage and Individual Worker Productivity: Evidence from a Large US Retailer», *Journal of Political Economy*, 130 (9): 2315-2360.
- Daniele, Federica, Honiden Taku et Alexander C. Lembcke. 2020. «Ageing and Productivity Growth in OECD Regions: Combatting the Economic Impact of Ageing through Productivity Growth?», dans *Ageing and Fiscal Challenges across Levels of Government*. OCDE. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/dc2ae16d-en/index.html?itemId=/content/component/dc2ae16d-en>.
- Dasgupta, P. 2021. *The Economics of Biodiversity: The Dasgupta Review*. Londres: HM Treasury.
- Davis, Colin, Ken-Ichi Hashimoto et Ken Tabata. 2022. «Demographic Structure, Knowledge Diffusion, and Endogenous Productivity Growth», *Journal of Macroeconomics*, 71: 103396.
- de Andrade Braga, Robson, Laércio Cosentino et Gianna Sagazio. 2022. «Improving Productivity through Innovation Policy in Brazil», dans *Global Innovation Index 2022, 15th Edition: What Is the Future of Innovation Driven Growth?* OMPI.
- Decker, Ryan, John Haltiwanger, Ron Jarmin et Javier Miranda. 2014. «The Role of Entrepreneurship in US Job Creation and Economic Dynamism», *Journal of Economic Perspectives*, 28 (3): 3-24.
- De Loecker, Jan, et Jan Eeckhout. 2017. «The Rise of Market Power and the Macroeconomic Implications», NBER Working Paper No. 23687. <https://www.nber.org/papers/w23687>.
- De Vries, Klaas, Abdul Erumban et Bart Van Ark. 2021. «Productivity and the Pandemic: Short-Term Disruptions and Long-Term Implications. The Impact of the COVID-19 Pandemic on Productivity Dynamics by Industry», *International Economics and Economic Policy*, 18: 541-570.
- Dieppe, Alistair (dir. de publication). 2021. *Global Productivity: Trends, Drivers, and Policies*. Banque mondiale. <https://www.worldbank.org/en/research/publication/global-productivity>.
- Dosso, Mafini. 2022. «Building Place-Based Innovation Capabilities for Productivity in Sub-Saharan Africa», dans *Global Innovation Index 2022, 15th Edition: What Is the Future of Innovation Driven Growth?* OMPI.
- Doucouliagos, Hristos, Richard B. Freeman et Patrice Laroche. 2017. «Unions and Productivity Growth», dans *The Economics of Trade Unions*, publié sous la dir. de Hristos Doucouliagos, Richard B. Freeman et Patrice Laroche. Londres: Routledge.
- Duernecker, Georg, et Miguel Sanchez-Martinez. 2022. «Structural Change and Productivity Growth in Europe – Past, Present and Future», *European Economic Review*, 104329.

- ▶ El-Ganainy, Asmaa, Ekkehard Ernst, Rossana Merola, Richard Rogerson et Martin Schindler. 2021. «Labor Markets», dans *How to Achieve Inclusive Growth*, publié sous la dir. de Valerie Cerra, Barry Eichengreen, Asmaa El-Ganainy et Martin Schindler. Oxford: Oxford University Press, 74-120. <https://doi.org/10.1093/oso/9780192846938.003.0003>.
- ▶ Engbom, Niklas. 2019. «Firm and Worker Dynamics in an Aging Labor Market», Federal Reserve Bank of Minneapolis Working Paper 756.
- ▶ Ernst, Ekkehard. 2019. «Finance and Jobs: How Financial Markets and Prudential Regulation Shape Unemployment Dynamics», *Journal of Risk and Financial Management*, 12 (1): 20. <https://doi.org/10.3390/jrfm12010020>.
- ▶ —. 2022a. «The AI Trilemma: Saving the Planet without Ruining Our Jobs», *Frontiers in Artificial Intelligence*, 19 octobre 2022. <https://doi.org/10.3389/frai.2022.886561>.
- ▶ —. 2022b. «How Much Is an Elephant Worth? Valuing Natural Capital to Protect Nature and Improve Wellbeing», *OECD Development Matters*, 5 janvier 2022. <https://oecd-development-matters.org/2022/01/05/how-much-is-an-elephant-worth-valuing-natural-capital-to-protect-nature-and-improve-wellbeing/>.
- ▶ —, Marianne Schörling et Leonie Achtnich. 2022. «How to Transition to a Green Economy», *UN Today*, 22 novembre 2022. <https://untoday.org/how-to-transition-to-a-green-economy/>.
- ▶ Escudero, Verónica. 2018. «Are Active Labour Market Policies Effective in Activating and Integrating Low-Skilled Individuals? An International Comparison», *IZA Journal of Labor Policy*, 7: 4.
- ▶ —, Jochen Kluge, Elva Lopez Mourelo et Clemente Pignatti. 2019. «Active Labour Market Programmes in Latin America and the Caribbean: Evidence from a Meta-analysis», *Journal of Development Studies*, 55 (12): 2644-2661.
- ▶ Farooq, Ammar, Adriana Kugler et Umberto Muratori. 2020. «Do Unemployment Insurance Benefits Improve Match Quality? Evidence from Recent U.S. Recessions», NBER Working Paper No. 27574. [https://www.nber.org/system/files/working\\_papers/w27574/revisions/w27574.rev0.pdf](https://www.nber.org/system/files/working_papers/w27574/revisions/w27574.rev0.pdf).
- ▶ Fedotenkov, Igor, Virmantas Kvedaras et Miguel Sanchez-Martinez. 2022. «Employment Protection and Labour Productivity Growth in the EU: Skill-Specific Effects during and after the Great Recession», JRC Working Paper in Economics and Finance 2022/4, JRC129023. <https://joint-research-centre.ec.europa.eu/system/files/2022-05/JRC129023.pdf>.
- ▶ Feldstein, Martin. 2017. «Underestimating the Real Growth of GDP, Personal Income, and Productivity», *Journal of Economic Perspectives*, 31 (2): 145-164.
- ▶ Fernald, John, et Robert Inklaar. 2020. «Does Disappointing European Productivity Growth Reflect a Slowing Trend? Weighing the Evidence and Assessing the Future», Federal Reserve Bank of San Francisco Working Paper 2020-22. <https://www.frbsf.org/economic-research/wp-content/uploads/sites/4/wp2020-22.pdf>.
- ▶ FMI (Fonds monétaire international). 2022. *Perspectives de l'économie mondiale: riposter à la crise du coût de la vie*. <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2022/10/11/world-economic-outlook-october-2022>.
- ▶ Fossen, Frank M., Daniel Samaan et Alina Sorgner. 2022. «How Are Patented AI, Software and Robot Technologies Related to Wage Changes in the United States?», *Frontiers*, 14 juin 2022. <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/frai.2022.869282/full>.
- ▶ Frey, Carl Benedikt, et Michael A. Osborne. 2017. «The Future of Employment: How Susceptible Are Jobs to Computerisation?», *Technological Forecasting and Social Change*, 114 (janvier): 254-280.
- ▶ Furceri, Davide. 2005. « $\beta$  and  $\sigma$ -Convergence: A Mathematical Relation of Causality», *Economics Letters*, 89 (2): 212-215.
- ▶ Furman, Jason, et Peter Orszag. 2015. «A Firm-Level Perspective on the Role of Rents in the Rise in Inequality», document présenté à l'Université de Columbia pour «A Just Society» Centennial Event in Honor of Joseph Stiglitz, New York, 16 octobre 2015.

- Gallie, Duncan. 2012. «Skills, Job Control and the Quality of Work: The Evidence from Britain», *Economic and Social Review*, 43 (3): 325-341.
- —, et Zhou Ying. 2013. «Job Control, Work Intensity, and Work Stress», dans *Economic Crisis, Quality of Work, and Social Integration: The European Experience*, publié sous la dir. de D. Gallie. Oxford: Oxford University Press.
- Georgiadis, Andreas. 2013. «Efficiency Wages and the Economic Effects of the Minimum Wage: Evidence from a Low-Wage Labour Market», *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 75 (6): 962-979.
- Georgieva, Kristalina, et Tobias Adrian. 2022. «Public Sector Must Play Major Role in Catalyzing Private Climate Finance», *IMF Blog*, 18 août 2022. <https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2022/08/18/public-sector-must-play-major-role-in-catalyzing-private-climate-finance>.
- Goldin, Ian, Panteleis Koutroumpis, François Lafond et Julien Winkler. À paraître. «Why Is Productivity Slowing Down?», *Journal of Economic Literature*.
- Gordon, Robert J. 2013. «U.S. Productivity Growth: The Slowdown Has Returned after a Temporary Revival», *International Productivity Monitor*, 25: 13-19. <https://ideas.repec.org/a/sls/ipmsls/v25y20132.html>.
- —. 2017. *The Rise and Fall of American Growth: The U.S. Standard of Living since the Civil War*. Princeton, États-Unis: Princeton University Press.
- —, et Hassan Sayed. 2019. «The Industry Anatomy of the Transatlantic Productivity Growth Slowdown: Europe Chasing the American Frontier», *International Productivity Monitor*, 37: 3-38.
- — et —. 2020. «Transatlantic Technologies: The Role of ICT in the Evolution of U.S. and European Productivity Growth», *International Productivity Monitor*, 38: 50-80. <https://ideas.repec.org/a/sls/ipmsls/v38y20203.html>.
- Goulas, Eleftherios, et Athina Zervoyianni. 2018. «Active Labour-Market Policies and Output Growth: Is There a Causal Relationship?», *Economic Modelling*, 73: 1-14.
- Greenspon, Jacob, Anna Stansbury et Lawrence H. Summers. 2021. «Productivity and Pay in the United States and Canada», *International Productivity Monitor*, 41: 3-30.
- Gust, Sarah, Erik A. Hanushek et Ludger Woessmann. 2022. «Global Universal Basic Skills: Current Deficits and Implications for World Development», RISE Working Paper 22/114. [https://riseprogramme.org/sites/default/files/publications/Global\\_Universal\\_Basic\\_Skills.pdf](https://riseprogramme.org/sites/default/files/publications/Global_Universal_Basic_Skills.pdf).
- Gutierrez, Germán, et Thomas Philippon. 2017. «Declining Competition and Investment in the U.S.», NBER Working Paper 23583. [https://www.nber.org/system/files/working\\_papers/w23583/w23583.pdf](https://www.nber.org/system/files/working_papers/w23583/w23583.pdf).
- Hallward-Driemeier, Mary, et Gaurav Nayyar. 2018. *Trouble in the Making? The Future of Manufacturing-Led Development*. Banque mondiale. <https://www.worldbank.org/en/topic/competitiveness/publication/trouble-in-the-making-the-future-of-manufacturing-led-development>.
- Hanushek, Eric A., et Ludger Woessmann. 2020. «The Economic Impacts of Learning Losses», Education Working Papers, n° 225. <https://www.oecd.org/education/The-economic-impacts-of-coronavirus-covid-19-learning-losses.pdf>.
- Hartwig, Jochen. 2011. «Testing the Baumol–Nordhaus Model with EU KLEMS Data», *Review of Income and Wealth*, 57 (3): 471-489.
- Haskel, Jonathan, et Stian Westlake. 2018. *Capitalism without Capital: The Rise of the Intangible Economy*. Princeton, États-Unis: Princeton University Press.
- Isham, Ami, Simon Mair et Tim Jackson. 2020. «Wellbeing and Productivity: A Review of the Literature», CUSP Working Paper No. 22.
- Jimeno, Juan F. 2019. «Fewer Babies and More Robots: Economic Growth in a New Era of Demographic and Technological Changes», *Journal of the Spanish Economic Association*, 10: 93-114. <https://doi.org/10.1007/s13209-019-0190-z>.

- ▶ Karahan, Fatih, Benjamin Pugsley et Ayşegül Şahin, A. 2019. «Demographic Origins of the Startup Deficit», Federal Reserve Bank of New York Staff Report No. 888. [https://www.newyorkfed.org/medialibrary/media/research/staff\\_reports/sr888.pdf](https://www.newyorkfed.org/medialibrary/media/research/staff_reports/sr888.pdf).
- ▶ Katsuro, P., C. T. Gadziray, M. Taruwona et Suzanna Mupararano. 2010. «Impact of Occupational Health and Safety on Worker Productivity: A Case of Zimbabwe Food Industry», *African Journal of Business Management*, 4 (13): 2644-2651.
- ▶ Kose, M. Ayhan, Franziska Ohnsorge, Lei Sandy Ye et Ergys Islamaj. 2017. «Weakness in Investment Growth: Causes, Implications and Policy Responses», CAMA Working Paper 19/2017. [https://cama.crawford.anu.edu.au/sites/default/files/publication/cama\\_crawford\\_anu\\_edu\\_au/2017-03/19\\_2017\\_kose\\_ohnsorge\\_ye\\_islamaj\\_0.pdf](https://cama.crawford.anu.edu.au/sites/default/files/publication/cama_crawford_anu_edu_au/2017-03/19_2017_kose_ohnsorge_ye_islamaj_0.pdf).
- ▶ Krugman, Paul. 1992. *The Age of Diminished Expectations: U.S. Economic Policy in the 1990s*. Cambridge, États-Unis: MIT Press.
- ▶ Ku, Hyejin. 2020. «Does Minimum Wage Increase Labor Productivity? Evidence from Piece Rate Workers», IZA Discussion Paper No. 13369. <https://docs.iza.org/dp13369.pdf>.
- ▶ Kumar, Alok, et Brianne Kober. 2012. «Urbanization, Human Capital, and Cross-Country Productivity Differences», *Economic Letters*, 117 (1): 14-17.
- ▶ Landmann, Oliver. 2004. «Employment, Productivity and Output Growth», Employment Strategy Papers 2004/17. [https://www.ilo.org/empelm/pubs/WCMS\\_114299/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/empelm/pubs/WCMS_114299/lang--en/index.htm).
- ▶ Lewandowski, Piotr, Albert Park, Wojciech Hardy, Yang Du et Saier Wu. 2022. «Technology, Skills, and Globalization: Explaining International Differences in Routine and Nonroutine Work Using Survey Data», *World Bank Economic Review*, 36 (3): 687-708.
- ▶ —, — et Simone Schotte. 2020. «The Global Distribution of Routine and Non-routine Work», IZA Discussion Paper No. 13384. <https://docs.iza.org/dp13384.pdf>.
- ▶ Liang, James, Hui Wang et Edward P. Lazear. 2018. «Demographics and Entrepreneurship», *Journal of Political Economy*, 126 (S1): S140-S196.
- ▶ Maestas, Nicole, Kathleen J. Mullen et David Powell. 2016. «The Effect of Population Aging on Economic Growth, the Labor Force and Productivity», NBER Working Paper 22452. <https://www.nber.org/papers/w22452>.
- ▶ Mayneris, Florian, Sandra Poncet et Tian Zhang. 2014. «The Cleansing Effect of Minimum Wage: Minimum Wage Rules, Firm Dynamics and Aggregate Productivity in China», CEPII Working Paper No. 2014-16. [http://www.cepii.fr/PDF\\_PUB/wp/2014/wp2014-16.pdf](http://www.cepii.fr/PDF_PUB/wp/2014/wp2014-16.pdf).
- ▶ Mazzucato, Mariana. 2013. *The Entrepreneurial State: Debunking Public vs. Private Sector Myths*. Londres: Anthem Press.
- ▶ —. 2021. *Mission Economy: A Moonshot Guide to Changing Capitalism*. Londres: Penguin.
- ▶ McAfee, Andrew, et Erik Brynjolfsson. 2008. «Investing in the IT that Makes a Competitive Difference», *Harvard Business Review*, 86 (7): 98-107.
- ▶ McKinsey. 2022. «Human Capital at Work: The Value of Experience», 2 juin 2022. <https://www.mckinsey.com/capabilities/people-and-organizational-performance/our-insights/human-capital-at-work-the-value-of-experience>.
- ▶ Merola, Rossana. 2022. «Inclusive Growth in the Era of Automation and AI: How Can Taxation Help?», *Frontiers in Artificial Intelligence*, 5: 867832.
- ▶ Miranda, Javier, John Haltiwanger, Ron Jarmin et Ryan Decker. 2018. «Leaving Money on the Table: Declining Responsiveness and the Productivity Slowdown», *VoxEU*, 12 juillet 2018. <https://cepr.org/voxeu/columns/leaving-money-table-declining-responsiveness-and-productivity-slowdown>.

- Niebel, Thomas, Mary O'Mahony et Marianne Saam. 2017. «The Contribution of Intangible Assets to Sectoral Productivity Growth in the EU», *Review of Income and Wealth*, 63 (s1): 49-67.
- Nordhaus, William. 2005. «The Sources of the Productivity Rebound and the Manufacturing Employment Puzzle», NBER Working Paper No. 11354.
- —. 2008. «Baumol's Diseases: A Macroeconomic Perspective», *B.E. Journal of Macroeconomics*, 8 (1): 1-39.
- Nübler, Irmgard. 2014. «Social Policy and Productive Transformation: Linking Education with Industrial Policy», document préparé pour la Conférence de l'UNRISD, New Directions in Social Policy: Alternatives from and for the Global South, Genève, 7-8 avril 2014. [http://213.219.61.110/80256B3C005BCCF9/httpNetIT-FramePDF?ReadForm&parentunid=65380AAFDD88B5E6C1257D08003EE26F&parentdoctype=paper&netit-path=80256B3C005BCCF9/\(httpAuxPages\)/65380AAFDD88B5E6C1257D08003EE26F/\\$file/N%C3%BCbler.pdf](http://213.219.61.110/80256B3C005BCCF9/httpNetIT-FramePDF?ReadForm&parentunid=65380AAFDD88B5E6C1257D08003EE26F&parentdoctype=paper&netit-path=80256B3C005BCCF9/(httpAuxPages)/65380AAFDD88B5E6C1257D08003EE26F/$file/N%C3%BCbler.pdf).
- OCDE. 2015. *The Future of Productivity*.
- —. 2018. *L'articulation entre productivité et inclusivité*. <https://doi.org/10.1787/9789264293021-fr>.
- —. 2019a. «Repenser l'action publique pour un monde en pleine mutation», *Perspectives économiques de l'OCDE*, novembre 2019. <https://www.oecd.org/perspectives-economiques/novembre-2019/>.
- —. 2019b. «The Role of Collective Bargaining Systems for Labour Market Performance», dans *Negotiating Our Way Up: Collective Bargaining in a Changing World of Work*. <https://doi.org/10.1787/1fd2da34-en>.
- —. 2019c. «A New Macroeconomic Measure of Human Capital with Strong Empirical Links to Productivity», Economics Department Working Papers No. 1575. [https://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=ECO/WKP\(2019\)45&docLanguage=En](https://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=ECO/WKP(2019)45&docLanguage=En).
- —. 2020. *OECD Digital Economy Outlook 2020*. <https://www.oecd.org/digital/oecd-digital-economy-outlook-2020-bb167041-en.htm>. [Version abrégée en français: *Perspectives de l'économie numérique de l'OCDE 2020*.]
- —. 2021. «Le dynamisme des entreprises pendant la pandémie de COVID-19: quelles politiques pour une reprise inclusive?», les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19), 18 février 2021. <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/le-dynamisme-des-entreprises-pendant-la-pandemie-de-covid-19-quelles-politiques-pour-une-reprise-inclusive-105f1e14/>.
- —. 2022. «Payer le prix de la guerre», *Perspectives économiques de l'OCDE*, septembre 2022. <https://www.oecd.org/perspectives-economiques/septembre-2022/>.
- — et OIT. 2019. «Informality in the Development Process», dans *Tackling Vulnerability in the Informal Economy*. Études du Centre de développement. Paris. <https://doi.org/10.1787/939b7bcd-en>.
- OIT. 2012. «Wage-Led or Profit-Led Supply: Wages, Productivity and Investment», Conditions of Work and Employment Series No. 36. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/travail/info/publications/WCMS\\_187309/lang-en/index.htm](https://www.ilo.org/travail/info/publications/WCMS_187309/lang-en/index.htm).
- —. 2017. *Emploi et questions sociales dans le monde – Entreprises et emplois durables: des entreprises formelles et un travail décent*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_627000.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_627000.pdf).
- —. 2019a. *Skills and Jobs Mismatches in Low- and Middle-Income Countries*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_726816.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_726816.pdf).
- —. 2019b. *Les plateformes de travail numériques et l'avenir du travail: pour un travail décent dans le monde en ligne*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_721011.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_721011.pdf).
- —. 2020a. *Comment accroître sa productivité. Guide à l'intention des employeurs et des organisations d'employeurs et d'entreprises*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/actemp/publications/WCMS\\_767741/lang-fr/index.htm](https://www.ilo.org/actemp/publications/WCMS_767741/lang-fr/index.htm).
- —. 2020b. *Global Employment Trends for Youth 2020: Technology and the Future of Jobs*. [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_737648/lang-en/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_737648/lang-en/index.htm). [Résumé en français: *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2020: la technologie et l'avenir des emplois*.] Genève: BIT.

- ▶ —. 2021a. «Who Moves and Who Stays? Labour Market Transitions under Automation and Health-Related Restrictions», note de recherche. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/global/research/publications/WCMS\\_829500/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/global/research/publications/WCMS_829500/lang--en/index.htm).
- ▶ —. 2021b. «Le travail décent et la productivité», GB.341/POL/2. Conseil d'administration, 341<sup>e</sup> session. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms\\_769286.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_769286.pdf).
- ▶ —. 2021c. *Rapport mondial sur les salaires 2020-21: salaires et salaire minimum au temps du COVID-19*. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/global/research/global-reports/global-wage-report/2020/lang--fr/index.htm>.
- ▶ —. 2022a. *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2022*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/trends2022/WCMS\\_848461/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/trends2022/WCMS_848461/lang--fr/index.htm).
- ▶ —. 2022b. *Productivity Growth, Diversification and Structural Change in the Arab States*. Beyrouth. [https://www.ilo.org/actemp/publications/WCMS\\_840588/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/actemp/publications/WCMS_840588/lang--en/index.htm).
- ▶ —. 2022c. *Digital Transition, Technological Change and Productive Development Policies in LAC: Challenges and Opportunities*. Lima: Bureau régional de l'OIT pour l'Amérique latine et les Caraïbes. [https://www.ilo.org/americas/publicaciones/WCMS\\_849272/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/americas/publicaciones/WCMS_849272/lang--en/index.htm).
- ▶ —. 2022d. «Using Online Vacancy and Job Applicants' Data to Study Skills Dynamics», ILO Working Paper No. 75. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---inst/documents/publication/wcms\\_853821.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---inst/documents/publication/wcms_853821.pdf).
- ▶ —. 2022e. *Violence et harcèlement au travail: un guide pratique pour les employeurs*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_dialogue/---act\\_emp/documents/publication/wcms\\_862628.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---act_emp/documents/publication/wcms_862628.pdf).
- ▶ —. 2022f. *Rapport sur le dialogue social 2022*. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/global/research/global-reports/social-dialogue/2022/lang--fr/index.htm>.
- ▶ —, PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement) et IUCN (Union internationale pour la conservation de la nature). 2022. *Decent Work in Nature-Based Solutions 2022*. Genève. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_863035.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_863035.pdf).
- ▶ O'Mahony, Mary, et Marcel P. Timmer. 2009. «Output, Input and Productivity Measures at the Industry Level: The EU KLEMS Database», *Economic Journal*, 119 (538): F374-F403.
- ▶ OMPI (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle). 2020. «Sovereign Wealth Funds and Innovation Investing in an Era of Mounting Uncertainty», dans *Global Innovation Index 2020*. Ithaca, Fontainebleau et Genève.
- ▶ Oseni, Gbemisola, Kevin McGee et Andrew Dabalen. 2014. «Can Agricultural Households Farm Their Way out of Poverty?», World Bank Policy Research Working Paper 7093. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/909941468096548521/can-agricultural-households-farm-their-way-out-of-poverty>.
- ▶ Page, John, Jeffrey Gutman, Payce Madden et Dhruv Gandhi. 2020. «Urban Economic Growth in Africa: A Framework for Analyzing Constraints to Agglomeration», Africa Growth Initiative, document de travail n° 24. <https://www.brookings.edu/research/urban-economic-growth-in-africa-a-framework-for-analyzing-constraints-to-agglomeration/>.
- ▶ Patel, Dev, John Sandefur et Arvind Subramanian. 2021. «The New Era of Unconditional Convergence», *Journal of Development Economics*, 152 (septembre): 102687.
- ▶ Petropoulos, Georgios. 2022. «The ICT Revolution and the Future of Innovation and Productivity», dans *Global Innovation Index 2022, 15th Edition: What Is the Future of Innovation Driven growth?* OMPI.
- ▶ Poplawski-Ribeiro, Marcos. 2020. «Labour Force Ageing and Productivity Growth», *Applied Economics Letters*, 27 (6): 498-502.

- Productivity Institute. 2021. «Editors' Overview», *International Productivity Monitor*, 40: 1-2. [https://www.productivity.ac.uk/wp-content/uploads/2021/06/2.-IPM\\_40\\_EditorsOverview.pdf](https://www.productivity.ac.uk/wp-content/uploads/2021/06/2.-IPM_40_EditorsOverview.pdf).
- Pu, Chen, et Willi Semmler. 2018. «Short and Long Effects of Productivity on Unemployment», *Open Economies Review*, 29: 853-878.
- Riley, Rebecca, et Chiara Rosazza Bondibene. 2015. «Raising the Standard: Minimum Wages and Firm Productivity», National Institute of Economic and Social Research Discussion Paper No. 449. <https://www.niesr.ac.uk/wp-content/uploads/2021/10/Minimum-wages-and-firm-productivity-NIESR-DP-449-4.pdf>.
- Rizov, Marian, Richard Croucher et Thomas Lange. 2016. «The UK National Minimum Wage's Impact on Productivity», *British Journal of Management*, 27 (4): 819-835. <https://doi.org/10.1111/1467-8551.12171>.
- Roth, Felix. 2019. «Intangible Capital and Labour Productivity Growth: A Review of the Literature», Hamburg Discussion Papers in International Economics No. 4. <https://www.wiso.uni-hamburg.de/fachbereich-vwl/professuren/straubhaar/forschung/discussion-paper-series/hamburg-discussion-paper4-roth.pdf>.
- Saha, Sanjoy. 2013. «Impact of Health on Productivity Growth in India», *International Journal of Economics, Finance and Management*, 2 (4): 303-312.
- Salazar-Xirinachs, José, Irmgard Nübler et Richard Kozul-Wright. 2014. *Transforming Economies: Making Industrial Policy Work for Growth, Jobs and Development*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/global/publications/ilo-bookstore/order-online/books/WCMS\\_242878/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/ilo-bookstore/order-online/books/WCMS_242878/lang--en/index.htm).
- Sanchez-Martinez, Miguel, et Martin Christensen. 2022. «Medium-to-Long Term Macroeconomic Effects of the COVID Crisis: An Investigation with RHOMOLO», JRC Working Papers on Territorial Modelling and Analysis No. 11/2022, JRC129120. [https://joint-research-centre.ec.europa.eu/publications/medium-long-term-macroeconomic-effects-covid-crisis-investigation-rhomolo\\_en](https://joint-research-centre.ec.europa.eu/publications/medium-long-term-macroeconomic-effects-covid-crisis-investigation-rhomolo_en).
- Sharpe, Andrew, et Shahrzad Mobasher Fard. 2022. «The Current State of Research on the Two-Way Linkages between Productivity and Well-Being», ILO Working Paper 56. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--dgreports/--inst/documents/publication/wcms\\_839845.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--dgreports/--inst/documents/publication/wcms_839845.pdf).
- Solow, Robert. 1957. «Technical Change and the Aggregate Production Function», *Review of Economics and Statistics*, 39 (3): 312-320.
- Song, Jae, David J. Price, Fatih Guvenen, Nicholas Bloom et Till von Wachter. 2019. «Firming Up Inequality», *Quarterly Journal of Economics*, 134 (1): 1-50. <https://doi.org/10.1093/qje/qjy025>.
- Stewart, Jay. 2022. «Why Was Labor Productivity Growth So High during the COVID-19 Pandemic? The Role of Labor Composition», BLS Working Paper 545. <https://www.bls.gov/osmr/research-papers/2022/pdf/ec220010.pdf>.
- Stoevska, Valentina. 2021. «Only Half of Workers Worldwide Hold Jobs Corresponding to Their Level of Education», ILOSTAT, 17 septembre 2021. <https://ilostat.ilo.org/only-half-of-workers-worldwide-hold-jobs-corresponding-to-their-level-of-education/>.
- Summers, Lawrence H. 2015. «Demand Side Secular Stagnation», *American Economic Review*, 105 (5): 60-65.
- Syverson, Chad. 2017. «Challenges to Mismeasurement Explanations for the US Productivity Slowdown», *Journal of Economic Perspectives*, 31 (2): 165-186. <https://doi.org/10.1257/jep.31.2.165>.
- Tambe, Prasanna, Lorin Hitt, Daniel Rock et Erik Brynjolfsson. 2020. «Digital Capital and Superstar Firms», NBER Working Paper 28285. [https://www.nber.org/system/files/working\\_papers/w28285/w28285.pdf](https://www.nber.org/system/files/working_papers/w28285/w28285.pdf).
- Thatcher, Mark, et Tim Vlandas. 2022. *Foreign States in Domestic Markets: Sovereign Wealth Funds and the West*. Oxford: Oxford University Press.
- Valero, Anna. 2021. «Education and Economic Growth», Centre for Economic Performance Discussion Paper No. 1764. <https://files.eric.ed.gov/fulltext/ED614082.pdf>.
- Van Ark, Bart. 2016. «The Productivity Paradox of the New Digital Economy», *International Productivity Monitor*, 31: 3-18.

- ▶ —, et Martin Fleming. 2022. «Will the Fourth Industrial Revolution Deliver as Promised?», dans *Global Innovation Index 2022, 15th Edition: What Is the Future of Innovation Driven Growth?* OMPI.
- ▶ Vandenberg, P. 2004. «Productivity, Decent Employment and Poverty: Conceptual and Practical Issues Related to Small Enterprises», SEED Working Paper No. 67. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/---emp\\_ent/documents/publication/wcms\\_103462.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_103462.pdf).
- ▶ Viviani, C. A., G. Bravo, M. Lavalliere, P. M. Arezes, M. Martinez, I. Dianat, S. Braganca et H. I. Castellucci. 2021. «Productivity in Older versus Younger Workers: A Systematic Literature Review», *Work*, 68 (3): 577-618.
- ▶ Vollrath, Dietrich. 2020. *Fully Grown: Why a Stagnant Economy Is a Sign of Success*. Chicago, États-Unis: University of Chicago Press.
- ▶ Walsh, Carl. 2004. «The Productivity and Jobs Connection: The Long and the Short Run of It», FRBSF Economic Letter 2004-18.
- ▶ Wang, Kaifeng, Yanliang Zhu et Jianping Zhang. 2021. «Decoupling Economic Development from Municipal Solid Waste Generation in China's Cities: Assessment and Prediction Based on Tapio Method and EKC Models», *Waste Management*, 133: 37-48.
- ▶ Wang, Ranran, Valentina Assenova et Edgar Hertwich. 2021. «Energy System Decarbonization and Productivity Gains Reduced the Coupling of CO<sub>2</sub> Emissions and Economic Growth in 73 Countries between 1970 and 2016», *One Earth*, 4 (11): 1614-1624.
- ▶ Weil, David. 2006. «Accounting for the Effect of Health on Economic Growth», NBER Working Paper 11455. [https://www.nber.org/system/files/working\\_papers/w11455/w11455.pdf](https://www.nber.org/system/files/working_papers/w11455/w11455.pdf).
- ▶ Zivin, Joshua Graff, et Matthew Neidell. 2012. «The Impact of Pollution on Worker Productivity», *American Economic Review*, 102 (7): 3652-3673.





# **Annexes**

## ► Annexe A. Classification des pays et territoires par région et niveau de revenu

| Afrique                          | Amériques                              | Asie et Pacifique                          | Europe et Asie centrale                             |
|----------------------------------|----------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| <b>Afrique du Nord</b>           | <b>Amérique latine et Caraïbes</b>     | <b>Asie de l'Est</b>                       | <b>Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud</b>         |
| Algérie                          | Argentine                              | Chine                                      | Albanie                                             |
| Égypte                           | Bahamas                                | Hong-kong, Chine                           | Allemagne                                           |
| Libye                            | Barbade                                | Japon                                      | Autriche                                            |
| Maroc                            | Belize                                 | Macao, Chine                               | Belgique                                            |
| Sahara occidental                | Bolivie (État plurinational de)        | Mongolie                                   | Bosnie-Herzégovine                                  |
| Soudan                           | Brésil                                 | République de Corée                        | Croatie                                             |
| Tunisie                          | Chili                                  | République populaire démocratique de Corée | Danemark                                            |
| <b>Afrique subsaharienne</b>     | Colombie                               | Taiwan, Chine                              | Espagne                                             |
| Afrique du Sud                   | Costa Rica                             | <b>Asie du Sud-Est</b>                     | Estonie                                             |
| Angola                           | Cuba                                   | Brunéi Darussalam                          | Finlande                                            |
| Bénin                            | El Salvador                            | Cambodge                                   | France                                              |
| Botswana                         | Équateur                               | Indonésie                                  | Grèce                                               |
| Burkina Faso                     | Guatemala                              | Malaisie                                   | Îles Anglo-Normandes                                |
| Burundi                          | Guyana                                 | Myanmar                                    | Irlande                                             |
| Cabo Verde                       | Haïti                                  | Philippines                                | Islande                                             |
| Cameroun                         | Honduras                               | République démocratique populaire lao      | Italie                                              |
| Comores                          | Îles Vierges américaines               | Singapour                                  | Lettonie                                            |
| Congo                            | Jamaïque                               | Thaïlande                                  | Lituanie                                            |
| Côte d'Ivoire                    | Mexique                                | Timor-Leste                                | Luxembourg                                          |
| Djibouti                         | Nicaragua                              | Viet Nam                                   | Macédoine du Nord                                   |
| Érythrée                         | Panama                                 | <b>Pacifique</b>                           | Malte                                               |
| Eswatini                         | Paraguay                               | Australie                                  | Monténégro                                          |
| Éthiopie                         | Pérou                                  | Fidji                                      | Norvège                                             |
| Gabon                            | Porto Rico                             | Guam                                       | Pays-Bas                                            |
| Gambie                           | République dominicaine                 | Îles Salomon                               | Portugal                                            |
| Ghana                            | Sainte-Lucie                           | Nouvelle-Calédonie                         | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord |
| Guinée                           | Saint-Vincent-et-les Grenadines        | Nouvelle-Zélande                           | Serbie                                              |
| Guinée-Bissau                    | Suriname                               | Papouasie-Nouvelle-Guinée                  | Slovénie                                            |
| Guinée équatoriale               | Trinité-et-Tobago                      | Polynésie française                        | Suède                                               |
| Kenya                            | Uruguay                                | Samoa                                      | Suisse                                              |
| Lesotho                          | Venezuela (République bolivarienne du) | Tonga                                      | <b>Europe de l'Est</b>                              |
| Libéria                          | <b>Amérique du Nord</b>                | Vanuatu                                    | Bélarus                                             |
| Madagascar                       | Canada                                 | <b>Asie du Sud</b>                         | Bulgarie                                            |
| Malawi                           | États-Unis d'Amérique                  | Afghanistan                                | Fédération de Russie                                |
| Mali                             | <b>États arabes</b>                    | Bangladesh                                 | Hongrie                                             |
| Maurice                          | Arabie saoudite                        | Bhoutan                                    | Pologne                                             |
| Mauritanie                       | Bahreïn                                | Inde                                       | République de Moldova                               |
| Mozambique                       | Émirats arabes unis                    | Iran (République islamique d')             | Roumanie                                            |
| Namibie                          | Iraq                                   | Maldives                                   | Slovaquie                                           |
| Niger                            | Jordanie                               | Népal                                      | Tchéquie                                            |
| Nigéria                          | Koweït                                 | Pakistan                                   | Ukraine                                             |
| Ouganda                          | Liban                                  | Sri Lanka                                  | <b>Asie centrale et occidentale</b>                 |
| République centrafricaine        | Oman                                   |                                            | Arménie                                             |
| République démocratique du Congo | Qatar                                  |                                            | Azerbaïdjan                                         |
| République-Unie de Tanzanie      | République arabe syrienne              |                                            | Chypre                                              |
| Rwanda                           | Territoire palestinien occupé          |                                            | Géorgie                                             |
| Sao Tomé-et-Principe             | Yémen                                  |                                            | Israël                                              |
| Sénégal                          |                                        |                                            | Kazakhstan                                          |
| Sierra Leone                     |                                        |                                            | Kirghizistan                                        |
| Somalie                          |                                        |                                            | Ouzbékistan                                         |
| Soudan du Sud                    |                                        |                                            | Tadjikistan                                         |
| Tchad                            |                                        |                                            | Türkiye                                             |
| Togo                             |                                        |                                            | Turkménistan                                        |
| Zambie                           |                                        |                                            |                                                     |
| Zimbabwe                         |                                        |                                            |                                                     |

| Pays/territoires à revenu élevé | Pays/territoires à revenu intermédiaire supérieur | Pays/territoires à revenu intermédiaire inférieur | Pays/territoires à faible revenu           |
|---------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------|--------------------------------------------|
| Allemagne                       | Afrique du Sud                                    | Angola                                            | Afghanistan                                |
| Arabie saoudite                 | Albanie                                           | Bangladesh                                        | Burkina Faso                               |
| Australie                       | Algérie                                           | Bénin                                             | Burundi                                    |
| Autriche                        | Argentine                                         | Bhoutan                                           | Érythrée                                   |
| Bahamas                         | Arménie                                           | Bolivie, État plurinational de                    | Éthiopie                                   |
| Bahreïn                         | Azerbaïdjan                                       | Cabo Verde                                        | Gambie                                     |
| Barbade                         | Bélarus                                           | Cambodge                                          | Guinée                                     |
| Belgique                        | Belize                                            | Cameroun                                          | Guinée-Bissau                              |
| Brunéi Darussalam               | Bosnie-Herzégovine                                | Comores                                           | Libéria                                    |
| Canada                          | Botswana                                          | Congo                                             | Madagascar                                 |
| Chili                           | Brésil                                            | Côte d'Ivoire                                     | Malawi                                     |
| Chypre                          | Bulgarie                                          | Djibouti                                          | Mali                                       |
| Croatie                         | Chine                                             | Égypte                                            | Mozambique                                 |
| Danemark                        | Colombie                                          | El Salvador                                       | Niger                                      |
| Émirats arabes unis             | Costa Rica                                        | Eswatini                                          | Ouganda                                    |
| Espagne                         | Cuba                                              | Ghana                                             | République arabe syrienne                  |
| Estonie                         | Équateur                                          | Haïti                                             | République centrafricaine                  |
| États-Unis                      | Fédération de Russie                              | Honduras                                          | République démocratique du Congo           |
| Finlande                        | Fidji                                             | Îles Salomon                                      | République populaire démocratique de Corée |
| France                          | Gabon                                             | Inde                                              | Rwanda                                     |
| Grèce                           | Géorgie                                           | Indonésie                                         | Sierra Leone                               |
| Guam                            | Guatemala                                         | Iran, République islamique d'                     | Somalie                                    |
| Hong-kong, Chine                | Guinée équatoriale                                | Kenya                                             | Soudan                                     |
| Hongrie                         | Guyana                                            | Kirghizistan                                      | Soudan du Sud                              |
| Îles Anglo-Normandes            | Iraq                                              | Lesotho                                           | Tchad                                      |
| Îles Vierges américaines        | Jamaïque                                          | Liban                                             | Togo                                       |
| Irlande                         | Jordanie                                          | Maroc                                             | Yémen                                      |
| Islande                         | Kazakhstan                                        | Mauritanie                                        | Zambie                                     |
| Israël                          | Libye                                             | Mongolie                                          |                                            |
| Italie                          | Macédoine du Nord                                 | Myanmar                                           |                                            |
| Japon                           | Malaisie                                          | Népal                                             |                                            |
| Koweït                          | Maldives                                          | Nicaragua                                         |                                            |
| Lettonie                        | Maurice                                           | Nigéria                                           |                                            |
| Lituanie                        | Mexique                                           | Ouzbékistan                                       |                                            |
| Luxembourg                      | Monténégro                                        | Pakistan                                          |                                            |
| Macao, Chine                    | Namibie                                           | Papouasie-Nouvelle-Guinée                         |                                            |
| Malte                           | Paraguay                                          | Philippines                                       |                                            |
| Norvège                         | Pérou                                             | République démocratique populaire lao             |                                            |
| Nouvelle-Calédonie              | République de Moldova                             | République-Unie de Tanzanie                       |                                            |
| Nouvelle-Zélande                | République dominicaine                            | Sahara occidental                                 |                                            |
| Oman                            | Sainte-Lucie                                      | Samoa                                             |                                            |
| Panama                          | Saint-Vincent-et-les Grenadines                   | Sao Tomé-et-Principe                              |                                            |
| Pays-Bas                        | Serbie                                            | Sénégal                                           |                                            |
| Pologne                         | Sri Lanka                                         | Tadjikistan                                       |                                            |
| Polynésie française             | Suriname                                          | Territoire palestinien occupé                     |                                            |
| Porto Rico                      | Thaïlande                                         | Timor-Leste                                       |                                            |
| Portugal                        | Tonga                                             | Tunisie                                           |                                            |
| Qatar                           | Türkiye                                           | Ukraine                                           |                                            |
| République de Corée             | Turkménistan                                      | Vanuatu                                           |                                            |
| Roumanie                        | Venezuela, République bolivarienne du             | Viet Nam                                          |                                            |
| Royaume-Uni                     |                                                   | Zimbabwe                                          |                                            |
| Singapour                       |                                                   |                                                   |                                            |
| Slovaquie                       |                                                   |                                                   |                                            |
| Slovénie                        |                                                   |                                                   |                                            |
| Suède                           |                                                   |                                                   |                                            |
| Suisse                          |                                                   |                                                   |                                            |
| Taïwan, Chine                   |                                                   |                                                   |                                            |
| Tchéquie                        |                                                   |                                                   |                                            |
| Trinité-et-Tobago               |                                                   |                                                   |                                            |
| Uruguay                         |                                                   |                                                   |                                            |

## ► Annexe B. Estimations modélisées du BIT

Toutes les estimations mondiales et régionales relatives au marché du travail présentées dans cette édition du rapport *Emploi et questions sociales dans le monde* sont issues des estimations modélisées du BIT de novembre 2022. Le BIT a élaboré une série de modèles économétriques qui sont actualisés régulièrement et qui servent à produire des estimations des indicateurs du marché du travail pour les pays et les années pour lesquels les données nationales sont manquantes. L'objectif de ces estimations est d'obtenir un ensemble équilibré de données de panel afin de pouvoir calculer chaque année des agrégats régionaux et mondiaux à partir d'une couverture nationale homogène. Ceux-ci permettent au BIT d'analyser les estimations mondiales et régionales des principaux indicateurs du marché du travail et des tendances qui s'y rapportent. En outre, les données nationales qui en résultent, combinant à la fois les observations transmises et imputées, constituent un ensemble de données unique et comparable au niveau international sur les indicateurs du marché du travail.

### Collecte et évaluation des données

Les estimations modélisées du BIT sont généralement établies pour 189 pays et sont ventilées par sexe et par âge selon le cas. Avant d'exécuter les modèles pour obtenir les estimations, les spécialistes de l'information sur le marché du travail du Département de statistique du BIT, en coopération avec le Département de la recherche, évaluent les données nationales et ne sélectionnent que les observations jugées suffisamment comparables d'un pays à l'autre. Les récents efforts déployés par le BIT pour produire des indicateurs harmonisés à partir de microdonnées nationales ont beaucoup amélioré la comparabilité des observations. Néanmoins, il est toujours nécessaire de sélectionner les données sur la base des quatre critères suivants: *a)* le type de source de données, *b)* la couverture géographique, *c)* la couverture par tranche d'âge et *d)* la présence de ruptures méthodologiques ou de valeurs aberrantes.

En ce qui concerne le premier critère, pour être intégrées dans un modèle, les données relatives au marché du travail doivent provenir d'une enquête sur la main-d'œuvre, d'une enquête auprès des ménages ou, plus rarement, d'un recensement. Les enquêtes nationales sur la main-d'œuvre sont généralement similaires d'un pays à l'autre et offrent la meilleure qualité de données. De ce fait, celles-ci sont plus facilement comparables que celles qui proviennent d'autres sources, et une préférence stricte leur est donc accordée dans le processus de sélection. Toutefois, de nombreux pays en développement n'ayant pas les ressources nécessaires pour mener de telles enquêtes communiquent des informations sur le marché du travail issues d'enquêtes auprès des ménages ou de recensements de

la population. Par conséquent, compte tenu de la nécessité de concilier les impératifs contradictoires de comparabilité et de couverture des données, certaines données issues d'enquêtes auprès des ménages (hors enquête sur la population active) ou, plus rarement, de recensements sont intégrées dans les modèles.

Selon le deuxième critère, seuls des indicateurs du marché du travail représentatifs à l'échelle nationale (c'est-à-dire non limités géographiquement) sont intégrés. Les observations qui ne correspondent qu'à des zones urbaines ou à des zones rurales ne sont pas prises en compte, car il existe généralement de grandes différences entre marché du travail rural et marché du travail urbain, et l'utilisation de données uniquement rurales ou urbaines ne serait pas cohérente avec les données de référence comme le PIB.

Selon le troisième critère, les groupes d'âge couverts par les données observées doivent être suffisamment comparables d'un pays à l'autre. Les pays transmettent des informations sur le marché du travail pour diverses tranches d'âge, et la tranche d'âge sélectionnée peut avoir une incidence sur la valeur observée d'un indicateur donné du marché du travail.

Le dernier critère d'exclusion de données d'un modèle est la présence d'une rupture méthodologique ou d'une valeur clairement aberrante pour un point de données particulier. Dans les deux cas, il faut trouver un équilibre entre la volonté d'utiliser un maximum de données et l'omission d'observations susceptibles de fausser les résultats. Au cours de ce processus, une attention particulière est accordée aux métadonnées existantes et à la méthodologie utilisée pour obtenir le point de données en question.

Les estimations passées peuvent être révisées lorsque les données d'entrée utilisées antérieurement sont écartées parce qu'une source plus fiable selon les critères susmentionnés est devenue disponible.

### Méthodologie générale utilisée pour estimer les indicateurs du marché du travail

Les indicateurs du marché du travail sont estimés au moyen d'une série de modèles qui établissent des liens statistiques entre les indicateurs observés et les variables explicatives. Ces liens servent à imputer les observations manquantes et à faire des projections pour les indicateurs.

Il existe de nombreux liens statistiques potentiels, également appelés «spécifications de modèle», qui pourraient être utilisés pour estimer les indicateurs du marché du travail. Pour obtenir des estimations précises et non

biaisées, il est essentiel de choisir la meilleure spécification de modèle dans chaque cas. Les estimations modélisées du BIT reposent généralement sur une procédure appelée «validation croisée», qui sert à identifier les modèles qui minimisent l'erreur et la variance d'estimation attendues. Cette procédure implique le calcul répété d'un certain nombre de spécifications de modèles envisagés à partir de sous-ensembles aléatoires des données: les observations manquantes sont estimées et l'erreur de prévision est calculée pour chaque itération. Chaque modèle envisagé est évalué sur la base de la racine de l'erreur quadratique moyenne de l'évaluation hors échantillon, bien que d'autres paramètres tels que la stabilité des résultats soient également évalués en fonction du modèle. Cette procédure permet d'identifier le lien statistique qui fournit la meilleure estimation d'un indicateur donné du marché du travail. Il convient de noter que le lien statistique le plus approprié à cette fin peut varier d'un pays à l'autre.

En raison des perturbations exceptionnelles des marchés du travail dans le monde dues à la crise du COVID-19, les séries de modèles utilisées pour les estimations modélisées du BIT conviennent moins bien pour estimer et projeter l'évolution des indicateurs du marché du travail. C'est pourquoi la méthodologie a été adaptée, et des variables explicatives propres à la crise du COVID-19 ont été introduites dans le processus de modélisation.

La référence pour les estimations modélisées du BIT est la révision de 2022 des perspectives de la population mondiale (World Population Prospects) des Nations Unies, qui fournit des estimations et des projections de la population totale ventilée par tranches d'âge de cinq ans. La population en âge de travailler comprend toute personne âgée d'au moins 15 ans.

Bien que la même approche de base soit appliquée aux modèles servant à estimer tous les indicateurs, il existe des différences entre les modèles en raison des caractéristiques spécifiques des données sous-jacentes. De plus amples détails figurent ci-après pour chaque modèle.

## Modèles utilisés pour estimer les indicateurs du marché du travail

### Estimations de la main-d'œuvre

Des changements méthodologiques sont introduits dans la version actuelle du modèle relatif au taux d'activité afin de réaliser des ventilations par âge plus détaillées. Les données d'entrée de base sont les taux par année, ventilés par sexe et par groupe d'âge, ce dernier comprenant quatre tranches (15-24 ans, 25-54 ans, 55-64 ans et plus de 65 ans). Par rapport aux années précédentes

où seules deux tranches étaient disponibles (15-24 ans et plus de 25 ans), les tranches d'âge supplémentaires augmentent nettement la quantité de données d'entrée. Par ailleurs, les estimations pour la tranche des plus de 25 ans peuvent toujours être récupérées avec la nouvelle méthodologie. La méthodologie utilisée a été évaluée de manière approfondie pour ses résultats en matière de prévisions hors échantillon. Cependant, pour certains types de données manquantes, le modèle de taux d'activité et le modèle de taux de chômage sont les deux seuls décrits dans cette annexe qui n'impliquent pas de sélection de modèle automatisée.

L'interpolation linéaire sert à combler le manque de données pour les pays auxquels on peut appliquer une telle procédure. Celle-ci produit des estimations fiables de faible variance, ce qui n'est pas surprenant puisque le taux d'activité est une variable très persistante. Dans tous les autres cas, une estimation multivariée pondérée est effectuée. Les pays sont divisés en neuf groupes, choisis en combinant similarité économique générale et proximité géographique. Sur la base de la structure des données et de l'hétérogénéité entre les pays couverts par les données d'entrée, le modèle a été spécifié en utilisant des données de panel à effets fixes par pays. Les régressions sont pondérées par l'inverse de la probabilité de disponibilité d'une enquête sur la main-d'œuvre. Les variables explicatives utilisées comprennent des variables économiques et démographiques. Pour produire des estimations pour 2020, une approche de validation croisée permet de sélectionner le modèle qui minimise l'erreur de prévision pour cette année-là. Les modèles testés comprennent des moyennes annuelles d'indicateurs à haute fréquence liés à l'évolution de la pandémie de COVID-19. Un module supplémentaire sert à effectuer des estimations pour 2021, l'année de reprise. En plus de la procédure de validation croisée pour la sélection de modèle, des indicateurs macroéconomiques et du marché du travail servent à estimer une reprise progressive tout en tenant compte de la tendance antérieure à 2020. Les chiffres mondiaux sont calculés sur la base de la population de référence des perspectives de la population mondiale des Nations Unies et des taux d'activité.

Le rééquilibrage des estimations garantit que le taux global implicite obtenu en additionnant les groupes démographiques corresponde au taux global provenant des enquêtes sur la main-d'œuvre ou estimé.

### Estimations du chômage

Ce modèle estime un ensemble complet de données de panel sur les taux de chômage ventilés par sexe et par âge (15-24 ans, plus de 25 ans). Pour les pays pour lesquels au moins une observation est transmise<sup>1</sup>, des régressions

<sup>1</sup> Pour faciliter l'exposé, nous faisons abstraction ici du cas où des observations sont transmises pour certains groupes démographiques mais pas pour d'autres dans un pays et pour une année donnée.

avec des effets fixes par pays sont utilisées. Trois modèles sont combinés avec une pondération égale afin d'imputer les valeurs manquantes. Les modèles ont été choisis sur la base de la racine de l'erreur quadratique moyenne de l'évaluation hors échantillon et de la stabilité des résultats (les deux composantes sont pondérées selon les avis d'experts). Pour les pays n'ayant transmis aucune observation, les modèles sont sélectionnés sur la base d'une validation croisée. L'évolution du taux de chômage moyen d'un groupe démographique particulier dans une région particulière est hautement prédictive de l'évolution du taux de chômage de ce groupe dans un pays de la même région. Une approche distincte de validation croisée permet de sélectionner le modèle qui minimise l'erreur de prévision pour l'année 2020. Les modèles envisagés comprennent des moyennes annuelles d'indicateurs à haute fréquence liés à l'évolution de la pandémie de COVID-19. Une procédure supplémentaire sert à effectuer des estimations pour 2021 et utilise également une procédure de validation croisée pour sélectionner les modèles. Ceux-ci tiennent compte de la tendance historique et utilisent des indicateurs macroéconomiques, notamment la dynamique du taux de chômage en 2020. La procédure montre que le chômage s'est orienté progressivement en 2021 vers cette tendance.

Le rééquilibrage des estimations garantit que le taux global implicite obtenu en additionnant les groupes démographiques corresponde au taux global provenant des enquêtes sur la main-d'œuvre ou estimé.

## Déficit d'emplois

L'objectif du modèle est de fournir des estimations globales du taux d'incidence du déficit d'emplois par sexe pour la population âgée de 15 ans et plus. Le taux est la variable cible estimée pour les pays dont les données sont manquantes et se calcule comme suit:

$$\text{Taux d'incidence du déficit d'emplois} = \frac{(\text{chômeurs} + \text{main-d'œuvre potentielle} + \text{non-demandeurs disposés à travailler})}{(\text{population active} + \text{main-d'œuvre potentielle} + \text{non-demandeurs disposés à travailler})}$$

où la main-d'œuvre potentielle et les non-demandeurs d'emploi disposés à travailler comprennent les personnes qui cherchaient un emploi et n'étaient pas disponibles mais le deviendraient à brève échéance (demandeurs d'emploi non disponibles), les personnes qui ne cherchaient pas de travail mais étaient disponibles (demandeurs d'emploi potentiels disponibles) et les personnes qui ne cherchaient pas de travail et n'étaient pas disponibles mais étaient disposées à travailler (non-demandeurs disposés à travailler).

Les imputations pour les données manquantes sont produites par quatre modèles économétriques distincts. Le premier modèle réalise des estimations de 2004 à 2019 pour les pays ayant au moins un point de données annuel

pour le taux d'incidence du déficit d'emplois par sexe. Le deuxième modèle réalise des estimations de 2004 à 2019 pour les pays ne disposant d'aucune donnée pendant toute la période. Les troisième et quatrième modèles réalisent des estimations pour, respectivement, l'année de crise 2020 et la période de reprise 2021-22.

Les quatre modèles ont été choisis parmi un ensemble de modèles envisagés sur la base d'une validation croisée, qui sélectionne les modèles ayant la plus grande précision dans la prévision des taux d'incidence du déficit d'emplois dans des simulations hors échantillon. Les prévisions des modèles servent à estimer les observations manquantes du taux d'incidence par sexe. Des procédures d'interpolation sont appliquées aux prévisions pour s'assurer que l'estimation du modèle coïncide avec les observations réelles et que les données imputées sont en cohérence avec les observations réelles qui sont proches dans le temps. Comme les modèles estiment les taux d'incidence du déficit d'emplois pour la population totale et pour les femmes et les hommes séparément, les estimations agrégées pour les femmes et les hommes peuvent être incompatibles avec les estimations pour la population totale. Les sous-composantes pour les femmes et les hommes sont ajustées proportionnellement pour correspondre aux estimations de la population totale.

## Emploi informel

La variable cible du modèle est le taux d'informalité ventilé par sexe pour la population âgée de 15 ans et plus. Les estimations de l'informalité comprennent à la fois des observations transmises au niveau national et des données imputées pour les pays dont les données sont manquantes. Les données nationales sexospécifiques utilisées pour les modèles comprennent les taux d'emploi indépendant et à temps partiel. Les données nationales comprennent le pourcentage de personnes vivant sous différents seuils de pauvreté, la part de l'emploi dans l'agriculture et l'industrie, le taux d'urbanisation, le logarithme du PIB par habitant et des variables catégorielles pour les régions géographiques et les niveaux de développement économique.

Les imputations pour les données manquantes sont produites par cinq modèles économétriques distincts. Le premier modèle réalise des estimations de 2004 à 2019 pour les pays ayant au moins un point de données annuel pour la part de l'emploi informel par sexe. Un deuxième modèle réalise des estimations de 2004 à 2019 pour les pays ne disposant pas de données sur la part de l'informalité pendant toute la période. Les troisième et quatrième modèles servent à faire des estimations pour, respectivement, l'année de crise 2020 et la période de reprise de 2021. Le cinquième modèle estime les prévisions pour 2022. Les cinq modèles ont été choisis parmi un ensemble de modèles envisagés sur la base d'une validation croisée, qui sélectionne les modèles présentant la plus

grande précision dans la prévision des taux d’informalité dans des simulations hors échantillon. Les prévisions des modèles sont utilisées pour estimer les observations manquantes de la part de l’emploi informel par sexe. Comme les modèles estiment les taux d’informalité pour la population totale et pour les femmes et les hommes séparément, les estimations agrégées pour les femmes et les hommes peuvent être incompatibles avec les estimations pour la population totale. Les sous-composantes pour les femmes et les hommes sont ajustées proportionnellement pour correspondre aux estimations de la population totale.

## Jeunes sans emploi et ne suivant ni études ni formation

La variable cible du modèle est la part des jeunes de 15 à 24 ans sans emploi et ne suivant ni études ni formation (NEET):

$$\text{Part de NEET} = \frac{\text{jeunes sans emploi et ne suivant ni études ni formation}}{\text{population des jeunes}}$$

Il convient de noter que, par définition, 1 moins la part de NEET donne la part des jeunes qui sont soit en emploi, soit inscrits dans un programme d’éducation ou de formation. La part de NEET est l’un des indicateurs utilisés pour mesurer les progrès vers la réalisation des ODD, en particulier l’objectif 8 («Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous»).

Le modèle s’appuie sur les principes de validation croisée et d’estimation de l’incertitude pour sélectionner les modèles de régression présentant la meilleure pseudo-performance hors échantillon, ce qui rappelle le modèle relatif au taux de chômage. Dans le modèle relatif aux jeunes sans emploi et ne suivant ni études ni formation, tous les groupes démographiques font l’objet d’une estimation d’ensemble, en utilisant la variable catégorielle appropriée comme contrôle dans la régression, parce que les groupes sont interdépendants et la disponibilité des données est relativement uniforme d’un groupe à l’autre. Le modèle intègre dans les régressions les informations relatives au chômage, à la main-d’œuvre et aux taux de scolarisation (associées à d’autres variables pour prendre en compte les facteurs économiques et démographiques). Des estimations qui en résultent ressortent la part de NEET et le nombre de jeunes NEET.

## Heures travaillées

Le ratio entre les heures travaillées par semaine et la population âgée de 15 à 64 ans est la variable cible qui est estimée pour les pays dont les données sont manquantes. Le nombre total d’heures de travail par semaine est obtenu en multipliant ce ratio par l’estimation de la population âgée de 15 à 64 ans.

Pour les estimations jusqu’en 2019 inclus, le modèle de régression s’appuie sur la part de la population âgée de 15 à 64 ans dans la population totale, le ratio emploi-population et le taux de sous-emploi lié au temps de travail pour estimer les valeurs manquantes. Pour les pays ne disposant d’aucune observation de cet indicateur, la valeur nationale est estimée en combinant la moyenne régionale et la moyenne du groupe de revenus.

Les heures de travail jusqu’au troisième trimestre de 2022 inclus sont estimées au moyen du modèle de prévision immédiate du BIT. Il s’agit d’un modèle de prévision statistique fondé sur des données qui s’appuie sur les valeurs d’indicateurs à haute fréquence en temps réel ou avec un très court délai de publication afin de prévoir la valeur en cours de la variable cible. La variable cible spécifique du modèle de prévision immédiate du BIT est la variation des heures travaillées ajustée à la population âgée de 15 à 64 ans par rapport au quatrième trimestre de 2019 (corrigée des variations saisonnières). Pour une description méthodologique approfondie, consulter Gomis *et al.* (2022). Le modèle produit une estimation de l’évolution des heures travaillées pour la population âgée de 15 à 64 ans par rapport à cette base de référence. En outre, une référence des heures travaillées par semaine au quatrième trimestre de 2019 est utilisée pour calculer le nombre d’emplois en équivalents plein temps (EPT) correspondant aux variations des heures travaillées ajustées à la population âgée de 15 à 64 ans. Cette référence est également utilisée pour calculer la série chronologique de la moyenne des heures travaillées ajustées à la population âgée de 15 à 64 ans.

Le modèle de prévision immédiate du BIT s’appuie sur plusieurs sources: les données d’enquête sur la population active jusqu’au troisième trimestre de 2022 et les données économiques à haute fréquence actualisées telles que les ventes au détail, les données administratives du marché du travail et les données des enquêtes de confiance. Des données actualisées sur les téléphones mobiles provenant des rapports sur la mobilité de la communauté de Google et les valeurs les plus récentes de l’indice de rigueur des mesures gouvernementales face au COVID-19 d’Oxford (ci-après «indice de rigueur d’Oxford») sont également utilisées dans les estimations.

À partir des données en temps réel disponibles, le modèle estime le lien statistique chronologique entre ces indicateurs et les heures travaillées par personne âgée de 15 à 64 ans et utilise les coefficients en résultant pour estimer comment les heures travaillées ajustées à la population âgée de 15 à 64 ans évoluent par rapport aux plus récentes valeurs observées des indicateurs de prévision immédiate. Plusieurs liens envisagés ont été évalués sur la base de leur exactitude et de leur performance en matière de prévision par rapport aux inversions de tendance afin d’élaborer une prévision immédiate moyenne pondérée. Pour les pays disposant de données à haute fréquence sur l’activité

économique, mais pour lesquels soit les données sur la variable cible n'étaient pas disponibles, soit la méthodologie ci-dessus ne fonctionnait pas bien, les coefficients estimés et les données du panel de pays ont été utilisés pour réaliser une estimation.

Une approche indirecte est appliquée pour les pays restants: il s'agit d'extrapoler l'évolution observée ou estimée (en utilisant la prévision immédiate directe) des heures ajustées à la population âgée de 15 à 64 ans. L'extrapolation est basée sur la baisse de la mobilité observée à partir des rapports sur la mobilité de la communauté de Google et sur l'indice de rigueur d'Oxford, puisque les pays présentant des baisses de mobilité comparables et des restrictions de même niveau sont susceptibles d'enregistrer une diminution similaire des heures travaillées ajustées à la population âgée de 15 à 64 ans. À partir des rapports sur la mobilité, une moyenne des indices de fréquentation des lieux de travail et des lieux de commerce et de divertissement est utilisée. Les indices de rigueur et de mobilité sont combinés en une variable unique grâce à l'analyse en composantes principales<sup>2</sup>. Pour les pays ne disposant pas de données sur les restrictions, les données de mobilité (si elles sont disponibles) et les données actualisées sur l'incidence du COVID-19 ont été utilisées pour extrapoler l'impact sur les heures travaillées ajustées à la population âgée de 15 à 64 ans. Compte tenu des pratiques différentes des pays pour comptabiliser les cas d'infection par le COVID-19, le concept plus homogène de patients décédés est utilisé comme variable approximative de l'intensité locale de la pandémie. La variable a été calculée à une moyenne mensuelle, mais les données ont été mises à jour quotidiennement à partir de la base de données en ligne Our World in Data<sup>3</sup>. Enfin, pour un petit nombre de pays pour lesquels aucune donnée n'était disponible au moment de l'estimation, la moyenne régionale a été utilisée pour imputer la variable cible. Pour 2022, le modèle a été modifié pour intégrer des estimations de la croissance du PIB et des données sur les tendances régionales ainsi que pour prendre en compte les propriétés des séries chronologiques des heures travaillées.

Lorsque les estimations du modèle de prévision immédiate du BIT sont terminées, le ratio des heures travaillées par semaine par rapport au quatrième trimestre de 2019 est estimé séparément pour les hommes et les femmes. Ces estimations de l'évolution des heures travaillées par les femmes et par les hommes, ajustées à la population

correspondante âgée de 15 à 64 ans par rapport au quatrième trimestre de 2019 (corrigées des variations saisonnières), sont produites à l'aide du modèle de prévision immédiate du BIT par sexe. L'évolution des heures travaillées pour le pays  $i$ , le sexe  $s$  et le trimestre  $t$  est calculée comme suit:

$$\text{Variation des heures travaillées par rapport au T4 2019}_{(i,s,t)} = \left( \frac{\frac{\text{heures travaillées}_{(i,s,t)}}{\text{population âgée de 15 à 64 ans}_{(i,s,t)}}}{\frac{\text{heures travaillées}_{(i,s,T4\ 2019)}}{\text{population âgée de 15 à 64 ans}_{(i,s,T4\ 2019)}}} \right)$$

Les données utilisées dans le modèle comprennent des estimations du ratio d'heures travaillées par semaine dans un pays (voir le modèle de prévision immédiate du BIT ci-dessus), les caractéristiques démographiques et économiques du pays et une variable muette régionale. Le modèle de décomposition par sexe est constitué de quatre modèles distincts. Le premier modèle réalise des estimations du premier trimestre de 2020 au quatrième trimestre de 2021 pour les pays disposant de données sur les heures travaillées pendant au moins un trimestre. Le deuxième modèle réalise des estimations du premier trimestre de 2020 au quatrième trimestre de 2021 pour les pays ne disposant pas de données sur les heures travaillées pendant cette période. Le troisième modèle réalise des estimations pour le premier trimestre de 2022. Enfin, le quatrième modèle réalise les projections pour les deuxième et troisième trimestres de 2022<sup>4</sup>. Ces modèles qui fournissent la prévision immédiate par sexe ont été choisis parmi un ensemble de modèles sur la base de leur précision dans la prévision des variations des heures travaillées par les femmes et par les hommes. Ensuite, les prévisions des modèles sélectionnés sont utilisées pour estimer les observations manquantes des heures travaillées<sup>5</sup>. Comme les modèles estiment la variation des heures travaillées pour les femmes et les hommes séparément, les estimations agrégées peuvent être incompatibles avec les estimations pour la population totale du modèle de prévision immédiate. Pour réaliser des estimations cohérentes, les sous-composantes pour les femmes et les hommes sont ajustées proportionnellement pour correspondre à la perte totale d'heures travaillées ajustée à la population âgée de 15 à 64 ans estimée par le modèle de prévision immédiate.

À des fins d'analyse, il est possible d'estimer l'écart entre hommes et femmes en matière d'heures travaillées à partir de la variation des heures travaillées par semaine par rapport au quatrième trimestre de 2019 avec une ventilation

2 En 2021 et 2022, une variable muette pour les pays développés a également été utilisée afin de tenir compte des impacts différentiels de la mobilité sur les lieux de travail et de la rigueur des restrictions sur les heures travaillées, ainsi qu'une procédure d'épuration de la tendance pour les données des rapports sur la mobilité de Google.

3 <https://ourworldindata.org/coronavirus>.

4 Les différentes périodes ont été choisies en raison de la disponibilité variable des observations transmises sur les heures travaillées.

5 Les estimations ventilées par sexe des heures travaillées en Inde ont été obtenues en utilisant les niveaux d'emploi urbain comme variable approximative des heures travaillées, puisque des données récentes étaient disponibles dans l'enquête périodique sur la main-d'œuvre.

par sexe. Une variation de l'écart peut être calculée comme la variation des heures de travail des hommes moins la variation des heures de travail des femmes au niveau national. Enfin, pour obtenir une estimation mondiale pondérée, les variations nationales de l'écart entre hommes et femmes par rapport au quatrième trimestre de 2019 sont agrégées et les pondérations effectuées grâce au nombre total d'heures travaillées par les femmes de chaque pays au cours du trimestre en question. Ainsi, l'estimation mondiale agrégée de l'écart entre les sexes peut être calculée comme suit:

Variation mondiale de l'écart d'heures travaillées entre les sexes par rapport au T4 2019<sub>(i,t)</sub> =

$$\sum_{i=1}^{189} \left( \begin{array}{l} \text{variation des heures travaillées par les hommes par rapport au T4 2019}_{(i,t)} \\ - \text{variation des heures travaillées par les femmes par rapport au T4 2019}_{(i,t)} \end{array} \right) \times \frac{\text{Heures travaillées par les femmes}_{(i,t)}}{\sum_{i=1}^{189} \text{Heures travaillées par les femmes}_{(i,t)}}$$

Ce système de pondération permet d'éviter les effets de composition qui découlent de l'importance de l'écart initial entre hommes et femmes dans chaque pays.

## Estimations de la répartition de l'emploi par statut, profession et activité économique

La répartition de l'emploi par statut, profession et activité (secteur) économique est estimée pour l'ensemble et ventilée par sexe. Dans un premier temps, une régression transnationale est effectuée pour déterminer la part de chacune des catégories dans les pays pour lesquels aucune donnée n'est disponible. Cette étape implique l'utilisation d'informations sur la démographie, le revenu par habitant, la structure économique et un indicateur spécifique au modèle et à forte capacité prédictive pour la répartition estimée. Les indicateurs relatifs à chaque catégorie sont les suivants:

- ▶ pour le statut, l'indice appelé «travail pour un employeur» issu du Gallup World Poll;
- ▶ pour la profession, la part de la valeur ajoutée d'un secteur dans lequel les personnes ayant une certaine profession sont le plus susceptibles de travailler;
- ▶ pour le secteur, la part de la valeur ajoutée de ce secteur.

L'étape suivante consiste à estimer l'évolution des parts de chaque catégorie, en utilisant les informations relatives au cycle économique ainsi qu'à la structure économique et à la démographie. La troisième étape consiste à estimer l'évolution des parts de chaque catégorie pour les années 2020 et 2021. Enfin, les estimations sont rééquilibrées pour que la somme des différentes catégories soit égale à 100 pour cent.

Les secteurs pour lesquels des estimations sont réalisées sont basés sur une classification propre au BIT qui assure

la plus grande cohérence possible entre les révisions 3 et 4 de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) des Nations Unies. Les secteurs A, B, C, F, G, I, K, O, P et Q correspondent à la classification CITI Rév. 4. Par ailleurs, les secteurs composites suivants sont définis:

- ▶ le secteur «Services collectifs» est composé des secteurs D et E;
- ▶ le secteur «Transport, entreposage et communication» est composé des secteurs H et J;
- ▶ le secteur «Activités immobilières, commerciales et administratives» est composé des secteurs L, M et N;
- ▶ le secteur «Autres services» est composé des secteurs R, S, T et U.

Les professions pour lesquelles des estimations sont réalisées correspondent en principe aux grandes catégories des éditions 1988 et 2008 de la Classification internationale type des professions (CITP-88 et CITP-08). Cependant, les professions de l'agriculture de subsistance n'ont pas été classées de manière homogène d'un pays à l'autre, voire parfois au sein d'un même pays d'une année à l'autre. Selon la CITP-08, les agriculteurs de subsistance devraient être classés dans la catégorie 6 de la CITP, c'est-à-dire celle des agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture. Plusieurs pays où l'agriculture de subsistance occupe une place importante ont toutefois indiqué un faible pourcentage pour la catégorie 6, mais un pourcentage élevé pour la catégorie 9 (professions élémentaires). Cela veut dire que les parts des catégories professionnelles 6 et 9 peuvent différer considérablement entre des pays qui ont une structure économique très similaire. Comme il n'est pas possible de prendre la mesure des erreurs de classification entre les catégories 6 et 9, celles-ci sont fusionnées et font l'objet d'une estimation conjointe afin d'obtenir une classification homogène et comparable au niveau international.

## Estimations de l'emploi par classe économique

Les estimations de l'emploi par classe économique sont réalisées pour un sous-ensemble de pays. Le modèle utilise les données issues des modèles relatifs au chômage, au statut d'emploi et à l'activité économique, ainsi que d'autres variables démographiques, sociales et économiques.

La méthodologie comporte deux étapes. Dans un premier temps, les différentes classes économiques de travailleurs sont estimées en se basant sur les classes économiques de la population active et inactive (entre autres variables explicatives). Cette procédure repose sur le fait qu'il existe un lien étroit entre la répartition par classe économique de l'ensemble de la population et celle de la population active. Les classes économiques de l'ensemble de la population proviennent de la base de données PovcalNet de

la Banque mondiale<sup>6</sup>. En général, la classe économique est définie selon le niveau de consommation mais, dans certains cas pour lesquels aucune autre donnée n'existe, on utilise plutôt le niveau de revenu.

Une fois ces estimations obtenues, une seconde étape consiste à estimer les données correspondant aux observations pour lesquelles ni les données sur les classes économiques de la population active ni les estimations de l'étape 1 ne sont disponibles. Cette étape repose sur la validation croisée puis sur la sélection du modèle le plus performant pour garantir une qualité satisfaisante.

Dans la présente édition du modèle, l'emploi est subdivisé en quatre classes économiques: les travailleurs vivant avec 0 à 1,90 dollar É.-U. par jour, avec 1,90 à 3,20 dollars par jour, avec 3,20 à 5,50 dollars par jour et avec plus de 5,50 dollars par jour, en termes de parité de pouvoir d'achat.

## Modèles utilisés pour prévoir les indicateurs du marché du travail

Le BIT a développé des modèles de projection afin d'estimer et de prévoir les heures travaillées, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre pour les années 2022 à 2024. Dans un premier temps, des projections sont réalisées à une fréquence trimestrielle jusqu'au quatrième trimestre de 2023 pour une cinquantaine de pays où les indicateurs du marché du travail sont disponibles à une fréquence trimestrielle pour au moins une partie de 2022. Dans un deuxième temps, des projections annuelles sont réalisées jusqu'en 2024 pour tous les pays – en prenant comme données les moyennes annuelles des projections de la première étape pour les pays où elles sont disponibles. Les projections basées sur l'étape 1 ont l'avantage de prendre en compte les dernières informations disponibles sur le marché du travail et les dernières données à haute fréquence, ce qui augmente nettement la précision des estimations des indicateurs du marché du travail pour l'année 2022 et améliore également la qualité des prévisions à court terme.

### Étape 1. Projections à fréquence trimestrielle

Les projections trimestrielles du taux de chômage, du ratio emploi-population, du taux d'activité et du ratio des heures travaillées par rapport à la population âgée de 15 à 64 ans utilisent des données à haute fréquence telles que les indices de confiance, en plus des prévisions de croissance économique, afin de tester une série de modèles. Cette approche est très proche de la méthode de prévision

immédiate directe utilisée pour estimer les heures travaillées (Gomis *et al.*, 2022). Ces modèles sont évalués au moyen des procédures de recherche de modèles décrites ci-dessus, notamment en séparant les données entre échantillons d'apprentissage et échantillons de validation. Les modèles sont combinés au moyen de l'agrégation des modèles selon la méthode *jackknife* décrite par Hansen et Racine (2012), qui consiste essentiellement à trouver la combinaison linéaire de modèles minimisant la variance de l'erreur de prévision. Les heures travaillées par personne âgée de 15 à 64 ans ne sont projetées que pour le quatrième trimestre de 2022 (les prévisions immédiates existent jusqu'au troisième trimestre), et tous les autres indicateurs sont projetés jusqu'au quatrième trimestre de 2023 – y compris les ventilations par sexe et par âge.

Les ratios de l'emploi et de la main-d'œuvre par rapport à la population ont été fortement influencés par la crise du COVID-19. Le modèle de projection se fonde sur l'hypothèse que ces ratios vont retrouver leur tendance à long terme. Globalement, les individus vont revenir sur le marché du travail et essayer de trouver un emploi. En termes techniques, la projection est basée sur un modèle de correction d'erreurs, le paramètre de correction étant estimé au moyen d'une spécification économétrique qui comprend l'écart entre les séries chronologiques réelles et la tendance à long terme<sup>7</sup>.

### Étape 2. Projections à fréquence annuelle

La projection annuelle regroupe les pays et utilise des modèles vectoriels à correction d'erreurs. Cinq indicateurs sont projetés: le ratio emploi-population, le taux d'activité, le taux de chômage, le ratio entre les heures travaillées par semaine et la population âgée de 15 à 64 ans, ainsi que le nombre d'heures travaillées par semaine par personne employée. Cette stratégie d'estimation suridentifie les variables cibles: les heures travaillées sont projetées deux fois, et la main-d'œuvre peut également être calculée comme la somme du chômage et de l'emploi. La moyenne des redondances est calculée, ce qui réduit la dépendance à l'égard d'une seule spécification.

Trois approches différentes sont utilisées pour obtenir des projections, qui sont ensuite combinées en une moyenne pondérée. Dans les trois approches, la variable d'intérêt pour la prévision est la variation annuelle des indicateurs susmentionnés. La première approche contient des éléments de correction d'erreurs, alors que les deuxième et troisième n'en contiennent pas. La première et la deuxième approche regroupent tous les pays, tandis que la troisième les regroupe en fonction de leur similarité.

6 Les données sur la pauvreté pour 2020-2022 proviennent de la plateforme sur la pauvreté et les inégalités (Poverty and Inequality Platform – PIP) de la Banque mondiale: <https://pip.worldbank.org/home>. Voir Mahler *et al.* (2022).

7 La tendance à long terme est estimée au moyen d'un filtre Hodrick-Prescott dont le paramètre de lissage est de 3200, ce qui est supérieur au paramètre de 1600 habituellement utilisé pour filtrer les séries chronologiques à fréquence trimestrielle et se traduit donc par une moindre variabilité de la tendance.

## Références

- ▶ Gomis, Roger, Paloma Carrillo, Steven Kapsos, Stefan Kühn et Avichal Mahajan. 2022. «The ILO Nowcasting Model: Using High-Frequency Data to Track the Impact of the COVID-19 Pandemic on Labour Markets», *Statistical Journal of the IAOS*, 38 (3): 815-830. <https://doi.org/10.3233/SJI-220055>.
- ▶ Hansen, Bruce, et Jeffrey Racine. 2012. «Jackknife Model Averaging», *Journal of Econometrics*, 167 (1): 38-46.
- ▶ Mahler, Daniel Gerszon, Nishant Yonzan, Ruth Hill, Christoph Lakner, Haoyu Wu et Nobuo Yoshida. 2022. «Pandémie, inflation et pauvreté», *Blogs de la Banque mondiale*, 13 avril 2022. <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/pandemie-inflation-et-pauvrete>.

## ► Annexe C. Tableaux des indicateurs du marché du travail, dans le monde, par groupe de revenus, et par région ou sous-région

### Tableau C1. Monde

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000   | 2010   | 2019   | 2020   | 2021   | 2022   | 2023   | 2024   |
|--------------------------------------------|--------|-----------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 2751,7 | 3159,0 | 3465,0 | 3411,5 | 3499,9 | 3564,7 | 3601,7 | 3640,5 |
|                                            | Femmes | Millions  | 1093,5 | 1251,5 | 1376,0 | 1346,7 | 1388,0 | 1416,8 | 1430,6 | 1444,4 |
|                                            | Hommes | Millions  | 1658,2 | 1907,6 | 2089,0 | 2064,8 | 2111,9 | 2147,8 | 2171,1 | 2196,1 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 558,8  | 557,7  | 493,7  | 472,7  | 484,8  | 493,8  | 497,5  | 501,5  |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 64,2   | 62,0   | 60,2   | 58,6   | 59,4   | 59,8   | 59,7   | 59,6   |
|                                            | Femmes | Pour cent | 50,7   | 49,0   | 47,7   | 46,1   | 47,0   | 47,4   | 47,3   | 47,1   |
|                                            | Hommes | Pour cent | 77,8   | 75,2   | 72,8   | 71,1   | 71,9   | 72,3   | 72,2   | 72,1   |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 51,3   | 45,6   | 40,7   | 38,8   | 39,6   | 40,1   | 40,0   | 40,0   |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 2584,6 | 2958,6 | 3273,1 | 3176,3 | 3283,5 | 3359,4 | 3393,4 | 3429,5 |
|                                            | Femmes | Millions  | 1025,6 | 1171,6 | 1298,8 | 1256,4 | 1301,5 | 1334,9 | 1347,1 | 1359,7 |
|                                            | Hommes | Millions  | 1559,0 | 1787,0 | 1974,3 | 1919,9 | 1982,0 | 2024,5 | 2046,3 | 2069,8 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 491,9  | 484,1  | 426,1  | 395,0  | 413,5  | 424,8  | 427,3  | 430,4  |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 60,3   | 58,1   | 56,9   | 54,5   | 55,7   | 56,4   | 56,3   | 56,1   |
|                                            | Femmes | Pour cent | 47,6   | 45,8   | 45,0   | 43,0   | 44,0   | 44,7   | 44,5   | 44,4   |
|                                            | Hommes | Pour cent | 73,1   | 70,5   | 68,8   | 66,1   | 67,5   | 68,2   | 68,1   | 68,0   |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 45,2   | 39,6   | 35,2   | 32,5   | 33,8   | 34,5   | 34,4   | 34,3   |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 167,1  | 200,4  | 191,9  | 235,2  | 216,4  | 205,2  | 208,2  | 210,9  |
|                                            | Femmes | Millions  | 67,9   | 79,9   | 77,3   | 90,3   | 86,5   | 81,9   | 83,5   | 84,7   |
|                                            | Hommes | Millions  | 99,2   | 120,6  | 114,7  | 144,9  | 129,9  | 123,3  | 124,7  | 126,3  |
|                                            | Jeunes | Millions  | 66,9   | 73,6   | 67,6   | 77,8   | 71,4   | 69,0   | 70,1   | 71,1   |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 6,1    | 6,3    | 5,5    | 6,9    | 6,2    | 5,8    | 5,8    | 5,8    |
|                                            | Femmes | Pour cent | 6,2    | 6,4    | 5,6    | 6,7    | 6,2    | 5,8    | 5,8    | 5,9    |
|                                            | Hommes | Pour cent | 6,0    | 6,3    | 5,5    | 7,0    | 6,1    | 5,7    | 5,7    | 5,7    |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 12,0   | 13,2   | 13,7   | 16,4   | 14,7   | 14,0   | 14,1   | 14,2   |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |        | 442,5  | 439,5  | 521,1  | 483,8  | 472,8  |        |        |
|                                            | Femmes | Millions  |        | 219,9  | 219,6  | 250,2  | 238,5  | 234,8  |        |        |
|                                            | Hommes | Millions  |        | 222,5  | 219,9  | 270,9  | 245,3  | 238,1  |        |        |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |        | 13,0   | 11,8   | 14,1   | 12,8   | 12,3   |        |        |
|                                            | Femmes | Pour cent |        | 15,8   | 14,5   | 16,6   | 15,5   | 15,0   |        |        |
|                                            | Hommes | Pour cent |        | 11,1   | 10,0   | 12,4   | 11,0   | 10,5   |        |        |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |        | 43,2   | 42,1   | 40,0   | 41,1   | 41,4   | 41,3   | 41,3   |

Tableau C1. Monde (suite)

| Indicateur                                                               | Groupe | Unité     | 2000   | 2010   | 2019   | 2020   | 2021   | 2022   | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------------------------------------|--------|-----------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                               | Total  | Millions  |        | 274,4  | 277,0  | 303,1  | 290,7  | 289,3  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |        | 189,7  | 185,1  | 193,2  | 191,0  | 191,4  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |        | 84,7   | 92,0   | 109,9  | 99,7   | 97,9   |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                       | Total  | Pour cent |        | 22,5   | 22,9   | 24,9   | 23,8   | 23,5   |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |        | 31,9   | 31,6   | 32,8   | 32,2   | 32,1   |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |        | 13,5   | 14,7   | 17,5   | 15,8   | 15,4   |      |      |
| Emploi informel                                                          | Total  | Millions  |        | 1783,0 | 1905,0 | 1844,0 | 1921,6 | 1961,0 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |        | 676,6  | 716,5  | 681,5  | 717,9  | 734,6  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |        | 1106,4 | 1188,5 | 1162,5 | 1203,7 | 1226,4 |      |      |
| Taux d'informalité                                                       | Total  | Pour cent |        | 60,3   | 58,2   | 58,1   | 58,5   | 58,4   |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |        | 57,8   | 55,2   | 54,2   | 55,2   | 55,0   |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |        | 61,9   | 60,2   | 60,5   | 60,7   | 60,6   |      |      |
| Salariés                                                                 | Total  | Millions  | 1146,3 | 1429,4 | 1754,3 | 1695,4 | 1755,2 |        |      |      |
| Travailleurs indépendants                                                | Total  | Millions  | 1438,3 | 1529,2 | 1518,8 | 1481,0 | 1528,2 |        |      |      |
| Part des travailleurs salariés                                           | Total  | Pour cent | 44,4   | 48,3   | 53,6   | 53,4   | 53,5   |        |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                                       | Total  | Pour cent | 55,6   | 51,7   | 46,4   | 46,6   | 46,5   |        |      |      |
| Pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour)            | Total  | Millions  | 666,9  | 405,9  | 218,8  | 228,3  | 220,6  | 214,3  |      |      |
| Part de la pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour) | Total  | Pour cent | 25,8   | 13,7   | 6,7    | 7,2    | 6,7    | 6,4    |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

## Tableau C2. Pays à faible revenu

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  |
|--------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 150,5 | 199,1 | 255,1 | 260,1 | 269,5 | 279,3 | 288,5 | 297,9 |
|                                            | Femmes | Millions  | 66,4  | 86,0  | 110,9 | 112,7 | 117,1 | 120,4 | 124,3 | 128,3 |
|                                            | Hommes | Millions  | 84,1  | 113,0 | 144,2 | 147,3 | 152,4 | 158,9 | 164,1 | 169,6 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 42,3  | 55,0  | 66,1  | 67,0  | 68,9  | 71,3  | 73,4  | 75,4  |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 68,8  | 66,7  | 65,4  | 64,5  | 64,8  | 65,1  | 65,1  | 65,1  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 59,4  | 56,8  | 56,2  | 55,2  | 55,6  | 55,4  | 55,4  | 55,4  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 78,6  | 77,0  | 74,9  | 74,1  | 74,2  | 75,0  | 75,0  | 75,0  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 54,7  | 51,6  | 48,4  | 47,7  | 47,6  | 47,9  | 47,9  | 47,8  |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 142,8 | 189,1 | 242,0 | 244,7 | 253,8 | 263,3 | 272,0 | 281,0 |
|                                            | Femmes | Millions  | 63,0  | 81,5  | 105,0 | 105,8 | 109,9 | 113,2 | 116,8 | 120,6 |
|                                            | Hommes | Millions  | 79,7  | 107,6 | 137,0 | 138,9 | 143,9 | 150,1 | 155,1 | 160,4 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 38,7  | 50,5  | 60,5  | 60,5  | 62,5  | 64,7  | 66,6  | 68,5  |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 65,3  | 63,4  | 62,0  | 60,7  | 61,0  | 61,3  | 61,4  | 61,4  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 56,4  | 53,8  | 53,1  | 51,8  | 52,2  | 52,1  | 52,1  | 52,1  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 74,5  | 73,3  | 71,2  | 69,8  | 70,1  | 70,8  | 70,9  | 71,0  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 50,1  | 47,4  | 44,3  | 43,0  | 43,2  | 43,4  | 43,4  | 43,4  |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 7,7   | 10,0  | 13,1  | 15,4  | 15,7  | 16,1  | 16,5  | 16,9  |
|                                            | Femmes | Millions  | 3,4   | 4,5   | 6,0   | 6,9   | 7,2   | 7,3   | 7,5   | 7,7   |
|                                            | Hommes | Millions  | 4,4   | 5,4   | 7,2   | 8,4   | 8,6   | 8,8   | 9,0   | 9,2   |
|                                            | Jeunes | Millions  | 3,6   | 4,4   | 5,6   | 6,5   | 6,4   | 6,6   | 6,8   | 6,9   |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 5,1   | 5,0   | 5,2   | 5,9   | 5,8   | 5,8   | 5,7   | 5,7   |
|                                            | Femmes | Pour cent | 5,1   | 5,3   | 5,4   | 6,1   | 6,1   | 6,0   | 6,0   | 6,0   |
|                                            | Hommes | Pour cent | 5,2   | 4,8   | 5,0   | 5,7   | 5,6   | 5,5   | 5,5   | 5,4   |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 8,4   | 8,1   | 8,5   | 9,7   | 9,3   | 9,3   | 9,3   | 9,2   |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |       | 44,1  | 59,4  | 64,4  | 65,7  | 67,5  |       |       |
|                                            | Femmes | Millions  |       | 24,9  | 33,2  | 35,9  | 36,8  | 37,6  |       |       |
|                                            | Hommes | Millions  |       | 19,2  | 26,2  | 28,5  | 28,9  | 29,9  |       |       |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |       | 18,9  | 19,7  | 20,8  | 20,6  | 20,4  |       |       |
|                                            | Femmes | Pour cent |       | 23,4  | 24,0  | 25,3  | 25,1  | 24,9  |       |       |
|                                            | Hommes | Pour cent |       | 15,1  | 16,0  | 17,0  | 16,7  | 16,6  |       |       |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |       | 35,4  | 35,6  | 34,2  | 34,5  | 35,2  | 35,2  | 35,4  |

**Tableau C2. Pays à faible revenu (suite)**

| Indicateur                                                               | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                               | Total  | Millions  |       | 24,7  | 36,4  | 39,7  | 39,6  | 41,2  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |       | 16,6  | 23,7  | 25,2  | 25,7  | 27,1  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |       | 8,2   | 12,7  | 14,5  | 13,8  | 14,1  |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                       | Total  | Pour cent |       | 23,2  | 26,7  | 28,2  | 27,4  | 27,7  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |       | 31,3  | 35,0  | 36,1  | 35,9  | 36,7  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |       | 15,2  | 18,5  | 20,5  | 19,0  | 18,8  |      |      |
| Emploi informel                                                          | Total  | Millions  |       | 169,1 | 215,2 | 218,7 | 226,3 | 234,5 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |       | 75,9  | 96,6  | 96,3  | 100,8 | 103,7 |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |       | 93,2  | 118,6 | 122,3 | 125,5 | 130,9 |      |      |
| Taux d'informalité                                                       | Total  | Pour cent |       | 89,4  | 88,9  | 89,4  | 89,2  | 89,1  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |       | 93,1  | 92,0  | 91,1  | 91,7  | 91,6  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |       | 86,6  | 86,5  | 88,1  | 87,2  | 87,2  |      |      |
| Salariés                                                                 | Total  | Millions  | 22,4  | 34,0  | 48,6  | 49,1  | 51,8  |       |      |      |
| Travailleurs indépendants                                                | Total  | Millions  | 120,3 | 155,1 | 193,4 | 195,6 | 202,0 |       |      |      |
| Part des travailleurs salariés                                           | Total  | Pour cent | 15,7  | 18,0  | 20,1  | 20,1  | 20,4  |       |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                                       | Total  | Pour cent | 84,3  | 82,0  | 79,9  | 79,9  | 79,6  |       |      |      |
| Pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour)            | Total  | Millions  | 81,3  | 86,2  | 92,7  | 95,0  | 97,7  | 101,6 |      |      |
| Part de la pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour) | Total  | Pour cent | 56,9  | 45,6  | 38,3  | 38,8  | 38,5  | 38,6  |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C3. Pays à revenu intermédiaire inférieur

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000  | 2010    | 2019    | 2020    | 2021    | 2022    | 2023    | 2024    |
|--------------------------------------------|--------|-----------|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 929,1 | 1 127,7 | 1 274,8 | 1 267,9 | 1 296,2 | 1 331,4 | 1 355,4 | 1 380,8 |
|                                            | Femmes | Millions  | 298,8 | 366,9   | 411,2   | 405,5   | 416,3   | 431,2   | 439,9   | 448,6   |
|                                            | Hommes | Millions  | 630,3 | 760,8   | 863,6   | 862,4   | 879,8   | 900,2   | 915,5   | 932,2   |
|                                            | Jeunes | Millions  | 220,1 | 225,3   | 206,9   | 200,4   | 204,5   | 209,4   | 211,9   | 214,2   |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 59,1  | 57,5    | 55,0    | 53,7    | 54,1    | 54,8    | 54,9    | 54,9    |
|                                            | Femmes | Pour cent | 38,4  | 37,8    | 35,7    | 34,6    | 35,0    | 35,7    | 35,9    | 35,9    |
|                                            | Hommes | Pour cent | 79,3  | 77,0    | 74,0    | 72,6    | 72,9    | 73,6    | 73,7    | 73,7    |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 45,2  | 40,2    | 34,6    | 33,3    | 33,6    | 34,2    | 34,4    | 34,4    |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 867,8 | 1 056,7 | 1 204,7 | 1 174,1 | 1 213,4 | 1 249,4 | 1 272,0 | 1 295,5 |
|                                            | Femmes | Millions  | 278,6 | 342,8   | 388,3   | 377,8   | 390,1   | 404,5   | 412,6   | 420,6   |
|                                            | Hommes | Millions  | 589,2 | 713,8   | 816,4   | 796,3   | 823,3   | 844,8   | 859,4   | 875,0   |
|                                            | Jeunes | Millions  | 191,6 | 193,8   | 175,0   | 162,3   | 171,2   | 176,1   | 177,9   | 179,5   |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 55,2  | 53,9    | 52,0    | 49,8    | 50,6    | 51,4    | 51,5    | 51,6    |
|                                            | Femmes | Pour cent | 35,8  | 35,3    | 33,7    | 32,3    | 32,8    | 33,5    | 33,6    | 33,7    |
|                                            | Hommes | Pour cent | 74,2  | 72,3    | 69,9    | 67,1    | 68,2    | 69,0    | 69,2    | 69,2    |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 39,3  | 34,6    | 29,3    | 26,9    | 28,2    | 28,8    | 28,9    | 28,8    |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 61,3  | 71,0    | 70,1    | 93,8    | 82,8    | 82,0    | 83,3    | 85,3    |
|                                            | Femmes | Millions  | 20,2  | 24,0    | 22,9    | 27,7    | 26,2    | 26,7    | 27,3    | 28,0    |
|                                            | Hommes | Millions  | 41,1  | 47,0    | 47,2    | 66,1    | 56,5    | 55,4    | 56,1    | 57,3    |
|                                            | Jeunes | Millions  | 28,5  | 31,5    | 31,8    | 38,1    | 33,3    | 33,4    | 33,9    | 34,7    |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 6,6   | 6,3     | 5,5     | 7,4     | 6,4     | 6,2     | 6,1     | 6,2     |
|                                            | Femmes | Pour cent | 6,8   | 6,5     | 5,6     | 6,8     | 6,3     | 6,2     | 6,2     | 6,2     |
|                                            | Hommes | Pour cent | 6,5   | 6,2     | 5,5     | 7,7     | 6,4     | 6,2     | 6,1     | 6,1     |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 13,0  | 14,0    | 15,4    | 19,0    | 16,3    | 15,9    | 16,0    | 16,2    |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |       | 167,9   | 168,5   | 209,2   | 189,4   | 189,4   |         |         |
|                                            | Femmes | Millions  |       | 77,4    | 76,8    | 87,1    | 83,1    | 84,9    |         |         |
|                                            | Hommes | Millions  |       | 90,5    | 91,7    | 122,0   | 106,2   | 104,5   |         |         |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |       | 13,7    | 12,3    | 15,1    | 13,5    | 13,2    |         |         |
|                                            | Femmes | Pour cent |       | 18,4    | 16,5    | 18,7    | 17,6    | 17,3    |         |         |
|                                            | Hommes | Pour cent |       | 11,3    | 10,1    | 13,3    | 11,4    | 11,0    |         |         |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |       | 45,0    | 43,9    | 40,6    | 42,1    | 43,0    | 42,9    | 43,0    |

**Tableau C3. Pays à revenu intermédiaire inférieur (suite)**

| Indicateur                                                               | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022    | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|---------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                               | Total  | Millions  |       | 151,2 | 163,6 | 176,9 | 171,4 | 171,1   |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |       | 114,0 | 115,9 | 119,3 | 119,1 | 119,5   |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |       | 37,1  | 47,7  | 57,6  | 52,4  | 51,5    |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                       | Total  | Pour cent |       | 27,0  | 27,4  | 29,4  | 28,2  | 28,0    |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |       | 41,8  | 40,0  | 40,8  | 40,4  | 40,3    |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |       | 12,9  | 15,5  | 18,6  | 16,7  | 16,3    |      |      |
| Emploi informel                                                          | Total  | Millions  |       | 874,0 | 982,0 | 957,6 | 992,8 | 1 020,2 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |       | 288,2 | 315,7 | 302,8 | 316,8 | 328,4   |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |       | 585,7 | 666,4 | 654,7 | 676,1 | 691,8   |      |      |
| Taux d'informalité                                                       | Total  | Pour cent |       | 82,7  | 81,5  | 81,6  | 81,8  | 81,7    |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |       | 84,1  | 81,3  | 80,2  | 81,2  | 81,2    |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |       | 82,1  | 81,6  | 82,2  | 82,1  | 81,9    |      |      |
| Salariés                                                                 | Total  | Millions  | 233,5 | 320,1 | 447,2 | 432,6 | 449,5 |         |      |      |
| Travailleurs indépendants                                                | Total  | Millions  | 634,3 | 736,6 | 757,5 | 741,5 | 763,9 |         |      |      |
| Part des travailleurs salariés                                           | Total  | Pour cent | 26,9  | 30,3  | 37,1  | 36,8  | 37,0  |         |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                                       | Total  | Pour cent | 73,1  | 69,7  | 62,9  | 63,2  | 63,0  |         |      |      |
| Pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour)            | Total  | Millions  | 308,1 | 213,1 | 115,6 | 122,5 | 112,6 | 102,2   |      |      |
| Part de la pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour) | Total  | Pour cent | 35,5  | 20,2  | 9,6   | 10,4  | 9,3   | 8,2     |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

**Tableau C4. Pays à revenu intermédiaire supérieur**

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000    | 2010    | 2019    | 2020    | 2021    | 2022    | 2023    | 2024    |
|--------------------------------------------|--------|-----------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 1 134,2 | 1 244,8 | 1 303,3 | 1 258,2 | 1 305,2 | 1 315,2 | 1 315,5 | 1 319,6 |
|                                            | Femmes | Millions  | 496,9   | 540,5   | 573,2   | 550,3   | 573,9   | 579,1   | 578,9   | 580,3   |
|                                            | Hommes | Millions  | 637,3   | 704,3   | 730,1   | 707,9   | 731,3   | 736,1   | 736,6   | 739,4   |
|                                            | Jeunes | Millions  | 221,8   | 209,4   | 155,2   | 142,4   | 147,8   | 148,4   | 147,3   | 147,5   |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 70,6    | 67,0    | 64,9    | 62,2    | 64,1    | 64,2    | 63,7    | 63,5    |
|                                            | Femmes | Pour cent | 61,3    | 57,7    | 56,6    | 54,0    | 55,9    | 56,0    | 55,6    | 55,3    |
|                                            | Hommes | Pour cent | 80,0    | 76,4    | 73,3    | 70,6    | 72,5    | 72,5    | 72,0    | 71,8    |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 59,5    | 52,0    | 46,7    | 43,2    | 45,0    | 45,2    | 44,8    | 44,6    |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 1 071,3 | 1 173,5 | 1 224,7 | 1 172,9 | 1 222,6 | 1 236,8 | 1 238,6 | 1 242,6 |
|                                            | Femmes | Millions  | 469,1   | 510,1   | 538,9   | 513,8   | 537,2   | 544,8   | 545,0   | 546,3   |
|                                            | Hommes | Millions  | 602,2   | 663,5   | 685,8   | 659,1   | 685,3   | 692,0   | 693,5   | 696,3   |
|                                            | Jeunes | Millions  | 197,0   | 183,7   | 132,2   | 118,5   | 123,9   | 125,9   | 125,3   | 125,4   |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 66,7    | 63,2    | 61,0    | 58,0    | 60,1    | 60,4    | 60,0    | 59,8    |
|                                            | Femmes | Pour cent | 57,9    | 54,5    | 53,2    | 50,4    | 52,3    | 52,7    | 52,4    | 52,1    |
|                                            | Hommes | Pour cent | 75,6    | 72,0    | 68,8    | 65,7    | 67,9    | 68,1    | 67,8    | 67,6    |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 52,9    | 45,6    | 39,8    | 35,9    | 37,8    | 38,4    | 38,1    | 38,0    |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 62,9    | 71,3    | 78,6    | 85,3    | 82,6    | 78,4    | 76,9    | 77,0    |
|                                            | Femmes | Millions  | 27,8    | 30,5    | 34,3    | 36,5    | 36,7    | 34,3    | 33,8    | 33,9    |
|                                            | Hommes | Millions  | 35,1    | 40,8    | 44,3    | 48,8    | 46,0    | 44,1    | 43,1    | 43,1    |
|                                            | Jeunes | Millions  | 24,7    | 25,6    | 23,0    | 23,9    | 23,8    | 22,4    | 22,1    | 22,0    |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 5,5     | 5,7     | 6,0     | 6,8     | 6,3     | 6,0     | 5,8     | 5,8     |
|                                            | Femmes | Pour cent | 5,6     | 5,6     | 6,0     | 6,6     | 6,4     | 5,9     | 5,8     | 5,8     |
|                                            | Hommes | Pour cent | 5,5     | 5,8     | 6,1     | 6,9     | 6,3     | 6,0     | 5,9     | 5,8     |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 11,2    | 12,3    | 14,8    | 16,8    | 16,1    | 15,1    | 15,0    | 14,9    |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |         | 153,0   | 155,0   | 175,4   | 165,3   | 160,1   |         |         |
|                                            | Femmes | Millions  |         | 80,1    | 80,5    | 90,5    | 86,6    | 83,4    |         |         |
|                                            | Hommes | Millions  |         | 72,9    | 74,4    | 85,0    | 78,8    | 76,6    |         |         |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |         | 11,5    | 11,2    | 13,0    | 11,9    | 11,5    |         |         |
|                                            | Femmes | Pour cent |         | 13,6    | 13,0    | 15,0    | 13,9    | 13,3    |         |         |
|                                            | Hommes | Pour cent |         | 9,9     | 9,8     | 11,4    | 10,3    | 10,0    |         |         |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |         | 45,1    | 44,0    | 42,7    | 43,8    | 43,5    | 43,5    | 43,5    |

**Tableau C4. Pays à revenu intermédiaire supérieur (suite)**

| Indicateur                                                               | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                               | Total  | Millions  |       | 78,1  | 61,8  | 68,3  | 63,4  | 62,1  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |       | 48,4  | 37,5  | 39,6  | 37,8  | 37,0  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |       | 29,7  | 24,3  | 28,7  | 25,6  | 25,1  |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                       | Total  | Pour cent |       | 19,4  | 18,6  | 20,7  | 19,3  | 19,0  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |       | 24,9  | 23,6  | 25,2  | 24,2  | 23,7  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |       | 14,3  | 14,0  | 16,6  | 14,9  | 14,6  |      |      |
| Emploi informel                                                          | Total  | Millions  |       | 650,1 | 611,2 | 576,8 | 608,3 | 610,5 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |       | 273,8 | 263,0 | 243,4 | 259,8 | 261,4 |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |       | 376,3 | 348,2 | 333,4 | 348,5 | 349,2 |      |      |
| Taux d'informalité                                                       | Total  | Pour cent |       | 55,4  | 49,9  | 49,2  | 49,8  | 49,4  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |       | 53,7  | 48,8  | 47,4  | 48,4  | 48,0  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |       | 56,7  | 50,8  | 50,6  | 50,9  | 50,5  |      |      |
| Salariés                                                                 | Total  | Millions  | 466,9 | 611,0 | 731,6 | 702,3 | 733,5 |       |      |      |
| Travailleurs indépendants                                                | Total  | Millions  | 604,4 | 562,5 | 493,1 | 470,6 | 489,1 |       |      |      |
| Part des travailleurs salariés                                           | Total  | Pour cent | 43,6  | 52,1  | 59,7  | 59,9  | 60,0  |       |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                                       | Total  | Pour cent | 56,4  | 47,9  | 40,3  | 40,1  | 40,0  |       |      |      |
| Pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour)            | Total  | Millions  | 277,2 | 106,5 | 10,4  | 10,6  | 10,1  | 10,3  |      |      |
| Part de la pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour) | Total  | Pour cent | 25,9  | 9,1   | 0,8   | 0,9   | 0,8   | 0,8   |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

## Tableau C5. Pays à revenu élevé

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  |
|--------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 537,9 | 587,5 | 631,8 | 625,3 | 629,0 | 638,7 | 642,3 | 642,2 |
|                                            | Femmes | Millions  | 231,4 | 258,0 | 280,7 | 278,2 | 280,7 | 286,1 | 287,5 | 287,3 |
|                                            | Hommes | Millions  | 306,5 | 329,5 | 351,1 | 347,1 | 348,3 | 352,6 | 354,8 | 354,9 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 74,7  | 68,1  | 65,5  | 62,9  | 63,7  | 64,8  | 64,9  | 64,5  |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 60,5  | 60,2  | 61,0  | 60,2  | 60,4  | 60,9  | 60,9  | 60,7  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 50,9  | 52,0  | 53,7  | 53,0  | 53,3  | 54,0  | 53,9  | 53,7  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 70,5  | 68,7  | 68,5  | 67,5  | 67,6  | 68,0  | 68,0  | 67,8  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 48,9  | 44,5  | 45,2  | 43,7  | 44,5  | 45,1  | 45,1  | 44,9  |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 502,7 | 539,3 | 601,7 | 584,6 | 593,7 | 609,9 | 610,9 | 610,4 |
|                                            | Femmes | Millions  | 214,9 | 237,2 | 266,5 | 259,0 | 264,3 | 272,4 | 272,6 | 272,2 |
|                                            | Hommes | Millions  | 287,9 | 302,1 | 335,2 | 325,6 | 329,5 | 337,5 | 338,3 | 338,2 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 64,6  | 56,1  | 58,4  | 53,6  | 55,9  | 58,1  | 57,6  | 57,0  |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 56,5  | 55,3  | 58,1  | 56,3  | 57,0  | 58,2  | 57,9  | 57,7  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 47,2  | 47,8  | 51,0  | 49,3  | 50,2  | 51,4  | 51,1  | 50,9  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 66,3  | 63,0  | 65,4  | 63,3  | 63,9  | 65,1  | 64,8  | 64,6  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 42,4  | 36,7  | 40,2  | 37,2  | 39,1  | 40,5  | 40,0  | 39,7  |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 35,2  | 48,2  | 30,1  | 40,7  | 35,2  | 28,7  | 31,5  | 31,8  |
|                                            | Femmes | Millions  | 16,6  | 20,8  | 14,1  | 19,2  | 16,5  | 13,7  | 14,9  | 15,1  |
|                                            | Hommes | Millions  | 18,6  | 27,3  | 15,9  | 21,5  | 18,8  | 15,1  | 16,6  | 16,7  |
|                                            | Jeunes | Millions  | 10,1  | 12,0  | 7,2   | 9,3   | 7,8   | 6,6   | 7,4   | 7,5   |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 6,5   | 8,2   | 4,8   | 6,5   | 5,6   | 4,5   | 4,9   | 5,0   |
|                                            | Femmes | Pour cent | 7,2   | 8,1   | 5,0   | 6,9   | 5,9   | 4,8   | 5,2   | 5,3   |
|                                            | Hommes | Pour cent | 6,1   | 8,3   | 4,5   | 6,2   | 5,4   | 4,3   | 4,7   | 4,7   |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 13,5  | 17,6  | 10,9  | 14,7  | 12,2  | 10,3  | 11,4  | 11,6  |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |       | 77,4  | 56,6  | 72,1  | 63,4  | 55,8  |       |       |
|                                            | Femmes | Millions  |       | 37,5  | 29,1  | 36,7  | 32,0  | 28,8  |       |       |
|                                            | Hommes | Millions  |       | 40,0  | 27,6  | 35,4  | 31,4  | 27,0  |       |       |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |       | 12,6  | 8,6   | 11,0  | 9,6   | 8,4   |       |       |
|                                            | Femmes | Pour cent |       | 13,6  | 9,8   | 12,4  | 10,8  | 9,6   |       |       |
|                                            | Hommes | Pour cent |       | 11,7  | 7,6   | 9,8   | 8,7   | 7,4   |       |       |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |       | 38,1  | 37,2  | 35,5  | 36,4  | 36,6  | 36,2  | 36,3  |

**Tableau C5. Pays à revenu élevé (suite)**

| Indicateur                                         | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022 | 2023 | 2024 |
|----------------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)         | Total  | Millions  |       | 20,4  | 15,2  | 18,2  | 16,3  | 14,9 |      |      |
|                                                    | Femmes | Millions  |       | 10,7  | 7,9   | 9,1   | 8,3   | 7,7  |      |      |
|                                                    | Hommes | Millions  |       | 9,7   | 7,3   | 9,1   | 7,9   | 7,2  |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET) | Total  | Pour cent |       | 13,3  | 10,5  | 12,6  | 11,4  | 10,4 |      |      |
|                                                    | Femmes | Pour cent |       | 14,4  | 11,3  | 13,1  | 12,0  | 11,0 |      |      |
|                                                    | Hommes | Pour cent |       | 12,3  | 9,7   | 12,3  | 10,8  | 9,7  |      |      |
| Emploi informel                                    | Total  | Millions  |       | 89,9  | 96,6  | 90,9  | 94,2  | 95,7 |      |      |
|                                                    | Femmes | Millions  |       | 38,7  | 41,3  | 38,9  | 40,5  | 41,1 |      |      |
|                                                    | Hommes | Millions  |       | 51,2  | 55,3  | 52,0  | 53,7  | 54,6 |      |      |
| Taux d'informalité                                 | Total  | Pour cent |       | 16,7  | 16,1  | 15,5  | 15,9  | 15,7 |      |      |
|                                                    | Femmes | Pour cent |       | 16,3  | 15,5  | 15,0  | 15,3  | 15,1 |      |      |
|                                                    | Hommes | Pour cent |       | 17,0  | 16,5  | 16,0  | 16,3  | 16,2 |      |      |
| Salariés                                           | Total  | Millions  | 423,5 | 464,3 | 526,8 | 511,3 | 520,5 |      |      |      |
| Travailleurs indépendants                          | Total  | Millions  | 79,3  | 75,0  | 74,8  | 73,3  | 73,2  |      |      |      |
| Part des travailleurs salariés                     | Total  | Pour cent | 84,2  | 86,1  | 87,6  | 87,5  | 87,7  |      |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                 | Total  | Pour cent | 15,8  | 13,9  | 12,4  | 12,5  | 12,3  |      |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

## Tableau C6. Afrique

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  |
|--------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 301,1 | 393,1 | 491,4 | 497,7 | 515,3 | 533,7 | 550,0 | 566,3 |
|                                            | Femmes | Millions  | 129,5 | 169,6 | 211,8 | 214,0 | 222,1 | 230,8 | 238,3 | 245,6 |
|                                            | Hommes | Millions  | 171,5 | 223,5 | 279,6 | 283,7 | 293,2 | 302,9 | 311,7 | 320,8 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 78,8  | 95,2  | 106,0 | 107,0 | 110,6 | 115,1 | 118,7 | 122,3 |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 64,5  | 63,8  | 62,5  | 61,6  | 62,1  | 62,6  | 62,7  | 62,8  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 54,5  | 54,3  | 53,3  | 52,4  | 52,9  | 53,5  | 53,8  | 53,9  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 74,8  | 73,5  | 71,9  | 71,0  | 71,4  | 71,8  | 71,8  | 71,9  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 47,8  | 45,5  | 41,9  | 41,2  | 41,4  | 42,0  | 42,1  | 42,1  |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 278,8 | 367,7 | 459,4 | 462,4 | 478,2 | 495,8 | 510,9 | 526,5 |
|                                            | Femmes | Millions  | 120,1 | 157,1 | 196,6 | 197,7 | 204,7 | 212,8 | 219,7 | 226,5 |
|                                            | Hommes | Millions  | 158,7 | 210,5 | 262,8 | 264,6 | 273,5 | 282,9 | 291,2 | 300,0 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 68,7  | 84,3  | 94,8  | 94,7  | 98,2  | 102,2 | 105,4 | 108,6 |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 59,7  | 59,6  | 58,5  | 57,2  | 57,6  | 58,1  | 58,3  | 58,4  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 50,5  | 50,3  | 49,5  | 48,4  | 48,8  | 49,4  | 49,6  | 49,7  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 69,3  | 69,2  | 67,6  | 66,2  | 66,6  | 67,0  | 67,1  | 67,2  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 41,6  | 40,2  | 37,5  | 36,4  | 36,8  | 37,3  | 37,4  | 37,4  |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 22,3  | 25,5  | 32,0  | 35,3  | 37,0  | 37,9  | 39,1  | 39,8  |
|                                            | Femmes | Millions  | 9,5   | 12,5  | 15,2  | 16,3  | 17,4  | 18,0  | 18,6  | 19,1  |
|                                            | Hommes | Millions  | 12,8  | 13,0  | 16,8  | 19,0  | 19,7  | 20,0  | 20,5  | 20,8  |
|                                            | Jeunes | Millions  | 10,2  | 10,9  | 11,2  | 12,3  | 12,4  | 12,9  | 13,4  | 13,7  |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 7,4   | 6,5   | 6,5   | 7,1   | 7,2   | 7,1   | 7,1   | 7,0   |
|                                            | Femmes | Pour cent | 7,3   | 7,4   | 7,2   | 7,6   | 7,8   | 7,8   | 7,8   | 7,8   |
|                                            | Hommes | Pour cent | 7,5   | 5,8   | 6,0   | 6,7   | 6,7   | 6,6   | 6,6   | 6,5   |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 12,9  | 11,5  | 10,6  | 11,5  | 11,2  | 11,2  | 11,2  | 11,2  |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |       | 90,8  | 118,9 | 126,2 | 130,8 | 134,1 |       |       |
|                                            | Femmes | Millions  |       | 52,1  | 66,8  | 70,0  | 72,8  | 75,0  |       |       |
|                                            | Hommes | Millions  |       | 38,7  | 52,1  | 56,2  | 58,0  | 59,1  |       |       |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |       | 19,8  | 20,6  | 21,4  | 21,5  | 21,3  |       |       |
|                                            | Femmes | Pour cent |       | 24,9  | 25,4  | 26,1  | 26,2  | 26,1  |       |       |
|                                            | Hommes | Pour cent |       | 15,5  | 16,5  | 17,5  | 17,5  | 17,3  |       |       |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |       | 38,5  | 38,0  | 36,0  | 36,6  | 37,4  | 37,3  | 37,5  |

## Tableau C6. Afrique (suite)

| Indicateur                                                               | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                               | Total  | Millions  |       | 49,5  | 65,3  | 69,6  | 69,7  | 71,5  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |       | 32,0  | 40,6  | 42,7  | 43,2  | 44,3  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |       | 17,5  | 24,7  | 26,9  | 26,5  | 27,2  |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                       | Total  | Pour cent |       | 23,6  | 25,8  | 26,8  | 26,1  | 26,1  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |       | 30,7  | 32,3  | 33,1  | 32,6  | 32,6  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |       | 16,7  | 19,4  | 20,6  | 19,7  | 19,7  |      |      |
| Emploi informel                                                          | Total  | Millions  |       | 308,2 | 387,3 | 391,7 | 405,4 | 421,4 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |       | 139,5 | 173,4 | 172,8 | 180,7 | 188,0 |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |       | 168,6 | 213,9 | 218,9 | 224,7 | 233,4 |      |      |
| Taux d'informalité                                                       | Total  | Pour cent |       | 83,8  | 84,3  | 84,7  | 84,8  | 85,0  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |       | 88,8  | 88,2  | 87,4  | 88,2  | 88,3  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |       | 80,1  | 81,4  | 82,7  | 82,2  | 82,5  |      |      |
| Salariés                                                                 | Total  | Millions  | 72,9  | 104,7 | 142,0 | 141,3 | 147,0 |       |      |      |
| Travailleurs indépendants                                                | Total  | Millions  | 205,9 | 263,0 | 317,4 | 321,1 | 331,3 |       |      |      |
| Part des travailleurs salariés                                           | Total  | Pour cent | 26,2  | 28,5  | 30,9  | 30,6  | 30,7  |       |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                                       | Total  | Pour cent | 73,8  | 71,5  | 69,1  | 69,4  | 69,3  |       |      |      |
| Pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour)            | Total  | Millions  | 135,4 | 136,8 | 141,4 | 147,7 | 150,6 | 154,1 |      |      |
| Part de la pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour) | Total  | Pour cent | 48,6  | 37,2  | 30,8  | 31,9  | 31,5  | 31,1  |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

## Tableau C7. Afrique du Nord

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000 | 2010 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------|--------|-----------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 51,7 | 66,9 | 73,1 | 72,3 | 74,5 | 76,7 | 78,2 | 79,8 |
|                                            | Femmes | Millions  | 11,7 | 16,1 | 16,7 | 16,2 | 16,5 | 17,3 | 17,8 | 18,2 |
|                                            | Hommes | Millions  | 40,0 | 50,8 | 56,3 | 56,2 | 57,9 | 59,3 | 60,4 | 61,6 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 12,6 | 13,4 | 10,2 | 10,0 | 10,2 | 10,5 | 10,7 | 11,0 |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 47,3 | 47,8 | 44,0 | 42,8 | 43,2 | 43,7 | 43,7 | 43,7 |
|                                            | Femmes | Pour cent | 21,4 | 23,1 | 20,3 | 19,2 | 19,3 | 19,8 | 19,9 | 20,0 |
|                                            | Hommes | Pour cent | 73,0 | 72,3 | 67,7 | 66,2 | 67,1 | 67,5 | 67,4 | 67,4 |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 34,7 | 32,4 | 24,7 | 23,9 | 24,3 | 24,6 | 24,6 | 24,6 |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 43,9 | 59,8 | 65,1 | 63,7 | 65,8 | 68,0 | 69,4 | 70,9 |
|                                            | Femmes | Millions  | 9,3  | 12,9 | 13,3 | 12,8 | 13,1 | 13,8 | 14,1 | 14,5 |
|                                            | Hommes | Millions  | 34,6 | 47,0 | 51,8 | 50,9 | 52,7 | 54,2 | 55,3 | 56,4 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 8,8  | 10,2 | 7,6  | 7,3  | 7,6  | 7,9  | 8,0  | 8,2  |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 40,2 | 42,8 | 39,2 | 37,7 | 38,2 | 38,8 | 38,8 | 38,8 |
|                                            | Femmes | Pour cent | 17,0 | 18,5 | 16,0 | 15,2 | 15,3 | 15,7 | 15,8 | 15,9 |
|                                            | Hommes | Pour cent | 63,2 | 66,9 | 62,3 | 60,0 | 61,0 | 61,6 | 61,7 | 61,7 |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 24,3 | 24,6 | 18,3 | 17,5 | 18,0 | 18,3 | 18,3 | 18,4 |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 7,8  | 7,0  | 8,0  | 8,7  | 8,6  | 8,7  | 8,8  | 8,9  |
|                                            | Femmes | Millions  | 2,4  | 3,2  | 3,5  | 3,4  | 3,4  | 3,5  | 3,7  | 3,7  |
|                                            | Hommes | Millions  | 5,4  | 3,8  | 4,5  | 5,3  | 5,2  | 5,1  | 5,2  | 5,2  |
|                                            | Jeunes | Millions  | 3,8  | 3,2  | 2,6  | 2,7  | 2,6  | 2,7  | 2,7  | 2,8  |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 15,0 | 10,5 | 10,9 | 12,0 | 11,6 | 11,3 | 11,3 | 11,1 |
|                                            | Femmes | Pour cent | 20,6 | 20,1 | 20,9 | 21,0 | 20,5 | 20,4 | 20,5 | 20,5 |
|                                            | Hommes | Pour cent | 13,4 | 7,5  | 8,0  | 9,4  | 9,0  | 8,6  | 8,5  | 8,4  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 30,0 | 24,1 | 25,8 | 26,9 | 25,8 | 25,4 | 25,5 | 25,3 |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |      | 17,1 | 20,7 | 22,0 | 22,0 | 22,3 |      |      |
|                                            | Femmes | Millions  |      | 8,5  | 9,8  | 9,8  | 9,7  | 10,1 |      |      |
|                                            | Hommes | Millions  |      | 8,7  | 10,9 | 12,3 | 12,3 | 12,2 |      |      |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |      | 22,3 | 24,1 | 25,7 | 25,1 | 24,7 |      |      |
|                                            | Femmes | Pour cent |      | 39,7 | 42,5 | 43,3 | 42,6 | 42,3 |      |      |
|                                            | Hommes | Pour cent |      | 15,6 | 17,4 | 19,4 | 18,9 | 18,3 |      |      |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |      | 42,8 | 42,1 | 39,3 | 40,4 | 41,6 | 41,5 | 41,7 |

**Tableau C7. Afrique du Nord (suite)**

| Indicateur                                                               | Groupe | Unité     | 2000 | 2010 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------------------------------------|--------|-----------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                               | Total  | Millions  |      | 12,5 | 11,6 | 12,4 | 11,8 | 12,0 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |      | 9,2  | 8,0  | 8,4  | 8,1  | 8,2  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |      | 3,4  | 3,6  | 4,0  | 3,8  | 3,8  |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                       | Total  | Pour cent |      | 30,3 | 28,0 | 29,7 | 28,1 | 28,0 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |      | 45,3 | 39,3 | 41,1 | 39,0 | 39,0 |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |      | 15,9 | 17,2 | 18,7 | 17,5 | 17,3 |      |      |
| Emploi informel                                                          | Total  | Millions  |      | 38,5 | 45,0 | 44,0 | 45,6 | 48,1 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |      | 8,2  | 8,2  | 7,7  | 8,1  | 8,5  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |      | 30,3 | 36,8 | 36,3 | 37,5 | 39,6 |      |      |
| Taux d'informalité                                                       | Total  | Pour cent |      | 64,4 | 69,2 | 69,1 | 69,2 | 70,7 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |      | 63,9 | 62,1 | 60,4 | 61,4 | 61,4 |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |      | 64,5 | 71,0 | 71,3 | 71,2 | 73,1 |      |      |
| Salariés                                                                 | Total  | Millions  | 24,0 | 34,9 | 41,8 | 41,3 | 43,0 |      |      |      |
| Travailleurs indépendants                                                | Total  | Millions  | 19,9 | 24,9 | 23,3 | 22,4 | 22,8 |      |      |      |
| Part des travailleurs salariés                                           | Total  | Pour cent | 54,6 | 58,3 | 64,2 | 64,9 | 65,4 |      |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                                       | Total  | Pour cent | 45,4 | 41,7 | 35,8 | 35,1 | 34,6 |      |      |      |
| Pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour)            | Total  | Millions  | 2,0  | 1,6  | 1,8  | 2,0  | 2,1  | 2,2  |      |      |
| Part de la pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour) | Total  | Pour cent | 4,6  | 2,6  | 2,8  | 3,1  | 3,2  | 3,2  |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

## Tableau C8. Afrique subsaharienne

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  |
|--------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 249,4 | 326,3 | 418,3 | 425,4 | 440,8 | 457,1 | 471,7 | 486,5 |
|                                            | Femmes | Millions  | 117,9 | 153,5 | 195,1 | 197,9 | 205,6 | 213,5 | 220,5 | 227,4 |
|                                            | Hommes | Millions  | 131,5 | 172,7 | 223,3 | 227,5 | 235,3 | 243,6 | 251,2 | 259,2 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 66,2  | 81,8  | 95,8  | 97,0  | 100,3 | 104,6 | 108,0 | 111,3 |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 69,7  | 68,5  | 67,5  | 66,6  | 67,0  | 67,4  | 67,6  | 67,6  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 64,3  | 63,3  | 62,0  | 61,1  | 61,6  | 62,2  | 62,3  | 62,4  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 75,4  | 73,9  | 73,1  | 72,2  | 72,5  | 72,9  | 73,0  | 73,0  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 51,5  | 48,7  | 45,2  | 44,5  | 44,7  | 45,2  | 45,3  | 45,3  |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 234,9 | 307,8 | 394,3 | 398,7 | 412,4 | 427,8 | 441,5 | 455,6 |
|                                            | Femmes | Millions  | 110,8 | 144,3 | 183,3 | 185,0 | 191,6 | 199,1 | 205,5 | 212,1 |
|                                            | Hommes | Millions  | 124,1 | 163,6 | 211,0 | 213,7 | 220,8 | 228,7 | 236,0 | 243,5 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 59,8  | 74,1  | 87,2  | 87,4  | 90,6  | 94,4  | 97,4  | 100,4 |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 65,7  | 64,6  | 63,6  | 62,4  | 62,7  | 63,1  | 63,2  | 63,3  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 60,5  | 59,5  | 58,3  | 57,1  | 57,4  | 57,9  | 58,1  | 58,2  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 71,1  | 70,0  | 69,1  | 67,9  | 68,1  | 68,4  | 68,5  | 68,6  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 46,6  | 44,1  | 41,2  | 40,1  | 40,3  | 40,8  | 40,8  | 40,9  |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 14,5  | 18,4  | 24,0  | 26,6  | 28,4  | 29,3  | 30,3  | 30,9  |
|                                            | Femmes | Millions  | 7,1   | 9,3   | 11,7  | 12,9  | 14,0  | 14,4  | 15,0  | 15,3  |
|                                            | Hommes | Millions  | 7,4   | 9,2   | 12,3  | 13,8  | 14,5  | 14,8  | 15,3  | 15,6  |
|                                            | Jeunes | Millions  | 6,4   | 7,7   | 8,6   | 9,6   | 9,7   | 10,2  | 10,6  | 10,9  |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 5,8   | 5,7   | 5,7   | 6,3   | 6,4   | 6,4   | 6,4   | 6,4   |
|                                            | Femmes | Pour cent | 6,0   | 6,0   | 6,0   | 6,5   | 6,8   | 6,8   | 6,8   | 6,7   |
|                                            | Hommes | Pour cent | 5,7   | 5,3   | 5,5   | 6,0   | 6,1   | 6,1   | 6,1   | 6,0   |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 9,6   | 9,4   | 9,0   | 9,9   | 9,7   | 9,8   | 9,8   | 9,8   |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |       | 73,7  | 98,2  | 104,2 | 108,8 | 111,9 |       |       |
|                                            | Femmes | Millions  |       | 43,6  | 57,0  | 60,2  | 63,1  | 64,9  |       |       |
|                                            | Hommes | Millions  |       | 30,1  | 41,2  | 44,0  | 45,7  | 47,0  |       |       |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |       | 19,3  | 19,9  | 20,7  | 20,9  | 20,7  |       |       |
|                                            | Femmes | Pour cent |       | 23,2  | 23,7  | 24,6  | 24,8  | 24,6  |       |       |
|                                            | Hommes | Pour cent |       | 15,5  | 16,3  | 17,1  | 17,2  | 17,0  |       |       |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |       | 37,6  | 37,3  | 35,5  | 36,0  | 36,7  | 36,7  | 36,8  |

**Tableau C8. Afrique subsaharienne (suite)**

| Indicateur                                                               | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                               | Total  | Millions  |       | 36,9  | 53,7  | 57,2  | 57,9  | 59,5  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |       | 22,8  | 32,6  | 34,3  | 35,1  | 36,1  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |       | 14,2  | 21,1  | 22,9  | 22,8  | 23,5  |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                       | Total  | Pour cent |       | 22,0  | 25,4  | 26,2  | 25,8  | 25,7  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |       | 27,1  | 31,0  | 31,6  | 31,4  | 31,4  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |       | 16,8  | 19,8  | 20,9  | 20,1  | 20,1  |      |      |
| Emploi informel                                                          | Total  | Millions  |       | 269,6 | 342,3 | 347,7 | 359,8 | 373,3 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |       | 131,3 | 165,2 | 165,1 | 172,6 | 179,5 |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |       | 138,3 | 177,1 | 182,6 | 187,2 | 193,8 |      |      |
| Taux d'informalité                                                       | Total  | Pour cent |       | 87,6  | 86,8  | 87,2  | 87,2  | 87,3  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |       | 91,0  | 90,1  | 89,2  | 90,1  | 90,2  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |       | 84,6  | 83,9  | 85,4  | 84,8  | 84,7  |      |      |
| Salariés                                                                 | Total  | Millions  | 49,0  | 69,8  | 100,3 | 100,0 | 103,9 |       |      |      |
| Travailleurs indépendants                                                | Total  | Millions  | 186,0 | 238,1 | 294,1 | 298,7 | 308,4 |       |      |      |
| Part des travailleurs salariés                                           | Total  | Pour cent | 20,8  | 22,7  | 25,4  | 25,1  | 25,2  |       |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                                       | Total  | Pour cent | 79,2  | 77,3  | 74,6  | 74,9  | 74,8  |       |      |      |
| Pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour)            | Total  | Millions  | 133,4 | 135,2 | 139,5 | 145,7 | 148,5 | 151,9 |      |      |
| Part de la pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour) | Total  | Pour cent | 56,8  | 43,9  | 35,4  | 36,6  | 36,0  | 35,5  |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

## Tableau C9. Amérique latine et Caraïbes

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  |
|--------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 221,5 | 270,7 | 310,8 | 292,5 | 307,8 | 315,0 | 317,9 | 322,5 |
|                                            | Femmes | Millions  | 85,1  | 110,2 | 129,9 | 120,1 | 127,6 | 132,0 | 133,4 | 135,6 |
|                                            | Hommes | Millions  | 136,4 | 160,5 | 180,9 | 172,4 | 180,1 | 183,0 | 184,5 | 187,0 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 54,2  | 55,3  | 52,7  | 47,4  | 50,3  | 50,7  | 50,1  | 49,9  |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 62,7  | 63,6  | 63,6  | 59,1  | 61,6  | 62,4  | 62,2  | 62,4  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 47,2  | 50,6  | 51,9  | 47,4  | 49,8  | 51,0  | 50,9  | 51,1  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 79,0  | 77,2  | 75,9  | 71,5  | 73,9  | 74,3  | 74,1  | 74,2  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 53,9  | 51,4  | 49,0  | 44,2  | 47,1  | 47,6  | 47,2  | 47,3  |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 200,9 | 251,6 | 286,0 | 262,6 | 279,4 | 292,9 | 295,8 | 300,1 |
|                                            | Femmes | Millions  | 75,1  | 100,5 | 117,4 | 105,6 | 113,1 | 120,6 | 122,0 | 124,0 |
|                                            | Hommes | Millions  | 125,7 | 151,1 | 168,7 | 157,0 | 166,3 | 172,3 | 173,8 | 176,2 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 44,8  | 47,2  | 43,2  | 37,4  | 40,6  | 42,9  | 42,2  | 42,2  |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 56,9  | 59,1  | 58,5  | 53,1  | 55,9  | 58,0  | 57,9  | 58,0  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 41,6  | 46,1  | 46,9  | 41,7  | 44,1  | 46,5  | 46,5  | 46,7  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 72,8  | 72,7  | 70,7  | 65,1  | 68,2  | 70,0  | 69,8  | 69,9  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 44,7  | 43,9  | 40,2  | 34,9  | 38,0  | 40,3  | 39,9  | 39,9  |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 20,7  | 19,1  | 24,8  | 29,8  | 28,4  | 22,1  | 22,1  | 22,4  |
|                                            | Femmes | Millions  | 10,0  | 9,7   | 12,6  | 14,5  | 14,6  | 11,4  | 11,4  | 11,6  |
|                                            | Hommes | Millions  | 10,7  | 9,4   | 12,2  | 15,4  | 13,8  | 10,7  | 10,7  | 10,8  |
|                                            | Jeunes | Millions  | 9,3   | 8,1   | 9,5   | 10,1  | 9,7   | 7,8   | 7,8   | 7,8   |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 9,3   | 7,1   | 8,0   | 10,2  | 9,2   | 7,0   | 7,0   | 6,9   |
|                                            | Femmes | Pour cent | 11,7  | 8,8   | 9,7   | 12,0  | 11,4  | 8,6   | 8,6   | 8,6   |
|                                            | Hommes | Pour cent | 7,8   | 5,9   | 6,8   | 8,9   | 7,7   | 5,9   | 5,8   | 5,8   |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 17,2  | 14,6  | 17,9  | 21,2  | 19,2  | 15,4  | 15,6  | 15,6  |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |       | 49,2  | 58,0  | 70,0  | 64,6  | 57,1  |       |       |
|                                            | Femmes | Millions  |       | 30,7  | 34,7  | 40,1  | 38,7  | 34,4  |       |       |
|                                            | Hommes | Millions  |       | 18,4  | 23,4  | 29,8  | 25,9  | 22,6  |       |       |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |       | 16,3  | 16,9  | 21,0  | 18,8  | 16,3  |       |       |
|                                            | Femmes | Pour cent |       | 23,4  | 22,8  | 27,5  | 25,5  | 22,2  |       |       |
|                                            | Hommes | Pour cent |       | 10,9  | 12,2  | 16,0  | 13,5  | 11,6  |       |       |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |       | 40,2  | 38,7  | 35,8  | 38,8  | 39,6  | 39,1  | 39,0  |

**Tableau C9. Amérique latine et Caraïbes (suite)**

| Indicateur                                                               | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                               | Total  | Millions  |       | 21,8  | 23,1  | 26,0  | 23,3  | 21,6  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |       | 15,0  | 15,3  | 16,3  | 15,1  | 14,1  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |       | 6,7   | 7,9   | 9,7   | 8,3   | 7,5   |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                       | Total  | Pour cent |       | 20,2  | 21,5  | 24,3  | 21,8  | 20,3  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |       | 28,2  | 28,7  | 30,9  | 28,6  | 26,9  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |       | 12,4  | 14,4  | 17,8  | 15,3  | 13,9  |      |      |
| Emploi informel                                                          | Total  | Millions  |       | 142,9 | 153,2 | 137,7 | 149,4 | 157,4 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |       | 57,2  | 61,8  | 53,6  | 58,8  | 63,2  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |       | 85,7  | 91,5  | 84,2  | 90,6  | 94,3  |      |      |
| Taux d'informalité                                                       | Total  | Pour cent |       | 56,8  | 53,6  | 52,4  | 53,5  | 53,7  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |       | 56,9  | 52,6  | 50,7  | 52,0  | 52,4  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |       | 56,7  | 54,2  | 53,6  | 54,5  | 54,7  |      |      |
| Salariés                                                                 | Total  | Millions  | 121,1 | 158,2 | 180,7 | 164,7 | 174,3 |       |      |      |
| Travailleurs indépendants                                                | Total  | Millions  | 79,8  | 93,3  | 105,3 | 98,0  | 105,1 |       |      |      |
| Part des travailleurs salariés                                           | Total  | Pour cent | 60,3  | 62,9  | 63,2  | 62,7  | 62,4  |       |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                                       | Total  | Pour cent | 39,7  | 37,1  | 36,8  | 37,3  | 37,6  |       |      |      |
| Pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour)            | Total  | Millions  | 17,6  | 8,7   | 9,3   | 9,6   | 9,1   | 9,4   |      |      |
| Part de la pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour) | Total  | Pour cent | 8,7   | 3,4   | 3,2   | 3,6   | 3,3   | 3,2   |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C10. Amérique du Nord

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  |
|--------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 162,6 | 177,3 | 190,9 | 188,3 | 189,6 | 192,9 | 194,5 | 195,2 |
|                                            | Femmes | Millions  | 74,5  | 82,5  | 88,3  | 87,1  | 87,7  | 89,7  | 90,5  | 90,7  |
|                                            | Hommes | Millions  | 88,1  | 94,7  | 102,5 | 101,2 | 101,9 | 103,2 | 104,1 | 104,5 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 26,4  | 25,0  | 25,2  | 24,3  | 25,1  | 25,3  | 25,5  | 25,5  |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 65,9  | 63,8  | 62,9  | 61,6  | 61,6  | 62,2  | 62,2  | 61,9  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 58,9  | 58,1  | 57,4  | 56,1  | 56,1  | 56,9  | 56,9  | 56,6  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 73,3  | 69,8  | 68,7  | 67,3  | 67,3  | 67,7  | 67,7  | 67,4  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 60,3  | 51,5  | 52,1  | 50,2  | 51,7  | 51,8  | 51,9  | 51,6  |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 155,6 | 160,5 | 183,4 | 172,8 | 179,0 | 185,6 | 185,4 | 185,5 |
|                                            | Femmes | Millions  | 71,3  | 75,5  | 85,0  | 79,7  | 82,9  | 86,3  | 86,3  | 86,4  |
|                                            | Hommes | Millions  | 84,4  | 84,9  | 98,5  | 93,1  | 96,1  | 99,2  | 99,0  | 99,2  |
|                                            | Jeunes | Millions  | 23,8  | 20,5  | 23,0  | 20,6  | 22,6  | 23,3  | 23,0  | 22,7  |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 63,1  | 57,8  | 60,5  | 56,5  | 58,2  | 59,9  | 59,3  | 58,8  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 56,3  | 53,2  | 55,2  | 51,3  | 53,1  | 54,8  | 54,3  | 53,9  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 70,2  | 62,6  | 66,0  | 61,9  | 63,5  | 65,1  | 64,4  | 63,9  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 54,5  | 42,3  | 47,6  | 42,4  | 46,5  | 47,6  | 46,6  | 46,1  |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 7,0   | 16,8  | 7,4   | 15,4  | 10,6  | 7,3   | 9,2   | 9,7   |
|                                            | Femmes | Millions  | 3,2   | 7,0   | 3,3   | 7,4   | 4,8   | 3,3   | 4,1   | 4,4   |
|                                            | Hommes | Millions  | 3,7   | 9,8   | 4,1   | 8,1   | 5,8   | 4,0   | 5,0   | 5,3   |
|                                            | Jeunes | Millions  | 2,5   | 4,5   | 2,2   | 3,8   | 2,5   | 2,1   | 2,6   | 2,7   |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 4,3   | 9,5   | 3,9   | 8,2   | 5,6   | 3,8   | 4,7   | 5,0   |
|                                            | Femmes | Pour cent | 4,4   | 8,5   | 3,8   | 8,5   | 5,4   | 3,7   | 4,6   | 4,8   |
|                                            | Hommes | Pour cent | 4,2   | 10,3  | 4,0   | 8,0   | 5,7   | 3,9   | 4,8   | 5,1   |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 9,6   | 17,9  | 8,7   | 15,5  | 10,1  | 8,1   | 10,1  | 10,7  |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |       | 20,2  | 9,9   | 18,8  | 13,6  | 10,2  |       |       |
|                                            | Femmes | Millions  |       | 8,6   | 4,6   | 9,0   | 6,3   | 4,8   |       |       |
|                                            | Hommes | Millions  |       | 11,5  | 5,3   | 9,8   | 7,3   | 5,4   |       |       |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |       | 11,2  | 5,1   | 9,8   | 7,1   | 5,2   |       |       |
|                                            | Femmes | Pour cent |       | 10,3  | 5,1   | 10,1  | 7,0   | 5,3   |       |       |
|                                            | Hommes | Pour cent |       | 11,9  | 5,1   | 9,5   | 7,1   | 5,1   |       |       |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |       | 35,5  | 35,8  | 34,7  | 35,3  | 35,3  | 34,8  | 35,0  |

**Tableau C10. Amérique du Nord (suite)**

| Indicateur                                         | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022 | 2023 | 2024 |
|----------------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)         | Total  | Millions  |       | 7,3   | 5,1   | 6,9   | 6,0   | 5,5  |      |      |
|                                                    | Femmes | Millions  |       | 3,6   | 2,6   | 3,4   | 3,0   | 2,8  |      |      |
|                                                    | Hommes | Millions  |       | 3,7   | 2,5   | 3,5   | 3,0   | 2,7  |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET) | Total  | Pour cent |       | 15,1  | 10,6  | 14,3  | 12,3  | 11,3 |      |      |
|                                                    | Femmes | Pour cent |       | 15,4  | 11,0  | 14,4  | 12,5  | 11,6 |      |      |
|                                                    | Hommes | Pour cent |       | 14,9  | 10,2  | 14,1  | 12,0  | 11,0 |      |      |
| Emploi informel                                    | Total  | Millions  |       | 18,3  | 18,0  | 16,5  | 17,4  | 17,8 |      |      |
|                                                    | Femmes | Millions  |       | 8,3   | 8,0   | 7,3   | 7,7   | 8,0  |      |      |
|                                                    | Hommes | Millions  |       | 10,1  | 10,0  | 9,2   | 9,7   | 9,8  |      |      |
| Taux d'informalité                                 | Total  | Pour cent |       | 11,4  | 9,8   | 9,6   | 9,7   | 9,6  |      |      |
|                                                    | Femmes | Pour cent |       | 10,9  | 9,4   | 9,2   | 9,3   | 9,2  |      |      |
|                                                    | Hommes | Pour cent |       | 11,9  | 10,2  | 9,8   | 10,1  | 9,9  |      |      |
| Salariés                                           | Total  | Millions  | 142,6 | 147,7 | 170,3 | 160,2 | 165,8 |      |      |      |
| Travailleurs indépendants                          | Total  | Millions  | 13,0  | 12,8  | 13,1  | 12,7  | 13,2  |      |      |      |
| Part des travailleurs salariés                     | Total  | Pour cent | 91,6  | 92,0  | 92,9  | 92,7  | 92,6  |      |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                 | Total  | Pour cent | 8,4   | 8,0   | 7,1   | 7,3   | 7,4   |      |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

## Tableau C11. États arabes (non-CCG)

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000 | 2010 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------|--------|-----------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 18,2 | 23,5 | 29,7 | 29,9 | 30,7 | 32,1 | 33,5 | 34,9 |
|                                            | Femmes | Millions  | 3,2  | 3,7  | 4,5  | 4,5  | 4,6  | 5,0  | 5,3  | 5,5  |
|                                            | Hommes | Millions  | 14,9 | 19,8 | 25,2 | 25,4 | 26,0 | 27,1 | 28,2 | 29,4 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 5,3  | 5,9  | 6,3  | 6,2  | 6,5  | 6,8  | 7,1  | 7,3  |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 44,8 | 41,2 | 41,6 | 40,6 | 40,5 | 41,0 | 41,5 | 41,8 |
|                                            | Femmes | Pour cent | 15,8 | 12,7 | 12,5 | 12,1 | 12,2 | 12,7 | 13,0 | 13,2 |
|                                            | Hommes | Pour cent | 74,2 | 70,0 | 71,1 | 69,3 | 69,0 | 69,7 | 70,2 | 70,6 |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 35,6 | 29,9 | 27,6 | 26,2 | 26,9 | 27,3 | 27,6 | 27,8 |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 16,4 | 21,1 | 25,6 | 25,4 | 26,1 | 27,5 | 28,7 | 30,0 |
|                                            | Femmes | Millions  | 2,8  | 3,0  | 3,4  | 3,4  | 3,5  | 3,7  | 3,9  | 4,1  |
|                                            | Hommes | Millions  | 13,5 | 18,0 | 22,2 | 22,1 | 22,7 | 23,8 | 24,8 | 25,9 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 4,3  | 4,7  | 4,5  | 4,3  | 4,5  | 4,8  | 5,0  | 5,1  |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 40,3 | 37,0 | 35,9 | 34,6 | 34,5 | 35,2 | 35,6 | 35,9 |
|                                            | Femmes | Pour cent | 13,8 | 10,6 | 9,6  | 9,1  | 9,1  | 9,5  | 9,7  | 9,8  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 67,2 | 63,7 | 62,6 | 60,3 | 60,1 | 61,1 | 61,7 | 62,2 |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 29,0 | 23,7 | 19,6 | 18,0 | 18,7 | 19,2 | 19,4 | 19,6 |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 1,8  | 2,4  | 4,1  | 4,4  | 4,5  | 4,6  | 4,8  | 4,9  |
|                                            | Femmes | Millions  | 0,4  | 0,6  | 1,1  | 1,1  | 1,2  | 1,3  | 1,3  | 1,4  |
|                                            | Hommes | Millions  | 1,4  | 1,8  | 3,0  | 3,3  | 3,4  | 3,3  | 3,4  | 3,5  |
|                                            | Jeunes | Millions  | 1,0  | 1,2  | 1,8  | 1,9  | 2,0  | 2,0  | 2,1  | 2,2  |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 10,0 | 10,1 | 13,7 | 14,8 | 14,8 | 14,3 | 14,2 | 14,2 |
|                                            | Femmes | Pour cent | 13,0 | 16,7 | 23,7 | 24,9 | 25,3 | 25,3 | 25,6 | 25,8 |
|                                            | Hommes | Pour cent | 9,3  | 8,9  | 12,0 | 13,1 | 12,9 | 12,3 | 12,1 | 12,0 |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 18,5 | 20,6 | 28,9 | 31,3 | 30,4 | 29,8 | 29,6 | 29,7 |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |      | 5,7  | 8,8  | 9,3  | 9,7  | 9,9  |      |      |
|                                            | Femmes | Millions  |      | 2,1  | 3,3  | 3,4  | 3,5  | 3,8  |      |      |
|                                            | Hommes | Millions  |      | 3,6  | 5,5  | 5,9  | 6,2  | 6,2  |      |      |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |      | 21,3 | 25,7 | 26,8 | 27,1 | 26,6 |      |      |
|                                            | Femmes | Pour cent |      | 40,9 | 49,0 | 49,9 | 50,5 | 50,3 |      |      |
|                                            | Hommes | Pour cent |      | 16,7 | 20,0 | 21,2 | 21,4 | 20,6 |      |      |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |      | 42,0 | 41,1 | 38,9 | 40,2 | 41,0 | 40,9 | 41,1 |

**Tableau C11. États arabes (non-CCG) (suite)**

| Indicateur                                                               | Groupe | Unité     | 2000 | 2010 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------------------------------------|--------|-----------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                               | Total  | Millions  |      | 7,4  | 8,7  | 9,1  | 9,1  | 9,3  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |      | 5,5  | 6,0  | 6,2  | 6,3  | 6,5  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |      | 1,9  | 2,7  | 2,9  | 2,8  | 2,8  |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                       | Total  | Pour cent |      | 37,6 | 37,7 | 38,6 | 37,5 | 37,4 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |      | 57,0 | 53,5 | 53,5 | 53,0 | 53,0 |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |      | 18,8 | 22,6 | 24,4 | 22,7 | 22,4 |      |      |
| Emploi informel                                                          | Total  | Millions  |      | 13,6 | 17,6 | 17,5 | 18,0 | 19,1 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |      | 1,7  | 1,8  | 1,7  | 1,8  | 2,0  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |      | 11,9 | 15,7 | 15,7 | 16,2 | 17,2 |      |      |
| Taux d'informalité                                                       | Total  | Pour cent |      | 64,4 | 68,6 | 68,8 | 68,8 | 69,6 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |      | 55,1 | 52,9 | 51,5 | 52,4 | 52,6 |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |      | 66,0 | 71,0 | 71,4 | 71,3 | 72,2 |      |      |
| Salariés                                                                 | Total  | Millions  | 9,5  | 13,1 | 15,7 | 15,6 | 16,1 |      |      |      |
| Travailleurs indépendants                                                | Total  | Millions  | 6,8  | 7,9  | 9,9  | 9,8  | 10,1 |      |      |      |
| Part des travailleurs salariés                                           | Total  | Pour cent | 58,4 | 62,4 | 61,2 | 61,3 | 61,5 |      |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                                       | Total  | Pour cent | 41,6 | 37,6 | 38,8 | 38,7 | 38,5 |      |      |      |
| Pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour)            | Total  | Millions  | 0,2  | 0,3  | 5,8  | 5,0  | 5,5  | 5,9  |      |      |
| Part de la pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour) | Total  | Pour cent | 1,4  | 1,4  | 22,7 | 19,6 | 20,9 | 21,4 |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C12. États arabes (CCG)

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000 | 2010 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------|--------|-----------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 11,4 | 21,5 | 29,9 | 30,0 | 29,5 | 30,0 | 30,6 | 31,2 |
|                                            | Femmes | Millions  | 1,6  | 3,3  | 5,2  | 5,8  | 5,5  | 5,7  | 5,9  | 6,1  |
|                                            | Hommes | Millions  | 9,8  | 18,2 | 24,7 | 24,1 | 24,0 | 24,3 | 24,7 | 25,1 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 1,7  | 2,8  | 2,4  | 2,3  | 2,0  | 2,0  | 2,1  | 2,2  |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 56,5 | 61,7 | 66,6 | 66,8 | 66,1 | 66,5 | 66,7 | 67,0 |
|                                            | Femmes | Pour cent | 21,3 | 26,5 | 32,9 | 36,4 | 34,2 | 34,7 | 35,3 | 35,8 |
|                                            | Hommes | Pour cent | 77,4 | 81,3 | 85,0 | 83,8 | 84,2 | 84,6 | 84,9 | 85,2 |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 27,8 | 30,3 | 28,7 | 28,5 | 27,1 | 27,0 | 27,3 | 27,8 |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 11,0 | 20,7 | 28,8 | 28,3 | 28,1 | 28,8 | 29,4 | 29,9 |
|                                            | Femmes | Millions  | 1,5  | 2,9  | 4,6  | 5,0  | 4,7  | 5,0  | 5,1  | 5,3  |
|                                            | Hommes | Millions  | 9,5  | 17,7 | 24,2 | 23,3 | 23,4 | 23,8 | 24,2 | 24,6 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 1,5  | 2,4  | 2,0  | 1,8  | 1,6  | 1,7  | 1,7  | 1,8  |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 54,5 | 59,3 | 64,0 | 63,2 | 63,0 | 63,8 | 64,0 | 64,1 |
|                                            | Femmes | Pour cent | 19,8 | 23,6 | 28,6 | 31,3 | 29,3 | 30,2 | 30,6 | 30,8 |
|                                            | Hommes | Pour cent | 75,0 | 79,2 | 83,5 | 81,0 | 82,2 | 83,0 | 83,4 | 83,6 |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 23,7 | 26,1 | 24,4 | 22,7 | 22,1 | 22,5 | 22,8 | 22,9 |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 0,4  | 0,8  | 1,1  | 1,6  | 1,4  | 1,2  | 1,2  | 1,3  |
|                                            | Femmes | Millions  | 0,1  | 0,4  | 0,7  | 0,8  | 0,8  | 0,7  | 0,8  | 0,9  |
|                                            | Hommes | Millions  | 0,3  | 0,5  | 0,4  | 0,8  | 0,6  | 0,5  | 0,4  | 0,5  |
|                                            | Jeunes | Millions  | 0,3  | 0,4  | 0,4  | 0,5  | 0,4  | 0,3  | 0,3  | 0,4  |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 3,6  | 3,9  | 3,8  | 5,4  | 4,7  | 4,0  | 4,0  | 4,3  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 6,8  | 11,1 | 13,2 | 14,1 | 14,4 | 13,0 | 13,2 | 14,0 |
|                                            | Hommes | Pour cent | 3,1  | 2,6  | 1,8  | 3,4  | 2,5  | 1,9  | 1,8  | 1,9  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 14,7 | 13,8 | 14,9 | 20,6 | 18,5 | 16,6 | 16,7 | 17,6 |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |      | 1,9  | 2,7  | 3,6  | 2,9  | 2,7  |      |      |
|                                            | Femmes | Millions  |      | 0,8  | 1,4  | 1,8  | 1,4  | 1,4  |      |      |
|                                            | Hommes | Millions  |      | 1,0  | 1,3  | 1,7  | 1,5  | 1,2  |      |      |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |      | 8,3  | 8,6  | 11,2 | 9,4  | 8,5  |      |      |
|                                            | Femmes | Pour cent |      | 22,2 | 23,8 | 26,9 | 23,4 | 22,5 |      |      |
|                                            | Hommes | Pour cent |      | 5,6  | 5,0  | 6,9  | 6,0  | 5,0  |      |      |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |      | 49,2 | 47,9 | 43,2 | 44,7 | 46,0 | 46,0 | 46,3 |

**Tableau C12. États arabes (CCG) (suite)**

| Indicateur                                         | Groupe | Unité     | 2000 | 2010 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|----------------------------------------------------|--------|-----------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)         | Total  | Millions  |      | 2,0  | 1,5  | 1,8  | 1,4  | 1,3  |      |      |
|                                                    | Femmes | Millions  |      | 1,2  | 1,0  | 1,1  | 0,9  | 0,9  |      |      |
|                                                    | Hommes | Millions  |      | 0,8  | 0,5  | 0,7  | 0,4  | 0,4  |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET) | Total  | Pour cent |      | 22,0 | 17,7 | 22,4 | 18,4 | 18,0 |      |      |
|                                                    | Femmes | Pour cent |      | 32,6 | 27,5 | 29,9 | 27,2 | 26,7 |      |      |
|                                                    | Hommes | Pour cent |      | 14,5 | 10,2 | 16,3 | 10,9 | 10,2 |      |      |
| Emploi informel                                    | Total  | Millions  |      | 8,3  | 11,8 | 11,3 | 11,4 | 11,9 |      |      |
|                                                    | Femmes | Millions  |      | 1,1  | 1,6  | 1,7  | 1,6  | 1,7  |      |      |
|                                                    | Hommes | Millions  |      | 7,3  | 10,2 | 9,6  | 9,8  | 10,2 |      |      |
| Taux d'informalité                                 | Total  | Pour cent |      | 40,3 | 41,0 | 39,9 | 40,6 | 41,5 |      |      |
|                                                    | Femmes | Pour cent |      | 35,8 | 35,6 | 33,7 | 34,3 | 34,8 |      |      |
|                                                    | Hommes | Pour cent |      | 41,1 | 42,1 | 41,2 | 41,8 | 42,9 |      |      |
| Salariés                                           | Total  | Millions  | 10,4 | 20,0 | 27,5 | 27,0 | 26,8 |      |      |      |
| Travailleurs indépendants                          | Total  | Millions  | 0,6  | 0,7  | 1,3  | 1,3  | 1,3  |      |      |      |
| Part des travailleurs salariés                     | Total  | Pour cent | 94,7 | 96,6 | 95,4 | 95,3 | 95,3 |      |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                 | Total  | Pour cent | 5,3  | 3,4  | 4,6  | 4,7  | 4,7  |      |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C13. Asie de l'Est

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  |
|--------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 851,0 | 902,3 | 914,1 | 889,2 | 918,6 | 920,9 | 917,5 | 916,5 |
|                                            | Femmes | Millions  | 381,7 | 398,2 | 411,5 | 399,5 | 414,5 | 415,5 | 413,6 | 412,9 |
|                                            | Hommes | Millions  | 469,3 | 504,1 | 502,6 | 489,7 | 504,1 | 505,4 | 503,8 | 503,6 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 152,3 | 139,5 | 93,2  | 86,7  | 88,6  | 88,5  | 87,7  | 87,6  |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 74,5  | 69,5  | 66,8  | 64,7  | 66,5  | 66,4  | 65,9  | 65,5  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 67,2  | 61,7  | 60,4  | 58,4  | 60,3  | 60,2  | 59,7  | 59,3  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 81,7  | 77,2  | 73,0  | 70,9  | 72,7  | 72,5  | 72,0  | 71,6  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 64,6  | 55,4  | 49,2  | 46,4  | 47,8  | 47,9  | 47,4  | 47,1  |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 822,1 | 861,5 | 874,6 | 846,9 | 878,5 | 878,4 | 877,0 | 876,7 |
|                                            | Femmes | Millions  | 370,3 | 382,6 | 396,0 | 382,8 | 398,6 | 398,7 | 397,7 | 397,3 |
|                                            | Hommes | Millions  | 451,7 | 479,0 | 478,7 | 464,1 | 479,9 | 479,7 | 479,4 | 479,5 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 141,6 | 125,8 | 83,7  | 76,4  | 78,2  | 77,6  | 77,3  | 77,4  |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 72,0  | 66,3  | 63,9  | 61,6  | 63,6  | 63,3  | 63,0  | 62,6  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 65,2  | 59,2  | 58,1  | 56,0  | 58,0  | 57,8  | 57,4  | 57,0  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 78,7  | 73,3  | 69,6  | 67,2  | 69,2  | 68,9  | 68,5  | 68,2  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 60,1  | 50,0  | 44,2  | 40,8  | 42,2  | 42,0  | 41,8  | 41,6  |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 29,0  | 40,8  | 39,5  | 42,3  | 40,1  | 42,5  | 40,4  | 39,7  |
|                                            | Femmes | Millions  | 11,4  | 15,7  | 15,6  | 16,6  | 15,9  | 16,8  | 16,0  | 15,7  |
|                                            | Hommes | Millions  | 17,6  | 25,1  | 23,9  | 25,6  | 24,2  | 25,7  | 24,5  | 24,1  |
|                                            | Jeunes | Millions  | 10,7  | 13,6  | 9,5   | 10,4  | 10,4  | 10,9  | 10,4  | 10,2  |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 3,4   | 4,5   | 4,3   | 4,8   | 4,4   | 4,6   | 4,4   | 4,3   |
|                                            | Femmes | Pour cent | 3,0   | 3,9   | 3,8   | 4,2   | 3,8   | 4,0   | 3,9   | 3,8   |
|                                            | Hommes | Pour cent | 3,8   | 5,0   | 4,8   | 5,2   | 4,8   | 5,1   | 4,9   | 4,8   |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 7,0   | 9,8   | 10,2  | 12,0  | 11,7  | 12,3  | 11,8  | 11,7  |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |       | 84,4  | 75,3  | 82,0  | 77,9  | 80,4  |       |       |
|                                            | Femmes | Millions  |       | 40,1  | 35,9  | 39,5  | 37,1  | 38,1  |       |       |
|                                            | Hommes | Millions  |       | 44,3  | 39,4  | 42,4  | 40,8  | 42,3  |       |       |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |       | 8,9   | 7,9   | 8,8   | 8,1   | 8,4   |       |       |
|                                            | Femmes | Pour cent |       | 9,5   | 8,3   | 9,4   | 8,5   | 8,7   |       |       |
|                                            | Hommes | Pour cent |       | 8,5   | 7,6   | 8,4   | 7,8   | 8,1   |       |       |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |       | 46,8  | 45,8  | 45,3  | 45,7  | 45,1  | 45,0  | 45,0  |

**Tableau C13. Asie de l'Est (suite)**

| Indicateur                                                               | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                               | Total  | Millions  |       | 41,9  | 27,3  | 30,6  | 28,7  | 28,8  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |       | 24,2  | 15,4  | 16,5  | 16,0  | 15,9  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |       | 17,7  | 11,9  | 14,2  | 12,8  | 12,9  |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                       | Total  | Pour cent |       | 16,6  | 14,4  | 16,4  | 15,5  | 15,6  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |       | 20,2  | 17,4  | 18,9  | 18,5  | 18,5  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |       | 13,4  | 11,7  | 14,2  | 12,9  | 13,1  |      |      |
| Emploi informel                                                          | Total  | Millions  |       | 477,6 | 429,7 | 411,3 | 430,4 | 424,3 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |       | 205,7 | 191,8 | 180,6 | 191,5 | 188,9 |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |       | 271,8 | 237,9 | 230,7 | 238,9 | 235,4 |      |      |
| Taux d'informalité                                                       | Total  | Pour cent |       | 55,4  | 49,1  | 48,6  | 49,0  | 48,3  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |       | 53,8  | 48,4  | 47,2  | 48,0  | 47,4  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |       | 56,8  | 49,7  | 49,7  | 49,8  | 49,1  |      |      |
| Salariés                                                                 | Total  | Millions  | 309,2 | 407,0 | 501,1 | 488,8 | 508,9 |       |      |      |
| Travailleurs indépendants                                                | Total  | Millions  | 512,9 | 454,6 | 373,5 | 358,1 | 369,6 |       |      |      |
| Part des travailleurs salariés                                           | Total  | Pour cent | 37,6  | 47,2  | 57,3  | 57,7  | 57,9  |       |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                                       | Total  | Pour cent | 62,4  | 52,8  | 42,7  | 42,3  | 42,1  |       |      |      |
| Pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour)            | Total  | Millions  | 258,4 | 99,7  | 2,7   | 2,5   | 2,6   | 2,6   |      |      |
| Part de la pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour) | Total  | Pour cent | 31,4  | 11,6  | 0,3   | 0,3   | 0,3   | 0,3   |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C14. Asie du Sud-Est

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  |
|--------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 246,5 | 294,0 | 333,5 | 330,2 | 332,0 | 338,6 | 343,3 | 348,1 |
|                                            | Femmes | Millions  | 103,2 | 121,8 | 139,3 | 137,5 | 138,8 | 141,9 | 143,9 | 145,9 |
|                                            | Hommes | Millions  | 143,4 | 172,2 | 194,1 | 192,8 | 193,2 | 196,7 | 199,5 | 202,2 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 54,9  | 53,1  | 49,6  | 47,2  | 45,6  | 46,0  | 46,4  | 46,9  |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 68,5  | 67,7  | 67,2  | 65,7  | 65,3  | 65,9  | 66,0  | 66,1  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 56,6  | 55,6  | 55,7  | 54,3  | 54,2  | 54,8  | 54,9  | 54,9  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 80,7  | 79,9  | 78,9  | 77,3  | 76,6  | 77,2  | 77,3  | 77,4  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 53,9  | 49,4  | 46,0  | 43,8  | 42,3  | 42,6  | 42,9  | 43,2  |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 237,0 | 284,5 | 325,4 | 320,4 | 322,5 | 329,9 | 334,9 | 339,2 |
|                                            | Femmes | Millions  | 99,1  | 117,7 | 136,1 | 133,5 | 135,2 | 138,5 | 140,6 | 142,4 |
|                                            | Hommes | Millions  | 137,9 | 166,8 | 189,3 | 186,8 | 187,4 | 191,4 | 194,4 | 196,8 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 48,9  | 47,9  | 45,2  | 42,4  | 41,1  | 41,7  | 42,3  | 42,5  |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 65,9  | 65,5  | 65,6  | 63,8  | 63,4  | 64,2  | 64,4  | 64,4  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 54,4  | 53,7  | 54,4  | 52,7  | 52,8  | 53,5  | 53,6  | 53,6  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 77,6  | 77,4  | 76,9  | 75,0  | 74,3  | 75,1  | 75,3  | 75,3  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 47,9  | 44,5  | 42,0  | 39,4  | 38,2  | 38,7  | 39,1  | 39,2  |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 9,5   | 9,6   | 8,0   | 9,9   | 9,5   | 8,7   | 8,4   | 8,9   |
|                                            | Femmes | Millions  | 4,1   | 4,1   | 3,2   | 3,9   | 3,7   | 3,4   | 3,3   | 3,5   |
|                                            | Hommes | Millions  | 5,5   | 5,4   | 4,8   | 5,9   | 5,8   | 5,4   | 5,1   | 5,4   |
|                                            | Jeunes | Millions  | 6,1   | 5,2   | 4,4   | 4,8   | 4,4   | 4,3   | 4,1   | 4,4   |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 3,9   | 3,3   | 2,4   | 3,0   | 2,9   | 2,6   | 2,4   | 2,6   |
|                                            | Femmes | Pour cent | 4,0   | 3,4   | 2,3   | 2,9   | 2,6   | 2,4   | 2,3   | 2,4   |
|                                            | Hommes | Pour cent | 3,8   | 3,2   | 2,5   | 3,1   | 3,0   | 2,7   | 2,6   | 2,7   |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 11,1  | 9,8   | 8,8   | 10,1  | 9,8   | 9,3   | 8,9   | 9,4   |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |       | 26,2  | 22,2  | 26,3  | 27,8  | 27,0  |       |       |
|                                            | Femmes | Millions  |       | 15,2  | 12,1  | 13,1  | 14,5  | 14,3  |       |       |
|                                            | Hommes | Millions  |       | 11,0  | 10,1  | 13,2  | 13,3  | 12,7  |       |       |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |       | 8,4   | 6,4   | 7,6   | 7,9   | 7,6   |       |       |
|                                            | Femmes | Pour cent |       | 11,4  | 8,2   | 8,9   | 9,7   | 9,4   |       |       |
|                                            | Hommes | Pour cent |       | 6,2   | 5,1   | 6,6   | 6,6   | 6,2   |       |       |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |       | 42,6  | 40,4  | 38,3  | 38,6  | 39,9  | 39,5  | 39,6  |

**Tableau C14. Asie du Sud-Est (suite)**

| Indicateur                                                               | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                               | Total  | Millions  |       | 21,9  | 18,8  | 20,9  | 20,0  | 19,7  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |       | 14,0  | 11,6  | 12,3  | 11,5  | 11,4  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |       | 7,9   | 7,2   | 8,6   | 8,5   | 8,2   |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                       | Total  | Pour cent |       | 20,4  | 17,5  | 19,4  | 18,6  | 18,3  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |       | 26,5  | 22,1  | 23,4  | 22,0  | 21,8  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |       | 14,5  | 13,0  | 15,6  | 15,4  | 14,9  |      |      |
| Emploi informel                                                          | Total  | Millions  |       | 224,9 | 229,8 | 226,5 | 227,9 | 229,7 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |       | 92,9  | 96,1  | 93,2  | 95,1  | 96,1  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |       | 132,0 | 133,7 | 133,3 | 132,8 | 133,6 |      |      |
| Taux d'informalité                                                       | Total  | Pour cent |       | 79,1  | 70,6  | 70,7  | 70,7  | 69,6  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |       | 79,0  | 70,6  | 69,8  | 70,4  | 69,4  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |       | 79,1  | 70,6  | 71,3  | 70,9  | 69,8  |      |      |
| Salariés                                                                 | Total  | Millions  | 80,6  | 118,8 | 165,6 | 161,3 | 163,9 |       |      |      |
| Travailleurs indépendants                                                | Total  | Millions  | 156,4 | 165,6 | 159,8 | 159,0 | 158,6 |       |      |      |
| Part des travailleurs salariés                                           | Total  | Pour cent | 34,0  | 41,8  | 50,9  | 50,4  | 50,8  |       |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                                       | Total  | Pour cent | 66,0  | 58,2  | 49,1  | 49,6  | 49,2  |       |      |      |
| Pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour)            | Total  | Millions  | 69,6  | 25,2  | 8,0   | 9,0   | 8,0   | 6,7   |      |      |
| Part de la pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour) | Total  | Pour cent | 29,4  | 8,9   | 2,5   | 2,8   | 2,5   | 2,0   |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C15. Asie du Sud

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  |
|--------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 523,3 | 632,3 | 699,2 | 694,3 | 712,3 | 733,6 | 746,5 | 758,4 |
|                                            | Femmes | Millions  | 127,9 | 158,3 | 169,8 | 165,5 | 171,4 | 178,5 | 182,2 | 184,9 |
|                                            | Hommes | Millions  | 395,3 | 474,0 | 529,3 | 528,8 | 540,9 | 555,1 | 564,3 | 573,5 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 125,3 | 126,6 | 111,8 | 107,6 | 111,7 | 114,3 | 114,7 | 114,6 |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 55,7  | 53,6  | 50,0  | 48,8  | 49,3  | 50,1  | 50,2  | 50,2  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 28,0  | 27,4  | 24,7  | 23,7  | 24,1  | 24,8  | 24,9  | 24,9  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 81,9  | 78,6  | 74,3  | 73,0  | 73,6  | 74,5  | 74,6  | 74,6  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 43,4  | 37,4  | 31,0  | 29,7  | 30,7  | 31,3  | 31,3  | 31,2  |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 487,0 | 586,0 | 654,5 | 629,9 | 658,9 | 680,8 | 692,5 | 703,2 |
|                                            | Femmes | Millions  | 118,3 | 145,9 | 158,3 | 150,7 | 158,0 | 165,0 | 168,3 | 170,7 |
|                                            | Hommes | Millions  | 368,7 | 440,1 | 496,2 | 479,2 | 500,8 | 515,8 | 524,2 | 532,6 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 109,7 | 106,9 | 90,2  | 80,8  | 89,2  | 91,8  | 91,7  | 91,4  |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 51,8  | 49,7  | 46,8  | 44,3  | 45,6  | 46,5  | 46,5  | 46,5  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 25,9  | 25,3  | 23,1  | 21,6  | 22,3  | 22,9  | 23,0  | 23,0  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 76,4  | 73,0  | 69,7  | 66,2  | 68,1  | 69,2  | 69,3  | 69,3  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 38,0  | 31,6  | 25,0  | 22,3  | 24,5  | 25,1  | 25,0  | 24,9  |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 36,3  | 46,3  | 44,6  | 64,4  | 53,4  | 52,8  | 54,1  | 55,1  |
|                                            | Femmes | Millions  | 9,6   | 12,5  | 11,5  | 14,8  | 13,3  | 13,5  | 13,9  | 14,2  |
|                                            | Hommes | Millions  | 26,7  | 33,9  | 33,1  | 49,6  | 40,1  | 39,3  | 40,1  | 40,9  |
|                                            | Jeunes | Millions  | 15,6  | 19,7  | 21,6  | 26,8  | 22,5  | 22,6  | 23,0  | 23,2  |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 6,9   | 7,3   | 6,4   | 9,3   | 7,5   | 7,2   | 7,2   | 7,3   |
|                                            | Femmes | Pour cent | 7,5   | 7,9   | 6,8   | 8,9   | 7,8   | 7,5   | 7,6   | 7,7   |
|                                            | Hommes | Pour cent | 6,7   | 7,1   | 6,3   | 9,4   | 7,4   | 7,1   | 7,1   | 7,1   |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 12,5  | 15,6  | 19,3  | 24,9  | 20,2  | 19,7  | 20,0  | 20,3  |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |       | 90,0  | 83,1  | 116,5 | 93,0  | 92,3  |       |       |
|                                            | Femmes | Millions  |       | 32,6  | 29,4  | 37,7  | 31,0  | 31,5  |       |       |
|                                            | Hommes | Millions  |       | 57,4  | 53,8  | 78,9  | 62,1  | 60,9  |       |       |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |       | 13,3  | 11,3  | 15,6  | 12,4  | 11,9  |       |       |
|                                            | Femmes | Pour cent |       | 18,3  | 15,7  | 20,0  | 16,4  | 16,0  |       |       |
|                                            | Hommes | Pour cent |       | 11,5  | 9,8   | 14,1  | 11,0  | 10,6  |       |       |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |       | 47,6  | 46,8  | 42,7  | 44,8  | 45,9  | 45,7  | 45,9  |

**Tableau C15. Asie du Sud (suite)**

| Indicateur                                                               | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                               | Total  | Millions  |       | 100,5 | 110,9 | 120,6 | 115,9 | 115,9 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |       | 81,5  | 83,5  | 85,3  | 86,0  | 86,8  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |       | 19,0  | 27,3  | 35,3  | 29,9  | 29,1  |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                       | Total  | Pour cent |       | 29,7  | 30,7  | 33,3  | 31,8  | 31,7  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |       | 49,9  | 48,2  | 49,0  | 49,1  | 49,5  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |       | 10,8  | 14,6  | 18,8  | 15,8  | 15,3  |      |      |
| Emploi informel                                                          | Total  | Millions  |       | 505,6 | 568,7 | 547,2 | 573,9 | 590,6 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |       | 130,9 | 140,1 | 131,0 | 139,2 | 145,1 |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |       | 374,8 | 428,6 | 416,1 | 434,7 | 445,6 |      |      |
| Taux d'informalité                                                       | Total  | Pour cent |       | 86,3  | 86,9  | 86,9  | 87,1  | 86,8  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |       | 89,7  | 88,5  | 86,9  | 88,1  | 87,9  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |       | 85,2  | 86,4  | 86,8  | 86,8  | 86,4  |      |      |
| Salariés                                                                 | Total  | Millions  | 100,9 | 132,2 | 192,1 | 183,1 | 193,9 |       |      |      |
| Travailleurs indépendants                                                | Total  | Millions  | 386,1 | 453,8 | 462,4 | 446,8 | 464,9 |       |      |      |
| Part des travailleurs salariés                                           | Total  | Pour cent | 20,7  | 22,6  | 29,4  | 29,1  | 29,4  |       |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                                       | Total  | Pour cent | 79,3  | 77,4  | 70,6  | 70,9  | 70,6  |       |      |      |
| Pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour)            | Total  | Millions  | 175,9 | 131,0 | 49,5  | 52,3  | 42,8  | 33,6  |      |      |
| Part de la pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour) | Total  | Pour cent | 36,1  | 22,4  | 7,6   | 8,3   | 6,5   | 4,9   |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C16. Pacifique

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000 | 2010 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------|--------|-----------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 14,8 | 17,4 | 20,6 | 20,7 | 21,3 | 21,7 | 21,8 | 22,0 |
|                                            | Femmes | Millions  | 6,6  | 7,9  | 9,7  | 9,7  | 10,0 | 10,2 | 10,3 | 10,4 |
|                                            | Hommes | Millions  | 8,3  | 9,5  | 11,0 | 11,0 | 11,3 | 11,5 | 11,5 | 11,6 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 3,0  | 3,3  | 3,5  | 3,4  | 3,5  | 3,6  | 3,6  | 3,6  |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 64,9 | 62,8 | 62,9 | 62,1 | 62,7 | 63,0 | 62,4 | 62,1 |
|                                            | Femmes | Pour cent | 57,0 | 57,0 | 58,5 | 57,8 | 58,6 | 59,2 | 58,5 | 58,2 |
|                                            | Hommes | Pour cent | 72,8 | 68,6 | 67,3 | 66,5 | 66,8 | 66,9 | 66,4 | 66,1 |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 64,7 | 57,2 | 56,1 | 54,8 | 56,0 | 57,2 | 56,3 | 55,8 |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 14,0 | 16,6 | 19,7 | 19,6 | 20,3 | 20,9 | 21,0 | 21,3 |
|                                            | Femmes | Millions  | 6,2  | 7,5  | 9,2  | 9,2  | 9,5  | 9,9  | 9,9  | 10,0 |
|                                            | Hommes | Millions  | 7,8  | 9,0  | 10,5 | 10,4 | 10,7 | 11,0 | 11,1 | 11,2 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 2,7  | 2,9  | 3,2  | 3,0  | 3,2  | 3,3  | 3,3  | 3,3  |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 61,1 | 59,6 | 60,0 | 58,6 | 59,8 | 60,8 | 60,3 | 60,0 |
|                                            | Femmes | Pour cent | 53,9 | 54,1 | 55,9 | 54,7 | 56,0 | 57,2 | 56,6 | 56,3 |
|                                            | Hommes | Pour cent | 68,4 | 65,3 | 64,1 | 62,7 | 63,6 | 64,4 | 64,0 | 63,8 |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 57,7 | 51,0 | 50,3 | 48,1 | 50,4 | 52,6 | 51,8 | 51,5 |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 0,9  | 0,9  | 1,0  | 1,2  | 1,0  | 0,8  | 0,8  | 0,7  |
|                                            | Femmes | Millions  | 0,4  | 0,4  | 0,4  | 0,5  | 0,4  | 0,3  | 0,3  | 0,3  |
|                                            | Hommes | Millions  | 0,5  | 0,5  | 0,5  | 0,6  | 0,5  | 0,4  | 0,4  | 0,4  |
|                                            | Jeunes | Millions  | 0,3  | 0,4  | 0,4  | 0,4  | 0,4  | 0,3  | 0,3  | 0,3  |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 5,8  | 5,0  | 4,6  | 5,6  | 4,6  | 3,6  | 3,4  | 3,4  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 5,5  | 5,1  | 4,5  | 5,5  | 4,4  | 3,4  | 3,3  | 3,3  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 6,0  | 4,9  | 4,7  | 5,7  | 4,8  | 3,7  | 3,6  | 3,5  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 10,9 | 10,9 | 10,4 | 12,2 | 10,1 | 8,1  | 7,9  | 7,8  |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |      | 2,5  | 2,7  | 3,0  | 2,8  | 2,6  |      |      |
|                                            | Femmes | Millions  |      | 1,3  | 1,5  | 1,6  | 1,5  | 1,4  |      |      |
|                                            | Hommes | Millions  |      | 1,2  | 1,3  | 1,4  | 1,3  | 1,2  |      |      |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |      | 13,1 | 12,2 | 13,4 | 12,3 | 11,0 |      |      |
|                                            | Femmes | Pour cent |      | 14,8 | 13,8 | 15,1 | 13,8 | 12,4 |      |      |
|                                            | Hommes | Pour cent |      | 11,6 | 10,8 | 11,8 | 10,9 | 9,8  |      |      |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |      | 35,9 | 34,7 | 34,1 | 33,7 | 33,9 | 33,6 | 33,7 |

**Tableau C16. Pacifique (suite)**

| Indicateur                                                               | Groupe | Unité     | 2000 | 2010 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------------------------------------|--------|-----------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                               | Total  | Millions  |      | 1,1  | 1,1  | 1,2  | 1,1  | 1,1  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |      | 0,6  | 0,6  | 0,6  | 0,6  | 0,6  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |      | 0,5  | 0,5  | 0,6  | 0,5  | 0,5  |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                       | Total  | Pour cent |      | 18,8 | 17,8 | 19,2 | 18,0 | 17,4 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |      | 20,7 | 19,2 | 20,4 | 19,5 | 19,0 |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |      | 17,1 | 16,4 | 18,1 | 16,7 | 16,0 |      |      |
| Emploi informel                                                          | Total  | Millions  |      | 6,1  | 7,1  | 7,0  | 7,3  | 7,4  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |      | 2,9  | 3,4  | 3,4  | 3,5  | 3,6  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |      | 3,2  | 3,7  | 3,6  | 3,8  | 3,8  |      |      |
| Taux d'informalité                                                       | Total  | Pour cent |      | 36,9 | 36,3 | 35,8 | 36,2 | 35,4 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |      | 38,3 | 37,3 | 36,8 | 37,1 | 36,0 |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |      | 35,8 | 35,5 | 35,0 | 35,3 | 34,9 |      |      |
| Salariés                                                                 | Total  | Millions  | 9,8  | 12,4 | 15,0 | 14,9 | 15,0 |      |      |      |
| Travailleurs indépendants                                                | Total  | Millions  | 4,2  | 4,1  | 4,7  | 4,7  | 5,3  |      |      |      |
| Part des travailleurs salariés                                           | Total  | Pour cent | 70,3 | 75,1 | 76,2 | 76,0 | 74,1 |      |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                                       | Total  | Pour cent | 29,7 | 24,9 | 23,8 | 24,0 | 25,9 |      |      |      |
| Pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour)            | Total  | Millions  | 1,3  | 0,8  | 0,8  | 0,8  | 0,8  | 0,8  |      |      |
| Part de la pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour) | Total  | Pour cent | 9,3  | 5,1  | 3,8  | 4,3  | 4,1  | 4,0  |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

**Tableau C17. Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud**

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  |
|--------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 197,7 | 214,4 | 223,5 | 220,8 | 222,6 | 225,5 | 225,6 | 225,3 |
|                                            | Femmes | Millions  | 86,0  | 97,5  | 103,9 | 102,8 | 104,1 | 105,6 | 105,5 | 105,3 |
|                                            | Hommes | Millions  | 111,7 | 116,9 | 119,6 | 118,0 | 118,5 | 120,0 | 120,1 | 120,0 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 25,3  | 23,7  | 21,7  | 20,9  | 21,3  | 21,8  | 21,6  | 21,4  |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 56,5  | 57,8  | 58,5  | 57,6  | 57,9  | 58,6  | 58,5  | 58,3  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 47,4  | 50,9  | 52,9  | 52,2  | 52,7  | 53,4  | 53,2  | 53,0  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 66,2  | 65,1  | 64,3  | 63,3  | 63,4  | 64,0  | 64,0  | 63,7  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 47,5  | 45,6  | 43,9  | 42,4  | 43,1  | 44,2  | 43,9  | 43,7  |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 180,3 | 193,3 | 208,0 | 204,6 | 206,4 | 211,4 | 210,7 | 210,5 |
|                                            | Femmes | Millions  | 77,2  | 87,9  | 96,5  | 95,1  | 96,2  | 98,6  | 98,2  | 98,1  |
|                                            | Hommes | Millions  | 103,1 | 105,4 | 111,6 | 109,6 | 110,2 | 112,7 | 112,5 | 112,5 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 21,0  | 18,7  | 18,5  | 17,4  | 17,8  | 18,8  | 18,4  | 18,3  |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 51,5  | 52,1  | 54,4  | 53,4  | 53,7  | 54,9  | 54,6  | 54,4  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 42,5  | 45,9  | 49,1  | 48,2  | 48,7  | 49,9  | 49,6  | 49,4  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 61,1  | 58,7  | 60,0  | 58,8  | 59,0  | 60,2  | 59,9  | 59,7  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 39,5  | 36,1  | 37,4  | 35,3  | 36,1  | 38,1  | 37,5  | 37,3  |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 17,4  | 21,1  | 15,5  | 16,2  | 16,3  | 14,2  | 14,9  | 14,8  |
|                                            | Femmes | Millions  | 8,8   | 9,6   | 7,5   | 7,7   | 7,9   | 7,0   | 7,3   | 7,2   |
|                                            | Hommes | Millions  | 8,6   | 11,5  | 8,0   | 8,5   | 8,4   | 7,2   | 7,6   | 7,5   |
|                                            | Jeunes | Millions  | 4,3   | 5,0   | 3,2   | 3,5   | 3,5   | 3,0   | 3,2   | 3,1   |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 8,8   | 9,8   | 6,9   | 7,3   | 7,3   | 6,3   | 6,6   | 6,6   |
|                                            | Femmes | Pour cent | 10,2  | 9,8   | 7,2   | 7,5   | 7,6   | 6,6   | 6,9   | 6,9   |
|                                            | Hommes | Pour cent | 7,7   | 9,9   | 6,7   | 7,2   | 7,1   | 6,0   | 6,3   | 6,3   |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 16,9  | 20,9  | 14,8  | 16,6  | 16,3  | 13,8  | 14,6  | 14,6  |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |       | 36,8  | 30,8  | 34,8  | 32,1  | 29,2  |       |       |
|                                            | Femmes | Millions  |       | 19,0  | 16,4  | 18,4  | 17,0  | 15,6  |       |       |
|                                            | Hommes | Millions  |       | 17,8  | 14,4  | 16,4  | 15,1  | 13,6  |       |       |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |       | 16,0  | 12,9  | 14,5  | 13,4  | 12,1  |       |       |
|                                            | Femmes | Pour cent |       | 17,8  | 14,5  | 16,2  | 15,0  | 13,7  |       |       |
|                                            | Hommes | Pour cent |       | 14,4  | 11,4  | 13,0  | 12,0  | 10,7  |       |       |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |       | 36,9  | 36,4  | 33,9  | 35,6  | 35,8  | 35,6  | 35,6  |

**Tableau C17. Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud (suite)**

| Indicateur                                         | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022 | 2023 | 2024 |
|----------------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)         | Total  | Millions  |       | 6,9   | 5,3   | 5,8   | 5,5   | 4,8  |      |      |
|                                                    | Femmes | Millions  |       | 3,4   | 2,5   | 2,7   | 2,6   | 2,3  |      |      |
|                                                    | Hommes | Millions  |       | 3,4   | 2,8   | 3,1   | 2,9   | 2,5  |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET) | Total  | Pour cent |       | 13,2  | 10,8  | 11,8  | 11,1  | 9,8  |      |      |
|                                                    | Femmes | Pour cent |       | 13,5  | 10,6  | 11,3  | 10,8  | 9,7  |      |      |
|                                                    | Hommes | Pour cent |       | 12,9  | 10,9  | 12,3  | 11,3  | 9,9  |      |      |
| Emploi informel                                    | Total  | Millions  |       | 24,2  | 27,7  | 25,9  | 27,1  | 27,5 |      |      |
|                                                    | Femmes | Millions  |       | 12,1  | 13,7  | 12,9  | 13,6  | 13,7 |      |      |
|                                                    | Hommes | Millions  |       | 12,1  | 14,0  | 13,0  | 13,5  | 13,7 |      |      |
| Taux d'informalité                                 | Total  | Pour cent |       | 12,5  | 13,3  | 12,7  | 13,1  | 13,0 |      |      |
|                                                    | Femmes | Pour cent |       | 13,8  | 14,2  | 13,6  | 14,1  | 13,9 |      |      |
|                                                    | Hommes | Pour cent |       | 11,5  | 12,5  | 11,9  | 12,2  | 12,2 |      |      |
| Salariés                                           | Total  | Millions  | 150,0 | 162,4 | 177,0 | 174,3 | 176,1 |      |      |      |
| Travailleurs indépendants                          | Total  | Millions  | 30,3  | 30,9  | 31,1  | 30,3  | 30,2  |      |      |      |
| Part des travailleurs salariés                     | Total  | Pour cent | 83,2  | 84,0  | 85,1  | 85,2  | 85,4  |      |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                 | Total  | Pour cent | 16,8  | 16,0  | 14,9  | 14,8  | 14,6  |      |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C18. Europe de l'Est

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  |
|--------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 147,7 | 148,0 | 145,4 | 143,9 | 143,8 | 142,5 | 141,5 | 140,3 |
|                                            | Femmes | Millions  | 71,1  | 70,9  | 68,7  | 68,0  | 68,1  | 67,6  | 67,0  | 66,4  |
|                                            | Hommes | Millions  | 76,7  | 77,1  | 76,7  | 75,9  | 75,6  | 74,9  | 74,4  | 73,9  |
|                                            | Jeunes | Millions  | 19,6  | 15,6  | 9,6   | 9,0   | 8,8   | 8,8   | 9,0   | 9,2   |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 59,3  | 59,1  | 59,4  | 59,0  | 59,2  | 59,0  | 58,8  | 58,3  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 53,2  | 52,6  | 52,2  | 51,8  | 52,1  | 52,0  | 51,7  | 51,3  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 66,5  | 66,7  | 67,8  | 67,3  | 67,4  | 67,1  | 67,0  | 66,5  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 40,7  | 37,5  | 33,4  | 31,6  | 30,7  | 30,4  | 30,9  | 30,8  |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 131,1 | 136,1 | 138,5 | 135,9 | 136,2 | 135,3 | 134,3 | 133,1 |
|                                            | Femmes | Millions  | 63,1  | 65,6  | 65,5  | 64,3  | 64,5  | 64,2  | 63,6  | 62,9  |
|                                            | Hommes | Millions  | 67,9  | 70,5  | 73,0  | 71,7  | 71,7  | 71,2  | 70,7  | 70,2  |
|                                            | Jeunes | Millions  | 15,1  | 12,7  | 8,3   | 7,6   | 7,4   | 7,5   | 7,7   | 7,8   |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 52,6  | 54,4  | 56,6  | 55,7  | 56,1  | 56,0  | 55,8  | 55,3  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 47,2  | 48,7  | 49,8  | 48,9  | 49,3  | 49,3  | 49,1  | 48,6  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 58,9  | 61,0  | 64,5  | 63,5  | 63,9  | 63,8  | 63,7  | 63,2  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 31,5  | 30,5  | 28,8  | 26,6  | 25,9  | 26,1  | 26,4  | 26,1  |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 16,7  | 11,8  | 6,9   | 8,0   | 7,5   | 7,1   | 7,1   | 7,2   |
|                                            | Femmes | Millions  | 8,0   | 5,3   | 3,2   | 3,7   | 3,6   | 3,4   | 3,4   | 3,4   |
|                                            | Hommes | Millions  | 8,7   | 6,6   | 3,7   | 4,3   | 3,9   | 3,7   | 3,7   | 3,7   |
|                                            | Jeunes | Millions  | 4,4   | 2,9   | 1,3   | 1,4   | 1,4   | 1,2   | 1,3   | 1,4   |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 11,3  | 8,0   | 4,7   | 5,6   | 5,2   | 5,0   | 5,1   | 5,1   |
|                                            | Femmes | Pour cent | 11,2  | 7,4   | 4,6   | 5,5   | 5,3   | 5,1   | 5,1   | 5,2   |
|                                            | Hommes | Pour cent | 11,4  | 8,5   | 4,8   | 5,6   | 5,2   | 4,9   | 5,0   | 5,1   |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 22,7  | 18,6  | 13,8  | 15,8  | 15,7  | 14,2  | 14,6  | 15,1  |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |       | 22,0  | 14,3  | 15,8  | 14,7  | 14,3  |       |       |
|                                            | Femmes | Millions  |       | 11,1  | 7,4   | 8,2   | 7,8   | 7,6   |       |       |
|                                            | Hommes | Millions  |       | 10,9  | 6,9   | 7,6   | 6,9   | 6,7   |       |       |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |       | 13,9  | 9,4   | 10,4  | 9,7   | 9,5   |       |       |
|                                            | Femmes | Pour cent |       | 14,4  | 10,2  | 11,3  | 10,7  | 10,6  |       |       |
|                                            | Hommes | Pour cent |       | 13,4  | 8,6   | 9,6   | 8,8   | 8,6   |       |       |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |       | 38,6  | 38,2  | 36,5  | 37,3  | 35,5  | 36,1  | 36,3  |

**Tableau C18. Europe de l'Est (suite)**

| Indicateur                                         | Groupe | Unité     | 2000  | 2010  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022 | 2023 | 2024 |
|----------------------------------------------------|--------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)         | Total  | Millions  |       | 6,0   | 3,4   | 3,6   | 3,7   | 3,6  |      |      |
|                                                    | Femmes | Millions  |       | 3,5   | 2,0   | 2,0   | 2,1   | 2,0  |      |      |
|                                                    | Hommes | Millions  |       | 2,5   | 1,4   | 1,6   | 1,6   | 1,5  |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET) | Total  | Pour cent |       | 14,5  | 11,7  | 12,6  | 12,8  | 12,4 |      |      |
|                                                    | Femmes | Pour cent |       | 17,3  | 13,9  | 14,5  | 15,0  | 14,3 |      |      |
|                                                    | Hommes | Pour cent |       | 11,8  | 9,6   | 10,8  | 10,7  | 10,5 |      |      |
| Emploi informel                                    | Total  | Millions  |       | 26,9  | 27,5  | 26,4  | 26,8  | 26,3 |      |      |
|                                                    | Femmes | Millions  |       | 12,2  | 12,2  | 11,7  | 11,9  | 11,8 |      |      |
|                                                    | Hommes | Millions  |       | 14,7  | 15,2  | 14,7  | 14,9  | 14,6 |      |      |
| Taux d'informalité                                 | Total  | Pour cent |       | 19,8  | 19,8  | 19,4  | 19,7  | 19,5 |      |      |
|                                                    | Femmes | Pour cent |       | 18,5  | 18,7  | 18,2  | 18,5  | 18,4 |      |      |
|                                                    | Hommes | Pour cent |       | 20,9  | 20,9  | 20,6  | 20,8  | 20,5 |      |      |
| Salariés                                           | Total  | Millions  | 113,8 | 118,0 | 122,4 | 119,9 | 121,3 |      |      |      |
| Travailleurs indépendants                          | Total  | Millions  | 17,3  | 18,1  | 16,1  | 16,0  | 14,9  |      |      |      |
| Part des travailleurs salariés                     | Total  | Pour cent | 86,8  | 86,7  | 88,4  | 88,3  | 89,0  |      |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                 | Total  | Pour cent | 13,2  | 13,3  | 11,6  | 11,7  | 11,0  |      |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C19. Asie centrale et occidentale

| Indicateur                                 | Groupe | Unité     | 2000 | 2010 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------|--------|-----------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Population active                          | Total  | Millions  | 55,8 | 64,5 | 76,0 | 74,1 | 76,5 | 78,2 | 78,9 | 79,7 |
|                                            | Femmes | Millions  | 23,1 | 27,4 | 33,3 | 32,2 | 33,5 | 34,4 | 34,8 | 35,1 |
|                                            | Hommes | Millions  | 32,7 | 37,1 | 42,7 | 41,8 | 43,0 | 43,8 | 44,2 | 44,6 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 12,1 | 11,9 | 11,5 | 10,6 | 10,9 | 11,0 | 11,0 | 11,1 |
| Taux d'activité                            | Total  | Pour cent | 57,6 | 54,9 | 56,4 | 54,4 | 55,6 | 56,2 | 56,1 | 56,0 |
|                                            | Femmes | Pour cent | 46,6 | 45,7 | 48,5 | 46,5 | 47,7 | 48,5 | 48,5 | 48,4 |
|                                            | Hommes | Pour cent | 69,1 | 64,5 | 64,7 | 62,8 | 63,8 | 64,3 | 64,1 | 63,9 |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 44,3 | 38,6 | 40,2 | 37,4 | 38,7 | 39,3 | 39,2 | 39,0 |
| Emploi                                     | Total  | Millions  | 50,5 | 59,1 | 69,0 | 67,4 | 69,8 | 72,2 | 72,8 | 73,5 |
|                                            | Femmes | Millions  | 20,6 | 25,2 | 30,2 | 29,4 | 30,5 | 31,6 | 31,9 | 32,2 |
|                                            | Hommes | Millions  | 30,0 | 33,9 | 38,7 | 38,0 | 39,4 | 40,6 | 41,0 | 41,3 |
|                                            | Jeunes | Millions  | 9,9  | 10,1 | 9,4  | 8,7  | 9,0  | 9,3  | 9,3  | 9,4  |
| Ratio emploi-population                    | Total  | Pour cent | 52,1 | 50,3 | 51,2 | 49,5 | 50,8 | 51,9 | 51,8 | 51,6 |
|                                            | Femmes | Pour cent | 41,4 | 42,0 | 44,0 | 42,3 | 43,4 | 44,5 | 44,4 | 44,3 |
|                                            | Hommes | Pour cent | 63,4 | 59,0 | 58,7 | 57,0 | 58,4 | 59,6 | 59,4 | 59,2 |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 36,4 | 32,7 | 32,9 | 30,6 | 32,1 | 33,3 | 33,2 | 33,0 |
| Chômage                                    | Total  | Millions  | 5,3  | 5,4  | 7,0  | 6,7  | 6,6  | 6,0  | 6,1  | 6,2  |
|                                            | Femmes | Millions  | 2,6  | 2,2  | 3,1  | 2,9  | 3,0  | 2,9  | 2,9  | 2,9  |
|                                            | Hommes | Millions  | 2,7  | 3,2  | 4,0  | 3,8  | 3,6  | 3,2  | 3,2  | 3,3  |
|                                            | Jeunes | Millions  | 2,2  | 1,8  | 2,1  | 1,9  | 1,9  | 1,7  | 1,7  | 1,7  |
| Taux de chômage                            | Total  | Pour cent | 9,5  | 8,4  | 9,2  | 9,0  | 8,7  | 7,7  | 7,8  | 7,8  |
|                                            | Femmes | Pour cent | 11,2 | 8,1  | 9,2  | 8,9  | 9,0  | 8,3  | 8,3  | 8,4  |
|                                            | Hommes | Pour cent | 8,3  | 8,6  | 9,3  | 9,1  | 8,4  | 7,3  | 7,3  | 7,3  |
|                                            | Jeunes | Pour cent | 17,9 | 15,3 | 18,3 | 18,2 | 17,2 | 15,3 | 15,3 | 15,4 |
| Déficit d'emplois                          | Total  | Millions  |      | 12,9 | 12,5 | 14,9 | 13,8 | 13,0 |      |      |
|                                            | Femmes | Millions  |      | 6,3  | 6,1  | 7,4  | 7,0  | 6,8  |      |      |
|                                            | Hommes | Millions  |      | 6,6  | 6,4  | 7,6  | 6,8  | 6,2  |      |      |
| Taux d'incidence du déficit d'emplois      | Total  | Pour cent |      | 17,9 | 15,4 | 18,2 | 16,5 | 15,2 |      |      |
|                                            | Femmes | Pour cent |      | 20,0 | 16,9 | 20,1 | 18,7 | 17,7 |      |      |
|                                            | Hommes | Pour cent |      | 16,3 | 14,2 | 16,6 | 14,7 | 13,2 |      |      |
| Heures travaillées par semaine par employé | Total  | Heures    |      | 42,2 | 41,4 | 37,8 | 40,0 | 41,5 | 41,2 | 41,4 |

**Tableau C19. Asie centrale et occidentale (suite)**

| Indicateur                                                               | Groupe | Unité     | 2000 | 2010 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------------------------------------------|--------|-----------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                               | Total  | Millions  |      | 8,1  | 6,5  | 6,9  | 6,3  | 6,2  |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |      | 5,1  | 3,9  | 4,1  | 3,8  | 3,8  |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |      | 3,0  | 2,6  | 2,8  | 2,5  | 2,4  |      |      |
| Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)                       | Total  | Pour cent |      | 26,4 | 22,9 | 24,3 | 22,4 | 22,0 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |      | 33,4 | 28,3 | 29,5 | 27,7 | 27,5 |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |      | 19,5 | 17,8 | 19,4 | 17,4 | 16,8 |      |      |
| Emploi informel                                                          | Total  | Millions  |      | 26,4 | 26,6 | 25,0 | 26,5 | 27,4 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Millions  |      | 12,2 | 12,5 | 11,6 | 12,4 | 12,7 |      |      |
|                                                                          | Hommes | Millions  |      | 14,2 | 14,1 | 13,4 | 14,1 | 14,7 |      |      |
| Taux d'informalité                                                       | Total  | Pour cent |      | 44,6 | 38,6 | 37,0 | 38,0 | 37,9 |      |      |
|                                                                          | Femmes | Pour cent |      | 48,4 | 41,4 | 39,3 | 40,7 | 40,1 |      |      |
|                                                                          | Hommes | Pour cent |      | 41,8 | 36,4 | 35,2 | 35,9 | 36,2 |      |      |
| Salariés                                                                 | Total  | Millions  | 25,4 | 34,8 | 44,8 | 44,2 | 46,1 |      |      |      |
| Travailleurs indépendants                                                | Total  | Millions  | 25,1 | 24,3 | 24,1 | 23,2 | 23,7 |      |      |      |
| Part des travailleurs salariés                                           | Total  | Pour cent | 50,3 | 58,9 | 65,0 | 65,6 | 66,1 |      |      |      |
| Part des travailleurs indépendants                                       | Total  | Pour cent | 49,7 | 41,1 | 35,0 | 34,4 | 33,9 |      |      |      |
| Pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour)            | Total  | Millions  | 7,3  | 3,2  | 1,2  | 1,2  | 1,0  | 1,0  |      |      |
| Part de la pauvreté extrême au travail (<1,90 dollar É.-U. PPA par jour) | Total  | Pour cent | 14,5 | 5,4  | 1,7  | 1,7  | 1,4  | 1,4  |      |      |

**Note:** Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

## ► Annexe D. Estimations des emplois dans les chaînes d’approvisionnement mondiales

Cette annexe décrit les données et la méthodologie utilisées pour réaliser des estimations du nombre d’emplois dans les chaînes d’approvisionnement mondiales qui sont liées aux pays à revenu élevé, ainsi que de la composition des emplois en termes de sexe, d’âge, de statut, de formalité, de niveau de qualification et de rémunération.

### Données

Les estimations du nombre d’emplois dans les chaînes d’approvisionnement mondiales reposent sur la combinaison de deux sources de données. La première est constituée des tableaux internationaux d’entrées-sorties qui sont disponibles pour 62 pays du monde entier pour 2000 et 2007-2021 dans la base de données MRIO de la Banque asiatique de développement (BASD). Ces tableaux couvrent 35 activités économiques (ci-après appelées «secteurs», présentés dans le tableau D1) et fournissent des informations sur le niveau des liens entre pays et secteurs dans la production. Ils sont combinés avec une nouvelle base de données de panel équilibrée des estimations du BIT sur l’emploi par secteur détaillé pour la période 1991-2021, qui a été élaborée spécifiquement pour ce projet.

Outre l’estimation de l’emploi total dans un secteur, la base de données du BIT comprend également, pour chaque secteur, une estimation de l’emploi par sexe (hommes et femmes), par groupe d’âge (jeunes et adultes), par statut d’emploi (salariés et indépendants), selon l’informalité, par niveau de qualification professionnelle (hautement qualifié et faiblement/moyennement qualifié) et par rémunération horaire des salariés (faible rémunération lorsqu’elle est inférieure aux deux tiers du salaire horaire médian). Le répertoire de microdonnées harmonisées du BIT, qui est le plus grand répertoire au monde d’ensembles de données d’enquêtes nationales sur la main-d’œuvre, est la principale source de ces indicateurs du marché du travail. Certaines données supplémentaires proviennent d’autres sources nationales. Ces données sont nettoyées et ajustées pour tenir compte des ruptures dans les séries de données ainsi que du manque de fiabilité dans le cas de points de données fondés sur moins de 30 observations dans une enquête sur la main-d’œuvre. Tous les points de données manquants sont estimés en utilisant des informations telles que le PIB, la valeur ajoutée sectorielle et les données sur l’emploi provenant d’autres sources de données telles que l’Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) ou l’OCDE. La procédure d’estimation suit les méthodes habituelles du BIT pour estimer les données du marché du travail (voir l’annexe B).

### Méthodologie

La méthodologie appliquée pour estimer le nombre d’emplois dans les chaînes d’approvisionnement mondiales repose sur trois étapes principales.

Tout d’abord, on calcule la production brute dans chaque pays et secteur qui est nécessaire pour produire une unité de biens finals demandée dans n’importe quels pays et secteur. La matrice inverse de Leontief permet de déterminer ces coefficients techniques et est calculée sur la base des tableaux internationaux d’entrées-sorties de la base de données MRIO de la BASD en suivant les procédures habituelles de modélisation des entrées-sorties.

À la deuxième étape, il faut définir un vecteur de demande qui saisisse la production destinée aux chaînes d’approvisionnement mondiales. Selon la méthodologie, ces chaînes sont définies comme tout type de relation d’approvisionnement qui traverse les frontières, ce qui inclut donc les exportations de biens intermédiaires destinés à la production de biens ou services finals dans d’autres pays, ainsi que les exportations de biens ou services finals. Par conséquent, le vecteur de demande est spécifié de manière unique pour chaque pays pour lequel le nombre d’emplois dans les chaînes d’approvisionnement mondiales doit être déterminé. Par exemple, pour les emplois dans la chaîne d’approvisionnement mondiale du secteur manufacturier en Thaïlande, l’approche prendrait en compte les emplois liés à la production de biens manufacturés en Thaïlande, qui sont soit directement consommés, soit transformés et ensuite consommés en dehors de la Thaïlande. Pour quantifier les «réimportations», c’est-à-dire les biens intermédiaires exportés nécessaires pour satisfaire la demande intérieure, cette dernière est spécifiée comme un vecteur de demande, mais seuls les emplois liés à la production de biens intermédiaires utilisés dans les pays étrangers sont pris en compte.

Troisièmement, la production brute dont chaque secteur a besoin dans un pays pour répondre à la demande des chaînes d’approvisionnement mondiales est traduite en un nombre correspondant d’emplois. En divisant l’emploi dans un secteur par sa production brute, on peut calculer l’apport de main-d’œuvre par unité de production brute. Conformément aux méthodes d’estimation d’autres organisations internationales, on part de l’hypothèse que la productivité du travail au sein d’un secteur ne diverge pas entre l’activité économique liée aux chaînes d’approvisionnement mondiales et celle qui ne l’est pas. Le secteur agricole des pays à revenu faible ou intermédiaire

comprend souvent un large segment caractérisé par des niveaux de productivité du travail relativement faibles, desservant principalement les marchés locaux, et un segment plus petit mais hautement productif, qui est intégré aux chaînes d'approvisionnement mondiales et dessert les marchés internationaux. Comme ce rapport se concentre sur les emplois liés aux chaînes d'approvisionnement mondiales dans l'industrie et les services marchands, les différences de productivité dans l'agriculture n'ont pas d'incidence sur les résultats présentés dans ce rapport.

L'incidence des caractéristiques de l'emploi (statut, formalité, qualifications, rémunération, sexe, âge) dans les secteurs liés aux chaînes d'approvisionnement mondiales

est estimée comme une moyenne pondérée de l'incidence de ces emplois. L'incidence dans chaque secteur est pondérée par la part de ce secteur dans l'emploi total dans les chaînes. Au chapitre 1, ce chiffre est comparé à l'incidence des caractéristiques de l'emploi dans l'ensemble de l'économie, où les pondérations sont simplement la part de ce secteur dans l'emploi de tous les secteurs considérés.

Lorsque les sources de données décrites ci-dessus sont combinées de cette manière, la méthodologie produit des estimations des emplois dans les chaînes d'approvisionnement mondiales pour 35 secteurs dans 62 pays pour 2000 et 2007-2021 (voir tableaux D1 et D2 pour les listes de secteurs et de pays respectivement).

► **Tableau D1. Secteurs inclus**

| Code de la section/<br>division | Nom de la branche d'activité                                                                                 | Code de la section/<br>division | Nom de la branche d'activité                                                                                       |
|---------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| A-B                             | Agriculture, chasse, sylviculture et pêche                                                                   | 51                              | Commerce de gros et activités d'intermédiaires du commerce de gros, sauf de véhicules automobiles et de motocycles |
| C                               | Activités extractives                                                                                        | 52                              | Commerce de détail, de véhicules automobiles et de motocycles; réparation d'articles domestiques                   |
| 15-16                           | Produits alimentaires, boissons et tabac                                                                     | H                               | Hôtels et restaurants                                                                                              |
| 17-18                           | Textiles et articles d'habillement                                                                           | 60                              | Transports terrestres                                                                                              |
| 19                              | Cuir, maroquinerie et chaussures                                                                             | 61                              | Transports par eau                                                                                                 |
| 20                              | Bois et articles en bois et en liège                                                                         | 62                              | Transports aériens                                                                                                 |
| 21-22                           | Pâte, papier, imprimerie et édition                                                                          | 63                              | Autres activités annexes et auxiliaires des transports; activités d'agences de voyage                              |
| 23                              | Cokéfaction, pétrole raffiné et combustible nucléaire                                                        | 64                              | Postes et télécommunications                                                                                       |
| 24                              | Produits chimiques                                                                                           | J                               | Intermédiation financière                                                                                          |
| 25                              | Caoutchouc et matières plastiques                                                                            | 70                              | Activités immobilières                                                                                             |
| 26                              | Autres minéraux non métalliques                                                                              | 71-74                           | Location de machines et d'équipements et autres activités de services aux entreprises                              |
| 27-28                           | Métallurgie de base et ouvrages en métaux                                                                    | L                               | Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire                                                   |
| 29                              | Machines, n.c.a.                                                                                             | M                               | Éducation                                                                                                          |
| 30-33                           | Équipements électriques et optiques                                                                          | N                               | Santé et action sociale                                                                                            |
| 34-35                           | Matériels de transport                                                                                       | O                               | Autres services collectifs, sociaux et personnels                                                                  |
| 36-37                           | Activités de fabrication, n.c.a.; récupération                                                               | P                               | Ménages privés employant du personnel domestique                                                                   |
| E                               | Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau                                                    |                                 |                                                                                                                    |
| F                               | Construction                                                                                                 |                                 |                                                                                                                    |
| 50                              | Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles et de motocycles; commerce de détail de carburant |                                 |                                                                                                                    |

**Note:** Basé sur la CITI Rév. 3.1.

**Source:** MRIO de la BASD.

► Tableau D2. Économies incluses

| Code ISO | Nom du pays          | Code ISO | Nom du pays                           |
|----------|----------------------|----------|---------------------------------------|
| DEU      | Allemagne            | KGZ      | Kirghizistan                          |
| AUS      | Australie            | LVA      | Lettonie                              |
| AUT      | Autriche             | LTU      | Lituanie                              |
| BGD      | Bangladesh           | LUX      | Luxembourg                            |
| BEL      | Belgique             | MYS      | Malaisie                              |
| BTN      | Bhoutan              | MDV      | Maldives                              |
| BRA      | Brésil               | MLT      | Malte                                 |
| BRN      | Brunéi Darussalam    | MEX      | Mexique                               |
| BGR      | Bulgarie             | MNG      | Mongolie                              |
| KHM      | Cambodge             | NPL      | Népal                                 |
| CAN      | Canada               | NOR      | Norvège                               |
| CHN      | Chine                | PAK      | Pakistan                              |
| CYP      | Chypre               | NLD      | Pays-Bas                              |
| HRV      | Croatie              | PHL      | Philippines                           |
| DNK      | Danemark             | POL      | Pologne                               |
| ESP      | Espagne              | PRT      | Portugal                              |
| EST      | Estonie              | KOR      | République de Corée                   |
| USA      | États-Unis           | LAO      | République démocratique populaire lao |
| RUS      | Fédération de Russie | ROU      | Roumanie                              |
| FJI      | Fidji                | GBR      | Royaume-Uni                           |
| FIN      | Finlande             | SGP      | Singapour                             |
| FRA      | France               | SVK      | Slovaquie                             |
| GRC      | Grèce                | SVN      | Slovénie                              |
| HKG      | Hong-kong, Chine     | LKA      | Sri Lanka                             |
| HUN      | Hongrie              | SWE      | Suède                                 |
| IND      | Inde                 | CHE      | Suisse                                |
| IDN      | Indonésie            | TWN      | Taiwan, Chine                         |
| IRL      | Irlande              | CZE      | Tchéquie                              |
| ITA      | Italie               | THA      | Thaïlande                             |
| JPN      | Japon                | TUR      | Türkiye                               |
| KAZ      | Kazakhstan           | VNM      | Viet Nam                              |

Source: MRIO de la BASD.

## ► Annexe E. Mesures de la productivité et sources de données

### Mesure de la productivité

La mesure de la productivité, notamment les indicateurs précis à utiliser, est particulièrement importante pour l'analyse effectuée au chapitre 3. La plupart des processus de production supposent de multiples unités de production; et pratiquement tous, de multiples facteurs de production, et le choix de la mesure de la productivité est donc primordial dans le chapitre 3 (Diewert et Nakamura, 2006).

Certaines des mesures proposées dans la littérature sont les suivantes:

- la productivité unifactorielle, définie comme le rapport entre la quantité produite et la quantité d'un seul facteur de production;
- la productivité du travail, définie comme le rapport entre la quantité produite et une mesure de la quantité de travail utilisée, comme le nombre total de travailleurs ou le nombre total d'heures travaillées;
- la productivité multifactorielle (PMF), définie comme le rapport entre la quantité produite et la quantité d'un ensemble de facteurs, souvent destiné à se rapprocher du total des facteurs;
- la productivité totale des facteurs (PTF), définie comme le rapport entre la quantité totale produite et la quantité totale des facteurs de production.

La productivité du travail est l'un des indicateurs les plus largement utilisés. Son niveau et son évolution dans le temps dépendent de la disponibilité d'autres facteurs (tels que différentes formes de capital) et de la technologie utilisée pour les combiner afin de produire. La productivité du travail peut être mesurée directement au moyen de variables de la comptabilité nationale et du marché du travail qui sont souvent disponibles. En revanche, la PTF est une construction théorique censée montrer les gains d'efficacité, à partir desquels sont calculés les gains de revenu tirés de tous les facteurs de production. L'importance de la PTF se reflète dans le fait qu'il s'agit de l'indicateur le plus couramment utilisé pour évaluer le degré de progrès technologique ainsi que d'autres facteurs importants de la productivité tels que la qualité des institutions. En tant que telle, elle est considérée, avec le renforcement de l'intensité capitaliste, comme un facteur clé de la croissance de la productivité du travail. L'un de ses principaux inconvénients, cependant, est qu'elle tient compte de plusieurs facteurs qui ne peuvent être distingués les uns des autres. En outre, la mesure précise de la PTF est une tâche difficile, car il s'agit généralement d'une mesure *résiduelle* obtenue après le calcul des contributions des

facteurs travail et capital à la production dans les fonctions de production standard. Cela veut dire que la PTF peut tenir compte de facteurs autres que les purs gains de productivité. Ces facteurs comprennent principalement les défaillances du marché telles que la concurrence imparfaite, les rentes associées au pouvoir de marché et le rôle d'autres facteurs (par exemple, le capital immatériel et/ou naturel) qui ne sont pas intégrés dans les fonctions de production standard. Dans les méthodes habituelles d'estimation, la PTF peut également saisir l'intensité d'utilisation de facteurs de production tels que le capital et le travail. Par exemple, on pourrait à tort attribuer une augmentation du stock de capital déjà installé dans une économie à une augmentation de l'efficacité. En outre, les données de panel complètes sur la PTF au niveau mondial sont nettement insuffisantes.

La productivité du travail n'est pas tout à fait exempte de problèmes de mesure. Ils concernent également la mesure de la production et du facteur travail, les questions les plus sujettes à controverse étant la valorisation correcte de la production et le degré d'harmonisation des facteurs travail. Néanmoins, la productivité du travail est considérée comme le principal déterminant du niveau de vie, des revenus et du bien-être matériel. En outre, les données empiriques montrent que la productivité du travail est aussi le facteur économique le plus important pour fixer les salaires à un niveau qui permette aux entreprises de conserver les travailleurs et de créer des emplois avec des salaires décents (OIT, 2020). D'un point de vue technique, la productivité du travail ne repose pas sur des hypothèses fortes concernant la fonction de production spécifique régissant la manière dont la production est générée, comme celles qui sont nécessaires pour estimer la PTF.

Dans les études sur la productivité, la meilleure mesure du facteur travail est le nombre total d'heures réellement travaillées, c'est-à-dire effectivement utilisées dans la production, qu'elles soient rémunérées ou non<sup>1</sup>. Bien que des données sur les heures travaillées soient disponibles, elles portent sur des périodes relativement courtes et ne conviennent donc pas pour expliquer la stagnation séculaire de la croissance de la productivité. La figure E1 montre la décomposition de la croissance du PIB par travailleur en croissance du PIB par heure et en croissance du nombre d'heures travaillées par travailleur. La première traduit la hausse de la productivité qui peut être attribuée à une plus grande efficacité de la production par heure travaillée, tandis que la seconde reflète celle qui peut être attribuée à la variation du nombre d'heures travaillées par travailleur.

1 Pour une analyse approfondie, voir <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/pdtyv-2017-5-en/index.html?itemId=/content/component/pdtyv-2017-5-en>.

► **Figure E1. Décomposition de la croissance du PIB par travailleur en croissance du PIB par heure et en heures travaillées par travailleur (pourcentages)**



La figure E1 montre que, pour l'ensemble du monde, tant les heures travaillées que le PIB par heure ont contribué au ralentissement de la croissance du PIB par travailleur observé entre les périodes – relativement courtes – de 2005-2012 et 2012-2019. Le rôle joué par le PIB par heure a toutefois été beaucoup plus important pour les pays à revenu intermédiaire supérieur, et l'intensité du travail mesurée en nombre d'heures travaillées par travailleur est restée stable entre les deux périodes de sept ans dans le cas des pays à revenu élevé.

Comme l'analyse adopte principalement une perspective à long terme, ce qui nécessite des séries chronologiques aussi longues que possible, le chapitre 3 utilise des données sur la productivité par travailleur plutôt que sur la productivité par heure travaillée, tout en reconnaissant les réserves et les limites associées à ce choix<sup>2</sup>.

## Sources de données utilisées

Le chapitre 3 combine des données provenant de différentes sources. Les données utilisées pour les analyses aux niveaux national et régional proviennent d'ILOSTAT, du Conference Board ou du Penn World Table 10.0, tandis que toutes les analyses au niveau sectoriel sont effectuées à l'aide de l'Economic Transformation Database (ETD) et de la base de données pour l'analyse structurelle (STAN) de l'OCDE<sup>3</sup>. Les trois sources de données fournissent à peu près les mêmes valeurs pour les variables utilisées tout au long du chapitre 3 au niveau agrégé, ce qui confirme la cohérence à ce niveau d'analyse<sup>4</sup>.

Les données d'ILOSTAT ont l'avantage de couvrir un plus grand nombre de pays (189), offrant ainsi une couverture plus large des groupes régionaux et de revenus. Les données du Conference Board couvrent 133 pays et sont préférables lorsqu'il s'agit de démontrer les ralentissements de la croissance de la productivité qui touchent l'économie mondiale, puisque la série commence dans les années 1950. Elle comprend également des données (estimées) jusqu'en 2022. Comme pour les autres séries de données, les données sur la productivité sont comparables entre les pays. Le principal atout du Penn World Table 10.0 est d'avoir des données de comptes nationaux, qui sont nécessaires pour les investissements en capital physique. Il comprend des données pour 183 pays.

Pour les analyses plus fines au niveau de la branche d'activité à un chiffre figurant dans l'annexe F, l'ensemble de données ETD est utilisé, parce qu'il a été construit pour assurer la comparabilité dans le temps et entre les pays. L'ETD contient des données sur la valeur ajoutée nominale et réelle et sur l'emploi correspondant au niveau de la branche d'activité pour 51 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. L'ensemble de données concerne 12 branches avec des données annuelles de 1990 à 2018. Pour obtenir une couverture nationale plus large, ces données sont combinées avec la base de données STAN, qui contient les mêmes variables pour 38 pays, dont la plupart sont des économies à revenu élevé<sup>5</sup>.

Le choix de ces bases de données est fondé sur leur exhaustivité en termes de saisie de données sur la valeur ajoutée et l'emploi au niveau sectoriel à un chiffre, ainsi que sur leurs avantages bien connus en matière de comparabilité

2 La plus grande limite est que les variations de la productivité du travail mesurées à partir des niveaux d'emploi peuvent refléter des variations de l'intensité de l'emploi plutôt que des variations de la valeur ajoutée produite par heure.

3 <https://ilostat.ilo.org/fr/>; <https://www.conference-board.org/data/>; <https://www.rug.nl/ggdc/productivity/pwt/?lang=en>; <https://www.rug.nl/ggdc/structuralchange/etd/?lang=en>; <https://www.oecd.org/fr/sti/ind/stanbasededonneespourlanalysestructurelle.htm>. Pour des informations détaillées sur cet ensemble de données, voir <https://www.rug.nl/ggdc/structuralchange/etd/?lang=en>.

4 Les principales variables que nous utilisons sont le PIB en monnaie nationale constante ainsi qu'en dollars internationaux, la valeur ajoutée en monnaie nationale constante et l'emploi en milliers de personnes.

5 Pour de plus amples informations sur cet ensemble de données, voir <https://www.oecd.org/fr/sti/ind/stanbasededonneespourlanalysestructurelle.htm>.

internationale<sup>6</sup>. Tandis que l'ETD couvre principalement des économies à revenu faible et intermédiaire, la base de données STAN fournit des informations pour tous les membres de l'OCDE, qui représentent les pays à revenu intermédiaire supérieur et à revenu élevé<sup>7</sup>. Les deux sources de données ont été largement utilisées dans les analyses transnationales des performances de la productivité du travail, tant en termes de taux de croissance que de niveaux<sup>8</sup>.

L'ensemble de données KLEMS de l'Union européenne est une ressource bien connue pour les enquêtes comparatives sur les performances en termes de productivité dans les pays à revenu élevé<sup>9</sup>. Étant donné que l'analyse présentée dans ce rapport n'exploite que les données sur la valeur ajoutée et l'emploi au niveau sectoriel à un chiffre, les données KLEMS n'offrent pas d'avantage supplémentaire par rapport à l'ensemble de données STAN de l'OCDE, dans la mesure où les indicateurs proviennent dans les deux cas du même système harmonisé de comptabilité nationale<sup>10</sup>. Ainsi, lorsqu'il s'agit de ces indicateurs sectoriels de base, aucun traitement supplémentaire des données n'est effectué par l'OCDE ou par le groupe de chercheurs qui gère la base de données KLEMS<sup>11</sup>. L'utilisation des bases de données ETD et STAN garantit que les taux de croissance sont comparables au niveau sectoriel lorsqu'ils sont calculés à l'aide de données sur la valeur ajoutée définie en unités constantes des monnaies nationales. Pour réaliser l'analyse de décomposition de la croissance de la productivité globale dans l'annexe F, les parts d'emploi au niveau de la branche d'activité servent de pondérations.

Enfin, il convient de noter que, puisque notre objectif principal est de comparer la croissance de la productivité du travail entre les pays au fil du temps, nous nous appuyons sur des données en termes réels pour calculer les taux de croissance réels de la productivité du travail. Au niveau sectoriel, nous effectuons uniquement des comparaisons de la croissance, en utilisant des données sur la valeur ajoutée réelle et l'emploi, les premières étant exprimées en monnaie nationale constante. Au niveau de l'ensemble de l'économie, nous effectuons également des comparaisons des niveaux de productivité du travail, pour lesquelles

nous utilisons des données sur la valeur ajoutée réelle corrigées des différences de parité de pouvoir d'achat (PPA) entre les pays<sup>12</sup>.

## Références

- ▶ Commission européenne. 2020. «Productivity in Europe: Trends and Drivers in a Service-Based Economy», JRC Technical Report, JRC119785.
- ▶ De Vries, Klaas, Abdul Erumban et Bart Van Ark. 2021. «Productivity and the Pandemic: Short-Term Disruptions and Long-Term Implications. The Impact of the COVID-19 Pandemic on Productivity Dynamics by Industry», *International Economics and Economic Policy*, 18: 541-570.
- ▶ Diewert, Walter Erwin, et Alice O. Nakamura. 2006. «Concepts and Measures of Productivity: An Introduction», dans *Services Industries and the Knowledge Based Economy*, publié sous la dir. de Richard Lipsey et Alice O. Nakamura, 19-38. Calgary: University of Calgary Press.
- ▶ Herrendorf, Berthold, Richard Rogerson et Ákos Valentinyi. 2022. «New Evidence on Sectoral Labor Productivity: Implications for Industrialization and Development», National Bureau of Economic Research Working Paper. <https://doi.org/10.3386/w29834>.
- ▶ OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2021. «OECD Productivity Statistics Database. Methodological Notes». <https://www.oecd.org/sdd/productivity-stats/OECD-Productivity-Statistics-Methodological-note.pdf>.
- ▶ OIT. 2020. *Comment accroître sa productivité: guide à l'intention des employeurs et des organisations d'employeurs et d'entreprise*. [https://www.ilo.org/actemp/publications/WCMS\\_767741/lang-fr/index.htm](https://www.ilo.org/actemp/publications/WCMS_767741/lang-fr/index.htm).
- ▶ Xinshen, Dao, Margaret McMillan et Dani Rodrik. 2019. «The Recent Growth Boom in Developing Economies: A Structural-Change Perspective», dans *The Palgrave Handbook of Development Economics: Critical Reflections on Globalisation and Development*, publié sous la dir. de Machiko Nissanke et José Antonio Ocampo, 281-334. Cham: Palgrave Macmillan.

6 Voir Herrendorf, Rogerson et Valentinyi (2022) et De Vries, Erumban et Van Ark (2021) pour une analyse des mérites de l'ETD pour les analyses comparatives internationales sur les questions de productivité.

7 Bien que seulement 12 pour cent des observations de notre échantillon final concernent des pays à faible revenu, l'ETD reste, à notre connaissance, la seule base de données fiable pour la comparaison de la productivité du travail entre pays incluant ces économies. Voir Herrendorf, Rogerson et Valentinyi (2022) pour une analyse.

8 Parmi les exemples récents d'études empiriques utilisant l'ETD figurent Herrendorf, Rogerson et Valentinyi (2022) et Xinshen, McMillan et Rodrik (2019). Pour un exemple récent d'analyse fondée sur la base de données STAN, voir la Commission européenne (2020).

9 Pour plus d'informations sur cette base de données, voir <https://euklems-intanprod-lee.luiss.it/>.

10 Les données originales de la comptabilité nationale sont publiées par le bureau national de statistiques de chaque pays.

11 Le principal avantage de la base de données KLEMS réside dans sa modélisation des sources de croissance de la productivité au niveau sectoriel. Au moyen d'une méthodologie de comptabilité de la croissance, elle estime la contribution d'un ensemble diversifié de facteurs de croissance de la productivité, tels que le capital physique, les compétences et les actifs incorporels, à la croissance de la main-d'œuvre et de la PTF. Pour les dernières informations sur cette base de données, voir <https://euklems-intanprod-lee.luiss.it/>.

12 L'utilisation des PPA est déconseillée lors de la comparaison de la productivité du travail au niveau de la branche d'activité entre les pays. Voir, entre autres, OCDE (2021), pour un exemple explicite.

## ► Annexe F. Croissance de la productivité et changement structurel

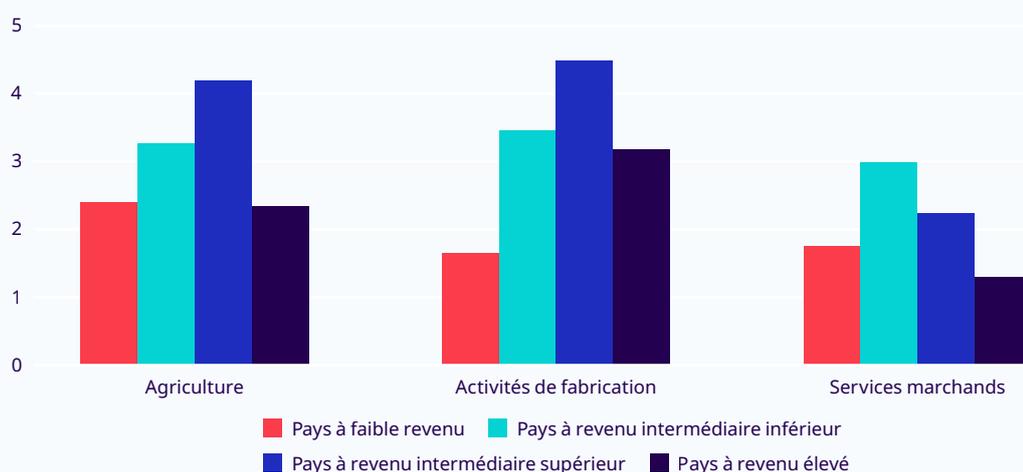
Cette annexe contient une analyse simple de la croissance de la productivité du travail dans les principaux secteurs économiques ainsi que des incidences des changements dans la composition sectorielle des économies (changement structurel) sur la croissance globale à long terme de la productivité du travail.

Les schémas de croissance de la productivité du travail observés sur la période 1992-2018 dans les trois principaux secteurs sont assez similaires dans les quatre différents groupes de revenus des pays (figure F1). Le fait bien établi que le secteur des services affiche en général une croissance plus molle que les secteurs primaire et secondaire, quel que soit le niveau de revenu des pays, se confirme également. Il est toutefois intéressant de noter que la croissance de la productivité dans les services semble meilleure dans le groupe des pays à revenu intermédiaire inférieur, tandis que les pays à revenu intermédiaire supérieur ont enregistré des taux plus élevés

dans les secteurs agricole et manufacturier. Ce qui est important du point de vue du développement, c'est que le rythme des gains de productivité dans le secteur primaire dans le groupe à revenu le plus faible est plutôt similaire à celui du groupe à revenu le plus élevé, ce qui signifie que la convergence dans ce secteur est loin de s'être concrétisée<sup>1</sup>.

Ensuite, nous étudions le rôle joué par les différents moteurs de croissance de la productivité du travail. Cette analyse est fondée sur la méthodologie initialement développée par Foster, Haltiwanger et Krizan (2001). Ces auteurs ont proposé une décomposition de la croissance de la productivité du travail au niveau de la branche d'activité lorsque des ensembles de données au niveau de l'entreprise sont utilisés. Leur méthodologie est appliquée aux données au niveau de la branche afin d'obtenir des résultats analogues applicables à la performance agrégée de la productivité du travail.

► **Figure F1. Croissance moyenne de la productivité du travail dans les principaux secteurs économiques, 1992-2018 (pourcentages)**



**Note:** Pour obtenir les taux de croissance pour chaque groupe, le taux de croissance moyen pondéré de la productivité du travail des pays de ce groupe est calculé, la part de chaque pays dans le PIB réel total (PPA en dollars internationaux constants de 2017) du groupe de revenus servant de pondération. La productivité du travail au niveau sectoriel est construite en utilisant la valeur ajoutée brute aux prix constants de 2015 (en millions de monnaie locale) et le nombre total de personnes occupées. Les services marchands comprennent le commerce et les transports, l'information et la communication, les activités professionnelles, scientifiques et techniques, ainsi que l'administration et les activités d'appui administratif.

**Source:** Calculs des auteurs à partir des données de STAN, ETD et ILOSTAT.

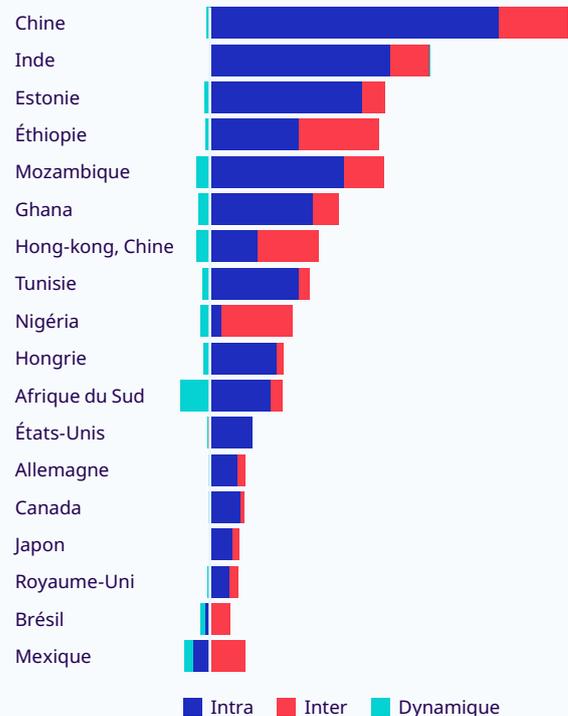
1 Pour une étude approfondie du rôle joué par l'agriculture dans la convergence entre les économies, voir Dieppe et Matsuoka (2021).

Cette méthodologie consiste à décomposer la croissance de la productivité du travail à l'échelle de l'économie en trois composantes principales: les effets *intra*, les effets *inter* et les effets *dynamiques* ou *transversaux*. La première de ces composantes montre l'effet de la croissance de la productivité au sein des différentes branches d'activité à parts d'emploi sectoriel constantes. Elle est généralement interprétée comme exprimant la contribution intrinsèque de chaque branche à la croissance globale de la productivité, qui peut comprendre des facteurs tels que le progrès technologique et d'autres types de gains d'efficacité au niveau sectoriel. La deuxième composante fournit une mesure de la partie de la croissance de la productivité globale du travail qui est due au déplacement de la main-d'œuvre vers des secteurs ayant des niveaux de productivité supérieurs ou inférieurs (le terme «inter» fait allusion au flux de main-d'œuvre *entre* les secteurs). Enfin, l'effet dynamique mesure l'interaction des variations de la productivité du travail au niveau de la branche d'activité et de l'emploi entre les secteurs au fil du temps. Par conséquent, il reflète la mesure dans laquelle les gains d'efficacité positifs/négatifs interagissent avec l'expansion/la contraction des différentes branches<sup>2</sup>. La figure F2 présente une décomposition de la croissance de la productivité du travail en ces trois composantes pour certains pays.

La figure F2 montre que la composante *intra*, qui représente la partie de la croissance de la productivité du travail due à sa croissance intrinsèque au niveau sectoriel, a été le principal facteur de croissance moyenne dans les pays présentés<sup>3</sup>. Les exceptions sont le Brésil, le Mexique et le Nigéria, où le principal moteur de la croissance a été la composante *inter*, qui reflète les transferts de main-d'œuvre entre les secteurs. Dans ces trois pays, la décomposition montre que ces déplacements se sont faits vers des branches d'activité ayant des niveaux de productivité par travailleur plus élevés. Il convient également de noter que dans plusieurs pays – dont l'Afrique du Sud, le Nigéria et le Mexique – la contribution de la composante *dynamique* a été négative, ce qui veut dire que l'emploi ne s'est pas déplacé vers les secteurs présentant les profils de croissance moyens de la productivité du travail les plus élevés.

Il convient de souligner que, dans les pays situés au bas de la répartition des revenus par travailleur, les réallocations dynamiques de la main-d'œuvre entre les secteurs ont été préjudiciables à la croissance globale de la productivité du travail, tandis que les composantes *intra* et *inter* ont affiché les plus grandes contributions positives. Toutes les

► **Figure F2. Décomposition de la croissance de la productivité du travail, certaines économies (pourcentages)**



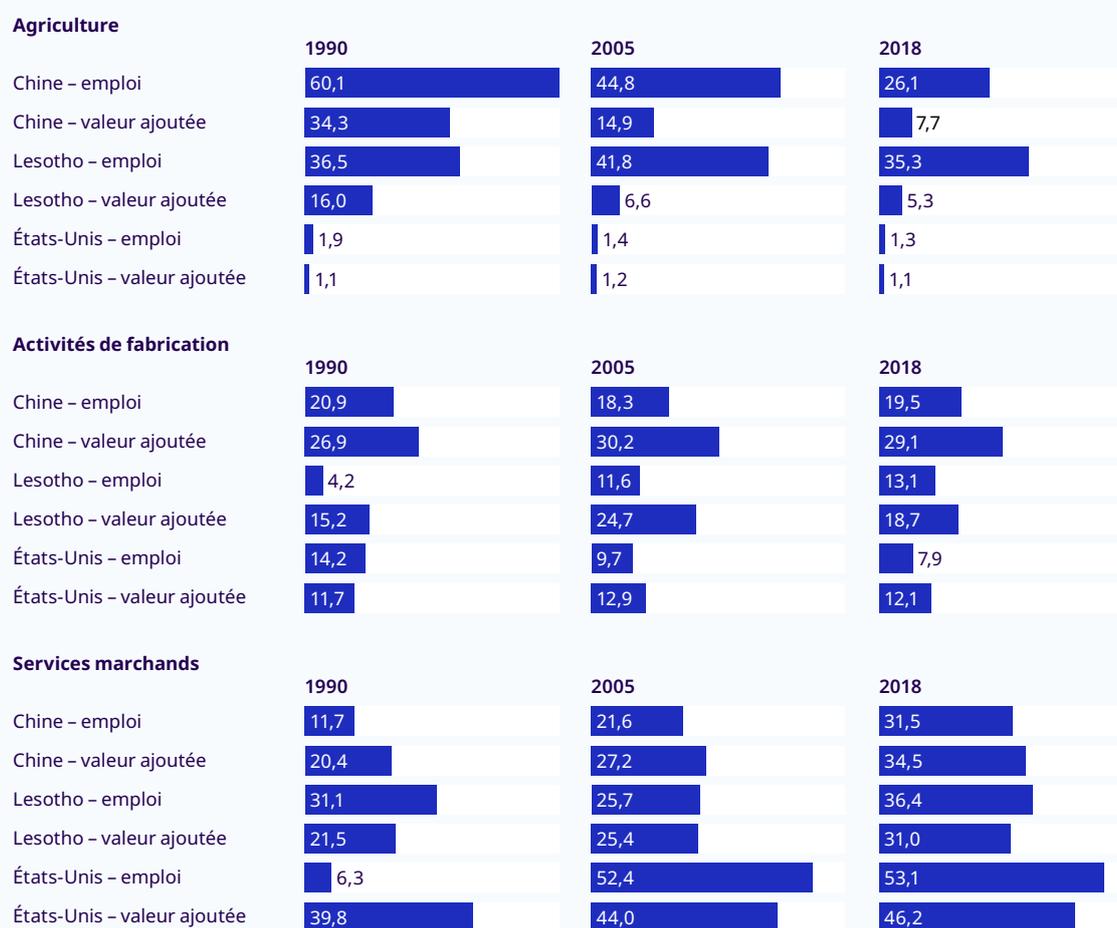
**Note:** Les contributions sont exprimées en points de pourcentage du taux de croissance annuel moyen réel de la productivité du travail. Pour plus de détails sur la méthodologie de cette décomposition, voir Foster, Haltiwanger et Krizan (2001). La productivité du travail au niveau sectoriel est construite en utilisant la valeur ajoutée brute aux prix constants de 2015 (en millions de monnaie locale) et le nombre total de personnes occupées.

**Source:** STAN et ETD.

économies d'Afrique subsaharienne présentées illustrent cette situation. En outre, le flux de ressources humaines vers les secteurs présentant des niveaux de productivité plus élevés a été une caractéristique marquée de la croissance de la productivité du travail en Éthiopie, l'un des pays les moins développés de l'échantillon. Il en va de même pour les économies à revenu intermédiaire supérieur telles que Hong-kong (Chine) et le Mexique.

2 Pour une explication très claire de cette méthodologie, y compris les détails mathématiques qui la sous-tendent, voir <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/pdvtvy-2018-4-en/index.html?itemId=/content/component/pdvtvy-2018-4-en#:text=L'analyse%20shift%2Dshare%20est,par%20la%20réallocation%20des%20ressources%20entre%20les%20secteurs>.

3 Ce résultat est cohérent avec les données récentes indiquant que, entre 1995 et 2018, les augmentations de la productivité du travail au sein d'un même secteur peuvent expliquer au moins les deux tiers de la croissance moyenne de la productivité du travail à l'échelle de l'économie dans toutes les régions du monde (Nayyar, Hallward-Driemeier et Davies, 2021).

► **Figure F3. Valeur ajoutée réelle et part de l'emploi par secteur (pourcentages)**

**Note:** Les parts de valeur ajoutée sont exprimées en termes réels. La somme des parts peut ne pas être égale à 100 parce que ces secteurs ne représentent qu'une (grande) partie de l'ensemble de l'économie. La composition des services marchands est définie sur <https://ilostat.ilo.org/fr/resources/concepts-and-definitions/description-labour-force-statistics/>.

**Source:** ETD et STAN.

La figure F3 montre l'évolution de la valeur ajoutée réelle et des parts d'emploi dans trois grands secteurs: l'agriculture, les activités de fabrication et les services marchands. La figure reproduit des faits notoires concernant les différentes structures sectorielles d'économies ayant des niveaux de développement distincts. Le Lesotho, le pays le moins développé figurant dans l'ensemble des données, présente une structure économique marquée par la forte présence du secteur agricole, notamment en termes d'emploi. La composition sectorielle des États-Unis n'a que très peu changé, la baisse progressive de la part de l'emploi du secteur manufacturier étant un signe implicite de la performance relativement forte de la productivité du travail dans ce secteur. Quant à la Chine, sa

transformation économique s'est caractérisée par le processus bien connu d'expansion de l'industrie manufacturière tournée vers l'exportation, au détriment de l'emploi dans le secteur primaire.

La part des trois secteurs dans l'emploi réel a relativement peu évolué au Lesotho au cours des deux dernières décennies. Cela reflète en partie l'absence de transformation structurelle rapide, qui a été à la fois une cause et une conséquence du manque de croissance économique globale. En revanche, la part de la valeur ajoutée a nettement diminué dans le secteur agricole et augmenté dans le secteur des services marchands. Cette observation laisse supposer que la maladie des coûts de Baumol est en jeu dans

ce pays (Baumol, 1967). En outre, la stagnation de l'emploi dans le secteur manufacturier à une part relativement faible est cohérente avec les constats selon lesquels les tendances récentes de la transformation structurelle dans les pays à revenu intermédiaire inférieur n'ont pas suivi la même trajectoire d'industrialisation que la plupart des pays à revenu élevé actuels lorsqu'ils se sont développés pour rejoindre ce groupe de revenus (Nayyar, Hallward-Driemeier et Davies, 2021).

## Références

- ▶ Baumol, William J. 1967. «Macroeconomics of Unbalanced Growth: The Anatomy of Urban Crisis», *American Economic Review*, 57 (3): 415-426.
- ▶ Dieppe, Alistair, et Hideaki Matsuoka. 2021. «Sectoral Decomposition of Convergence in Labor Productivity: A Re-examination from a New Dataset», World Bank Policy Research Working Paper No. 9767. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/36232>.
- ▶ Foster, Lucia, John C. Haltiwanger et C. J. Krizan. 2001. «Aggregate Productivity Growth. Lessons from Microeconomic Evidence», dans *New Developments in Productivity Analysis*, publié sous la dir. de Charles R. Hulten, Edwin R. Dean et Michael J. Harper, 303-372. Chicago, États-Unis: University of Chicago Press.
- ▶ Nayyar, Gaurav, Mary Hallward-Driemeier et Elwyn Davies. 2021. *At Your Service? The Promise of Services-Led Development*. Banque mondiale.





## Faire avancer la justice sociale, promouvoir le travail décent

L'Organisation internationale du Travail est l'institution des Nations Unies spécialisée dans les questions liées au monde du travail. Elle rassemble gouvernements, employeurs et travailleurs autour d'une approche de l'avenir du travail centrée sur l'humain, en soutenant la création d'emplois, les droits au travail, la protection sociale et le dialogue social.

### *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2023*

Une multitude de crises freine la reprise après la pandémie de COVID-19, qui est inégale et encore inachevée dans de nombreuses régions du monde. Les décideurs sont confrontés à des arbitrages difficiles (par exemple entre l'inflation et l'atonie persistante du marché du travail), tandis que la crise du coût de la vie menace les moyens de subsistance des ménages. En 2023, la croissance de l'emploi devrait s'essouffler; et le chômage mondial, augmenter. Dans ces conditions, les déficits importants en matière de travail décent, qui sont dans une large mesure antérieurs à la pandémie, devraient persister.

Cette année, le rapport *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances* évalue de manière exhaustive les déficits de travail décent existants et examine comment la crise du COVID-19 les a creusés. Il analyse les tendances mondiales, les différences régionales ainsi que les résultats obtenus pour les groupes de travailleurs et propose également des projections du marché du travail pour 2023 et 2024. En outre, il expose les tendances de la croissance de la productivité du travail et analyse les facteurs qui expliquent son déclin.

[ilo.org](https://ilo.org)

---

Organisation internationale du Travail  
Route des Morillons 4  
1211 Genève 22  
Suisse